

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°469

AVRIL 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

-----

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285 (imprimé)  
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## SOMMAIRE

- **IRAK : VERS UN NOUVEAU REPORT DES ÉLECTIONS AU KURDISTAN ?**
- **TURQUIE : LA POPULATION DE VAN SE MOBILISE ET FAIT RESPECTER SON VOTE**
- **IRAN : UN BAROUD D'HONNEUR À USAGE INTERNE**
- **ROJAVA : GUERRE À BAS BRUIT CONTRE DAECH ET LES MILICES PRO-TURQUES**
- **CULTURE : FESTIVAL DES FILMS KURDES DE PARIS DÉDIÉ A YILMAZ GÜNEY**

---

### IRAK : VERS UN NOUVEAU REPORT DES ÉLECTIONS AU KURDISTAN ?

**L**a crise politique ouverte par la récente décision de la Cour suprême irakienne de supprimer le quota de 11 sièges réservés aux minorités religieuses et ethniques au Parlement du Kurdistan et de modifier la loi électorale du Kurdistan en violation des dispositions claires de la Constitution irakienne (Articles 141 et 92) n'a pas encore trouvé de solution. Les efforts de médiation de la Mission des Nations-Unies en Irak et des diplomates occidentaux n'ont pas abouti.

Le 1<sup>er</sup> avril, la Haute Commission électorale (IHEC), chargée par la

Cour suprême irakienne d'organiser les élections parlementaires au Kurdistan, a clôturé les inscriptions aux partis et coalitions de partis souhaitant participer à ces élections. La principale formation politique du Kurdistan (PDK) ne s'est pas enregistrée en maintenant sa décision de boycott en protestation contre « les décisions inconstitutionnelles » de la Cour suprême irakienne, « attentatoires aux droits et libertés du peuple kurde garantis par la Constitution ». Tous les partis chrétiens et turkmènes du Kurdistan boycottent également ce scrutin fixé en principe au 10 juin mais dont la tenue à cette

date s'avère désormais peu probable. Le PDK estime par ailleurs que l'organisation de ces élections relève de la Haute commission électorale du Kurdistan, conformément à l'autonomie garantie pas une Constitution approuvée en 2005 par plus de 85% des Irakiens. L'objectivité de la Haute commission électorale, contrôlée par des partis chiites pro-Iran, est mise en cause. Le PDK propose que le scrutin soit surveillé par les Nations-Unies pour vérifier son caractère libre et sincère.

Le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani, a effectué les 27 et 28 avril une visite à Bagdad

---

où il a rencontré le président et le Premier ministre irakiens, les principaux leaders chiites, le président par intérim du Parlement irakien ainsi que le chef de la Cour suprême fédérale de Bagdad. Qualifiés de « constructifs », ces entretiens n'ont pas apporté d'avancée majeure. Le Premier ministre a promis une nouvelle fois « le versement prochain » des salaires et pensions des fonctionnaires du Kurdistan et le règlement des 3 mois de retards. Mais la loi budgétaire irakienne votée il y a un an avec les voix décisives des députés kurdes au Parlement irakien n'est toujours pas mise en œuvre. Il en va de même de la promesse de la reprise prochaine des exportations du pétrole du Kurdistan interrompues en mars 2023. L'oléoduc Kirkouk-Turquie a été rénové, ses capacités portées de 350.000 barils par jour un million de barils. La Turquie affirme depuis des mois être prête à recevoir le pétrole du Kurdistan mais le gouvernement irakien, prétextant « les négociations en cours avec les compagnies pétrolières concernées » traîne les pieds. Selon l'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan L'APIKUR, l'Irak a déjà perdu plus de 14 milliards de recette depuis l'arrêt de ces exportations en mars 2023. Des recettes qui auraient couvert près de deux ans de budget du Kurdistan.

Dans une lettre au président américain, 8 congressmen américains ont demandé à Joe Biden d'exiger du Premier ministre irakien en visite à Washington la reprise des exportations du pétrole du Kurdistan. Le président Biden a reçu le 15 avril à la Maison Blanche le Premier ministre irakien Mohammad Shia al-Soudani et sa délégation comprenant le ministre des relations extérieures du Kurdistan Safeen Dizayee. Joe Biden a affirmé à cette occasion : « Notre partenariat est crucial pour nos nations, pour le Moyen-Orient et, je crois, pour le monde ». Il a appelé Bagdad et Erbil à ré-

soudre leurs problèmes et a souligné « l'importance de l'Irak et du Kurdistan pour les intérêts américains », selon le compte-rendu de S. Dizayee. La délégation a eu un petit déjeuner de travail avec le Secrétaire d'État Anthony Blinken dans le cadre du Comité supérieur de coordination américano-irakien. Selon un communiqué du Département d'État américain, les États-Unis ont fourni au moins 3,5 milliards de dollars d'aide à l'Irak depuis 2014. Le Premier ministre irakien a aussi rencontré le Secrétaire à la Défense, Lloyd Austin pour discuter de la coopération militaire entre les deux pays. Une déclaration commune, publiée après leur réunion, souligne « les efforts visant à moderniser les Forces de sécurité irakiennes, y compris les forces Peshmergas kurdes et à renforcer leurs capacités ». Le communiqué évoque aussi « la sécurisation des sites en Irak et au Kurdistan contre les menaces aériennes » venant des milices pro-iraniennes qui ne sont pas citées. Celles-ci demandent le départ des forces américaines de l'Irak, l'un des objectifs prioritaires de l'Iran. Pour temporiser, le gouvernement irakien a mis en place une « haute commission » pour discuter de cette question et établir un calendrier de retrait. A Washington, le Premier ministre s'est montré rassurant vis-à-vis de ses interlocuteurs américains. Pressé par Téhéran, Bagdad a un besoin vital du soutien de Washington s'il veut éviter de devenir une colonie de l'Iran. A titre tout à fait exceptionnel, l'Irak est exempté par Washington de l'application des sanctions américaines et occidentales contre l'Iran. Il bénéficie d'une assistance multiforme de la part des États-Unis au point que des élus américains mettent en garde l'administration que l'afflux des dollars vers l'Irak ne finisse pas par alimenter l'Iran et ses milices en devises américaines. Exercice diplomatique très délicat donc pour le Premier ministre irakien dont le Président du

Kurdistan a tenu à soutenir la visite à Washington.

Une semaine après cette visite, l'Irak a reçu celle du président turc à Bagdad, une première depuis 2011. Une visite à caractère plutôt économique et commercial dont le point d'orgue a été la signature d'un mémorandum d'accord quadri-partite entre la Turquie, l'Irak, les Émirats arabes unis et le Qatar portant sur leur coopération sur la construction d'une « route de développement », un corridor routier et ferroviaire de 1200 kms qui doit relier d'ici 2030 l'Irak à la Turquie en passant par Bagdad et Mossoul.

La Turquie est la deuxième partenaire commerciale de l'Irak après la Chine. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays approche vingt milliards de dollars par an. Pour développer encore ces échanges 24 protocoles d'accord ont été signés dans les domaines divers dont l'énergie. Les questions qui fâchent, comme celle du partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate, deux fleuves qui prennent leurs sources dans le Kurdistan de Turquie et qui traversent l'Irak avec des débits de plus en plus faibles ou celles des interventions militaires turques récurrentes ont été confiées à des comités bilatéraux. La coopération sécuritaire contre le PKK a été longuement évoquée. Bagdad a promis d'interdire les activités du PKK sur son territoire mais demande à la Turquie de respecter son intégrité territoriale.

Après sa visite à Bagdad, le président turc a tenu à faire une escale à Erbil, capitale du Kurdistan autonome où il a pu rencontrer les principaux dirigeants kurdes. Face à Bagdad dominé par des partis chiites pro-iraniens, Ankara s'emploie à avoir de bonnes relations avec les Arabes sunnites et les Kurdes irakiens majoritairement sunnites. D'autant que la frontière irako-turque est peuplée de part et d'autre de Kurdes. La sécurité

---

du commerce turco-irakien et de la future et ambitieuse « route du développement » passe par des bonnes relations et une certaine coopération avec le Kurdistan irakien que la Turquie continue d'ailleurs d'appeler officiellement « le Nord de l'Irak ». Enclavé géographiquement et en proie aux menées déstabilisatrices de l'Iran, le Kurdistan irakien a également besoin des relations de bon voisinage avec la Turquie, sa principale fenêtre sur le monde extérieur. Ce « mariage de raison », inauguré d'ailleurs relativement récemment car jusqu'en 2007 la Turquie menaçait d'intervenir militairement pour écraser dans l'œuf cette expérience de gouvernement kurde qui, à l'en croire, constituait une menace existentielle pour elle, motif évoqué désormais pour justifier ses interventions contre les Kurdes syriens.

Pour tenter de régler leur contentieux divers avec le gouvernement de Bagdad, les dirigeants kurdes irakiens préparent aussi une offensive diplomatique vers Téhéran qui a une influence décisive sur les factions chiïtes irakiennes. La visite à Erbil d'Erdogan a dû inquiéter la République islamique

qui va sans doute essayer d'amaïdouer les Kurdes pour qu'ils ne basculent pas complètement dans le camp turc.

En attendant, les milices irakiennes pro-iraniennes continuent de s'attaquer aux infrastructures du Kurdistan, le 26 avril, deux drones suicides ont frappé le champ gazier de Khor Mor, exploité par Dana Gas, dans le district de Qadir Karim, dans le gouvernorat de Suleimanieh. L'attaque a tué quatre employés yéménites de Dana Gas et en a blessé plusieurs autres. Des auteurs non identifiés ont pris pour cible l'entreprise basée aux Émirats arabes unis à plusieurs reprises. Le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a déclaré que l'attaque avait interrompu l'approvisionnement en gaz des centrales électriques du Kurdistan irakien et réduit l'approvisionnement en électricité de la région d'environ 2 500 mégawatts. Le 28 avril, Dana Gas a temporairement suspendu la production à Khor Mor en raison de préoccupations concernant la sécurité de ses travailleurs.

Le même jour, un Peshmerga, en congé, a été tué par une frappe

aérienne turque près du sous-district de Bradost. Le chef du district a informé Rudaw que la victime, Sarwar Qadir, père de trois enfants, se trouvait à l'intérieur de son camion lorsque la frappe aérienne l'a visé. Cet incident s'ajoute au bilan des victimes civiles, avec au moins deux personnes qui ont perdu la vie au cours des dix derniers jours. Une de ces victimes a été tuée dans le sous-district de Mawat, à Suleimanieh, où un drone turc a visé sa maison.

Enfin, les partis pro-iraniens irakiens, principalement ceux du Cadre de coordination, ont répondu à la condamnation américaine d'un amendement à la loi irakienne anti-prostitution adopté par le Parlement irakien en collectant plus de 61 signatures sur une pétition exigeant l'expulsion de l'ambassadeur américain en Irak, Alina Romanowski. La loi irakienne anti-prostitution avait été adoptée en 1988, sous Saddam Hussein. L'amendement récent impose des sanctions sévères pour l'homosexualité, la chirurgie de transition de genre, la pratique intentionnelle de l'effémination et la promotion de la « déviance sexuelle ».

---

## TURQUIE :

### LA POPULATION DE VAN SE MOBILISE ET FAIT RESPECTER SON VOTE

**L**ors des élections municipales du 31 mars, les électeurs de la ville kurde de Van avaient élu, avec un score de 55,48%, le candidat du parti pro-kurde DEM, Abdullah Zeydan. Dans une ultime et dérisoire manœuvre post-électorale, la commission électorale locale, sur ordre du ministre de la justice, a invalidé cette élection et déclaré maire le candidat du parti gouvernemental AKP qui n'a obtenu que 27,15% des suffrages au prétexte que M. Zeydan serait en fait inéligible.

Élu député de Van en 2015, Abdullah Zeydan avait été arrêté en octobre

2016, en même temps que le leader de son parti Salahattin Demirtas et une cinquantaine de maires élus et de députés kurdes pour « liens avec l'organisation terroriste PKK ». La justice turque lui reprochait d'avoir assisté à des funérailles des membres du PKK alors que, dans la société kurde, comme dans la plupart des pays du Proche-Orient, assister aux obsèques des voisins, quels qu'ils soient, même des adversaires, est une tradition respectée. On a vu, en pleine guerre civile libanaise, des membres ou dirigeants des factions en guerre assister aux mariages ou aux obsèques de leurs adversaires. Pour ce simple « délit » et sans autre forme de procès ni

preuves Abdullah Zeydan a passé sept années de sa vie dans les geôles turques. Libéré en octobre 2022, et jouissant de ses droits civiques et politiques, il s'est porté candidat au poste de maire de sa ville de Van où il reste très apprécié et populaire. Il a dûment complété toutes les procédures légales requises devant le Haut Conseil électoral turc (YSK) qui a validé sa candidature. Et voilà que 48h. avant le scrutin, et un vendredi soir une heure avant la fermeture des bureaux, sur une directive du ministère de la Justice, la Commission électorale provinciale de Van met en cause la légalité de sa candidature et à l'issue du scrutin invalide son élection.

Cette invalidation, dénoncée comme « un putsch politique » par le parti DEM et une tentative du ministère turc de la justice de « confisquer la volonté du peuple de Van », a suscité un tollé dans l'opinion publique à Van, dans les principales villes kurdes mais aussi à Istanbul et à Ankara. Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Van, de Diyarbakir, d'Istanbul contre cette décision inique. Au-delà du parti DEM, les réactions sont venues des personnalités de l'opposition. Le président du Parti républicain du peuple (CHP) a dénoncé « un déni de démocratie ». Son prédécesseur, Kemal Kiliçdaroglu, a appelé le candidat AKP de Van, battu mais déclaré vainqueur par la Commission électorale, à faire preuve de dignité pour refuser un tel cadeau infâme. Le maire d'Istanbul, fraîchement réélu, Ekrem Imamoglu a déclaré « Ne pas remettre son mandat au candidat du Parti DEM élu maire de Van, c'est nier la volonté du peuple de Van. C'est inacceptable » (Le Monde du 2 avril). De son côté, du fond de sa prison d'Edirne, où il est injustement détenu depuis 2016, Selahattin Demirtas a interpellé le président turc Erdogan : « Le soir des élections vous avez déclaré que vous respecteriez la volonté du peuple. Malheureusement, ce qui s'est passé à Van n'est pas compatible avec vos déclarations ». Dans un message transmis par ses avocats il appelle « tout le peuple, en particulier la population de Van ainsi que toutes les forces et les partis pro-démocratie, à s'opposer à cette décision illégale ».

Face à ce tollé général, le porte-

parole de l'AKP, Omer Çelik, a tenu une conférence de presse pour affirmer qu'il s'agissait d'une « question de droit à la discrétion de la Commission électorale provinciale. Ce n'est pas un domaine où le gouvernement peut intervenir ». Finalement, devant l'ampleur des réactions politiques et des protestations populaires, le Haut Conseil électoral a décidé, probablement sur instruction du président Erdogan, de valider l'élection d'Abdullah Zeydan et de clore ainsi l'incident. Ce qui lui a permis de ne pas invalider deux autres élections pour le moins douteuses dans les villes kurdes de Sirnak et de Bitlis où la participation de milliers de policiers et de soldats dépêchés d'autres provinces de Turquie « pour assurer la sécurité » a permis l'élection de justesse de candidats du parti gouvernemental AKP.

Les maires kurdes récemment élus découvrent avec effarement les dettes colossales contractées par les « kayum » (administrateurs) nommés par le gouvernement en remplacement des maires élus et déchus. Les audits sont en cours sur la destination et l'usage de ces fonds et la légalité de ces dettes. Les administrateurs ont ainsi dépouillé ces villes de leur parc automobile et de certains autres équipements. D'après batailles juridiques se profilent à l'horizon.

De son côté, le président turc, libéré désormais de contingences électorales jusqu'à la fin de son mandat, semble soucieux de se consacrer à son rôle de « leader régional et global » qu'il affectionne tant. Mais le contexte international peu propice

semble limiter ses ambitions. Son « ami » Poutine dont la visite a été annoncée comme « proche » à plusieurs reprises, ne donne plus de signes. Le 21 avril il a reçu en grandes pompes le chef du Hamas, Ismail Haniyeh. Il a, à cette occasion, répété qu'il considérait le Hamas comme une « organisation de résistance nationale » comparable aux Forces nationales (Kuvayi milliye) mobilisées par Mustafa Kemal lors de la Guerre d'Indépendance de Turquie, ce qui a mécontenté fort les kémalistes du Parti républicain du peuple, mais aussi nombre d'alliés de l'OTAN dont les Etats-Unis. Sa rencontre tant attendue avec le président américain à la Maison Blanche, prévue pour le 9 mai a été « ajournée » sine die « pour des raisons de calendrier ». Le président allemand Frank-Walter Steinmeier a effectué du 22 au 24 avril une visite d'amitié en Turquie où les contacts avec son homologue Erdogan, qu'il n'apprécie guère, ont été réduits au strict minimum, une brève rencontre au retour de Bagdad du président turc. Il a rendu visite aux victimes du tremblement de terre à Gaziantep et rencontré à Istanbul le maire Ekrem Imamoglu (AFP, 22 avril) et des personnalités de la société civile.

D'ici le sommet de juillet de l'OTAN à Washington le conflit israélo-palestinien reste le seul domaine où le président turc peut encore espérer faire entendre sa voix. Ses offres de médiation sont restées sans suite mais il semble en compétition avec l'Iran, l'autre soutien du Hamas pour se poser en champion de la cause arabe alors que la plupart des États arabes restent discrets.

---

## IRAN : UN BAROUD D'HONNEUR À USAGE INTERNE

**L**e 1<sup>er</sup> avril une attaque aérienne attribuée à Israël contre un bâtiment du consulat iranien à Damas a fait 16 morts dont 7 hauts commandants des Gardiens de la Révolution iraniens. Parmi les victimes, l'emblématique

Général Zahedi et deux de ses adjoints, Général Hossein Aminollahi et Général Mohammed Hadi-Haj Rahimi, vétérans de la force Qods des Pasdarans.

Chargé de la coordination des opérations secrètes et des milices pro-

iraniennes en Syrie et au Liban, le général Zahedi était connu pour être un proche de l'ayatollah Khamenei « guide suprême » de l'Iran et ce depuis la guerre Iran-Irak. De 2008 à 2014 il a été commandant en chef de la force Qods en Syrie et au Liban, branche des

---

Gardiens de la Révolution chargée de opérations extérieures du régime iranien. Il était aussi très proche du chef du Hezbollah libanais Nasrallah. Sa mort et celle de ses adjoints expérimentés constituent sans doute un coup dur pour le régime iranien, comparable à l'élimination par un drone américain en janvier 2020 à Bagdad du général Qassem Suleimani, selon de nombreux observateurs.

Les media iraniens ont donné une large place à ces assassinats et le vendredi 4 avril des milliers de partisans du régime iranien ont, au cours d'une cérémonie officielle à Téhéran, rendu hommage à ces « martyrs de la voie de libération de Jérusalem » et ont promis de faire payer son crime « au régime sioniste vicieux ». Le 2 avril, le Guide suprême l'ayatollah Khamenei lui-même avait déclaré qu'Israël serait « giflé » et que ses « efforts désespérés ne sauveront pas (les Israéliens) de la défaite » (AFP-Le Figaro du 5 avril)

La riposte iranienne s'avérait d'autant plus inévitable que l'attaque avait visé un bâtiment faisant partie du vaste complexe de l'ambassade d'Iran à Damas, donc une agression contre le territoire iranien même si Israël de son côté conteste cette interprétation affirmant que le bâtiment visé était un poste de commandement militaire des Gardiens de la Révolution iranienne coordonnant les attaques de multiples milices dont le Hezbollah libanais contre Israël.

Revenant à la charge, l'ayatollah Khamenei, dans un discours retransmis en direct le 10 avril à l'occasion de l'Aid al-Fitr, fête marquant la fin du ramadan, a déclaré : « Le régime maléfique a fait une erreur (...) il doit être puni et sera puni ». Après cette fatwa ultime, la riposte iranienne n'était plus qu'une question de temps. Israël et ses alliés ont eu tout le temps nécessaire d'évaluer cette menace et de s'y préparer. Le président américain a annoncé le 12 avril une attaque

iranienne « imminente ». Plusieurs pays situés sur le trajet d'éventuels missiles iraniens dont l'Irak et la Jordanie ont fermé leurs espaces aériens ainsi qu'Israël. Et le samedi 13 avril au soir environ 300 projectiles dont des drones, des missiles de croisière et des missiles balistiques lancés à partir du territoire iranien ont visé des cibles en Israël. 99% d'entre eux ont été abattus par les défenses anti-aériennes d'Israël, des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne et de Jordanie. Les Émirats arabes unis et le Bahreïn auraient fourni des renseignements à leurs alliés américains. Les quelques missiles ayant pénétré l'espace aérien israélien sont tombés dans le désert provoquant « des dégâts mineurs sans faire de victime » selon un porte parole de l'armée israélienne cité par le Monde du 13 avril. Une petite fille bédouine de 7 ans a été blessée par des éclats d'obus.

L'opération iranienne baptisée « Promesse honnête » a été très médiatisée en Iran et fêtée comme une « victoire ». Elle a en fait eu pour résultat de souder les rangs des alliés occidentaux et arabes d'Israël même les plus critiques face à la menace iranienne. Elle a aussi permis aux Occidentaux d'évaluer les capacités offensives réelles de l'Iran, la performance de ses drones et de ses missiles et l'efficacité de leurs moyens utilisés pour les neutraliser. Des drones mettant plusieurs heures pour atteindre Israël dont certains en panne, tombés au Kurdistan ou en Jordanie, n'ont pas impressionné grand monde. Pour leur part, la Chine et la Russie ont apporté leur soutien à l'Iran mais aucun État arabe

L'opération « Promesse honnête » s'est avérée finalement comme une piètre opération de communication d'un régime iranien humilié à destination de son opinion publique et de ses alliés régionaux. Et même sur ce plan là elle a été un échec.

De son côté le gouvernement israé-

lien semble avoir été tenté de répondre à cette attaque par des bombardements massifs des installations nucléaires iraniennes. Cette fenêtre d'opportunité exceptionnelle pour Israël n'a pu être utilisée car Washington semble décidé d'empêcher toute extension du conflit et surtout une confrontation israélo-iranienne aux conséquences incalculables pour la région. Finalement, le 19 avril une attaque attribuée à Israël a détruit les radars et les défenses anti-aériennes d'une base militaire iranienne près de la ville d'Ispahan où sont situées certaines des installations nucléaires les plus sensibles d'Iran. Il s'agissait d'un message clair : « Nous pouvons attaquer et atteindre vos sites nucléaires ». Face à cette riposte « mesurée », l'Iran a également adopté une attitude minimisant l'attaque et ses conséquences.

L'incident semble clos pour l'instant mais il n'en va pas de même pour les opérations de répression menées par le régime contre ses propres citoyens notamment les femmes et les minorités non persanes.

Le 4 avril, des affrontements avec des indépendantistes baloutches ont fait 28 morts dont 10 soldats iraniens dans les villes de Chabahar et Rask. Les combattants de Jaish al-Adl (l'armée de la justice) sunnites ont attaqué des bases des Gardiens de la révolution iraniens chiïtes accusés de persécuter la population baloutche locale. Dans un communiqué cité par le New York Times du 4 avril cette organisation, appelée aussi Junduallah, affirme qu'elle a mobilisé 168 combattants dans ces attaques et qu'elle veut alerter l'opinion sur le changement démographique que l'Iran s'emploie à imposer à cette région sunnite.

Un peu partout en Iran, la police des mœurs revient en force (Le Monde du 30 avril). Les autorités ont lancé une nouvelle opération baptisée « Plan de la lumière » contre les femmes qui refusent de se voiler. Le porte-parole du Haut Commissariat des Nations-Unies

---

aux droits de l'homme, Jeremy Laurence, a affirmé que les autorités iraniennes avaient fermé des centaines d'entreprises pour ne pas avoir appliqué les lois sur le hijab. Parallèlement, plus de 160 législateurs iraniens ont exprimé leur soutien à une nouvelle « loi sur le hijab obligatoire ».

Le 25 avril, le rappeur contestataire Toomaj Salehi a été condamné à mort. Il est accusé entre autres « crimes », « d'incitation à la sédition » pour sa participation au soulèvement populaire « Femme, Vie, Liberté » provoqué par la mort de Jina Mahsa Amini (Libération du 25 avril). Selon Amnesty International 853 prisonniers ont été exécutés en Iran en 2023.

La chasse aux contestataires et dissidents iraniens se poursuit aussi à l'étranger. Selon un reportage du journal Le Monde du 25 avril, à Londres des journalistes travaillant pour des médias en persan, comme la chaîne Iran International ou la BBC Persian, sont constamment menacés et les attaques les visant s'intensifient ces temps derniers.

Au Kurdistan, Le 13 avril, les gardes-frontières iraniens ont tué un porteur frontalier kurde (kolbar) près de Sardasht et un autre près de Saqqez.

Les kolbars tués, Omid Saidi et Mehrdad Abdullah Zadeh, ont été abattus alors qu'ils transportaient une cargaison près de la frontière Iran-Irak. Parallèlement, les autorités iraniennes ont arrêté plusieurs Kurdes, dont un enseignant pour avoir organisé une célébration du Newroz à Ilam. Le régime a également arrêté un militant à Kermanshah, un civil à Mehabad, ainsi que le père d'un manifestant décédé et d'un journaliste à Senna. En outre, l'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a rapporté que le régime avait arrêté un universitaire, Loqman Qanbari, pour avoir traduit un livre sur les Kurdes au Moyen-Orient écrit par la chercheuse israélienne Orfa Bengio.

Le 18 avril, les services de renseignement (Ettela'at) ont arrêté deux Kurdes à Miandoab et à Ourmia. En outre, les forces de sécurité ont arrêté deux athlètes à Ourmia et Dewlan, un jeune de 20 ans à Qorveh et six civils à Mahabad et Senna. Parallèlement, l'ONG Hengaw a fait état d'une condamnation à cinq ans de prison contre Kamal Lotfi par le tribunal révolutionnaire islamique de Senna pour « insulte à la Cour suprême iranienne et au fondateur du régime ». Le même tribunal a également condamné une femme enseignant la langue kurde

à 11 ans de prison pour son activisme culturel. De même, un Kurde a été condamné à trois ans et cinq mois de prison à Piranshahr, tandis qu'un rappeur, qui s'est attaqué à la pauvreté en Iran, a été condamné à cinq ans de prison. Par ailleurs, le régime a continué de tendre des embuscades aux porteurs frontaliers (kolbar), entraînant la mort d'au moins deux personnes et en blessant plusieurs autres le long des frontières de la région kurde. Parallèlement, le régime a arrêté d'autres Kurdes, notamment un membre du Syndicat des enseignants de Senna, Khaled Ahmadi, un militant Matin Hassani à Bokan, un athlète d'Ourmia Afshin Nejadaziz et deux militants religieux à Saqqez.

Par ailleurs, les pays de l'Union européenne (UE) sont parvenus à un accord sur les sanctions à imposer à l'Iran. Ces sanctions visent à stopper le flux de produits européens utilisés dans l'industrie iranienne des missiles et des drones. De plus, le 23 avril, le département du Trésor américain a désigné deux entreprises et quatre individus pour des cyberattaques perpétrées au nom du Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) contre des entreprises et des agences gouvernementales américaines.

---

## ROJAVA :

### GUERRE A BAS BRUIT CONTRE DAECH ET LES MILICES PRO-TURQUES

**L**e Rojava a connu un mois d'avril marqué par des affrontements contre les attaques épisodiques de Daech, le harcèlement intermittent des milices pro-turques et une opération ratée de commandos de l'armée d'Assad.

La Turquie, occupée à digérer les conséquences lourdes des élections municipales et l'offensive diplomatique du président Erdogan vers l'Irak et vers le Hamas, l'Iran en confrontation directe avec Israël, ont quelque peu relégué au second plan leurs menées au Rojava. Le président turc a réitéré ses menaces

d'intervention militaire « le moment venu ». En attendant, les autorités de Rojava se préparent à organiser des élections dans les territoires qu'elles contrôlent. La date de ce scrutin, annoncée pour fin mai, reste incertaine en raison des conditions de sécurité.

Les conditions de détention des prisonniers de Daech et des membres de leurs familles dans les camps d'Al-Hol et de Roj sont de plus en plus critiquées par les ONG des droits de l'homme dont Amnesty International. Les autorités locales, de leur côté, dénoncent le manque de solidarité de la Coalition inter-

nationale qui n'agit pas avec suffisamment de détermination pour le rapatriement de ces prisonniers par leur pays d'origine et, qui en attendant, ne leur fournit pas les moyens financiers de mettre en place des centres de détention modernes et sécurisés et des centres d'éducation et de réhabilitation pour les enfants des djihadistes.

#### **Voici la chronique des événements marquants du mois d'avril au Rojava.**

Le 3 avril, le Commandement central américain (CENTCOM) a déclaré avoir mené 94 opérations anti-Daech en Syrie et en Irak. Ces opérations



ont abouti à la capture de 63 terroristes et à la neutralisation de 18. Selon le CENTCOM, 9 000 terroristes restent captifs en Syrie, avec 45 000 familles de Daech réparties dans deux camps : les camps d'al Hol et de Roj. Le communiqué estime qu'il y a actuellement 2 500 terroristes actifs de Daech. Les terroristes de Daech ont intensifié leurs attaques en Syrie et en Irak, notamment en décapitant récemment massivement des soldats syriens et en tuant deux membres des Forces démocratiques syriennes (FDS). Dans un autre incident, une attaque de drone turc le 3 avril a entraîné la mort de deux combattantes, dont une commandante des Forces de défense des femmes (YPJ) dirigées par les Kurdes à Kobani. L'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a condamné les attaques turques comme de « véritables crimes de guerre » et a accusé la Turquie de les utiliser pour détourner l'attention des crises internes et des récents résultats des élections. L'AANES a souligné que le commandant des YPJ avait combattu sur tous les fronts contre les terroristes de Daech.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (SOHR) a documenté l'installation de nouvelles colonies sur les terres kurdes d'Afrin, occupée par la Turquie. Selon ce rapport, 48 nouveaux appartements, ainsi qu'une mosquée, ont été attribués à des familles affiliées aux mandataires syriens de la Turquie. Depuis l'occupation turque d'Afrin, de nombreuses colonies ont été établies par des organisations turques et islamiques, dans le but de modifier la composition démographique de la région.

La Haute Commission électorale de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a invité les organisations internationales et locales à venir observer les prochaines élections locales prévues le 31 mai. Ces élections sont les deuxièmes depuis la libération de la région du régime d'Assad en 2011, après la première, qui s'est

déroulée en trois phases en 2017 et 2018.

Selon un rapport de North Press, les milices soutenues par l'Iran recrutent des combattants à Homs et Hama et les préparent à combattre les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes à Deir Ez Zor, de la même manière que l'année dernière, elles ont soutenu les tribus combattant les FDS. La région reste instable en raison de la multiplication des attaques de l'État islamique (Daech) et de la présence de milices soutenues par l'Iran. Le Service de sécurité publique (Asayesh) a annoncé l'arrestation d'un terroriste responsable d'une « maison d'hôtes » à al-Shaddadi. Les terroristes de Daech et les milices soutenues par l'Iran ont attaqué les FDS dans plusieurs zones. Par ailleurs, des affrontements internes entre factions soutenues par la Turquie dans la région occupée d'Afrin ont entraîné la mort de deux militants dans un contexte de violations continues des droits humains contre la population par ces groupes.

Au milieu de l'escalade des attaques des terroristes de l'État islamique (Daech) dans la région, les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes ont lancé le 20 avril une nouvelle opération de sécurité dans la banlieue de Hassaké. Selon les FDS, l'opération a permis la capture de 40 suspects associés à l'organisation terroriste, dont un groupe responsable des attentats terroristes à Hassaké. De plus, des armes et des munitions ont été confisquées au cours de l'opération. Le 23 avril, une voiture piégée a frappé Raqqa sans faire de victimes. Les attaques terroristes dans le désert syrien (Badia) se sont multipliées, entraînant la perte d'une vingtaine de soldats syriens. Les responsables kurdes ont émis des avertissements répétés concernant la résurgence de Daech. Lors d'un autre incident, des milices soutenues par l'Iran ont lancé plusieurs roquettes depuis l'Irak vers une base américaine en Syrie. Bien qu'aucune victime n'ait été signalée, cette attaque est la pre-

mière depuis le 6 février. Sur un autre front, au moins sept civils ont été arbitrairement arrêtés par des factions soutenues par la Turquie dans la région occupée d'Afrin.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par la Coalition dirigée par les États-Unis, ont arrêté trois terroristes de l'État islamique (Daech) et en ont tué un lors de raids dans le gouvernorat de Deir ez Zor. Parallèlement, les forces de sécurité intérieure dirigées par les Kurdes (Asayesh) ont annoncé l'arrestation de trois commandos du régime d'Assad et la confiscation d'un engin explosif improvisé (IED) et de plusieurs détonateurs à distance lors d'une « opération de sécurité spéciale ». En outre, l'Asayesh a annoncé l'arrestation de 25 dangereux membres de Daesh responsables du meurtre et de la torture de femmes et d'hommes et de la propagation d'une idéologie extrémiste dans le camp d'Al Hol. L'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a rapatrié 17 femmes et 33 enfants des familles de Daech au Tadjikistan. Parallèlement, l'AANES a répondu à un rapport d'Amnesty International qui critiquait sa manière de traiter les détenus de Daech et incluait des allégations de torture. L'AANES a déclaré qu'elle appréciait les rapports des organisations de défense des droits de l'homme, mais a ensuite affirmé qu'elle ne pouvait pas gérer les coûts financiers énormes des installations et a réitéré ses appels à l'aide de la communauté internationale pour résoudre le problème des détenus. L'AANES a également affirmé que le rapport d'Amnesty International était basé sur des entretiens avec des terroristes actifs ou des agents d'influence plutôt que ceux qui vivent dans les camps.

Enfin, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), des groupes soutenus par la Turquie ont tué fin avril un civil et en ont blessé deux autres dans le district de Shara d'Afrin occupée.

---

## CULTURE :

### FESTIVAL DES FILMS KURDES DE PARIS DÉDIÉ A YILMAZ GÜNEY

**L**L'Institut kurde de Paris et l'Association de cinéma franco-kurde Cinebêj ont organisé, en partenariat avec le Centre culturel Wallonie-Bruxelles, la 3ème édition du Festival des films kurdes de Paris.

Ce festival, bénéficiant du soutien du ministère de la Culture et de la Mairie de Paris, s'est tenu du 9 au 13 avril au Centre Wallonie-Bruxelles. Il a présenté plus d'une vingtaine de films allant des courts métrages aux documentaires, aux dessins animés et aux fictions, faisant écho aux représentations personnelles et collectives des cinéastes kurdes et témoignant de la grande diversité de leurs inspirations.

La soirée d'ouverture, parrainée par TV5 MONDE et réservée aux journalistes, aux cinéastes et aux personnalités du monde culturel et artistique, a présenté devant ce public choisi de 150 invités le très beau documentaire « HAWAR, Nos enfants bannis » de Pascale Bourgaux, sur le sort des enfants nés des viols des djihadistes de Daech des femmes yézidis, sujet d'actualité mais resté tabou et très peu exploré. Une deuxième projection de ce documentaire a été programmée pour le 13 avril pour tous ceux, nombreux, qui n'ont pas pu assister à la soirée d'ouverture.

Le thème de la guerre contre Daech était aussi au centre du documentaire ROJEK (Un jour) de la jeune réalisatrice kurdo-canadienne Zaynê Akyol. Ce documentaire a d'ailleurs été sélectionné pour re-

présenter le Canada aux Oscars. Un autre sujet d'actualité dramatique kurde, le sort des milliers de Kurdes, avocats, étudiants, médecins, syndicalistes assassinés dans les années 1993-1996 par les escadrons de la mort de la gendarmerie turque et restés à ce jour impunis. La réalisatrice germano-kurde, Ayse Polat a tourné un documentaire puissant et rigoureux intitulé « The Blind Spot » qui a été très apprécié du public et qui a été nommé à plusieurs titres pour les Lola (équivalent des César) du cinéma allemand qui seront remis début mai.

La programmation dans sa diversité a aussi donné une large place aux documentaires sur la diaspora kurde. Parmi eux, « Translating Ulysses » d'Aylin Kuryel et Firat Yucel sur l'entreprise ambitieuse de la traduction en kurde de cette œuvre, particulièrement ardue de James Joyce, par Kawa Nemir à qui on doit déjà de très belles traductions en kurde de Shakespeare. La jeune réalisatrice belgo-kurde, Nevine Gerith, a présenté un émouvant documentaire intitulé « Le Pacha, ma Mère et moi » sur sa mère, militante infatigable de la cause kurde et descendante de l'illustre famille des Cemil Pacha de Diyarbekir.

Un autre documentaire « Allihopa » sur les exploits de l'équipe de football kurde « Dalkurd » en Suède a été accueilli avec enthousiasme et joie par un public de tous âges. «The Rain Bride » de Hussein Hassan, tourné au Kurdistan, a traité des croyances anciennes, aux djins et aux esprits dans le monde rural kurde.

Le Festival s'est achevé avec le documentaire critique « Whispers of War » de Florian Hoffmann sur la guérilla urbaine dans le Kurdistan turc.

Cette troisième édition du Festival des Films Kurdes de Paris a été dédiée au grand cinéaste kurde Yilmaz Güney qui a vécu les dernières années de sa brève vie à Paris et qui nous a quittés il y a quarante ans.

Acteur, écrivain, scénariste, réalisateur, lauréat de la Palme d'Or au Festival de Cannes de 1982, Yilmaz Güney concevait le cinéma comme un moyen puissant et populaire de témoigner des réalités de son temps. Il fut, en Turquie, le premier cinéaste à porter à l'écran la réalité kurde, mais aussi celle du petit peuple anatolien, avec un regard shakespearien critique de la violence d'Etat mais aussi des tenaces traditions patriarcales entravant l'émancipation du peuple, en premier lieu des femmes.

Yilmaz Güney aurait été heureux de voir son exemple inspirer de très nombreux jeunes talents dans toutes les régions du Kurdistan et dans la diaspora dont cette troisième édition du Festival des films kurdes a présenté une sélection représentative.

Le Festival lui a rendu hommage en présentant son ultime film « Le Mur » tourné en France sur les prisons d'enfants en Turquie qui, hélas, reste encore d'actualité. La présentation a été suivie d'une table-ronde.

## Elections municipales en Turquie : la large victoire de l'opposition constitue un désaveu cinglant pour le camp d'Erdogan

Le parti kémaliste, CHP, est le vainqueur incontesté du scrutin de dimanche : il progresse dans les grandes villes qu'il détenait déjà, dont Istanbul, Ankara ou Izmir, et prend des bastions de l'AKP dans la région de la mer Noire ou en Anatolie.

La victoire est sans appel et le résultat historique. Moins d'un an après avoir reconduit Recep Tayyip Erdogan et sa formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), à la tête du.

Des dizaines de villes ont changé de main au profit du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), grand vainqueur de la soirée. Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa et Antalya, les cinq plus grandes agglomérations du pays, ont largement voté pour la formation créée par Mustafa Kemal Atatürk il y a un peu plus d'un siècle.

Le maire sortant d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, a recueilli plus d'un million de voix de plus que son adversaire, obtenant 51 % des suffrages contre 39 %. Des bastions de l'AKP ont basculé dans l'opposition comme Üsküdar, Gaziosmanpasa et Bayrampasa. Près de vingt-six arrondissements sur les trente-neuf que compte la capitale économique du pays ont été remportés par le CHP, soit douze de plus qu'en 2019. Du jamais-vu depuis un demi-siècle.

Partout ailleurs, le parti kémaliste a augmenté ses gains, renversant même des places fortes du pouvoir dans la région de la mer Noire et du centre anatolien. Même la ville d'Adiyaman, dirigée depuis des années



Des partisans du principal mouvement d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), fêtent leur victoire après les élections municipales en Turquie, à Istanbul, le 31 mars 2024. OZAN KOSE / AFP

par l'AKP et durement frappée par le tremblement de terre de 2023, a placé le candidat du CHP très largement en tête du scrutin.

**« Un message clair à ceux qui dirigent ce pays »**

Surtout, le mouvement kémaliste est devenu, selon une moyenne des votes, la première formation du pays, coiffant, avec 37,5 % des voix, l'AKP de près de deux points. Le succès est d'autant plus impressionnant que le CHP n'avait quasiment plus dépassé les 25 % depuis deux décennies. Au point où le

président turc a concédé, peu avant minuit, à Ankara, au siège de son parti et devant une foule inhabituellement silencieuse, que ces résultats constituaient « *non pas une fin, mais un tournant* » pour son camp, ajoutant que « *malheureusement, nous n'avons pas obtenu les résultats que nous souhaitons* ».

De la part de M. Erdogan, peu porté à faire acte de contrition, une telle posture n'est pas anodine. A l'évidence, elle signe un cinglant désaveu pour le chef de l'Etat qui avait jeté tout son poids dans la campagne,

en particulier à Istanbul, sa ville de naissance, où il avait même participé à cinq meetings en deux jours, la veille du scrutin. Dès les premiers résultats connus, des rassemblements se sont spontanément formés dans de nombreuses villes du pays. A Sarigazi, sur la rive asiatique d'Istanbul, des dizaines de personnes ont scandé « *Erdogan démission* ». La nouvelle maire d'Üsküdar, Sinem Dedetas, a lancé devant ses fidèles que les électeurs avaient littéralement « *puni l'AKP* ».

Partout, des klaxons ont retenti

en signe de victoire dans les quartiers. Des jeunes à scooter ont agité des drapeaux avec le sigle rouge du CHP. Dans la capitale, Ankara, une foule compacte de plusieurs milliers de personnes s'est rassemblée dans le jardin de la municipalité pour écouter le maire très largement réélu, Mansur Yavas. « *Ceux qui ont été ignorés ont envoyé un message clair à ceux qui dirigent ce pays* », a-t-il lancé devant un auditoire en liesse.

### Refréner tout « esprit de vengeance »

Au siège du parti, le président du CHP, Özgür Özel, la voix cassée par trois mois de mobilisation, a, lui, tenu un long et solennel discours. « *Ce vote est un tournant pour tout le monde et tous les partis. Notre peuple a livré un message clair. Nous savons aujourd'hui que la Turquie n'acceptera plus*

*d'être un Etat de non droit, a-t-il lancé. Les nombreuses victoires dans les villes sont la preuve que malgré tous les bâtons dans les roues que nous a posés le pouvoir, nos maires ont bien travaillé et montré que leurs villes étaient entre de bonnes mains.* »

Appelant les militants à rester calmes et à refréner tout « *esprit de vengeance* », il a insisté sur le fait que « *malgré l'absence d'alliance [avec d'autres partis de l'opposition], nous avons vaincu* » : « *Nous sommes un parti de démocrates, un parti social-démocrate, un parti avec des démocrates conservateurs, kurdes et nationalistes. Tous, nous pouvons voter ensemble et cette élection est le premier pas des victoires qui s'annoncent pour les années à venir.* » Dehors, devant les militants et sous les applaudissements, il a ajouté que le maire d'Istanbul,

Ekrem Imamoglu, avait su gagner « *contre le président et tous les ministres, tous venus faire campagne pour aider leur candidat AKP* ».

Au QG du CHP de l'arrondissement de Fatih, sur la rive européenne du Bosphore, où le candidat Mahir Polat est venu inquiéter ce fief traditionnel AKP, plusieurs militants ont comparé ce vote à celui de 1989, l'année où le scrutin municipal avait entraîné la chute du premier ministre, Turgut Özal. Sur les plateaux télévisés et les réseaux sociaux, les commentaires n'ont pas plus tardé. Pour le politiste Foti Benlisoy, « *le CHP a construit une hégémonie absolue dans le camp de l'opposition* ». Même son de cloche pour Bekir Agirdir de l'hebdomadaire *Oksijen* pour qui « *l'AKP n'est plus un parti de masse* ».

Le journaliste Kemal Can a ex-

pliqué, dans un léger bémol, que « *cela serait trop précipité de ne voir dans ces résultats qu'une consécration du travail de l'opposition* » et qu'il « *faut attendre pour affiner les analyses* ». « *Ce qui apparaît dans l'immédiat, souligne-t-il, est davantage une désaffection des électeurs de l'AKP.* » Une tendance observée depuis plusieurs mois et qui s'est soldée par le départ du parti de près de 200 000 adhérents.

Quelques jours avant le scrutin, le journaliste Murat Yetkin avait écrit sur son blog, en évoquant l'importance que recouvrait la bataille de la mairie d'Istanbul : « *Si Imamoglu gagne malgré tous les obstacles, le pays se réveillera dans la matinée du 1<sup>er</sup> avril avec un environnement complètement différent et de nouveaux équilibres politiques.* » D'autant plus que toutes les plus grandes villes du pays ont voté à l'unisson.

**Le Point**

Guillaume Perrier  
1 avril 2024

## Comment expliquer la défaite cuisante d'Erdogan aux municipales en Turquie ?

Pour la première fois, l'AKP, au pouvoir depuis 22 ans, perd une élection. Istanbul reste gouvernée par Ekrem Imamoglu, espoir de l'opposition... pour 2028.

**D**emokrasi . Le mot figure dans tous les titres de la presse progouvernementale turque ce lundi matin. Et c'est déjà une victoire pour Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 22 ans. Pour le reste, les élections municipales du 31 mars se sont soldées par une défaite, jugée historique pour le parti de la Justice et du Développement (AKP) qui n'arrive que deuxième sur le plan national, avec 35,49 % des voix. Le parti kémaliste,

le CHP (Parti républicain du peuple), recueille un peu plus, 37,74 %, et remporte un scrutin pour la première fois depuis... 1977.

Ce résultat confirme la tendance déjà entrevue lors des dernières élections municipales. Les grandes agglomérations turques, Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa, Antalya, restent aux mains de l'opposition, qui y accroît nettement tous ses scores. Dans la première ville citée, le maire sortant Ekrem Imamoglu, dont

l'élection en 2019 avait été ardemment contestée par Erdogan, inflige un camouflet indiscutable à son adversaire, Murat Kurum, avec un écart de plus de dix points et d'un million de voix. Idem à Ankara où Mansur Yavas obtient 60 % et près du double du représentant de l'AKP. « *C'est un message clair à ceux qui dirigent ce pays* », a sobrement commenté le maire de la capitale. L'opposition progresse aussi dans tout l'ouest de l'Anatolie.

### La vie politique turque dispose d'un horizon de quatre ans sans scrutin

Mais plus qu'une percée décisive du parti kémaliste, ces municipales marquent surtout le recul général du parti au pouvoir. L'électorat traditionnel de l'AKP, les classes moyennes conservatrices, s'est largement détourné de ce scrutin, lassé des promesses non tenues et davantage préoccupé par le pouvoir d'achat et l'inflation que

par le résultat prévisible de cette énième élection. Le taux de participation national, 78 %, reste très en dessous des chiffres habituels en Turquie. Un électeur sur quatre n'a pas exprimé son opinion. Le morcellement des votes a aussi produit son effet. Le score élevé du parti islamiste et antioccidental YRP (Yeni Refah), plus de 6 %, et ceux des partis nationalistes et conservateurs ont nettement entamé le soutien à l'AKP. Mais ces formations avaient soutenu le « Reis » lors de la dernière présidentielle.

Devant ses partisans, abattu, Erdogan a pris sa défaite avec philosophie. « Les résultats ne sont pas ceux espérés », a-t-il déclaré, admettant un « tournant » dans la gestion du pays. L'opposition ne pourra pas lui contester ce dernier point. « La démocratie a gagné », s'est même permis Recep Tayyip Erdogan, faisant presque oublier plus d'une décennie de dérive autocratique, de fraude et de grignotage de l'État de droit. Mais le véritable coût politique de cette défaite pourrait s'avérer assez limité. S'ils perdent nombre de mairies d'agglomération, l'AKP et ses alliés conservent la majorité dans plusieurs assemblées municipales. De plus, la gestion des grandes villes devrait suffisamment occuper l'opposition kémaliste et laisser les coudées franches à Erdogan, qui pourra se recentrer sur les grandes questions nationales et internationales. Après ces élections municipales, il dispose devant lui d'une pé-



riode de quatre ans, sans aucun scrutin, ce qui n'est jamais arrivé depuis 2002. Une éternité dans la vie politique turque.

#### **Le crépuscule de Recep Tayyip Erdogan ?**

L'engouement suscité par les candidats de l'opposition dans les grandes villes a en tout cas réveillé l'espoir d'une véritable alternance en Turquie. Après cette victoire à Istanbul, le très populaire Ekrem İmamoğlu, 52 ans, peine à cacher ses ambitions nationales. Mais ses principaux adversaires se trouveront sans doute au sein de sa propre formation politique, le CHP, dont les divisions et les égarements stratégiques ont permis à Erdogan de faire cavalier seul depuis vingt ans. Le maire d'Ankara, Mansur Yavaş, caresse lui aussi des espoirs de candidature nationale. Et Kemal Kılıçdaroğlu demeure pour l'instant le président du parti,

malgré sa défaite à la dernière élection présidentielle, l'an dernier.

L'autre fait marquant de ce scrutin est la nouvelle victoire écrasante du parti pro-kurde dans les provinces du sud-est de la Turquie, à majorité kurde. Le HDP, dissous et recréé sous le nom de DEM (Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples), a remporté toutes les villes orientales, réalisant 64 % des voix à Diyarbakır, la « capitale » régionale, et laissant loin derrière les autres partis. Mais il faudra attendre un peu avant d'y voir une « victoire de la démocratie ». En 2019, 48 maires élus par les urnes avaient été aussitôt démis de leurs fonctions sous prétexte de « liens avec une organisation terroriste » et avaient été remplacés par des administrateurs préfectoraux, nommés par le gouvernement. Une situation que n'a jamais dénoncée l'opposition kémaliste, qui reste embryonnaire

chez les Kurdes. Les incidents constatés dimanche dans la région ne permettent pas d'envisager un « tournant démocratique » majeur de ce côté-là du pays.

Ces municipales annoncent-elles le crépuscule d'Erdogan ? Au cours de la campagne, le président turc avait surpris son auditoire en affirmant que ces élections seraient ses « dernières », laissant entendre qu'il envisageait de se retirer de la vie politique en 2028, date de la prochaine présidentielle. Sur ce point, la prudence reste également de mise. Ce n'est pas la première fois qu'Erdogan annonce son retrait de la vie politique. Et les commentateurs indépendants soulignent qu'il porte toujours l'ambition de modifier la Constitution turque. Physiquement et politiquement diminué, le « Reis », âgé de 70 ans, gouverne un régime en bout de course. Il dispose de quatre ans pour le régénérer.

The New York Times

Ben Hubbard  
April 1, 2024

## Winning City Halls, Turkish Opposition Strikes Blow to Erdogan

A raft of local election victories by rivals of President Recep Tayyip Erdogan's governing party could serve as a check on his power.

Last May, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey handily secured another term as head of state, shattering the morale of the political opposition and raising fears among his critics that his hold on the government would enable him to further edge Turkey toward autocracy.

This weekend, the opposition struck back.

Mr. Erdogan's opponents secured a surprising string of victories in local elections across Turkey on Sunday, increasing the number of the country's cities under their control and further enscorning them in most of the major metropolises.

Those opposition victories could serve as a check on Mr. Erdogan's power at home, analysts said, while enabling rising opposition stars to wield the large budgets of major cities to build their profiles before the next presidential election, expected in 2028.

Turkey's largest opposition party, the Republican People's Party, won 37.8 percent of the vote, its highest share since 1977, according to preliminary results from the state-run news agency Anadolu. Mr. Erdogan's Justice and Development Party won 35.5 percent, the agency reported, its worst showing in local elec-



Mayor Ekrem Imamoglu of Istanbul addressing his supporters early Monday. His victory was his third against candidates backed by Mr. Erdogan. Umit Bektas / Reuters

tions since the party was founded more than 20 years ago.

The results were a blow to Mr. Erdogan, 70, who has been Turkey's predominant politician for more than two decades. He has used his power as prime minister and then president to expand the role of Islam in public life and to build Turkey's status as an economic and military player, sometimes in ways that have exasperated the United States and Turkey's other NATO allies.

Mr. Erdogan's critics accuse him of pushing the country toward one-man rule by cow-

ing the news media and co-opting government institutions to serve his party's interests. His defenders deny that he is an aspiring autocrat, pointing to his long history of success in elections that are widely regarded as free.

But the performance of Mr. Erdogan's party on Sunday showed that many voters were unhappy, analysts said, particularly with his stewardship of the economy. A yearslong cost of living crisis has weakened the national currency, and sky high inflation has eaten away at the value of Turks' paychecks and savings accounts.

For years, Mr. Erdogan insisted on lowering interest rates to stimulate growth, even when inflation soared above 80 percent in late 2022.

"Many government voters were disillusioned by the fact that they kept voting for Erdogan but didn't experience any kind of real improvement in their living standards," said Berk Esen, an associate professor of political science at Sabanci University in Istanbul.

That apparently caused some supporters of Mr. Erdogan's party to stay home, contributing to opposition

wins that Professor Esen called “really phenomenal.”

Turnout was 78 percent, down from 87 percent during the presidential and parliamentary elections last May, according to the Turkish Supreme Election Council.

And yet, the Republican People’s Party increased the number of cities it runs to 35, from 21, out of a total of 81. The party’s mayors now control six of the country’s 10 largest cities, including the top five: Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa and Antalya.

According to the preliminary results, Mr. Erdogan’s party took one major city from the opposition, Hatay, which was heavily damaged by powerful earthquakes in February 2023 that killed more than 53,000 people.

Official results are expected from the election council in the coming days.

Addressing a crowd gathered outside his party’s headquarters in Ankara early Monday, Mr. Erdogan acknowledged the losses, calling them “a turning point” that required reflection.

“The ballot boxes are closed, the nation had its final say, made its decision,” he said. “We will examine the reasons for this setback.”

In the prelude to last year’s presidential election, Mr. Erdogan repeatedly tapped the Treasury to insulate low-income voters from economic

distress, spending generously on social aid and repeatedly raising the minimum wage. But after winning the election, he changed course and appointed an economic team whom he empowered to raise interest rates to try to right the economy.

Inflation, however, has remained high, reaching 67 percent in February, according to the government. Some outside economists say the real rate is even higher.

The economic squeeze meant that before this weekend’s elections, Mr. Erdogan had “run out of artillery” and could no longer rely on the public purse to protect voters’ wallets, said Selva Demiralp, a professor of economics at Koc University in Istanbul.

“The victory of the opposition is a delayed response to the economic crisis,” she said.

Despite his party’s losses, Mr. Erdogan will most likely stick with more orthodox economic policies, hoping they will pay off in the long run, she said.

Mr. Erdogan’s re-election last year, despite Turkey’s economic troubles and accusations that his government had failed to respond swiftly after the February 2023 earthquakes, battered the mood of his opponents. A six-party coalition that had come together to try to unseat him fell apart, and a young challenger ousted the opposition’s failed presiden-

tial candidate as the leader of the largest opposition party.

But Sunday’s victories will most likely reinvigorate opposition voters and secure their leaders’ platforms to shape policy.

In the capital, Ankara, Mansur Yavas, the incumbent opposition mayor, defeated a challenger from Mr. Erdogan’s party by 28.7 percentage points.

In Istanbul, Mayor Ekrem Imamoglu defended his seat from a challenger that Mr. Erdogan and multiple ministers in his government had campaigned for, winning by 11.5 percentage points.

The loss in Istanbul was a particularly tough blow to Mr. Erdogan, given the vast budget, the large number of jobs its city hall controls and Mr. Erdogan’s personal ties to the city. He not only grew up there but also propelled his own political career forward by winning an upset election to become the city’s mayor in 1994.

The victory by Mr. Imamoglu, 52, was his third against candidates backed by Mr. Erdogan, leading many Turks to view him as a potential contender for the presidency.

“Those who do not understand the nation’s message will eventually lose,” Mr. Imamoglu told supporters out-

side Istanbul’s city hall early Monday.

His campaign centered on economic concerns and positive messaging in a way that resonated with voters, said Tugce Ercetin, an assistant professor of political science at Istanbul Bilgi University.

“Voters are punishing the actors they see as responsible for the economy,” she said.

When the next election will take place is an open question.

Mr. Erdogan is in the second of two presidential terms allowed by the Constitution, with a mandate until 2028. Weeks before Sunday’s vote, he said it would be his “last election.”

But some Turks think he might seek a legal avenue to remain in office, either by pressing Parliament to call for early elections, which would allow him to run again, or by amending the Constitution to permit another term.

Given the opposition’s strong showing on Sunday, its leaders could also decide to push for early elections, in hopes that they can use the ballot box to unseat Mr. Erdogan while he is perceived to be vulnerable.

**Safak Timur contributed reporting.**

## 3 Top Iranian Commanders Are Reported Killed in Israeli Strike in Syria

The airstrike on an Iranian Embassy building was one of the biggest attacks yet in a shadow war that has increasingly been moving into the open.

**A**t least three senior commanders and four officers overseeing Iran's covert operations in the Middle East were killed on Monday when Israeli warplanes struck a building in Damascus that is part of the Iranian Embassy complex, according to Iranian and Syrian officials.

The strike in Damascus, the Syrian capital, appeared to be among the deadliest attacks in a yearslong shadow war between Israel and Iran that has included the assassinations of Iranian military leaders and nuclear scientists.

That covert war has moved into the open as tensions between the countries have intensified over Israel's military campaign in the Gaza Strip against Hamas, the Iranian-backed militia that led the Oct. 7 attack on Israel.

Four Israeli officials, speaking on the condition of anonymity to discuss sensitive intelligence matters, confirmed that Israel had been behind the strike in Damascus, but denied that the building had diplomatic status.

But the Syrian ambassador to Iran, Shafiq Dayoub, said the strike had targeted a diplomatic building and was a "clear and complete violation of all international conventions and norms."

Video [circulating on social media](#) after the strike showed a [destroyed building](#) next to the embassy, and [photographs](#) showed an entrance gate with a sign identifying it as the consular section. The embassy [said](#)

[on X](#) that the building housed a consular section and the ambassador's residence.

Footage broadcast by Iranian and Syrian news agencies showed a ruined building, burned cars, shattered glass and debris on the ground.

The dead included Gen. Mohamad Reza Zahedi, 65, who oversaw Iran's covert military operations in Syria and Lebanon, two other generals and four officers in the Quds Force, Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps said in a statement.

Ali Vaez, the Iran director for the International Crisis Group, a nonprofit that seeks to prevent wars, said that targeting a diplomatic facility would be "akin to targeting Iran on its own soil."

Israeli officials said the building was an outpost of the Revolutionary Guards, making it a legitimate military target.

Iran's foreign minister, Hossein Amir Abdollahian, strongly condemned the strike and said he had spoken to his Syrian counterpart about the "Zionist regime's attack on the consulate section of the Islamic Republic's embassy in Damascus."

"Netanyahu has lost his mental balance because he has faced back-to-back defeat in Gaza and has not achieved the Zionists' ambitious goals," Mr. Amir Abdollahian said in a statement, referring to Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel.

In Washington, officials ex-

pressed fears that the strike could escalate hostilities in the region. After the strike, American troops based in southern Syria knocked down a one-way attack drone, a U.S. Defense Department official said on Monday night.

It was the first attack aimed at U.S. troops in Iraq or Syria in nearly two months. No injuries or damage were reported, the official said, speaking on condition of anonymity.

The Damascus strike came as Israeli soldiers withdrew from Gaza's largest hospital complex, Al-Shifa, leaving it badly battered after a two-week raid in which the Israeli military said it had killed about 200 Palestinian militants and arrested hundreds of others after extended fire-fights.

Dr. Taysir al-Tanna, a longtime vascular surgeon at the Gaza City hospital, said that many of the main buildings — including the emergency, obstetrics and surgical wards — had been badly damaged in the fighting and the main gate smashed.

"Now it looks like a wasteland," Dr. al-Tanna said.

Osama al-Ashi, a Gazan who went to the area to check on his apartment after hearing that the Israeli military had withdrawn, said that he was immediately struck by the stench of decomposing bodies and that he had seen mountains of rubble and burned buildings. "The whole time we were walking," he said, "we were stepping on body parts." Mr. al-Ashi said that many of

the dead appeared to have been shot. Others, he said, appeared to have been unearthed when Israeli forces bulldozed temporary cemeteries on hospital grounds. Many buildings around the hospital had been destroyed by bombs, missiles and tank shells, he said.

"The scenes there were difficult to tolerate as a human being," he said. "You feel like you are in a horror movie."

The Israeli military said that the Palestinians killed had been militants and that those who were arrested had been suspected militants, including some believed to be senior commanders of Hamas and Palestinian Islamic Jihad. It said two Israeli soldiers had been killed and eight others wounded in the raid.

Rear Adm. Daniel Hagari, the Israeli military spokesman, blamed militants for the destruction at the hospital, saying they had fortified themselves in hospital wards, fired on soldiers and refused calls to surrender.

"We had to fire on the buildings in order to stop that and to kill the terrorists," he said.

Israeli forces evacuated displaced civilians sheltering at the compound, as well as some patients, and placed other patients in a building away from the fighting, Admiral Hagari said.

The World Health Organization said on Sunday that at least 21 patients had died since the Israeli raid began in mid-March, though the causes of death



were unclear. By this weekend, 107 patients remained — 30 of them bedridden — without drinking water and with only minimal medication, the Gazan Health Ministry said in a statement.

Israeli forces first raided Al-Shifa in November, maintaining that Hamas militants had built a command center in tunnels underneath it. Hamas and the hospital director said the facility was solely used as a refuge for civilians.

The Israeli military later publicized some evidence to support its case, including by showing reporters a fortified tunnel constructed underneath the hospital grounds. An [investigation](#) by The New York Times found that the evidence suggested that Hamas had used the site for cover and stored weapons there.

After little more than a week, Israeli troops withdrew in compliance with a brief cease-fire. But after the fighting resumed, Israeli forces closed in on the hospital again in March in an attempt to root out what they said was a renewed insurgency by armed groups in northern Gaza.

“ Hamas and Islamic Jihad have started to rebuild themselves in the north,” said Admiral Hagar. “ And they re-based themselves inside Shifa.”

Hamas called the destruction at the hospital “ a horrific crime ” and said Israel had perpetrated it “ with full and unlimited support from the administration of U.S. President Biden.”

In a visit to Al-Shifa on Saturday, Lt. Gen. Herzi Halevi, the



The aftermath of the strike on an Iranian Embassy building in Damascus, Syria, on Monday. Firas Makdesi / Reuters

Israeli military chief of staff, declared the raid “ extremely successful ” and said it had showed militant groups that “ a hospital is not a safe place ” for them.

Israeli officials and a member of the Revolutionary Guards, which oversee the Quds Force, said the Damascus strike on Monday had targeted a meeting in which Iranian intelligence officials and Palestinian militants were to discuss the war in Gaza. Among them were leaders of Palestinian Islamic Jihad, a group armed and funded by Iran.

Syria’s defense ministry said the Israeli strike occurred about 5 p.m. local time, when fighter jets entered Syria from the Golan Heights.

The attack came days after [air-strikes killed soldiers](#) near the northern Syrian city of Aleppo,

Syria’s state news media and an independent organization reported, in what appeared to be one of the heaviest Israeli attacks in the country in years.

Those strikes on Friday killed 36 Syrian soldiers, seven Hezbollah fighters and a Syrian from a pro-Iranian militia, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a British-based group that tracks Syria’s civil war.

Israel’s military did not comment after those strikes, but its defense minister, Yoav Gallant, said, “ We will pursue Hezbollah every place it operates, and we will expand the pressure and the pace of the attacks.” He promised more operations in Lebanon, Syria and “ other more distant locations.”

The U.S. Defense Department official did not say who was

behind the drone attack Monday on Al Tanf base in southern Syria. Iran-backed militias have fired rockets, missiles and drones at U.S. troops in Iraq and Syria more than 170 times since November, but none since early February.

Three U.S. service members were [killed in Jordan](#), and at least 34 others injured, in a Jan. 28 drone attack by an Iran-backed militia, the first known American military fatalities from hostile fire in the turmoil spilling over from Israel’s war with Hamas.

Ten days later, a [U.S. Special Operations retaliatory drone strike](#) in Baghdad killed a senior leader of a militia that American officials blame for the attacks on American personnel.

## Après les frappes attribuées à Israël sur le consulat d'Iran à Damas, Téhéran face à un dilemme stratégique

L'Iran, qui a évité jusqu'ici d'entrer en conflit ouvert avec l'Etat hébreu, pourrait se trouver contraint de riposter, faisant craindre une escalade.

Dans une escalade qui sonne comme une provocation envers l'Iran, Israël a porté un coup cinglant à « l'axe de la résistance ». Lundi 1<sup>er</sup> avril, des frappes attribuées à l'aviation israélienne ont pulvérisé le consulat iranien à Damas, la capitale syrienne, tuant deux commandants de la Force Al-Qods, ainsi que cinq autres membres de cette branche des gardiens de la révolution chargée des opérations extérieures.

Au cœur de Mazzeh, le quartier des ambassades de Damas, il ne reste plus qu'un amas de gravats et la porte du bâtiment indiquant « *section consulaire de l'ambassade d'Iran* ». En fin d'après-midi lundi, des frappes aériennes ont entièrement détruit cet édifice situé dans le complexe de l'ambassade d'Iran. La représentation diplomatique, ornée d'un immense portrait de Ghassem Soleimani, l'ancien chef de la Force Al-Qods, tué en janvier 2020 dans une attaque de drone américaine en Irak, était fermée à l'occasion du treizième jour de Norouz, la fête traditionnelle célébrant le nouvel an du calendrier persan.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a affirmé mardi que ces frappes « *ne resteraient pas sans réponse* ». « *Jour après jour, nous assistons au renforcement du front de résistance et au dégoût et à la haine des nations libres contre la nature illégitime* » d'Israël, « *et ce crime lâche ne restera pas sans réponse* », a déclaré le président iranien, condamnant un « *acte d'invasion inhumain,*



Le consulat d'Iran à Damas, après des frappes attribuées à l'aviation israélienne, le 1er avril 2024. LOUAI BESHARA / AFP

*agressif et méprisable comme une violation flagrante des réglementations internationales* ».

Le ministre des affaires étrangères iranien, Hossein Amir-Abdollahian, a pour sa part appelé « *la communauté internationale* » à apporter « *une réponse sérieuse* » à ces « *actions criminelles* ». Son porte-parole a ajouté que la République islamique décidera du type de réaction et de punition qu'il adoptera contre l'Etat hébreu.

Le chef de la diplomatie iranienne a, par la suite, fait savoir que le chargé d'affaires de la Suisse, qui représente les intérêts des Etats-Unis en Iran où ils ne disposent pas d'ambassade, avait été convoqué.

« *Un message important a été adressé au gouvernement américain, puisqu'il soutient l'entité sioniste. L'Amérique doit prendre ses responsabilités* », a souligné le ministre, cité par l'agence iranienne Irna.

« *En visant le consulat d'Iran à Damas, qui est considéré comme un territoire iranien selon les lois internationales, Israël met l'Iran au pied du mur. Les règles d'engagement du passé sont désormais complètement caduques. Ne pas réagir n'est plus une option pour Téhéran* », estime Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut de recherche Stiftung Wissenschaft und Politik à Berlin.

L'Iran est en effet face à un dilemme. Une riposte pourrait provoquer un conflit ouvert avec

Israël et un embrasement régional. Un scénario que Téhéran cherche à éviter depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza, le 7 octobre 2023, laissant ses alliés au sein de « l'axe de la résistance » – le Hezbollah libanais, les milices irakiennes et les houthistes yéménites – attaquer seuls l'Etat hébreu en soutien au Hamas palestinien. Mais ne pas répondre pourrait ternir la réputation de Téhéran au sein de cet axe et réduire à néant son pouvoir de dissuasion face à Israël, exposant ainsi ses cadres à d'autres attaques.

### Un dangereux précédent

Dans une déclaration retransmise par les médias iraniens, Hossein Akbari, l'ambassadeur de la République islamique

d'Iran à Damas, a affirmé que l'annexe de l'ambassade avait été visée par « six missiles tirés par des jets F-35 » depuis le plateau du Golan, occupé par Israël.

Les gardiens de la révolution ont confirmé la mort du général Mohammad Reza Zahedi, de son adjoint, le général Mohammad Hadi Haj Rahimi, ainsi que de cinq autres de leurs membres. Selon des médias proches des gardiens, le général Mohammad Reza Zahedi a dirigé la Force Al-Qods au Liban et en Syrie jusqu'en 2016. Il était sous sanctions notamment américaines et européennes. La mort de Hossein Amanollahi a également été confirmée. Il est décrit par le média *Javan*, proche des gardiens, comme le chef d'état-major de la Force Al-Qods au Liban et en Syrie. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres, l'attaque aurait fait onze morts, dont les sept gardiens de la révolution.

« Nous condamnons fermement cette attaque terroriste odieuse » qui a tué « un certain

nombre d'innocents », a déclaré le ministre des affaires étrangères syrien, Fayçal Mekdad, accouru sur les lieux. « Ce crime ne passera pas sans que l'ennemi soit puni », a pour sa part promis le Hezbollah, en invoquant une « vengeance » à venir.

La Russie, qui intervient militairement avec l'Iran en Syrie, aux côtés des forces loyales au président Bachar Al-Assad, a appelé Israël « à mettre fin aux actes provocateurs de violence armée contre le territoire de la Syrie et des pays voisins », a précisé le ministère des affaires étrangères russe. A la demande de Moscou, le Conseil de sécurité des Nations unies tiendra mardi une session publique sur cette attaque, a annoncé son représentant à l'ONU, Dmitri Polianski, cité par l'agence étatique Tass.

L'attaque contre le consulat iranien de Damas constitue un dangereux précédent dans l'escalade à laquelle se livrent Israël et l'Iran depuis le début de la guerre à Gaza. Avant le 7 octobre 2023, et ce depuis le

début de la guerre civile en Syrie en 2011, Israël a mené des centaines de frappes dans ce pays contre des positions du pouvoir syrien, des groupes pro-iraniens – comme le Hezbollah libanais – et des cibles militaires iraniennes, tout en prenant soin de ne pas tuer des ressortissants de la République islamique, afin d'éviter une confrontation plus large. « Il y a des informations vérifiées et solides selon lesquelles les Israéliens informaient l'Iran via les Russes avant ces attaques pour que les Iraniens vident ces bases », souligne l'expert Hamidreza Azizi.

### Des experts présentent l'attaque de lundi comme une riposte

Les frappes israéliennes se sont intensifiées depuis le début de la guerre à Gaza en réponse aux attaques du Hezbollah, des houthistes et des milices irakiennes en soutien au Hamas. Un tournant a eu lieu en décembre 2023 avec l'assassinat d'un haut commandant de la Force Al-Qods, Razi Moussavi,

tué dans un tir de missile attribué à Israël au sud de Damas, puis de cinq autres commandants iraniens en janvier. « Ces militaires ont tous été tués en Syrie, dans des bases appartenant à la Syrie, ce qui laissait à l'Iran une porte de sortie pour justifier sa décision de ne pas mener d'attaque directe contre Israël », souligne encore M. Azizi.

Certains experts présentent l'attaque de lundi comme une riposte à la tentative d'attaque, dans la nuit de dimanche à lundi, d'un navire dans le port d'Eilat, dans le sud d'Israël, revendiquée par la milice irakienne Al-Nujaba, proche de l'Iran. Lundi soir, le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari, a précisé que le drone qui avait touché la base navale d'Eilat avait été « fabriqué en Iran » et que l'attaque avait été « dirigée par l'Iran ». Concernant la frappe qui a touché Damas, le contre-amiral Hagari a répondu qu'il « ne commentait pas les informations de la presse étrangère ».



AFP  
02 avril 2024

## Turquie : au moins 29 morts et huit arrestations après un incendie à Istanbul

**A**u moins 29 personnes ont trouvé la mort mardi dans un gigantesque incendie qui s'est déclaré au sous-sol d'un immeuble résidentiel d'Istanbul, où des ouvriers effectuaient des travaux non autorisés dans une discothèque. Le sinistre s'est déclaré à la mi-journée, selon le gouverneur, laissant des traces noires visibles sur les quatre premiers étages de l'immeuble qui en compte seize, tous entièrement évacués.

En début de soirée, le bureau du gouverneur d'Istanbul a annoncé la fin des recherches d'éventuelles victimes supplémentaires dans les décombres. « J'ai perdu quatre amis », a confié à l'AFP Fikret Kaya, un quadragénaire accouru avec les proches explorés de victimes. Non loin, une femme se tenait la tête dans les mains, le visage masqué par sa casquette noire. Une très forte odeur de brûlé planait encore à l'entrée du club et la police maintenait d'importants

effectifs aux abords.

Selon les premiers éléments rapportés par le gouverneur, Davut Gül, l'incendie a éclaté pendant des travaux effectués dans la discothèque située au sous-sol de l'immeuble. Tous les ouvriers sont morts, a-t-il ajouté. Sans préciser si toutes les victimes étaient bien employées sur le chantier. **Dans un communiqué publié dans la soirée, la mairie du quartier de Besiktas, où s'est produit l'incendie, a fait sa-**

**voir qu'elle n'avait été saisie « d'aucune demande d'autorisation » de la part des propriétaires de la discothèque ni de l'entrepreneur « concernant une éventuelle rénovation des lieux ».**

**« Huit personnes ont été arrêtées »**

« Le club était fermé pendant le ramadan » a rapporté à l'AFP un riverain de 46 ans, Erkan Karakoç. De très nombreux secours ont été mobilisés et en

fin de journée, une vingtaine d'ambulances et de camions de pompiers restaient stationnés dans la rue, bloquée à la circulation et aux piétons, a constaté l'AFP. À l'entrée de la rue, à distance du bâtiment à la façade noircie, trois pompiers, le visage et les équipements souillés par la suie, étaient assis, prostrés, tandis qu'un autre passait, le regard vide, son casque à la main. Ce n'est qu'en fin d'après-midi que le gouverneur Davut Gül a annoncé que le feu avait été maîtrisé.

Selon un dernier bilan de ses services, outre les personnes décédées, un blessé était toujours hospitalisé dans un état

grave. Selon le gouverneur, cinq puis «*huit personnes ont été arrêtées*», notamment le patron et le gérant de la discothèque, ainsi que le patron de l'entreprise de métallurgie responsable des travaux. «*Une enquête a été ouverte suite à l'incendie survenu à Gayrettepe, dans le quartier de Besiktas, à Istanbul. deux inspecteurs se sont rendus sur place*», a confirmé le ministre de l'Intérieur sur X (ex-Twitter), sans autre détail.

«*Un incendie a éclaté dans une (discothèque) située dans les sous-sols d'un immeuble résidentiel de 16 étages à Gayrettepe, dans le quartier de Be-*

*siktas*», avait annoncé le gouverneur, en précisant que le sinistre s'était déclaré «*à 12H47*» (09H47 GMT). Tout l'après-midi, les bilans n'ont cessé d'évoluer et la plupart des douze blessés graves annoncés initialement sont peu à peu décédés malgré leur transfert à l'hôpital. Le «Club Masquerade», un établissement coté de Gayrettepe, dans le quartier central de Besiktas, était doté de plusieurs scènes et accueillait régulièrement des concerts. Il avait reçu sa licence en 1987, qui avait été renouvelée en 2018, a précisé M. Gül. Selon lui, «*la discothèque avait été entretenue et renouvelée*».

Mais les médias locaux ont mis en doute, comme souvent en Turquie, la régularité des travaux de rénovation et soulignaient que l'établissement qui pouvait accueillir entre 1500 et 2000 personnes ne disposait d'aucune issue de secours bien que situé en sous-sol. En outre, ses colonnes de soutènement avaient été sciées, ce qui le rendait particulièrement vulnérable en cas de séisme, rapportent-ils. Le maire d'Istanbul réélu dimanche, [Ekrem Imamoglu](#), qui s'est rendu sur place, avait confirmé que «*l'incendie a été maîtrisé*» et présenté ses «*condoléances*».

Le Monde

02 avril 2024

## Elections municipales en Turquie : le pire revers d'Erdogan

La très nette victoire de l'opposition laïque turque aux élections municipales du 31 mars constitue un désaveu cinglant pour le président et sa politique économique.

C'est une leçon d'humilité – et ce n'est pas l'exercice auquel le chef de l'Etat turc soit le mieux préparé : moins d'un an après être parvenu à se faire réélire, en mai 2023, à la tête de la Turquie contre un candidat désigné par six partis d'opposition, le président Recep Tayyip Erdogan a subi dimanche 31 mars, à la faveur d'élections municipales, le pire revers politique qui lui ait été infligé depuis son arrivée au pouvoir en 2002.

Le premier parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), une formation laïque, a devancé le Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir, en nombre de voix, totalisant 37,7 % des suffrages exprimés, contre 35,5 % pour l'AKP. Non seulement l'opposition conserve les

mairies d'Istanbul et d'Ankara, mais elle s'est imposée dans un grand nombre d'autres villes et villages qu'elle n'avait pas réussi à conquérir jusque-là, y compris des bastions de l'AKP.

Réélu avec une large avance sur son adversaire de l'AKP, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, 52 ans, fait désormais figure de solide présidentiable en 2028. Ce désaveu des urnes est sévère pour un leader dont l'exercice du pouvoir a pris un tour si autoritaire qu'il ne semble même pas préparer sa succession.

### Un « tournant »

Dans sa déconvenue, le président Erdogan a une chance : il n'y a pas d'autre élection nationale prévue, ni législative ni présidentielle, en Turquie avant 2028. Sa fonction n'est donc pas menacée. A 70 ans, le chef de l'Etat n'en a pas moins paru accuser le coup dans le discours qu'il a prononcé, tard, dimanche soir, après l'annonce des pre-

miers résultats : l'AKP, a-t-il reconnu, «*a perdu de la hauteur*» et devra «*analyser courageusement*» ce «*message*» des électeurs. M. Erdogan a déclaré voir dans ce message un «*tournant*».

Un tournant vers quoi ? Sonné, le président s'est gardé de le dire. De l'avis de la plupart des commentateurs, la très mauvaise situation économique du pays, l'inflation, dont le taux a atteint 80 % fin 2022 et se maintenait encore à 67 % en février, et la hausse du coût de la vie qui en a résulté expliquent en bonne partie le verdict des électeurs. Ces facteurs ont sans doute incité les électeurs mécontents de l'AKP à rester chez eux, comme le laisse deviner la baisse de la participation. Certains d'entre eux semblent aussi être passés à un nouveau petit parti islamiste, anciennement allié d'Erdogan. L'état des finances publiques et la corruption locale ne permettent plus à l'AKP de distribuer autant ses largesses à ses électeurs.

M. Erdogan devrait logiquement maintenant donner la priorité à l'amélioration de la situation économique de ses concitoyens. Son idée de réforme constitutionnelle, qui aurait pu lui ouvrir la voie à un troisième mandat, semble pour l'heure reportée. Il pourrait aussi se concentrer sur la politique extérieure, en poussant le rapprochement avec les Etats-Unis. Il faut espérer qu'il ne cherchera pas à détourner l'attention de ses problèmes en redoublant de répression à l'égard des Kurdes pour flatter les nationalistes, ou en intervenant de nouveau dans le nord de la Syrie. Les bombardements menés lundi par l'aviation turque sur des positions kurdes dans le nord de l'Irak sont à cet égard de mauvais augure.

Doué d'un grand talent d'adaptation, le «*reis*» ne devrait pas tarder à se ressaisir. Mais, après deux décennies au pouvoir, dans une ambiance de fin de règne, cet avertissement lui a fait perdre de sa superbe.

## En Turquie, la débâcle sans appel d'Erdogan aux élections municipales

Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, l'AKP n'est plus le premier, mais le deuxième parti du pays. Son rival et opposant historique, le Parti républicain du peuple, le très kémaliste et nationaliste CHP, contrôle désormais des dizaines de villes.

Il flotte un vent nouveau sur la Turquie. Un souffle léger à peine perceptible, mais qui finit par saisir, comme par surprise. Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, réélu, dimanche 31 mars, avec plus d'un million de voix de différence sur son adversaire du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président Recep Tayyip Erdogan, avait appelé cela, la veille du scrutin, « la brise de la mer Noire et de la mer de Marmara ». Il concluait : « Celle qui vous prendra à la gorge au réveil ce lundi matin, 1<sup>er</sup> avril, et qui, lorsque vous prendrez votre respiration, vous fera sentir au fond de vous la démocratie, la république et la liberté. »

Prophétique ou non, mais à coup sûr politique et forte, cette parole montre à sa manière et à quel point le vote de dimanche, qui s'est révélé être le pire revers du chef de l'Etat depuis l'accession au pouvoir de son parti en 2002, a provoqué beaucoup plus de surprises qu'on ne s'y attendait. La nuit électorale a déclenché une onde de choc qui, à l'évidence, engage le pays dans une voie nouvelle.

Le résultat des urnes est sans appel : pour la première fois depuis sa création, l'AKP n'est plus le premier mais le deuxième parti du pays. A l'inverse, son rival et opposant historique, le Parti républicain du peuple, le très kémaliste et nationaliste CHP, retrouve pour la première fois depuis 1977 la première place, un rang qu'il va devoir apprendre à gérer.



Des partisans du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, célèbrent sa victoire le 31 mars 2024 à Istanbul. UMIT BEKTAS / REUTERS

Des dizaines de villes et d'arrondissements sont tombés dans son escarcelle, bien plus que ne le prévoyaient ses propres dirigeants. Rien qu'à Ankara, le parti obtient 16 des 25 municipalités. Son candidat à la métropole, Mansur Yavas, maire sortant, gagne 10 points par rapport aux élections de 2019. Les candidats CHP aux côtés d'Ekrem Imamoglu remportent, à Istanbul, 26 arrondissements sur 39, soit douze de plus. A Izmir, certes bastion traditionnel du parti, ils sont 28 sur 30 arrondissements et ce, malgré les nombreuses critiques émises contre le choix de certaines candidatures imposées par la direction. Partout, le CHP progresse au-delà même de sa base traditionnelle de la côte ouest, notamment dans les

villes au cœur de l'Anatolie et sur la côte de la mer Noire, place forte de l'AKP.

### « Reprenons nos esprits »

Depuis lundi, 64 % de la population est ainsi dirigée par des maires CHP. Ce qui représente 80 % de l'économie du pays. En comparaison, les municipalités de l'AKP gouverneront 23 % de la population. Celles du parti pro-kurde DEM (ancien HDP, Parti démocratique des peuples) près de 7 %. Les 6 % restants se partageront entre la formation d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste), membre de la coalition gouvernementale, et le parti d'extrême droite islamiste Yeniden Refah (Parti du bien-être social, YRP), ex-allié de l'AKP.

Dans les fiefs de l'AKP, la progression du nouveau frère ennemi YRP est impressionnante : à Sanliurfa, la formation passe de 2,9 % aux législatives de 2023 à 38,9 % ; à Rize de 5 % à 17,7 % et à Konya de 5,1 % à 23,4 %. De quoi rebattre les cartes et bouleverser les plans de gestion locale de la coalition au pouvoir. Il suffit de lire le tweet posté, lundi à 4 heures du matin, par Mehmet Metiner, cofondateur de l'AKP et ancien proche collaborateur d'Erdogan, pour prendre la mesure du désarroi dans le parti face aux résultats : « Cela signifie que, sans le "reis" [le « chef », l'un des surnoms de M. Erdogan], nous sommes condamnés. Reprenons immédiatement nos esprits. Faisons notre autocritique avec courage et revenons

au cœur de notre nation. »

Pour la plupart des commentateurs, cette déroute de l'AKP s'explique largement par la crise économique dans laquelle s'enlue le pays. L'écrivain et journaliste Bekir Agirdir a appelé cela « *la fatigue des électeurs* », confrontés à une accumulation de scrutins auxquels s'ajoutent les difficultés grandissantes du moment. Depuis 2011, les Turcs ont ainsi voté quasiment chaque année sans que rien ne change : le coût toujours plus élevé de la vie n'a eu de cesse de réduire la quantité de nourriture dans les assiettes et de menacer le bien-être des ménages. Au risque d'atteindre le point de rupture.

L'économiste Ugur Gürses, dans une interview accordée, en juillet 2023, au site d'information *Arti Gerçek*, mettait déjà en garde contre les effets incertains « *d'une période de crise devenue chronique* » et d'« *un choc de l'inflation des prix sans précédent, particu-*

*lièrement ressenti dans les métropoles* ».

A cela est venue s'ajouter l'inévitable usure d'un pouvoir omniprésent. La méfiance et la distance aussi, leurs corollaires, envers les institutions d'électeurs qui ne croient plus en l'équité des processus électoraux depuis 2023. Dimanche, près de 14 millions d'électeurs, sur un total de 61,4 millions, ne sont pas allés voter. Un chiffre relativement important pour la Turquie et composé d'une bonne partie des soutiens traditionnels de l'AKP.

### Trois nets vainqueurs

Une partie de ces électeurs a préféré s'abstenir, en envoyant un avertissement, plutôt que de donner un bulletin à une formation adverse. D'autres ont fait le choix du YRP, un parti proche idéologiquement et plus tranché sur les questions de pauvreté et de politique internationale. En prônant une rupture totale des liens avec Israël, son dirigeant, Fatih Erbakan, a

indéniablement participé au score de cette formation fondée il y a cinq ans et désormais troisième parti du pays, devant le DEM.

C'est peut-être en raison de ces désaffections, au sein même de sa famille politique, que Recep Tayyip Erdogan, dimanche soir, a tenu non pas un discours de chef de l'Etat mais plutôt celui d'un chef de parti. Le président n'a pas félicité les maires. Depuis le siège de l'AKP, il a déclaré que ce scrutin constituait « *non pas une fin, mais un tournant* » pour son camp, reconnaissant que « *malheureusement nous n'avons pas obtenu les résultats que nous souhaitions* ».

Signe d'une continuité revendiquée, les journaux progouvernementaux ont passé, lundi, quasiment sous silence la défaite de l'AKP. Reprenant la parole du « *reis* », le quotidien à grand tirage *Sabah* a simplement titré en « *une* » : « *La démocratie a gagné* ».

« *Erdogan va s'adapter à cette*

*nouvelle période et travaillera à la revitalisation de son parti* », affirme le journaliste Levent Kemal, rappelant que l'AKP avait connu un trou d'air en 2009 avant de se rétablir. « *Erdogan a quatre ans, jusqu'en 2028, pour réaliser ce qu'il veut faire, comme modifier la Constitution. Ne disposant pas d'une majorité suffisante, il devra convaincre des députés ou des formations politiques.* »

Pour l'heure, du parti CHP sortent trois nets vainqueurs : les maires d'Istanbul et d'Ankara, ainsi que le nouveau président de la formation, Özgür Özel. « *Outre qu'une cour d'appel doit se pencher sur le cas d'Ekrem Imamoglu, le 25 avril, pour "insultes au Haut Conseil électoral"*, rappelle sur le réseau social X l'essayiste et spécialiste de la Turquie Ariane Bonzon, *il ne faut jamais sous-estimer la capacité du CHP à s'autosaboter du fait de ses divisions.* » Et à gâcher une première brise de printemps.

Le Monde

AFP  
02 avril 2024

## En Turquie, tollé à la suite de l'invalidation de l'élection d'un maire prokurde au profit du parti au pouvoir

Le DEM, principal parti prokurde de Turquie et troisième force politique au Parlement, dénonce une décision « illégale » de la commission électorale.

L'invalidation de l'élection d'un maire du parti prokurde au profit du parti au pouvoir à Van, dans l'est de la Turquie, a suscité, mardi 2 avril, une vague de colère qui s'est exprimée jusqu'à Istanbul. Abdullah Zeydan a été élu dimanche avec 55,48 % des voix dans cette grande

ville à majorité kurde, célèbre pour son lac et proche de la frontière iranienne. Son principal rival, du Parti de la justice et du développement (AKP) du président, Recep Tayyip Erdogan, par ailleurs balayé dans de très nombreuses grandes villes du pays, n'a obtenu que 27,15 % des suffrages.

Troisième force politique au Parlement, le DEM (ex-HDP), le principal parti prokurde de Turquie, dénonce une décision « illégale » de la commission électorale qui, selon lui, a contesté les droits politiques de M. Zeydan vendredi, à moins de quarante-huit heures du scrutin.

La formation prokurde affirme que son candidat avait pourtant « *accompli toutes les procédures légales requises et obtenu la validation de sa candidature par le Haut Conseil électoral (YSK)* ». « *Le ministère de la justice tente de confisquer la volonté du peuple de Van. C'est un putsch po-*

litique », a réagi le coprésident du DEM Tuncer Bakirhan lors d'un rassemblement devant le Haut Conseil électoral à Ankara.

« Nous rejetons la décision de la commission électorale provinciale de Van de remettre le mandat de maire de la métropole au candidat de l'AKP », s'est encore insurgé le parti dans un communiqué.

### Des barricades érigées à Van

Des centaines de partisans se sont rassemblés devant le siège du parti à Van pour exprimer leur solidarité avec l'élu, lançant des fumigènes et dressant des barricades, selon des images de l'agence de presse turque DHA.

Les forces de l'ordre ont riposté et dispersé le rassemblement en faisant usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Une centaine de personnes se sont également rassemblées dans une atmosphère tendue à Kadikoy, sur la rive asiatique d'Istanbul, un quartier traditionnellement frondeur et hostile au gouvernement. « Non aux administrateurs nommés par le gouvernement, ne touche pas à la volonté du peuple kurde », ont chanté les manifestants.

« Ne pas remettre son mandat au candidat du parti DEM élu maire de Van,



Des partisans du parti prokurde DEM manifestent leur colère à Istanbul, après l'invalidation de l'élection d'Abdullah Zeydan, mardi 2 avril 2024. YASIN AKGUL / AFP

*c'est nier la volonté du peuple de Van. C'est inacceptable », a réagi sur X Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul (CHP, opposition sociale-démocrate) réélu dimanche.*

« C'est une question de droit, à la discrétion de la commission électorale provinciale, a répliqué le porte-parole de l'AKP, Omer Celik lors d'une conférence de presse. *Ce n'est pas un domaine où le gouvernement peut intervenir.* » « Réagir dans le cadre démocratique est le droit de chacun. Mais transformer ceci en violences n'a rien à voir avec la démocratie », a-t-il ajouté.

### Erdogan interpellé par l'opposition

L'ancien coprésident du HDP Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016 pour « terrorisme », a interpellé le chef de l'Etat Recep Tayyip Erdogan : « *Le soir des élections, vous avez déclaré que vous respecteriez la volonté du peuple. Malheureusement, ce qui s'est passé à Van n'est pas compatible avec vos déclarations.* »

Dans un message transmis par ses avocats, il appelle « *tout [le] peuple, en particulier la population de Van, ainsi que toutes les forces et partis prodémocratie, à s'opposer à cette décision illégale.* »

Elu député HDP en 2015, Abdullah Zeydan avait été arrêté l'année suivante en même temps qu'une di-

zaine d'autres membres de son parti. Les autorités l'accusaient d'avoir assisté aux funérailles de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé considéré comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, que le pouvoir accuse de liens avec le principal parti prokurde de Turquie. Emprisonné, M. Zeydan avait été libéré au début de 2022.

Une cinquantaine de maires élus en 2019 sous l'étiquette du HDP dans le sud-est de la Turquie avaient été remplacés par des administrateurs nommés par l'Etat. Ces vagues d'arrestations et de révocations avaient suscité des tensions dans la région et des réactions indignées en Occident.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
April 2, 2024

## What We Know About the Iranian Commanders Killed by Israel in Syria

The leaders included Gen. Mohammad Reza Zahedi, the senior most leader in Iran's armed forces assassinated since Qassim Suleimani was killed in 2020.

Iran's supreme leader on Tuesday pledged to avenge the deaths of three commanders and four officers in Iran's armed forces, one day after they were killed in a precision Israeli airstrike on the Iranian embassy compound in Damascus.

The leaders, Iranian officials said, were some of the highest ranking leaders in the Quds Force, overseeing Iran's covert intelligence and military operations in Syria and Lebanon. The strike was the deadliest against Iranian officials in recent memory and has shaken the country's armed forces establishment.

The strike, both the latest in a yearslong shadow war between Iran and Israel and a seeming escalation in that conflict, has again brought attention to Israel and Iran's conflicting ambitions in the region and the network of proxies Iran employs to fight its battles.

"We will make them regret this crime and similar crimes, with the help of God," Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader, said of the Israelis.

Here's what we know about the commanders who were killed.

### How important were the slain Quds Force commanders?

Among the officers killed on Monday was Gen. Mohammad Reza Zahedi, a veteran of the Revolutionary Guards Corps and its external branch the

Quds Forces. General Zahedi, three Iranian officials and a Guard member said, was the corps' top commander in the region, in charge of Iran's network of proxy militias, particularly those in Lebanon and Syria.

The general, the senior most commander to be killed since the U.S. assassination of Qassim Suleimani in 2020, coordinated the Iranian-backed armed groups and selected targets in their attacks on U.S. and Israeli interests in the region.

His death, analysts said, was a significant blow to Iran's military operations in the Middle East.

A member of the Guards who knew General Zahedi, but requested anonymity because he was not authorized to speak publicly, said the Iranian leadership was "in shock" over his assassination and viewed avenging his death as their moral duty. Iranian state media published multiple photos of General Zahedi over the years with senior Iranian military and political officials.

Among those prominent personages are Mr. Khamenei himself, with whom the general served as a young revolutionary in the 1970s and as a comrade in the Iran-Iraq war of the 1980s. Owing to multiple tours in Lebanon, the general also had a relationship with Hassan Nasrallah, the leader of Hezbollah, the Iran-backed Shiite militia in that country.

As commander of the Quds Forces in Lebanon and Syria from 2008 to 2014, he controlled the Iranian forces deployed to help President Bashar Assad of Syria remain in power at the height of that country's civil war, according to the general's official biography.

General Zahedi was killed with two other Quds Force generals: Gen. Hossein Aminollahi and Gen. Mohammad Hadi Haj Rahimi, General Zahedi's deputy. Both men were also veterans of wars in the Middle East, according to Iranian media reports. Four other officers of the Quds Forces were also killed.

### How much of a blow is it for the Quds Force to lose these commanders?

In the past, Iran has mostly managed to navigate the killing of its senior commanders by Israel and the United States without much impact to its operations.

But the scope and timing of Monday's deadly strike present a new challenge for the Islamic Republic.

The killings come at a time of war in Gaza, which Iran has tried to spread and intensify across several fronts through the involvement of its proxy militias, known as the axis of resistance. Those proxies have opened fronts in Lebanon, Iraq, Syria and the Red Sea from which to attack Israel and Israeli interests. Iran also provides financial, tactical and military support to Hamas and Palesti-

nian Islamic Jihad, the two main Palestinian armed groups fighting Israel in Gaza.

Losing General Zahedi, Iran's top field commander, and his deputy, instantly wipes out years of military expertise and personal connections that are often key to successful operations in the Middle East, analysts said. At the very least, Iran will suffer a short term tactical blow until it can regroup. Depending on how quickly Iran can deploy a comparable replacement for General Zahedi, analysts said, its forces and proxies could be vulnerable.

"This is the Israeli version of the U.S. strike on Qassim Suleimani," said Dana Stroul, formerly the Pentagon's top Middle East policy official who is now at the Washington Institute for Near East Policy. "Not only did the strike impose costs directly on I.R.G.C. leadership, but by taking out individuals responsible for covert operations abroad, it will deal a significant blow to Iran's proxy network."

But over the longer term, the effect of losing these commanders is likely to be more manageable.

"From a tactical and short-term standpoint, their absence will be felt," said Sina Azodi, an expert on Iran's military and a lecturer at George Washington University. "But from a strategic standpoint, it will not impact Iran's operations in the region or significantly reduce its influence."



### How might Iran retaliate?

Analysts said that Iran is keen to respond in a way that deters Israel from future assassinations. It has several options for retaliating, but the stakes in each case are high.

Iran could launch long-range ballistic missiles into Israel directly from its own soil, as it did on an American military base in Iraq in retaliation for General Suleimani's death in 2020. That approach, however, risks starting an all-out war with Israel and potentially dragging in the United States, a scenario

Iran has largely avoided since the Hamas-led attacks of Oct. 7.

Iran could also respond through its proxies, particularly Hezbollah, which could escalate attacks along Israel's border with Lebanon. Iran could also order attacks from proxies in Syria and Iraq on American military bases as a way to pressure the Biden administration to rein in Israel.

### What are the political calculations inside Iran?

There are divisions within Iran's

decision making circles, including at the Supreme National Security Council and within the Guards, on how Iran should respond, according to three Iranians familiar with the deliberations.

The council said it had convened an emergency meeting on Monday night attended by Iran's president to discuss the attack and had reached "an appropriate decision," without elaborating on the details.

At the meeting, some hard-line members argued that Iran should strike targets inside Is-

rael with missiles. Anything short of a direct reply, they argued, would show weakness. But other more moderate members pushed back, saying that Israel was goading Iran into war and Iran should continue its policy of "strategic patience" and retaliation through its proxy militias, according to the three Iranians, two of them members of the Guards.

Ultimately, Mr. Khamenei has the last word about how to respond and, they said, his position will become more clear in the coming days and weeks.

The New York Times

Steven Erlanger  
April 2, 2024

## Strike in Damascus Is an Escalation in Israel's Undeclared War With Iran

Tehran promises major retaliation, and the danger of a miscalculation is ever-present. But neither side wants a major shooting war, given the stakes

Israel's bombing of an Iranian Embassy building in Damascus, which killed senior Iranian military and intelligence officials, is a major escalation of what has long been a simmering undeclared war between Israel and Iran.

Iran promises major retaliation, and the danger of a miscalculation is ever-present. But given the stakes for both countries, neither Israel nor Iran wants a major shooting war, even as they press for advantage in Gaza and southern Lebanon.

Instead, the strike is a vivid demonstration of the regional nature of the conflict as Israel tries to diminish and deter Iran's allies and surrogates that threaten Is-

rael's security from every direction.

It is often called "the war between the wars," with Israel and Iran as the main adversaries, sparring in the shadows of the more evident hostilities around the region.

The Iranian officials who were killed Monday had been deeply engaged for decades in arming and guiding proxy forces in Gaza, Lebanon, Syria, Iraq and Yemen as part of Iran's clearly stated effort to destabilize and even destroy the Jewish state.

For Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu, who presumably approved such a sensitive attack, the successful elimination of such

key Iranian military figures is a political coup. It comes at a time when demonstrations calling for his resignation have increased in intensity, as the war against Hamas drags on and Israeli hostages remain in Gaza. Displaying its ability to infiltrate Iranian intelligence, Israel is trying to hit the operational part of Iran's regional proxies, its so-called Axis of Resistance to Israel, aiming to disrupt and deter them, even as the war in Gaza continues.

Since the war began in October, Israel has begun to target key Iranian officials responsible for relations with its proxies, not just the advanced weapons Tehran delivers, said Ali Vaez, Iran project director for the International Crisis Group.

But no matter how many experienced generals Israel eliminates, "no one is irreplaceable in the Iranian system," he said. "Iran knows this is a perilous game and there is a price tag attached."

Some worry that price may be borne by Israeli allies. Ralph Goff, a former senior C.I.A. official who served in the Middle East, called Israel's strike "incredibly reckless," adding that "the Israelis are writing checks that U.S. CentCom forces will have to cash," referring to the U.S. military's Central Command.

"It will only result in escalation by Iran and its proxies, which is very dangerous" to U.S. forces in the region

who could be targeted in retaliatory strikes by Tehran's proxies, Mr. Goff said.

Mr. Netanyahu has emphasized for years that Israel's main enemy is Iran and the strike could help him "rehabilitate his reputation as 'Mr. Security,'" said Sanam Vakil, director of the Middle East and North Africa program at Chatham House. Even so, it may not be enough, she said, with Israel bogged down in Gaza, Hamas so far unbeaten and Iran and its proxies undiminished.

Iran has vowed retaliation and revenge for what it called an unprecedented attack, but, since Oct. 7, "Iran has been clear that it does not want a regional war," Ms. Vakil said. "It sees this conflict with Israel playing out over a longer time frame."

U.S. officials do not believe that Iran initiated the Hamas attack or was even informed about it in advance. Yet Iran still sees Gaza as "a victory for them, because it isolates Israel and puts it on the defensive in the region and the world," said Suzanne Maloney, director of the foreign policy program at the Brookings Institution.

The ongoing war and its civilian toll make it "almost inconceivable to create a vision of the Mideast that Israel and the U.S. and the Saudis were hoping to engineer before Oct. 7," she said, one of regional recognition of Israel by Arab nations opposed to Iran's

growing influence.

Still, Ms. Vakil said, "this strike will be difficult for Iran to ignore," since "it is a direct attack on its territory," an embassy building, and killed three senior commanders of Iran's Quds Force, the external military and intelligence service of the Islamic Revolutionary Guards Corps.

Iran said the Israeli strike killed an Iranian general, Mohammad Reza Zahedi, along with his deputy, a third general and at least four other people, reportedly including senior officials of Palestinian Islamic Jihad, an Iranian affiliate that is also fighting in Gaza.

The killing of General Zahedi, who was said to be in charge of Iran's military relationship with Syria and Lebanon, is widely considered the most important assassination of an Iranian leader in years.

Gen. Mohammad Reza Zahedi of Iran, who was killed on Monday in the Israeli airstrike in the Syrian capital. Fars News Agency, via Agence France-Presse — Getty Images

Yaakov Amidror, a former Israeli national security adviser, called the death of General Zahedi "an enormous blow to Iran's immediate capabilities in the region." He had helped oversee Iran's attempt to build a "ring of fire" around Israel via its militant proxies while keeping Tehran's involvement at arm's length,

Mr. Amidror said.

But how and when Iran chooses to retaliate will further raise the stakes. The most obvious recent example is its response to the assassination four years ago by the United States of Qassim Suleimani, the commander of the Quds Force. Then, Iran launched a major missile attack against an American base in Iraq, but only after warning of the attack in advance. There were no immediate U.S. casualties, though more than 100 military personnel suffered traumatic brain injuries, the Pentagon later said.

An anxious Iran, on high military alert, also shot down a Ukrainian passenger jet, killing 176 people, believing it to be an enemy plane.

"But one of the lessons from Suleimani is that even if you take out someone critical, the network and the redundancy Iran has established with the groups survives quite well," Ms. Maloney said.

Recently Iran has tried to de-escalate the tensions in its relationship with the United States after a January drone attack on a U.S. military base on the Jordanian-Syrian border killed three American soldiers.

But Iran may be more willing to risk a military escalation with Israel.

It could make other choices — a major cyberattack on

Israeli infrastructure or its military, a barrage of rockets from southern Lebanon, a similar assassination of an Israeli commander, an attack on an Israeli embassy abroad, or another sharp acceleration of its nuclear-enrichment program.

The last would be a kind of direct riposte to Mr. Netanyahu, who has long warned about the danger of a nuclear-armed Iran and vowed to prevent it from happening. (Iran has always insisted that its nuclear program is purely peaceful, even as it has enriched uranium to close to weapons grade.)

Or Iran could bide its time. Mr. Amidror, the former Israeli national security adviser, said he doubted the strike would lead to a broader escalation between Israel and Iran, such as an all-out war involving Hezbollah along Israel's northern border.

"Their interests haven't changed in the aftermath. They'll look for revenge, but that's something else entirely," he said, and it does not have to be limited to the immediate region.

One previous example he cited was the 1992 bombing of the Israeli embassy in Buenos Aires by Islamic Jihad, which killed 29 people and came in response to Israel's assassination of the Hezbollah leader Abbas al-Musawi.



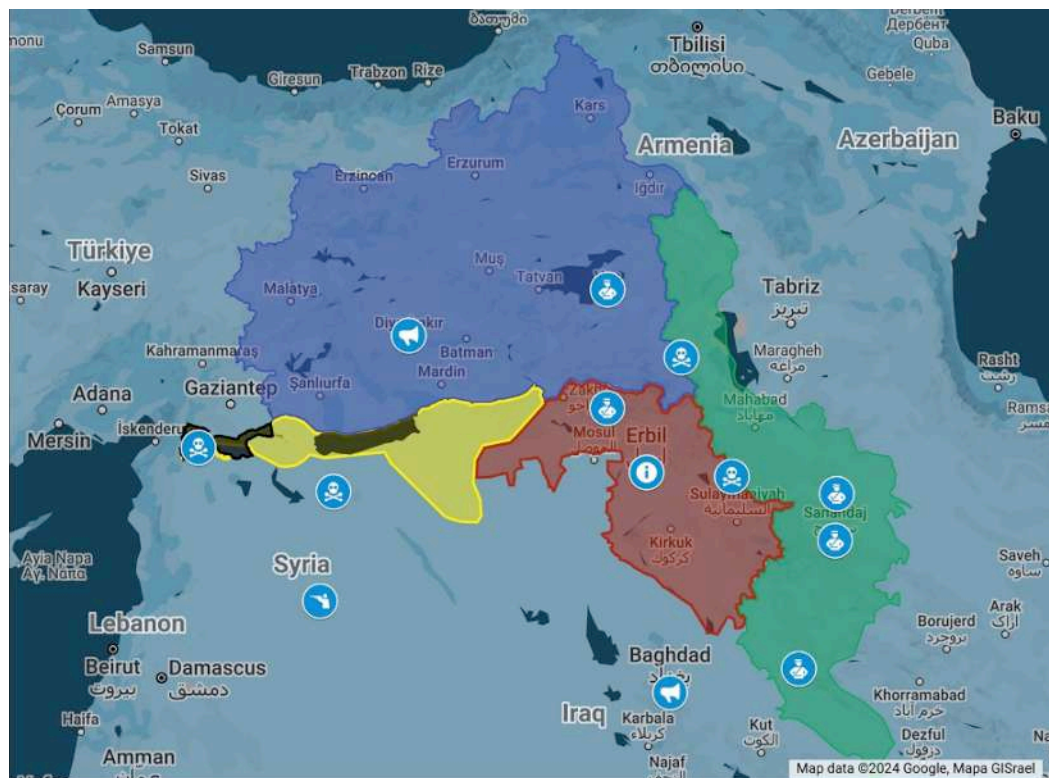
## Kurdistan's Weekly Brief | April 2, 2024

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

### Iran

Iraqi and Turkish officials revealed a planned Turkish military operation targeting the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Iraq to [Asharq al Awsat](#). Per the report, Iran has approved the operation, as Iranian-backed militias are becoming a "crucial partner" in Turkey's war on the PKK. Turkish President Recep Tayyip Erdogan held a phone conversation with Iranian President Ebrahim Raisi on Monday and has threatened to launch additional incursions into Iraq and Syria on multiple occasions, most recently during a speech on Sunday. The semi-official Iranian outlet Mehr News [claimed](#) Raisi hoped that "the cooperation between Tehran and Ankara would lead to securing the interests of the two nations and increasing unity among the Islamic ummah."

Iranian border guards wounded at least six Kurdish border porters (kolbars) last week. Two more kolbars died after [falling](#) from a cliff near Sardasht, and another succumbed to [frostbite](#) in Urmia. The Hengaw Organization for Human Rights [reported](#) the Iranian regime killed four kolbars and wounded 54 in March. Concomitantly, Senna's Islamic Revolutionary Court sentenced a teenage kolbar to [two years in prison](#) and 77 lashes. In Diwandara, a sibling of a [murdered protester](#) was sentenced to three years and three months in prison for membership in a Kurdish opposition party. Lastly, regime security forces arrested another famous singer in Ilam for participating in [Newroz celebrations](#).



### Iraq

On April 1, Iraq's Independent High Electoral Commission (IHEC) [closed](#) registration to parties and coalitions seeking to run in Iraqi Kurdistan's June 10 parliamentary elections. The Kurdistan Democratic Party (KDP) did not register and reaffirmed its boycott protesting recent Federal Supreme Court rulings against Iraqi Kurdistan, one of which annulled eleven quota seats in the Kurdistan Parliament reserved for Christians and Turkmen. Several Christian and Turkmen parties have joined the KDP's boycott. At the same time, U.S. Ambassador to Iraq Alina Romanowski [met](#) with top KDP and Kurdistan Regional Government (KRG) officials in Erbil to discuss the June 10 elections. On Monday,

a KDP spokesperson conditioned the party's electoral participation on "fixing the method of conducting elections." Eight U.S. Republican lawmakers [submitted a letter](#) to President Joe Biden that urged him to require Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani to allow the resumption of Iraqi Kurdistan's oil exports via Turkey. The letter expressed "deep concern" over the Biden administration's plan to host al Sudani at the White House on April 15. The lawmakers also demanded the Biden administration halt the transfer of U.S. dollars to Iraq until the Department of the Treasury certifies such transfers do not benefit Iran or its proxies.

### Syria

On March 27, ISIS (Da'esh) terrorists launched an attack on an administrative office for the security forces in Raqqa. The assault resulted in the deaths of two officers and left a civilian injured. The Syrian Democratic Forces (SDF) [reported](#) the arrest of one terrorist, with ongoing efforts to apprehend others involved in the attack. Concurrently, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) documented the beheading of eight Syrian soldiers by the terror group, while three others perished in battles in the [Syrian Desert](#). The Russian warplanes also [carried out dozens](#) of airstrikes in the area, including in Raqqa. Separately, retired US General Frank

McKenzie told ABC News of the growing threat posed by Da'esh, including attempts to target the US. Recently, SOHR reported that six Da'esh terrorists were smuggled by Turkish proxies from occupied Afrin to Turkey.

### Turkey

Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) suffered significant losses in local elections for the first time since 2002 on Sunday. Turkey's main opposition party, the Republican People's Party (CHP), won 35 provincial municipalities to the AKP's 24. The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) won ten municipalities. Concurrently,

the CHP won 14 cities in metropolitan elections, including Ankara, Istanbul, Izmir, Bursa, and Adana. The AKP won 12 cities, and the DEM Party secured victory in ten. Turkey's Supreme Election Council announced 78.11 percent of eligible voters cast ballots in Sunday's elections. Kurdish votes played a key role in the Istanbul mayoral election, as incumbent Akram Imamoglu defeated his AKP opponent by a margin of 51-39 percent. Granted, the co-chair of the DEM Party's Istanbul branch Meral Bestas said Istanbul's Kurds voted for Imamoglu to punish the AKP and that Istanbul's mayor should not claim Kurdish votes as his own. The DEM Party won the majority of provincial and metro-

politan elections in Turkey's Kurdish region and scored big wins in Diyarbakir (Amed), Van, and Mardin. Millions of Kurds celebrated the DEM Party's successes in the streets once the results were announced. Despite the DEM Party's gains and the AKP's losses, however, DEM Party officials accused the Turkish government of sending thousands of military personnel and police officers to vote in Kurdish areas amid irregular voting hours. DEM Party Co-chair Tülay Hatimoğulları gave a victory speech to celebrate the party's successes and, referring to the AKP, said, "The war alliance was defeated." President Erdogan admitted his party's defeat and failure to achieve "desired re-

sults" during a speech on Sunday but, as previously stated, also threatened new invasions of Iraq and Syria. On Tuesday, the electoral board in Van revoked the victory of the Kurdish candidate and granted the mayorship to the candidate of the ruling party, citing a verdict by the Ministry of Justice banning the winner from the DEM Party. Abdullah Zeydan, the Kurdish candidate, had been a political prisoner for seven years, but Turkey's supreme court allowed his candidacy. DEM Party officials rejected the government's action, describing it as a repetition of the trustee system, in which the government replaced dozens of elected Kurds with appointed trustees.



AFP  
04 Avril 2024

## En Iran, une victoire sans surprise des conservateurs après une abstention sans précédent aux législatives

La principale coalition de partis réformateurs, le Front des réformes, avait annoncé son refus de participer à ces « élections dénuées de sens » compte tenu de la disqualification de nombre de ses candidats avant le scrutin.

Les conservateurs au pouvoir en Iran ont remporté sans surprise les élections législatives de vendredi, marquées par une abstention inédite depuis le début de la République islamique, en 1979. Quatre jours après le scrutin, le ministère de l'intérieur a annoncé, lundi 4 mars, que « 25 millions » d'Iraniens, soit « 41 % » des 61 millions d'électeurs, s'étaient déplacés dans les bureaux de vote. Ce chiffre est inférieur à celui de 42,57 % pour les précédentes législatives, en 2020, qui avaient été perturbées par la crise du Covid-19.

La participation a ainsi été la

plus faible pour des législatives depuis la révolution de 1979, sur fond d'appels à l'abstention lancés à la suite de la disqualification de nombreux candidats modérés ou réformateurs avant le scrutin. Ces élections étaient considérées comme un test pour le pouvoir, car elles étaient les premières depuis le vaste mouvement de contestation ayant secoué le pays à la suite de la mort, en septembre 2022, de la jeune Mahsa Amini, arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire iranien.

Le ministre de l'intérieur, Ahmad Vahidi, s'est félicité lundi qu'« en dépit de la propagande puissante et sans précédent des

ennemis et du recours à tous les outils pour dissuader les gens de voter, et malgré des problèmes économiques, le peuple a montré une magnifique mobilisation ». Il a mis en cause des forces « néfastes, parmi lesquelles des services de renseignement et des groupes terroristes » ayant tenté de « saper la sécurité » des élections, sans y parvenir. Il n'a pas donné de détails à propos de ces « ennemis », mais le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, avait mis en cause les Etats-Unis, Israël et certains pays européens. Washington avait jugé, jeudi, que ces élections n'étaient ni « libres » ni « équitables ».

### « Elections dénuées de sens »

La principale coalition de partis réformateurs, le Front des réformes, avait annoncé son refus de participer à ces « élections dénuées de sens » après la disqualification de nombreux de ses candidats avant le scrutin. En raison de ce boycott, le prochain Parlement sera très largement sous le contrôle des différentes formations conservatrices et ultraconservatrices qui soutiennent le gouvernement du président Ebrahim Raïssi, élu en 2021.

La composition du Parlement ne sera connue qu'après un

second tour, qui se tiendra en avril ou mai pour 45 des 290 sièges, les candidats n'ayant pas obtenu un nombre suffisant de suffrages.

D'après l'analyse par les médias des différentes listes en présence, quelque 200 des 245 députés déjà élus peuvent être rattachés aux « *principalistes* », appellation qui regroupe toutes les tendances du camp conservateur, jusqu'aux plus extrêmes.

Ces dernières, favorables à

une ligne stricte quant aux valeurs de la République islamique, comme le port obligatoire du voile, prônent la fermeté vis-à-vis des pays occidentaux. Les responsables de ces tendances sont restés discrets, et aucun n'a crié victoire. Certains d'entre eux ont été difficilement réélus, à l'image du président du Parlement sortant, Mohammad Bagher Qalibaf, qui pourrait se voir contester la présidence de l'Assemblée.

Le nombre de députés réfor-

mateurs ou centristes devrait être compris entre 40 et 45, selon les estimations de journaux modérés. Sur l'ensemble du territoire, 11 femmes ont été élues, sur 245, alors qu'elles sont 16 à siéger actuellement au Parlement.

Les Iraniens étaient également appelés à renouveler les 88 membres de l'Assemblée des experts, chargée de désigner le guide suprême. Composée de 88 religieux, cette assemblée va rester dominée par les

conservateurs, des candidats modérés ayant été disqualifiés, à l'image de l'ancien président Hassan Rohani.

L'Assemblée des experts renouvelée pourrait être appelée à jouer un rôle de premier plan dans le processus de désignation d'un nouveau guide suprême en cas de disparition de l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 84 ans.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
April 4, 2024

## Iran Says 17-Hour Battle With Separatists Leaves 28 Dead in 2 Cities

Jaish al-Adl, an ethnic Baluch group designated by the United States as a terrorist organization, claimed responsibility for the attacks.

Iranian security forces battled simultaneous terrorist attacks by a militant separatist group in a southeast province that raged for nearly 17 hours, with intense gunfights in the streets of two cities that resulted in the deaths of 10 security officers and 18 militants, according to the Ministry of Interior on Thursday.

State television broadcast footage of gunmen running in the streets of Sistan and Baluchestan Province as loud explosions from rocket-propelled grenades and gunfire rocked the two cities, and large plumes of smoke billowed into the air. Forty-four people were injured, the ministry said.

Jaish al-Adl, a separatist ethnic Baluch group designated by the United States as a terrorist organization, claimed responsibility for the attacks.

Iran's deputy interior minister, Majid Mirahmadi, said on state

television that the fighting had raged for hours, from 10 p.m. Wednesday to 3 p.m. the next day. The gunmen entered homes, taking civilians hostage to use as human shields, but security forces released them, he said. The militants wore vests with explosives, and several blew themselves up during the fighting, he added.

The gunmen tried to take over military bases belonging to the Islamic Revolutionary Guards Corps, which is responsible for securing Iran's borders, in the cities of Chabahar, home to a shipping port, and Rask, according to a statement from the Guards published in Iranian news media.

"They did not achieve their ominous goals and failed," Mr. Mirahmadi said on state television. "Their goal was to seize the headquarters of the Revolutionary Guards in Rask and martyr the security forces, and capture the headquarters of the Guards,

naval outposts and security forces headquarters in Chabahar."

The attacks came at a time of heightened tensions in the country. [Israeli airstrikes on the Iranian Embassy in the Syrian capital, Damascus](#), killed three senior commanders from the Guards' Quds Forces and four officers on Monday. Iranian officials vowed to retaliate against Israel.

The southeast region of Iran where the attacks took place is a restive and underdeveloped area near the borders of Pakistan and Afghanistan. A robust network of smugglers, drug lords and separatist Sunni militant groups like Jaish al-Adl operate in the area. Clashes with security forces are frequent along the borders. The population of Sistan and Baluchestan, which is predominantly ethnic Baluch and Sunni, has long accused the central Shiite government of systematic discrimination.

Jaish al-Adl, known informally as Jundullah, said in a statement that 168 of its fighters had taken part in the attack. The statement said the aim had been to stop Iran's development of an area known as Makan, on the shores of the Persian Gulf, which the group said compromised the Sunni-dominated demographic.

The Revolutionary Guards' statement warned that the security of the Iranian people was a red line and that Iran's enemies — "regional and terrorist groups commissioned by their spy agencies" — would be forcefully confronted. State television, blaming Israel, also said that "Zionist masters" had ordered the terrorist attacks.

A woman who is an advocate of Baluch rights locally and who asked to be identified only by her middle name, Ziba, for fear of retribution, said that the attacks had shocked people and caught them off guard as they

closely followed the drama unfolding on television and social media. She lives in Zahedan, a city in Sistan and Baluchestan, which, she said, remained calm.

Videos on state television and social media showed the walls and ceilings of a Revolutionary Guards security building in Chabahar riddled with bullets and splattered with blood. The bodies of militants lay on the streets and inside buildings, state media showed. Residents [posted videos on social media, and BBC Persian](#) showing people stranded in their cars as the fighting raged.

A woman in a hospital bed told a state television reporter that

gunmen had thrown grenades into homes and that her windows had been shattered. Another man, also in a hospital bed, told the reporter that a militant had spotted him when he was caught in the crossfire on the street and shot him in the hand.

In December, Jaish al-Adl attacked a border police station in Rask and killed 11 security officers in response to ballistic missiles Iran launched into Pakistan. The group claimed Iran had targeted its compound. Pakistan struck back with drone attacks on a residential compound in Iran that it said housed terrorist groups operating against the government.

In January, the Islamic

State [staged an attack in Kerman, Iran](#), killing more than 100 people during a memorial for Maj. Gen. Qassim Suleimani, Iran's top commander, who was assassinated in 2020 in a U.S. drone attack in Iraq.

[Attacks by Israel](#) in Iran, including on two major gas lines; its strikes against targets in Syria affiliated with Iran; a string of terrorist assaults in Iran; and the prospect of a confrontation with Israel have created panic and anxiety in Iran. The price of Iran's currency, the rial, has plunged daily against the dollar this week, at its lowest reaching 640,000 against one dollar.

Shahin Modarres, an analyst in Rome who specializes in Iran's security for an Italian re-

search institution, said of the Jaish al-Adl militants, "Their adeptness indicates a deep understanding of local military and critical infrastructure, posing a significant challenge for Iranian authorities."

"The timing is also quite significant," he said, referring to Iran, "because they are under direct attack from Israel and, at the same time, their intelligence system is heavily compromised as the recent terrorist attacks have shown."

*An earlier version of this article misidentified the location of Sistan and Baluchestan Province, where the attacks occurred. It is in the southeast, not the southwest, of Iran.*

LE FIGARO

AFP  
05 Avril 2024

## Iran: des milliers de personnes réunies en hommage aux militaires tués à Damas

Les familles des membres du Corps des Gardiens de la Révolution tués à Damas portent leurs cercueils lors de la cérémonie funéraire à Téhéran en Iran, le 4 avril 2024. Wana News Agency / REUTERS

Une cérémonie a été organisée à Téhéran en hommage aux sept militaires iraniens tués lundi dans une frappe à Damas imputée à Israël. Au cœur du rassemblement, une promesse de faire payer son crime au «régime sioniste vicieux».

Des milliers de personnes se sont rassemblées vendredi à Téhéran pour rendre hommage aux [sept militaires iraniens tués lundi](#) par des frappes imputées à Israël sur le consulat de l'ambassade iranienne à Damas. Cette cérémonie a été organisée dans le cadre de la journée d'Al-Qods (Jérusalem), qui se tient chaque dernier vendredi

du ramadan dans plusieurs pays en solidarité avec les Palestiniens et contre Israël. Les cercueils des sept membres du Corps des Gardiens de la Révolution, [l'armée idéologique de la République islamique](#), ont été placés sur les remorques de deux camions stationnés sur l'une des plus grandes places de la capitale, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des drapeaux iraniens, palestiniens et du Hezbollah libanais étaient brandis par des personnes rassemblées, tandis que les portraits des victimes décoraient les deux camions avec l'inscription: «*Les martyrs de la voie (de la libération) de Jérusalem*». Une affiche placardée sur la place reproduisait une phrase du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei: «*Nous ferons regretter au régime sioniste vicieux d'avoir commis ce crime*». La télévi-

sion d'État diffusait des images d'autres rassemblements organisés dans d'autres villes iraniennes, dont Mashhad (nord-est), Qom (centre), Sanandaj et Shahrekord (ouest).

### Israël «giflé»

L'ayatollah Khamenei a promis mercredi qu'Israël serait «*giflé*» pour l'attaque de Damas, en prévenant que ses «*efforts désespérés en Syrie ne sauveront pas (les Israéliens) de la défaite*» dans la guerre à Gaza. Le raid de lundi, qui a fait 16 morts selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, était le cinquième imputé à Israël en l'espace d'une semaine en Syrie, pays en guerre civile dont le président Bachar al-Assad est soutenu par l'Iran. L'attaque a tué notamment le général Mohammad Reza Zahedi et Mohammad Hadi Haji Rahimi, deux commandants de la Force

Qods, unité d'élite des Gardiens, chargée des opérations extérieures de l'Iran.

L'Iran a immédiatement accusé Israël, qui n'a pas confirmé sa responsabilité. Israël a mené des centaines de frappes en Syrie voisine contre des positions du pouvoir syrien, des groupes pro-iraniens et des cibles militaires iraniennes depuis le début de la guerre dans ce pays en 2011. Les frappes se sont intensifiées depuis le début le 7 octobre de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien dans la bande de Gaza, déclenchée par une attaque sans précédent du mouvement islamiste sur le sol israélien. À l'issue de la cérémonie à Téhéran, les dépouilles des sept militaires devaient être conduites dans leur ville d'origine pour y être inhumées.

Michel Winock  
05 Avril 2024

## Turquie : le revers d'Erdogan aux municipales peut-il vraiment changer la donne ?

**EDITORIAL - La déroute du parti d'Erdogan lors des élections municipales, due avant tout sans doute à des causes économiques, peut aussi influencer sur la politique d'islamisation progressive du pays et aider à débrouiller une politique extérieure faite de contorsions.**

Les élections municipales du 31 mars en Turquie ont provoqué la déroute de l'AKP d'Erdogan, le chef tout-puissant qui avait été élu pour la troisième fois à la tête de l'État l'année précédente. Toutes les grandes villes, Istanbul, Ankara, Izmir... restent ou tombent aux mains de l'opposition, derrière Ekrem Imamoglu, le maire réélu d'Istanbul et chef de file du CHP (le Parti républicain du peuple). Cette défaite, due avant tout sans doute à des causes économiques, peut aussi influencer sur la politique d'islamisation progressive du pays et aider à débrouiller une politique extérieure faite de contorsions.

La Turquie moderne est la construction d'un homme, Mustafa Kemal, fondateur d'une République laïque en 1923. Le mot français « laïcité », ignoré de nos pays voisins, a son correspondant en turc : laiklik. Kemal devenu Atatürk avait supprimé le sultanat ottoman, aboli le califat, ôté de la Constitution la mention selon laquelle « l'islam est la religion de l'État », instauré l'égalité

des femmes et des hommes en matière d'héritage, interdit la polygamie, encouragé les Turques à abandonner le voile, fermé les écoles religieuses, adopté une législation occidentale, le calendrier grégorien, remplacé l'arabe par l'alphabet latin, etc.

### Retour en force de l'islam dans l'espace public

Toutes ces mesures radicales avaient été acceptées, bon gré mal gré, par les populations, dans la mesure où le chef suprême s'affirmait en nationaliste qui leur avait redonné une fierté et détenait un pouvoir qui ne se discutait pas, appuyé sur une armée complètement acquise aux principes du kémalisme, qu'elle devait défendre contre toutes les oppositions. Or ce sont ces réformes fondatrices que, depuis vingt ans qu'il est au pouvoir, Erdogan, sans les annuler frontalement, a sapées, en imposant une réislamisation croissante du pays.

Tournant le dos à l'héritage kémaliste, il n'a cessé de favoriser le retour en force de l'islam, en nommant des musulmans engagés dans tous les postes d'autorité, en noyant les instances militaires et judiciaires, et, surtout, en transformant le système scolaire au profit de l'enseignement religieux et des écoles imam hatip, ces espèces de petits séminaires se développant à l'intérieur de l'organisation générale de l'en-

seignement : de 450 en 2002, ces écoles religieuses sont passées à 5 200 aujourd'hui. Selon ses propres paroles, Erdogan entend « favoriser l'émergence d'une génération pieuse ». Le nombre des mosquées s'élève, et, de manière symbolique, la basilique de Sainte-Sophie, transformée en musée par Atatürk, est devenue une mosquée en 2020.

Ce retour en force de l'islam dans l'espace public est exécuté sous la main de fer d'un président qui n'a cessé de réprimer les opposants et de s'attaquer à la liberté de la presse. Le coup d'État raté de 2016 lui a permis de renforcer encore sa toute-puissance. Le CHP, vainqueur des municipales, resté fidèle au fondateur et à ses principes, pourrait mettre un frein à cette islamisation, dont les conséquences ne sont pas négligeables en politique extérieure.

### La Turquie, une puissance stratégique qui joue sur tous les tableaux du multilatéralisme

La Turquie est une puissance stratégique de premier plan. Ce pays de 85 millions d'habitants qui s'étend sur 784 000 km<sup>2</sup>, située à cheval sur l'Asie Mineure et l'Europe, a des frontières communes avec la Syrie, l'Iran, l'Irak, la Géorgie, l'Arménie, la Grèce, la Bulgarie ; elle contrôle de surcroît les détroits du Bosphore et des Dardanelles, de longue date

convoités par les Russes désireux d'accéder librement de la Mer Noire à la Méditerranée. C'est la menace soviétique qui a précisément amené la Turquie à adhérer à l'Otan en 1952. Or les membres de l'Otan peuvent se demander jusqu'où va aujourd'hui la fidélité d'Ankara.

Depuis les débuts de l'invasion russe en Ukraine, Erdogan, qui a refusé les sanctions décidées par le bloc occidental et le Japon, a, au contraire, intensifié ses relations commerciales avec la Russie, devenue le premier partenaire. Ce partenariat est choquant en pleine guerre d'Ukraine, mais le nouveau sultan d'Ankara ne renonce pas à la protection de l'Otan, l'histoire lui ayant appris à se méfier du grand voisin du Nord. Toutefois, on l'a vu contester et retarder l'adhésion de la Suède à l'alliance occidentale. La Turquie semble ainsi jouer, sur tous les tableaux du multilatéralisme, le jeu d'un opportunisme qui en fait un allié peu sûr pour les Occidentaux. C'est aussi cette politique extérieure qui pourrait être modifiée par la défaite électorale de l'AKP dans le sens d'une clarification. Au demeurant, Erdogan tient le pouvoir au moins jusqu'en 2028, date de la prochaine élection présidentielle, et sans aucune consultation électorale d'ici là. L'avenir proche de la Turquie reste donc encore très aléatoire.

## En Iran, 853 prisonniers ont été exécutés en 2023, dénonce Amnesty International

Il s'agit du bilan le plus lourd depuis 2015. L'ONG appelle la communauté internationale à une « réaction vigoureuse ».

« Des lieux de massacre » : c'est ainsi que l'organisation non gouvernementale (ONG) Amnesty International qualifie, dans un communiqué publié jeudi 4 avril, les prisons iraniennes, où au moins 853 détenus ont été exécutés en 2023. Plus de la moitié des personnes concernées avaient été condamnées pour des infractions liées à la drogue.

Le nombre d'exécutions en 2023 est le plus élevé depuis 2015 et marque une augmentation de 48 % par rapport à 2022 et de 172 % par rapport à 2021, relève Amnesty International. L'ONG appelle la

communauté internationale à prendre des mesures afin de « mettre un terme à l'effroyable vague d'exécutions ». Depuis le début de 2024, 95 exécutions ont été recensées, ajoute le communiqué.

« Les autorités iraniennes ont renforcé la peine capitale dans le but de répandre la peur au sein de la population et de resserrer leur emprise sur le pouvoir, à la suite du soulèvement "Femme, vie, liberté" », accuse Amnesty International.

Une vague de contestation a secoué l'Iran pendant des mois après la mort en détention en septembre 2022 d'une jeune Kurde iranienne, Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour non-respect du strict code vestimentaire islamique. Neuf

personnes ont été exécutées en lien avec ce soulèvement, selon des ONG.

« En l'absence d'une réaction mondiale vigoureuse, les autorités iraniennes se sentiront autorisées à exécuter des milliers d'autres personnes dans les années à venir, en toute impunité », déclare Diana Eltahawy, directrice régionale adjointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient, citée par le communiqué.

### Des mineurs condamnés à mort

Notant l'« augmentation ahurissante » des exécutions liées aux stupéfiants, l'ONG dénonce « les politiques meurtrières de lutte contre la drogue de la République islamique » d'Iran, et

relève que nombre d'« opposants et des membres de minorités ethniques opprimées figurent parmi les personnes exécutées », comme les Baloutches.

L'année 2023 « a également été marquée par une intensification choquante de l'application de la peine de mort à des mineurs délinquants, avec l'exécution d'un garçon de 17 ans et de quatre jeunes condamnés pour des crimes commis alors qu'ils étaient âgés de moins de 18 ans », constate Amnesty International.

Les exécutions en Iran se font généralement par pendaison dans les prisons, parfois en public.

## Frappe en Syrie : le chef du Hezbollah juge « inéluctable » la riposte de l'Iran contre Israël

Le chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, a jugé vendredi « inéluctable » la riposte de l'Iran à la frappe attribuée à Israël contre le consulat iranien à Damas. Dans un discours télévisé, il a affirmé que son puissant mouvement, qui échange des tirs avec Israël depuis près de six mois, n'avait pas encore utilisé ses « principales » armes dans la bataille. « Soyez sûrs et certains que la réponse iranienne à la frappe sur le consulat à Damas est inéluctable », a déclaré Hassan Nasrallah. « Où, comment, quand et quelle sera l'ampleur de la riposte, nous ne sommes pas tenus de demander », a-t-il ajouté, estimant que la décision en revenait à Téhéran. « Que personne ne soit

pressé », a-t-il encore dit.

Sept militaires iraniens, dont deux hauts gradés, ont été tués dans la frappe sur le consulat iranien lundi à Damas, aux côtés d'un combattant du Hezbollah. L'Iran a immédiatement accusé Israël, qui n'a pas confirmé sa responsabilité. Selon le chef du parti pro-iranien, la frappe sur le consulat constitue « un tournant » depuis la guerre en cours dans la bande de Gaza depuis près de six mois entre Israël et le Hamas. La guerre a été déclenchée par l'attaque sans précédent du mouvement islamiste palestinien sur le sol israélien le 7 octobre. Depuis, le Hezbollah mène quotidiennement des attaques contre Israël depuis le sud du Liban

pour soutenir son allié palestinien et Israël riposte, ce qui fait craindre l'extension du conflit.

### Attaques à la frontière

Le Hezbollah « ne craint pas la guerre et est totalement préparé à toute guerre » contre Israël, a prévenu Hassan Nasrallah dans son discours à l'occasion de la journée d'Al-Qods (Jérusalem), qui se tient chaque dernier vendredi du ramadan en solidarité avec les Palestiniens et contre Israël. « Nous n'avons pas encore employé nos principales armes, ni sorti nos forces principales » dans la bataille, a-t-il averti, ajoutant qu'« Israël regrettera toute guerre lancée contre le Liban ». Hassan Nasrallah a répété que

le Hezbollah arrêterait ses attaques lorsque la guerre « s'arrêtera à Gaza », écartant l'éventualité d'un accord que plusieurs émissaires occidentaux tentent de négocier pour un arrêt des violences entre le mouvement islamiste libanais et Israël.

Au moins 355 personnes ont été tuées au Liban, dont 234 combattants du Hezbollah mais aussi au moins 68 civils, dans les échanges de tirs à la frontière depuis près de six mois, selon un décompte de l'AFP. La formation pro-iranienne a déploré vendredi la mort de deux de ses combattants. Dans le nord d'Israël, frontalier du sud du Liban, dix soldats et huit civils ont été tués, d'après l'armée.



# Le rôle de la Cour suprême fédérale dans le glissement de l'Irak vers l'autoritarisme

La Cour constitutionnelle irakienne est, par principe, garante de l'efficacité du système constitutionnel du pays. Cependant, si elle est instrumentalisée à des fins politiques elle peut s'avérer dangereuse pour la survie du système politique irakien.

La Cour constitutionnelle représente généralement la plus haute autorité judiciaire de chaque pays. Ses décisions sont définitives et sans appel. La Cour est à la fois un rempart et un garant de l'efficacité, de la continuité et du succès du système constitutionnel, notamment dans les États fédéraux. S'il n'outrepasse pas son rôle et sa mission, c'est sur ce tribunal que repose le succès du système fédéral. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un outil politique s'impliquant dans des désaccords politiques, il devient un instrument dangereux, sapant l'ensemble du processus et risquant, à terme, de renverser le système.

Alors que nous voyons de nombreux exemples de cours constitutionnelles fonctionnant avec succès dans les États fédéraux, la situation actuelle en Irak pourrait être le signe le plus clair du danger que représente le cas inverse. Bien qu'elle soit elle-même inconstitutionnelle puisqu'elle n'a pas été créée conformément aux dispositions de la Constitution, la Cour s'est écartée de son autorité définie, en fonctionnant comme un instrument politique à part entière qui écrase ce qu'elle considère comme des rivaux en désaccord politique.

## Historique de la création définitive de la Cour fédérale

La première Cour constitutionnelle d'Irak a été créée par les



Le bâtiment de la Cour suprême fédérale de l'Irak (photo-Rudaw)

articles 81 à 87 de la Constitution de 1925. Cette Cour a servi d'institution indépendante en Irak jusqu'à ce qu'elle perde son indépendance en 1979, avec la fusion du Conseil judiciaire irakien et du ministère de la Justice. Sous la dictature de Saddam Hussein, la Cour a ainsi perdu sa position et sa valeur. Après 2003, l'Autorité provisoire de la coalition (APC) a formé un comité supérieur chargé d'examiner les tribunaux et les juges, de révoquer les juges proches de l'ancien régime baassiste et de créer ainsi des opportunités pour de nouvelles nominations. Le Conseil judiciaire suprême a alors retrouvé son indépen-

dance et a été séparé du ministère de la justice. L'ordonnance n°35 de l'APC de 2003 a établi le Conseil judiciaire suprême, qui a longtemps été dirigé par le chef de la justice, Madhat Mahmoud.

Après la création du Conseil de gouvernement irakien, la promulgation de la loi administrative transitoire (TAL) et la confirmation du fédéralisme, l'article 44 de la TAL prévoyait la création d'une cour constitutionnelle afin d'étayer le système fédéral. Le gouvernement irakien, alors dirigé par Ayad Allawi, a promulgué la loi n°30 de 2005 qui a établi la Cour suprême fédérale (CSF), unique-

ment valable pour la période pré-constitutionnelle. La Cour a ensuite été constituée, avec à sa tête, le président de la Cour suprême, Madhat Mahmoud.

Lorsque la Cour a été créée, les discussions sur la rédaction d'une constitution permanente avaient déjà commencé. Ainsi, dix mois après la création du tribunal, la Constitution permanente de l'Irak a été soumise à un référendum et approuvée en octobre 2005. À ce stade, la CSF était censée expirer, conduisant ainsi à la nécessité d'adopter une loi promulguant la CSF de manière permanente. Toutefois, la seule base

juridique de la CSF - l'article 44 du TAL - a été annulée par l'article 143 de la Constitution.

### **L'absence du rétablissement légal de la CSF après la ratification de la Constitution**

Contrairement à la Haute Cour pénale irakienne, que l'article 134 de la Constitution nouvellement adoptée reprenait explicitement, l'article 92 exigeait que la CSF soit rétablie par l'adoption d'une nouvelle loi, à la majorité des deux tiers des voix du Parlement. La création de la CSF en vertu de la loi n°30 de 2005 adoptée par la TAL n'était donc plus suffisante.

Par conséquent, en vertu de l'article 92 de la Constitution, la CSF aurait dû être rétablie par le biais d'une nouvelle loi dans l'ère post-constitutionnelle de l'Irak, mais cela n'a jamais eu lieu. Dès lors, il n'y a pas de base constitutionnelle pour l'ancienne CSF (existante), qui n'a donc pas d'identité constitutionnelle active.

### **Modification précipitée et inconstitutionnelle de la CSF par la loi n° 25 de 2021**

Après la crise politique d'octobre 2019, la chute du cabinet d'Adel Abdul Mahdi, le départ à la retraite du juge Farooq Sami et le décès du juge Aboud Tamimi ont paralysé la CSF car la loi n°30 exige la présence de tous les juges pour les cadres de prises de décisions. Par ailleurs, en raison de controverses sur le mécanisme de nomination, les deux sièges vacants n'ont pu être pourvus.

Afin de mettre un terme aux manifestations, le peuple s'est vu promettre des élections anticipées, qui n'ont pu avoir lieu en raison de l'immobilité de la CSF à ce moment-là. En effet, en vertu de l'article 93, paragraphe 7 de la Constitution, les résultats définitifs des élections doivent être approuvés par la CSF. Les tentatives des partis politiques pour parvenir à un compromis et adopter une loi

sur la CSF ont ainsi une fois de plus échoué.

Finalement, le 18 mars 2021, à la majorité simple de 204 députés, la loi n°30 de 2005 a été modifiée par l'adoption de la loi n°25 de 2021. Cependant, cet amendement était lui-même inconstitutionnel.

**Absence de majorité qualifiée.** La CSF a elle-même publié la décision n°107 de 2012, dans laquelle elle souligne que l'adoption ou la modification de la législation relative à la CSF doit tenir compte des dispositions de l'article 92, deuxième paragraphe, de la Constitution, qui exige que la modification soit adoptée à la majorité des deux tiers. Ainsi, la marge - majorité simple - était insuffisante pour modifier l'arrêté n°30.

**Contournement de la présidence.** En vertu de la Constitution, le président irakien doit publier des décrets lorsque des lois ou des amendements sont adoptés. Or, pour cette loi inconstitutionnelle, le décret a été émis par le président du Parlement, qui ne détient pas cette autorité.

**Représentativité réduite de la CSF après 2021.** Dans l'amendement imparfait de 2021, l'article 3 de la loi n°30 de 2005 a été modifié afin de créer de nouvelles procédures de nomination des membres du tribunal, supprimant le droit de la région du Kurdistan de nommer les membres de la CSF, en coordination avec le Conseil judiciaire de la région du Kurdistan. Ainsi, ce droit fondamental, omis dans l'amendement, a perturbé l'équilibre ethnique, communautaire et religieux en Irak.

### **Violation des principes constitutionnels et juridiques par la structure inconstitutionnelle actuelle de la CSF d'Irak**

Outre l'inconstitutionnalité indéniable de la structure actuelle de la CSF irakienne, cette structure a franchi les limites et les principes constitu-

tionnels et juridiques, se plaçant au-dessus de la Constitution, des lois et d'autres autorités. À titre d'exemple :

### **Dépassement du champ d'application des poursuites et des réclamations**

L'un des principes fondamentaux du processus judiciaire et du travail des tribunaux est le respect par le tribunal du champ d'application de l'action en justice et de la demande. Cependant, la CSF, dans sa composition actuelle, viole ce principe fondamental de la loi irakienne n°83 de 1969 concernant les procédures civiles. Le tribunal a vu dans certaines plaintes une occasion d'étendre la portée de la plainte du plaignant et de les utiliser à des fins politiques.

Par exemple, la plainte de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) contre la loi électorale du Parlement du Kurdistan ne demandait pas la suppression des sièges réservés aux composantes ethniques et religieuses de la région du Kurdistan, mais plutôt la répartition de ces sièges entre les circonscriptions. Selon un principe établi en droit et en justice, la demande est limitée au champ d'application de la pétition et ne devrait pas être jugée au-delà des revendications du plaignant. La CSF s'est ainsi attribuée le rôle de législateur et de modificateur. Le dernier exemple de violation de la loi et de la Constitution se trouve dans l'arrêt concernant le procès n°83, unités 131 et 185 de 2023 sur la loi électorale du Parlement du Kurdistan, aux points 2, 3, 4 et 5. Ces points et ces violations constitutionnelles de l'arrêt ont été signalés par le Conseil de la Choura de la région du Kurdistan.

### **Des pouvoirs incohérents et expansionnistes fixés par la CSF elle-même**

Entre-temps, la CSF a adopté ses propres règles de procédure, qui ont et continueront d'avoir des répercussions juridiques et politiques majeures.

Ces règles internes violent la Constitution et, de fait, la loi irakienne de procédure civile. La Cour s'est donnée deux droits dans ses règles : le droit de confrontation (at-ta-saddi) et le droit de retrait (al-odoul), qui sont tous deux des concepts juridiques sans fondements et qui permettent à la CSF d'être beaucoup plus active et invasive que ne l'ont voulu les auteurs de la Constitution.

L'un des pouvoirs de la Cour, en vertu de l'article 93 de la Constitution, est de contrôler la constitutionnalité des lois. Elle s'est emparée de ce pouvoir et s'est donnée le droit de statuer sur des avant-projets législatifs qui ne sont pas encore devenus des lois. Cependant, ce pouvoir n'est pas appliqué de manière cohérente : dans certains cas, la Cour fait pression pour annuler des projets législatifs avant même qu'ils n'aient été adoptés (lorsque cela convient aux factions politiques chiites dominantes), tout en déclarant que d'autres projets juridiques (soutenus par les factions chiites) ne peuvent être remis en cause qu'après leur adoption.

Pour donner un exemple, au cours de la cinquième législature du Parlement du Kurdistan, un projet de loi a été introduit afin d'établir un tribunal spécial pour juger les dirigeants de l'État islamique. Alors que ce projet de loi n'en était qu'au stade de la rédaction au sein des commissions parlementaires, la CSF l'a jugé inconstitutionnel. À l'inverse, lorsque la loi sur la gestion financière de l'État a été adoptée par le Parlement irakien en 2019, elle contenait plusieurs articles inconstitutionnels. La loi avait été adoptée et le décret présidentiel publié, mais le tribunal n'a pas intenté de procès contre son inconstitutionnalité, au motif que la loi ne devait pas être contestée tant qu'elle n'a pas été mise en œuvre. Il s'agit là d'une preuve évidente de l'ambiguïté et de la politique de deux poids deux mesures employée par la Cour.

### **La CSF empiète sur l'amendement constitutionnel**

La CSF s'est également attribuée le rôle d'amender la Constitution. Alors que des restrictions strictes ont été imposées aux amendements de la Constitution irakienne par les articles 126 et 142 afin de protéger les droits et les pouvoirs, la composition actuelle de la CSF s'est donnée l'autorité d'en modifier les textes.

Par exemple, l'article 110 de la Constitution irakienne ne fait pas de la gestion des ressources naturelles, comprenant également le pétrole et le gaz, une compétence exclusive du gouvernement fédéral. Et l'article 112 (1) stipule que la gestion des hydrocarbures relève de la **compétence commune** du gouvernement fédéral et des régions, qui sont **conjointement responsables** de la gestion des champs pétrolifères préexistants. Néanmoins, le 15 février 2022, la CSF a rendu une décision déclarant inconstitutionnelle la loi n°22 de 2007 sur le pétrole et le gaz du Kurdistan, au motif qu'ils relèvent de la compétence exclusive du gouvernement fédéral. La décision a été rejetée par les quatre autorités de la région du Kurdistan - le Parlement, le gouvernement, la présidence et le Conseil judiciaire.

### **La militarisation effective de la CSF dans les désaccords**

### **politiques actuels en Irak**

La CSF a un impact significatif sur la mise en œuvre du système fédéral ; si son autorité n'est pas soigneusement déterminée et réglementée, elle conduit à l'émergence d'une dangereuse «dictature judiciaire», telle que décrite par William Quirk et Randall Bridwell dans leur ouvrage majeur de 1995, *Judicial Dictatorship*. Ainsi, sur les neuf juges, cinq sont chiites, deux sont sunnites et deux sont kurdes. En vertu de leur propre loi, les décisions de la Cour sont prises à la majorité simple, ce qui a déjà donné lieu à une série d'abus brutaux de la CSF en faveur de la faction politique chiite et souvent contre la région du Kurdistan en particulier.

Au cours des trois dernières années, la Cour a rendu plusieurs décisions cruciales pour le processus politique irakien, notamment, mais pas exclusivement :

**La modification des mécanismes constitutionnels pour les élections présidentielles**, afin d'exclure un candidat non soutenu par les factions chiites dominantes, bien que la coutume permette au candidat présidentiel d'être choisi parmi les Kurdes ;

**Réinventer le mécanisme de formation du gouvernement** afin de déterminer le bloc vainqueur des élections, modi-

fiant ainsi le résultat en 2021 et réalisant ce que les médias irakiens ont appelé le «règne des perdants», selon lequel le vainqueur des élections est évincé et ses rivaux perdants sont portés au pouvoir ;

**La diminution constante des pouvoirs constitutionnels de la région du Kurdistan** au profit de la suprématie du gouvernement fédéral, en contradiction avec le principe de décentralisation administrative qui a sous-tendu l'ensemble du projet constitutionnel et qui est inscrit dans la constitution irakienne écrite.

L'un des deux juges kurdes de la CSF a démissionné. Dans sa lettre de démission, le juge Abdulrahman Zebari a clairement indiqué que la CSF avait outrepassé son rôle constitutionnel et qu'elle était l'instrument principal des volontés mises à l'agenda politique. Elle a été utilisée pour empêcher les vainqueurs des élections de former un gouvernement, pour priver de revenus une grande partie du pays (les plus de cinq millions d'habitants du Kurdistan), pour destituer le président sunnite du Parlement irakien Mohammed Halbousi et pour priver des députés comme Mash'an Al-Juburi de leur statut de membre s'ils ne se conforment pas à un certain ordre du jour.

Il s'agit là d'exemples marquants, mais qui ne représen-

tent qu'une infime partie des problèmes causés par la CSF. À l'avenir, l'Irak risque réellement de perdre tous ses freins et contrepoids mais également d'échouer en tant que démocratie constitutionnelle en raison de l'effondrement rapide de la séparation des pouvoirs, qui est inscrite à l'article 47 de la Constitution irakienne et constitue un principe international ainsi que l'essence du système démocratique mondial de gouvernance. La CSF doit être réformée et ses actions antérieures doivent être examinées en profondeur à la lumière de son absence d'établissement légal et constitutionnel depuis octobre 2005. Comme l'explique la déclaration du Bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du 18 mars 2024, il est de la responsabilité nationale de veiller à ce que cette institution judiciaire ne soit pas politisée. Mais il s'agit aussi d'une responsabilité internationale, et notamment américaine, puisque les États-Unis et la communauté internationale ont convaincu le Kurdistan de rester partie intégrante de l'Irak après 2003 à condition d'assurer le fédéralisme irakien dans la nouvelle Constitution.

Les avis contenus dans les articles publiés sur le site du CFRI n'engagent que leur(s) auteur(s).

The New York Times

By Alissa J. Rubin and Lazaro Gamio  
April 6, 2024

# Power by Proxy: How Iran Shapes the Mideast

**F**or years, Iran has been the outsider.

Predominantly Persian-speaking in a region where most people speak Arabic, overwhelmingly Shiite where most are Sunni, it has been crippled by Western sanctions meant to make it a pariah.

Yet Iran has succeeded in projecting its military power across a large swath of the Middle East. Its reach equals — if not eclipses — that of traditional power centers like Egypt and Saudi Arabia.

And now, spurred by the war in the Gaza Strip, armed groups that Iran has fostered over the past 45 years have mobilized simultaneously toward similar goals: diminishing Israeli power and confronting Israel's closest ally, the United States.

Iran has tried to capitalize on its outsider position by seeking out disempowered Shiite populations and offering to train and arm them, and by working with the sympathetic government of Syria.

The shadow war between Israel and Iran broke into the open this week, when Israel struck an Iranian Embassy compound in Syria and [killed seven Iranian commanders](#), renewing fears of a broader conflict. Iran has promised to retaliate, but the [calculus is tricky](#): The Iranians want to avoid igniting a full-fledged war that might drag in the United States and threaten the survival of Iran's regime.

Altogether, Iran now supports more than 20 groups in the Middle East, directly or indirectly, with a combination of [arms, training and financial aid](#). The United States has des-



Militias in Syria and Iraq by The New York Times

signed them as foreign terrorist organizations, and many of their leaders have been hit by sanctions, as has Tehran.

While they are often lumped together, and they do in fact share many of Iran's goals, these groups also have some purely local interests. And, with a few exceptions, Iran does not completely control them.

Here is a look at the most prominent of the armed groups backed by Iran.

## Hamas

A close ally, it gives Tehran a direct link to the Palestinian struggle, a cause that resonates across the Arab world.

Hamas dominates the Palestinian guerrilla fight against Israel that is based in the Gaza enclave, which their political wing took control of [in 2007](#).

### Recent actions

On Oct. 7, Hamas invaded Israel from Gaza, killing roughly 1,200 people, including women and children, according to Is-

raeli authorities, and taking more than 200 hostages.

Since its creation in 1987, Hamas has launched numerous strikes on Israel, often working with another Iranian-backed militant group, Palestinian Islamic Jihad. In 2021, the two groups fired [4,000 rockets into Israel over an 11-day period](#).

### How they are linked to Iran

U.S. officials do not believe that Iran initiated the Hamas attack or that it had even been informed about it in advance.

But Hamas and Palestinian Islamic Jihad together receive more than \$100 million a year from Tehran in addition to weapons and training, according to a 2020 U.S. State Department [report](#). In a 2022 [interview](#), Hamas's political leader, Ismail Haniyeh, said Hamas received about \$70 million a year.

Iran has not just provided weapons and training to both Hamas and Palestinian Islamic

Jihad, it has also taught Hamas to make and assemble its own weapons from local [supplies](#).

### Military capabilities

For the most part, Hamas is equipped with comparatively unsophisticated weapons — but quantity makes up for what the group's arsenal lacks in quality.

Before the war Hamas had thousands of short-range and medium-range rockets that can [travel](#) at least 125 miles. From Gaza, some of them can reach as far as the Israeli cities of Eilat and Haifa, as well as Jerusalem and Tel Aviv.

### Recent actions

Hezbollah, a longtime antagonist of Israel's, began turning up the pressure on Israel's border after the war in Gaza began on Oct. 7, launching strikes across the border. Israel has counter-attacked, and many civilians on both sides of the border have been forced to flee their homes.

The most sustained conflict between Hezbollah and Israel was in 2006. That fight made clear how formidable Hezbollah forces had become, but it took a deep toll on the Lebanese, [killing more than a thousand people](#), mostly civilians, and displacing [more than 900,000](#).

### How they are linked to Iran

Hezbollah receives significant financial support from Iran, though the exact amount is hard to ascertain. One U.S. official testifying [in 2018](#) put the amount at \$700 million, but offered no evidence for that number. However, Iran's cash support for Hezbollah [has diminished](#) over time, reflecting the impact of long-term sanctions coupled with the more recent intense sanctions ordered by President Donald J. Trump and maintained by President Biden.

Iran has nevertheless been able to [maintain](#) its backing for Hezbollah in many other ways. It continues, for example, to provide not just arms but also [sophisticated technological](#) know-how so that Hezbollah engineers can [manufacture](#) weapons locally. The ability to produce its own weapons has made Hezbollah into one of the best-supplied militias in the Middle East.

### Military capabilities

Estimates by the U.S. military and arms [experts put](#) Hezbollah's arsenal, the largest of the Iranian-linked groups, at about 135,000 to 150,000 rockets and missiles. Others estimate it is [even larger](#). With ranges of up to 200 or so miles, they allow the militants to reach targets deep inside Israel.

Among the weapons, [analysts estimate](#), are between 100 to 400 recently retrofitted missiles with precision-guidance systems that can be programmed to land within meters of their targets. The technology is predominantly Iranian and Russian, though it is sometimes modified by Hezbollah's weapon experts. Military analysts view Hezbollah's

fighting force as more disciplined, better trained and better organized than most Middle East armies. It is made up of about [30,000 troops](#) and 20,000 reservists. And, according to analysts, it has the ability to quickly recruit and train thousands of new foot soldiers through its role as a political power and a social-service provider in many Lebanese communities.

### The Houthis

A recent addition to Iran's network of allies, these militants have been attacking vessels in the Red Sea and the Gulf of Aden, a major shipping route.

The Houthis became the de facto rulers of Yemen after taking control of the capital in 2014. They now [control](#) about a third of the country, home to 70 to 80 percent of the population, according to U.S. officials.

### Recent actions

A Houthi attack on March 6 in the Red Sea [killed three seamen](#), wounded four others and damaged their Barbados-flagged cargo ship so badly that it sank. Other Houthi strikes have targeted vessels owned by Britain and Greece.

Since the war in Gaza broke out, the Houthis, expressing solidarity with the Palestinians in Gaza, have launched more than 60 missile and drone strikes on ships transiting the Red Sea and Gulf of Aden, according to the [Congressional Research Service](#).

### How they are linked to Iran

For the most part, the Houthis receive weapons and training from Iran instead of direct financial support, but [experts say](#) they have also received narcotics, and, in the past, some petroleum products, both of which can be resold, giving the Houthis needed cash. In December 2023, the U.S. Treasury [placed sanctions](#) on individuals and on money exchanges in Iran, Turkey and

Yemen that were involved in transferring millions of dollars from Iran to the Houthis.

The Houthis share Iran's adherence to Shiite Islam as well as its antipathy to Saudi Arabia. During Yemen's [civil war](#), Iran and Hezbollah [helped](#) the Houthis fight against both the Yemeni government and its Saudi backers.

### Military capabilities

Estimates vary widely on the Houthi militia's manpower and the size of its arsenal.

Experts say it has about 20,000 trained fighters, but in interviews, Houthi leaders have claimed to have as many as 200,000, and in 2015 the United Nations put the number at about 75,000.

What is clear, based on the recent attacks, is that the Houthis have some highly trained units adept at operating increasingly sophisticated drones as well as anti-ship ballistic missiles and missiles intended for stationary targets on land.

### Iraqi Armed Groups

Iran has secured far-reaching influence on its neighbor and is a power both in Iraqi politics and in business across most of the country.

For nearly 20 years, Iraq has been a breeding ground for [increasingly powerful](#) Shiite militant groups. While they are less known than Al Qaeda or the Islamic State, they have been just as determined to strike U.S. targets.

Four in particular have had a hand in a number of the attacks in recent years: Kata'ib Hezbollah (which is unrelated to Hezbollah in Lebanon), Harakat al Nujaba, Kata'ib Sayyid al Shuhada and Asa'ib Ahl al Haq.

### Recent actions

As war flared in Gaza in October, two of those groups turned up their strikes on American positions in Iraq. Ka-

ta'ib Hezbollah and Harakat al Nujaba launched 166 attacks on U.S. military installations in Iraq and Syria, according to a Pentagon spokesman.

The early attacks wounded about 70 troops, with most of the injuries relatively minor. On Jan. 28, however, a strike on a resupply base on the Jordanian-Syrian border [killed three U.S. troops](#) and wounded more than 34.

### How they are linked to Iran

The Iraqi groups' links to Iran go back almost two decades, and over the years Tehran has given them money, weapons and training.

Today, Iran still provides training and weapon parts as well as technical and strategic support. The Shiite groups, however, are now part of the Iraqi government's security apparatus under the umbrella of the Popular Mobilization Forces, which includes more than 35 armed groups. The Iraqi government covers the salaries of most of the rank and file. It is unclear if Iran augments the salaries for commanders and the groups' leadership.

### Military capabilities

Kata'ib Hezbollah, which analysts [estimate](#) has between 10,000 and 30,000 fighters, uses drones, rockets and missiles with ranges of up to about 700 miles, according to the U.S. Central Command.

With Iran's help, the group has [gained](#) the capacity to retrofit missiles to make them more accurate. It also has a variety of attack drones, including ones that can travel up to 450 miles. A drone [was used](#) in the attack on the resupply base that killed three American troops.

Harakat al Nujaba and Kata'ib Sayyid al Shuhada have fewer troops — analysts estimate their troop numbers are closer to 1,000 to 5,000 — but use similar weapons. They operate primarily in Syria and have attacked Israel.

## Syrian Armed Groups

Nowhere has Iran given more resources to a regional government than Syria, which has been at war for over a decade.

Tehran has spread its resources widely, [backing armed elements](#) both outside and within the Syrian government. In contrast to Lebanon, where Iran has focused its efforts on a nonstate armed entity, in Syria the support has gone to both government and nongovernmental armed actors.

Two are proxy groups made up of [fighters](#) recruited in Iran and [entirely controlled](#) by the Quds Force, the external military and intelligence service of the Islamic Revolutionary Guards Corps. Others are local forces made up of fellow Shiite

Muslims, of Sunnis or of a mix of the Sunni, Shiite, Alawite and Christian faiths.

## How they are linked to Iran

Iran has helped prop up President Bashar al-Assad in numerous ways, including through [billions of dollars in loans](#) to the government, supplies of discounted oil and payments to help sustain Syria's military forces.

The Revolutionary Guards also field at least two militias in Syria: the Fatemiyoun brigade, made up of Afghan refugees, and the Zainebiyoun brigade, made up of Pakistani refugees. They reportedly pay other armed contingents more modest salaries.

Iran's involvement in Syria

goes back to just after the 1979 Iranian Revolution, when Syria supported the new government in Tehran as others shunned it. Iran sees Syria as a strategic partner offering it overland access to Hezbollah in Lebanon.

## Military capabilities

Syria is also where Iranian-backed forces retrofit, manufacture and store weapons that Iran then distributes to armed groups in Syria and around the region, above all Hezbollah. Over the past 12 to 15 years, at Iran's behest, the Syrian government has [retooled](#) some of its [weapon facilities](#) into production centers for retrofitting midrange rockets and missiles with precision-guidance systems, according to Israeli defense and intelligence reports.

The existence of these sites, some of which are underground for protection, became public in 2022 when an Israeli defense minister, Benny Gantz, spoke out about them after Israel bombed Syria and the strikes set off secondary explosions. The United States has also [bombed](#) Iranian weapon stores in Syria.

Syria also has a history of chemical-weapon production dating to the 1970s and of short- and midrange missiles [adapted](#) for their delivery, according to French intelligence officials. In 2023, the U.N. Security Council concluded that Syria still had chemical-weapon stores despite numerous international efforts to compel the government to destroy them.

The New York Times

Aaron Boxerman  
April 6, 2024

# Israel and its military are on alert, awaiting a promised strike by Iran.

## Middle East Crisis Thousands Demonstrate Against Netanyahu in Israel on Eve of War's 6-Month Mark

### Here's what we know:

Antigovernment protesters flooded the streets to demand that the prime minister make a deal with Hamas for the remaining hostages. After the body of a hostage was retrieved from Gaza, many said they were running out of patience.

Relatives and supporters of those abducted on Oct. 7 in Israel turned their weekly protest into a somber vigil on Saturday, remembering a hostage whose body was recovered this week in Gaza and whose plight outraged thousands at a nearby antigovernment protest.

The Israeli military said on Saturday that it had retrieved and repatriated him. The militant group Islamic Jihad took Mr.

Katzir from the Nir Oz Kibbutz. He had twice appeared in videos during his captivity, and died in January at the hands of his captors, according to the Israeli military, an assertion that could not be verified.

Israel's military said on Saturday that it had recovered the body of a man who was taken hostage from one of the communities hardest hit during the Hamas-led Oct. 7 attack, almost six months to the day after his abduction.

The man, Elad Katzir, 47, was killed by his captors in mid-January while being held in Gaza by Palestinian Islamic Jihad, the Israeli military spokesman, Rear Adm. Daniel Hagari, said in a news briefing on Saturday.

Mr. Hagari cited multiple intelligence sources but did not provide details. The Israeli military's assertion that Mr. Katzir had been killed by his captors could not be independently verified. Israelis anxiously wondered on Saturday when and how Iran might respond to an Israeli strike in Syria that killed several senior Iranian commanders this week, as Iranian leaders vowed retribution and Israel [placed its military on high alert](#) and mobilized additional air defense units.

The Israeli attack on an Iranian Embassy building in Damascus on Monday killed Gen. Mohammad Reza Zahedi, a top commander in Iran's Quds Force, and several other commanders and senior officers. Israel has

not publicly taken responsibility for the strike, but several Israeli officials [confirmed](#) its involvement to The New York Times.

The seven staff members of World Central Kitchen killed in an Israeli attack on their convoy in Gaza on Monday were doing something unusual for aid workers in a conflict zone — driving at night.

They left a makeshift jetty on Gaza's coast where they had been working on a delivery of food that had arrived by sea and were driving along the coast when Israeli missiles struck their vehicles shortly after 10 p.m., according to an Israeli military investigation. The sun had set more than four hours earlier.



Vincent Campos  
April 6, 2024

# Muhasasa: Iraq's Last "Line of Defense" to Guard against the Rise of Authoritarianism in Baghdad

**S**ynopsis: The political power sharing concept of Muhasasa along ethno-sectarian lines has long been rebuked and criticized by Iraq analysts and political pundits as a main source of socio-political conflict and division while at the same time being blamed for the rampant corruption that permeated throughout Iraq for the past two decades. However, the absence of the safeguard that Muhasasa provides vis-à-vis wider political inclusion has invited unchecked political dominance and rising authoritarianism by a Shia-dominated majority that has emerged in Iraq. The Tehran influenced central government in Baghdad is precisely the antithesis to Muhasasa and poses an even greater threat to Kurdistan's security and economic development.

## ORIGINS OF MODERN MUHASASA IN IRAQ

Since 2003, the concept of Muhasasa has been reviled, maligned, and blamed for Iraq's political inadequacies and conflicts. Opinions by Iraq analysts and political pundits have changed little during the past two decades irrespective of governance dysfunction by the leaders of Baghdad's majority political parties in which Muhasasa has played a minimal role. At the same time, the alternative to Muhasasa is immeasurably worse as currently seen developing with the dominance by the Coalition Framework.

The matter of an ethno-sectarian Iraq, however, is not new. The modern



nation-state of Iraq, since its inception in 1921, has had to deal with a triangular ethno-sectarian power struggle between the country's three principal communal groups: Shia, Sunnis and Kurds, largely gathered in the southern, central and northern parts of the country, respectively.

Although the fundamental concept of Muhasasa (referred to as Al Muhasasa Al Ta'ifia in some academic circles) has existed for several years, Iraq's latest iteration can be traced to a meeting that took place in London in December 2002 among several Shia, Sunni and Kurdish leaders who were intent on putting the "new" Iraq on a path that could prevent the return of authoritarian rule by the central government in Baghdad. The consensus at the meeting agreed to an ethno-sectarian power sharing arrangement which would ensure that Shias, Sunnis, Kurds, and minority groups would be guar-



anteed an opportunity to participate in governing a modern Iraq.

Three key positions emerged from this consensus: a Shia Prime Minister, a Kurdish President, and a Sunni Speaker of the Parliament. As Muhasasa took shape, additional government positions were added to the list, including the position of Foreign Minister which has since been occupied by experienced and widely respected Kurdish statesmen.

Of note, a much earlier version of Muhasasa had actually been proposed in 1992 in response to Saddam Hussein's brutal chemical attack on the Kurdish people and tortuous regime throughout Iraq. The participants of that meeting vowed not to allow Iraq to remain under dictatorial control. As such, the fundamental intent of modern Muhasasa was to prevent any attempts to return to a pre-2003

authoritarian style central government in Iraq.

## NO LIMIT TO CRITICS AND DETRACTORS OF MUHASASA

The concept of Muhasasa has been criticized and derided since its inception by intellectuals and political pundits both inside and especially outside of Iraq including from leading Washington DC-based think tanks. In 2019, an Iraqi-American expert opined that Muhasasa resulted in a lack of national unity across Iraq, furthering foreign intervention in Iraq's internal affairs. He added that Muhasasa led directly to the lack of checks and balances to hold people in power accountable.

Additionally, a UN attorney with several years of experience with Iraqi political development expressed his rejection of Muhasasa, claiming that the 2005 Iraq Constitution was flawed by

design in that Muhasasa was implied but not expressly mentioned throughout the text. He also made comparisons with Lebanon's own ill-fated experience. But as history has clearly shown, Lebanon's Muhasasa record was immeasurable more complicated and complex on several levels as most comparison with Iraq are largely inaccurate with only few areas in common.

Still, the intent behind Muhasasa does not sit well with the Coalition Framework which has taken a number of steps to minimize Muhasasa at the expense of co-opting Iraq's political landscape to further entrench itself as the leading central government authority. For their part, the Tishreen protest movement even seized upon anti-Muhasasa sentiments as the bane for Iraq's political ills.

#### **MUHASASA BLAMED AS IRAQ'S SOURCE OF CORRUPTION?**

This form of ethnosectarian power sharing has also been widely blamed for corruption and weak governance within modern Iraq. Since the start of Iraq's permanent government in 2006, Transparency International has rated Iraq as one of the most corrupt countries in the world.

Curiously, Iraq's rating during Nouri al-Maliki's tenure as Prime Minister consistently placed Iraq in the "bottom ten" worldwide. Iraq's position has not improved significantly over the years, and still remains firmly among the lowest rated 30 countries. Despite promises by Iraqi leadership expressing intent to confront these issues, both corruption and the insidious kleptocracy remain a significant concern without any corrective action by the central government. Along those lines, the creation of the Muhandis General Company all but guarantees nearly unlimited government funds to fill the Popular

Mobilization Forces coffers, something now akin to institutionalized corruption.

#### **FEDERAL SUPREME COURT AS AN ACTIVE ACCOMPLICE**

Following more than ten rulings against the Kurdistan Region in recent years, Kurdish judge Abdulrahman Sulaiman recently resigned from the Federal Supreme Court (FSC), citing his decision due to the court's consecutive rulings "to return to central authority and move away from federal principles." He expressed frustration at being unable to defend the entity of the Kurdistan Region within the framework of the Iraqi constitution.

Earlier this year, the court ruled on two key issues regarding payments to Kurdistan public servants and the requirement for the Kurdistan Regional Government (KRG) to send all oil and non-oil revenues to Baghdad, further highlighting the court's alignment with the central government to the detriment of Kurdistan. Since 2022, the previously mentioned ten verdicts against Kurdistan included significant rulings such as halting Kurdish oil production, annulling Kurdistan's parliament, and altering election laws to diminish the authority KRG over the region.

The diminished Muhasasa power-sharing has allowed the FSC to function more like an instrument of the central government rather than a respected institution of judicial balance and fairness.

#### **AN ERODED MUHASASA ENABLES BAGHDAD AND MARGINALIZES KURDISTAN**

The detrimental impact of Shia-led governments have been clearly manifested in Baghdad's longstanding failure to fully support and advocate complete implementation of the 2005 Iraqi Constitution with

virtually no prospects of that trend changing in the foreseeable future. The expectations for Muhasasa to contribute to a more responsible and representative government have not materialized, primarily due to the dominant majority rule. The rise of Coalition Framework influence does not offer optimism for a change.

Without Muhasasa as a reliable counterbalance, the impact of the central government's policies on energy sector development has strangled Kurdistan's economy and by default impacts all of Iraq. On the issue of oil exports, each day that the pipeline from Kurdistan to Turkey remains closed results in estimated revenue losses of approximately \$1 billion each month. Regrettably, since March of 2023, Kurdistan has delivered 11 million oil barrels to Baghdad but had not received "a single dinar" in return. Similarly, the massive potential for Kurdistan's natural gas production, estimated at 20 percent of Iraq's total reserves, remains micromanaged by Baghdad

#### **PROGNOSIS: CHALLENGES, HURDLES, AND OPPORTUNITIES**

Contrary to some popular opinions, Iraq's lack of a "National Identity" is not a result of Muhasasa but rather the lack of political will primarily by leaders in Baghdad. Acknowledging a National Identity while simultaneously recognizing Iraq's ethnosectarian nature are not mutually exclusive actions but rather should be considered mutually inclusive and necessary concepts that must coexist. As such, Muhasasa in the Iraqi context must play a viable role to enhance governance balance and fairness while also enhancing socio-political awareness and inclusion. For nearly 20 years, the lack of political will to earnestly address pending actions in support of the 2005 Iraqi Constitu-

tion has directly imperiled Kurdistan's development. During his recent visit to Washington DC, KRG Prime Minister Masrour Barzani stressed to U.S. Senator Nancy Pelosi the vital imperative for "implementing the Iraqi constitution to guarantee the constitutional rights of the Kurdish people and protect and respect the constitutional and federal entity of the Region." Arriving to a remedy is long overdue and would have a significant impact on Erbil-Baghdad relations, coincidentally a priority discussion topic in the impending meeting scheduled for April 15 between President Biden and Prime Minister Sudani.

Ultimately, the absence of Muhasasa would unfortunately allow for the creation of a widely feared power sharing vacuum, the result of which could effectively pave the way for an unabated return of an authoritarian central government. Accordingly, authentic power sharing must remain a functional imperative in Iraq as opposed to the alternative "majority rule" power regime that has developed as the current trend. Politically, both Sunnis and Kurds cannot be treated as "power sharing opponents" and must not be further marginalized by the Coalition Framework. In that sense, Muhasasa is truly the last line of defense to fend off the rise of authoritarianism.

Partnership, and not animosity, must be the guiding principle that is fundamental to creating productive and impactful Erbil-Baghdad relations as a federalism mandate and in the spirit of Muhasasa.

If, unfortunately, the political landscape is derailed and manipulated by the ruling majority, the result cannot evolve into a "worst case scenario" where Kurdistan effectively becomes a vassal state of the central government in Baghdad.



The New York Times

Yonette Joseph and Leily Nikounazar  
April 8, 2024

# Iran Pardons 4 Environmental Activists to Commemorate Eid al-Fitr, Lawyer Says

Two have been freed so far, state media said. They were among eight arrested in 2018 on charges of spying, which they have denied

Iran has pardoned and begun freeing four environmental activists who spent several years in prison on espionage charges, Iranian state media said on Monday. The pardons were granted to commemorate Eid al-Fitr, the Islamic holiday celebrated at the end of Ramadan, according to their lawyer.

Iran has a tradition of freeing prisoners, but not political ones, around religious holidays. The releases came months after high-stakes negotiations with the United States led to the freeing of a prominent Iranian American wildlife conservationist, Morad Tahbaz, and four others in exchange for the unfreezing of billions in Iranian assets by the United States.

The four activists pardoned this week, Niloufar Bayani, Sepideh Kashani, Taher Qadirian and Houshang Amirani, were among eight environmentalists arrested in the winter of 2018 on charges of espionage and collaborating with Iran's enemies — charges they have vehemently denied. They were later transferred to Iran's notorious Evin prison.

Mr. Bayani and Mr. Amirani were freed on Monday, according to images posted by their families on social media. A lawyer for the activists, Hojjat Kermani, said he expected the other two to be freed at a later time.

On Monday, Kaveh Madani, Iran's former No. 2 environmental official who is now the director of the United Nations University Institute for Water, Environment and Health, said in a post on the social media platform X: "Our long nightmare



The entrance to Evin prison in Tehran. Wana News Agency, via Reuters

has ended. The remaining imprisoned Iranian Environmentalists will be finally released. This is a great day for Iran's environment."

Amid sporadic nationwide protests against the ruling Islamic government, environmentalists have moved into the regime's cross hairs, with the Islamic Revolutionary Guards Corps often accusing them of spying for Western governments. Also in 2018, some environmentalists criticized the ruling clerics for long-term mismanagement of water supplies and corruption.

Kaveh Madani in Toronto in 2019. Moe Doiron/Reuters

Mr. Madani had been the deputy head of the Department of the

Environment when he was briefly detained and interrogated that year after facing threats from government hardliners. Mr. Madani, an American-educated academic, left Iran afterward. He had been recruited by the president at the time, Hassan Rouhani, as a sign that the country was ready to welcome back expatriate Iranians.

But amid a bitter feud between Mr. Rouhani and hard-line officials, the detention of Mr. Madani was seen by analysts at the time as an attempt to publicly humiliate and undermine Mr. Rouhani. Iran's intelligence apparatus has systematically cracked down on nongovernmental organizations and has viewed with suspicion any kind

of activism, including demands for women's rights and action against climate change.

Iran has also long been accused of detaining and using dual Iranian nationals for political gain. In January 2018, Kavous Seyed Emami, an Iranian Canadian professor who was a founder of the Persian Wildlife Heritage Foundation, Iran's most prominent nongovernmental organization focused on the environment, was arrested and accused of spying.

Mr. Seyed Emami was detained by intelligence agents as part of a roundup of the environmental activists on charges of "contacts with the U.S. government." Among them was Mr. Tahbaz, an Iranian American

businessman who also has British citizenship. A wildlife conservationist, he co-founded the Persian Wildlife Heritage Foundation.

A month later, members of Mr. Seyed Emami's family said the Iranian authorities had informed them he had died by suicide in a prison in Tehran — a conclusion rejected by many prominent Iranians.

Kavous Seyed Emami, an Iranian Canadian environmentalist,

died in a prison in Tehran in 2018. Seyed Emami family

In September 2023, Mr. Tahbaz, who had been sentenced to 10 years in prison, was among five detained Iranian Americans **allowed to leave the country** under **an agreement** with the United States to dismiss the charges in return for the unfreezing of \$6 billion in Iranian assets.

The lawyer for the activists par-

doned this week, Mr. Kermani, told Iranian news outlets that they had received the news on Sunday. He said the pardons had been made as part of a wider amnesty involving more than 2,100 convicts. Mr. Kermani could not be reached for comment, and the wider release could not be immediately confirmed.

Mr. Jokar and Mr. Qadirian had been sentenced to eight years in prison, of which they had al-

ready served six, Mr. Kermani told local news outlets. Ms. Bayani had four years left on her prison sentence, and Ms. Kashani had less than a month left, he said.

Asked whether the releases had been conditional, Mr. Kermani told Khabar Online, "The pardon can be in full or in the form of a reduction in the sentence, which we hope will include all the remaining imprisonment of these four people."



April 09, 2024

## Senior KRG Official to Participate in Iraqi PM's talks in Washington

U.S. preparation for the meeting began before Hamas's Oct. 7 assault on Israel, but it was given added impetus by the turmoil that now engulfs the region.

**W**ASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – Next week, when Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani visits Washington, the Kurdistan Regional Government (KRG) will be represented by a senior official.

That will be the head of the KRG's Department of Foreign Relations, Safeen Dizayee.

In September, Dizayee met in New York with Brett McGurk, White House Coordinator on the Middle East and Africa, on the sidelines of the opening of the U.N. General Assembly (UNGA.)

The announcement of KRG participation in next week's talks came on Monday, as State Department Spokesperson Matthew Miller explained to journalists that the discussions would be held in the context of the U.S.-Iraq Higher Coordinating Committee

(HCC), which last met in Washington in February 2023.

As Miller said, next week's HCC meeting "will highlight our shared bilateral priorities and the broad relationship between our two countries, including energy independence, financial reform, services for the Iraqi people, strengthening democracy and the rule of law, and enhancing educational and cultural relations."

"Representatives from Iraq's Kurdistan Regional Government will participate in these discussions," he pointedly added.

"The United States supports a strong, resilient Iraqi Kurdistan Region within a sovereign, stable, and secure federal Iraq," he continued. "We encourage the Government of Iraq and the KRG to redouble efforts to resolve longstanding issues, bringing economic benefits to all Iraqis."

The HCC is based on the Nov. 2008 Strategic Framework Agreement (SFA), which was concluded between Baghdad and Washington in the last months of the George W. Bush administration. The SFA provides for long-term cooperation between the U.S. and Iraq over a wide range of fields, including defense and security.

The last such HCC meeting was held in Feb. 2023. However, it took place at a lower level, with the Iraqi delegation **led by** Fuad Hussein, Deputy Prime Minister and Foreign Minister.

### Preparation for the Upcoming HCC

U.S. preparation for the upcoming HCC began last September, before the Middle East erupted with Hamas's Oct. 7 assault on Israel. However, it has been given added impetus by the turmoil that now engulfs the region.

In addition to meeting Safeen Dizayee on the sidelines of the UNGA opening, Brett McGurk also met with the Iraqi Prime Minister and extended an invitation to visit Washington. However, no date was set for the visit until last month, when it was announced that Sudani would meet Biden on April 15.

That announcement was preceded by the visit of KRG Prime Minister Masrour Barzani to Washington in late February. It was Barzani's first visit to the U.S. capital in his current capacity.

Barzani's visit was followed a month later by the visit to Washington of Fuad Hussein.

Most recently, on Saturday and Sunday, the U.S. ambassador to Iraq met with a number of political figures in Baghdad, including the President of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani.

Barzani had traveled to the Iraqi capital to meet with a number of Iraqi officials. He then met with Romanowski, and, presumably, briefed her on those meetings.

The U.S. is keen to see improved ties between Erbil and Baghdad and a resolution of their differences.

For the KRG, one of the main issues involves the resumption

of oil exports through the pipeline to Ceyhan, Turkey. Those exports have been suspended for over a year, causing over \$7 billion in lost revenues.

Another issue is Baghdad's

payment of the salaries of civil servants. That was recently resolved, at least for now, and the Kurdish president hailed it as "an excellent first step."

Le Monde

AFP  
09 Avril 2024

## Guerre Israël-Hamas : la Turquie restreint ses exportations vers l'Etat hébreu

Le président turc a qualifié à de nombreuses reprises Israël d'« Etat terroriste » mais a jugé impossible une rupture complète. Les critiques se sont intensifiées en Turquie ces dernières semaines contre la poursuite des échanges commerciaux avec Israël.

La guerre entre Israël et le Hamas met à mal la normalisation des relations turco-israéliennes, entamée en 2022 après des années de tension. En réponse à la colère croissante de la population turque contre le maintien des relations commerciales avec Israël, Ankara a décidé, mardi 9 avril, de restreindre les exportations vers Israël de nombreuses marchandises.

« Cette décision restera en vigueur jusqu'à ce qu'Israël déclare un cessez-le-feu immédiat et autorise l'accès continu de l'aide humanitaire à Gaza », a écrit le ministère du commerce turc dans un communiqué. La restriction concerne cinquante-quatre produits, dont de nombreux matériaux de construction

composés d'acier, de fer ou d'aluminium, ainsi que du carburant d'aviation. Le ministère affirme que « la vente des produits ou services susceptibles d'être utilisés à des fins militaires par Israël » n'était plus autorisée « depuis longtemps ».

Cette annonce intervient après qu'Ankara a annoncé, lundi, qu'Israël avait bloqué une demande turque de largage d'aide humanitaire sur Gaza. « Il n'y a aucune excuse pour qu'Israël bloque notre tentative de parachuter de l'aide aux Gazaouis affamés », avait déclaré Hakan Fidan, le ministre des affaires étrangères turc, annonçant l'imminence d'« une série de nouvelles mesures contre Israël ».

« Nous continuerons de soutenir [les Palestiniens] jusqu'à ce que l'effusion de sang cesse à Gaza et que nos frères palestiniens obtiennent un Etat palestinien libre avec Jérusalem-Est pour capitale », a déclaré, mardi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, dans un message à l'occasion de l'Aïd-el-Fitr, qui marquera mercredi la

fin du mois du ramadan.

« La Turquie viole unilatéralement les accords commerciaux avec Israël et Israël prendra toutes les mesures nécessaires en réponse » à cette décision, a prévenu le ministère des affaires étrangères israélien dans un communiqué.

Les exportations de la Turquie vers Israël ont représenté 5,43 milliards de dollars en 2023, contre 7,03 milliards de dollars en 2022 et 6,36 milliards de dollars en 2021, selon l'Union des exportateurs turcs et l'agence de statistiques Turkstat.

### Colère à l'origine de la débâcle de l'AKP en mars

Le président turc est l'une des voix les plus critiques de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza ; il a qualifié à de nombreuses reprises Israël d'« Etat terroriste ». M. Erdogan, qui a rappelé au début de novembre l'ambassadeur de Turquie en Israël, avait toutefois jugé impossible de « rompre complètement » avec Tel-Aviv.

Mais les critiques se sont intensifiées en Turquie ces dernières semaines contre la poursuite des échanges commerciaux avec Israël. Selon des analystes, cette colère a contribué à la débâcle historique du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président Erdogan, aux élections municipales, en mars. Un parti islamiste turc, le Yeniden Refah, a fait une percée lors de ces élections locales en surfant sur ce thème, remportant deux provinces, Sanliurfa et Yozgat, qui étaient jusqu'alors dirigées par l'AKP.

Des manifestations dénonçant la poursuite des relations commerciales avec Israël ont eu lieu ces derniers jours dans plusieurs villes turques, dont l'une samedi sur l'une des principales artères d'Istanbul. La dispersion violente de cette manifestation a suscité un vif émoi. Des images diffusées par les médias locaux, montrant une policière gifler une manifestante, ont été vivement critiquées par l'opposition turque.



April 09, 2024

## Justice delayed: Kurdish victims of Ba'ath regime still await compensation

Despite the promise of restitution outlined in Iraq's constitution, particularly in Article 140, which mandates the return of displaced Kurds and the resolution of administrative disputes, successive Iraqi governments have failed to deliver on their commitments.

**E**RBIL (Kurdistan 24) - In the wake of the 21st anniversary of the fall of Saddam Hussein's Ba'ath regime, the Kurdish people of Iraq are still grappling with the enduring legacy of its brutal reign. Despite international recognition of the regime's atrocities as genocide, justice remains elusive for the victims and their families.

The Ba'ath regime's crimes against the Kurdish population, including the infamous Anfal campaigns, chemical attacks, and systematic destruction of villages, continue to haunt the collective memory of

the Kurdistan Region. Over 182,000 lives, including women, children, and youth, were tragically cut short during the eight stages of the Anfal, with horrifying accounts of elderly and disabled Kurds being buried alive.

One of the darkest chapters in this saga unfolded on March 16, 1988, when the Ba'ath regime unleashed chemical weapons on the town of Halabja, claiming the lives of more than 5,000 innocent civilians. The scars of this heinous act still linger, serving as a grim reminder of the regime's barbarity.

Moreover, the Ba'ath regime's policy of Arabization forcibly displaced hundreds of thousands of Kurdish families from their ancestral lands, replacing them with Arab citizens. Despite the promise of restitution outlined in Iraq's constitution, particularly in Article 140, which mandates the return of displaced Kurds and the resolution of administrative disputes, successive Iraqi governments have failed to deliver on their commitments.

Instead, Kurdish areas outside the Kurdistan Regional Government's jurisdiction continue to bear the brunt of on-

going Arabization efforts, perpetuating a cycle of injustice and displacement.

As the world marks another year since the downfall of the Ba'ath regime, it is imperative that the international community redoubles its efforts to ensure justice for the Kurdish victims. Compensation for their losses and recognition of their suffering are not just moral imperatives but essential steps towards healing the wounds of the past and building a more inclusive future for all the victims. The time for action is now, as justice delayed is justice denied.

The New York Times

April 9, 2024

# Turkey Restricts Exports to Israel in Protest of War in Gaza

Turkey announced limits on dozens of products, including cement and jet fuel, prompting Israel to threaten retaliatory trade measures.

Turkey said on Tuesday that it would restrict exports to Israel until there is a cease-fire in Gaza, prompting threats of a tit-for-tat response from a government with which it has long had tense relations.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has defended Hamas and lashed out at Israel over the war in Gaza, accusing it of deliberately attacking civilians. But his government had until Tuesday stopped short of taking concrete economic measures against Israel over the conflict.

Turkey's Trade Ministry said it was imposing restrictions covering dozens of exports — including aluminum, steel products, cement and jet fuel — after Israel denied a Turkish government request to airdrop humanitarian aid to Gaza.

"This decision will remain in place until Israel declares a cease-fire in Gaza and allows the flow of a sufficient amount of uninterrupted aid to the Gaza Strip," the ministry said in a statement.

The announcement drew an angry response from Israel's foreign minister, who accused Mr. Erdogan of "sacrificing the economic interests" of Turkey's people in the name of supporting Hamas.

"Israel will not capitulate to violence and blackmail and will



A cargo ship sailing in the Bosphorus, seen from Istanbul. Ivor Prickett for The New York Times

not overlook the unilateral violation of the trade agreements and will take parallel measures against Turkey that will harm the Turkish economy," the minister, Israel Katz, said in a statement.

Turkey's exports to Israel were worth \$5.4 billion in 2023, or 2.1 percent of its total exports, according to official data.

Turkey has long had turbulent relations with Israel, though in recent years there had been some signs of a thaw: In 2022, Turkey welcomed Israel's president to Ankara, the first visit by an Israeli head of state since 2008. Mr. Erdogan met

with Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel for the first time last September.

Less than a month after that meeting, Hamas led the Oct. 7 attack on Israel that set off the war in Gaza.

Under Mr. Erdogan, Turkey has often hosted members of Hamas, some of whose leaders were in the country for meetings on Oct. 7. The Turkish leader has strongly criticized Israel's bombardment of Gaza, putting him sharply at odds with his NATO allies.

But the rising death toll and dire humanitarian crisis in Gaza

have prompted increasing criticism from Israel's allies over how the war is being conducted.

President Biden threatened last week to condition future U.S. support for Israel on how it addresses his concerns about civilian casualties and the humanitarian crisis. This week, the foreign minister of France told French news media that imposing sanctions might be one way of putting more pressure on Israel to open humanitarian corridors to Gaza.

**Gabby Sobelman** contributed reporting.



# Kurdistan’s Weekly Brief | April 9, 2024

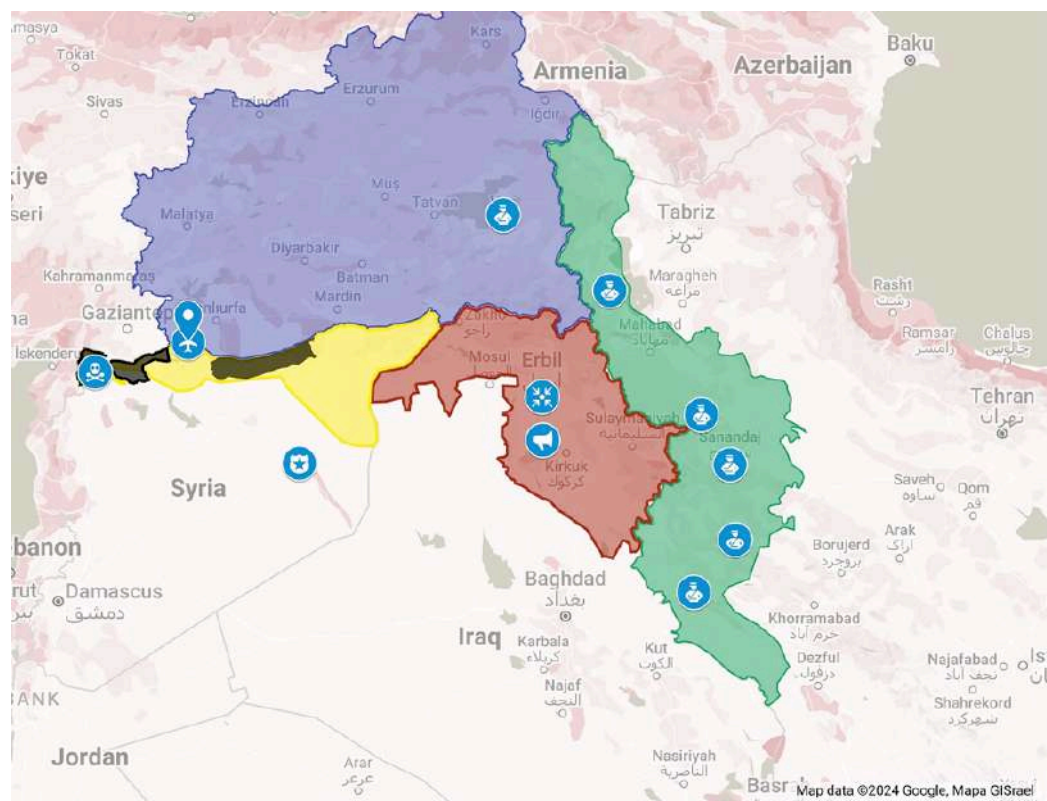
A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

## Iran

The Iranian authorities have intensified their crackdown on Kurdish Newroz celebrators, with reports emerging of arrests and imprisonment. In Urmia, journalist [Rasoul Gahban](#) was arrested, along with two Kurds, [Kamaram Badberoot](#) and [Faraj Arsen](#), in Ilam. Furthermore, the regime continues to detain several activists and singers who took part in the festivities, during which Kurdish anthems were sung and played. In a parallel development, a [Kurdish journalist](#) from Kermanshah was arrested by regime forces, while three others, including a [physician](#), were imprisoned to serve sentences for their activism. In another case, a Kurdish activist from Senna has been handed a [three-year prison](#) sentence for charges related to “propaganda” and “membership” in a Kurdish party. Separately, the Hegaw Organization for Human Rights [issued a statement](#) cautioning international human rights organizations about threats posed by the Iranian regime to their staff, particularly those residing in the Kurdistan Region of Iraq. The statement highlighted that a channel associated with the Islamic Republic of Iran’s Guards Corps conducted a survey on methods to assassinate Arsalan Yarahmadi, one of Hengaw’s founders.

## Iraq

Following the [completion of renovations](#) on the Kirkuk-Turkey pipeline, the Iraqi federal government is poised to [resume oil exports](#). The pipeline, with a [capacity of](#)



[350,000](#) barrels per day, had been utilized by Kirkuk since 2014 until March 2023, when Iraq contested independent oil exports by Kurdistan via Turkey in an [international case](#). According to a Rudaw report, oil exports through the pipeline could potentially reach one [million barrels](#) per day. Meanwhile, Kurdistan’s oil exports remain at a standstill as Baghdad has yet to finalize agreements with international oil companies operating in the region and Turkey. The Association of the Petroleum Industry of [Kurdistan \(APIKUR\)](#) reported Iraq’s loss of \$11 billion since Kurdistan’s oil exports were frozen. On a different note, Baghdad and Erbil have reached a tentative agreement concerning the salaries of public employees in the Kurdistan

Region following [prolonged negotiations](#) and international pressure. While Kurdistan’s public employees received their March salaries, payment for three months from the previous year is still pending, awaiting full implementation of the budget law by Baghdad. This recent development follows a visit by Kurdistan Region’s President, Netchervan Barzani, to Baghdad, where he met with top state officials. “The recent agreement between the Prime Minister of the Kurdistan Region and Prime Minister Sudani marks a positive beginning, and we are optimistic about its continuation. Our discussions also encompassed the oil issue, and it is our firm belief that resuming oil exports is crucial for both Iraq and the Kurdistan Region,” [stated Barzani](#).

## Syria

The US Central Command (CENTCOM) [reported conducting](#) 94 anti-ISIS (Da’esh) operations in Syria and Iraq. These operations resulted in the capture of 63 terrorists and the neutralization of 18. According to CENTCOM, 9,000 terrorists remain captive in Syria, with 45,000 families of Da’esh located in two camps: al Hol and Roj camps. The statement estimated that there are currently 2,500 active Da’esh terrorists. Da’esh terrorists have [intensified their](#) attacks in Syria and Iraq, including [recent mass](#) beheadings of Syrian soldiers and the [killing of two members](#) of the Syrian Democratic Forces (SDF). In a separate incident, a [Turkish drone](#) attack on April 3 resulted in the death of two

female fighters, including a commander of the Kurdish-led Women's Defense Forces (YPJ) in Kobani. Additionally, Turkish forces [bombed a house](#) in Kobani, causing significant property damage but no human casualties. The Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) condemned the [Turkish attacks](#) as "full-fledged war crimes" and accused Turkey of using them to divert attention from internal crises and recent election results. The AANES highlighted that the YPJ commander had fought on all fronts

against Da'esh terrorists.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [has documented](#) new settlements on Kurdish lands in Turkish-occupied Afrin. According to the report, 48 new apartments, along with a mosque, have been allocated to families affiliated with Turkey's Syrian proxies. Since the Turkish occupation of Afrin, numerous settlements have been established by Turkish and Islamic organizations, aiming to alter the demographic makeup of the region.

## Turkey

Following the Turkish government's removal of the Kurdish mayor of Van and subsequent appointment of a candidate from the ruling party, tens of thousands of Kurds in the province took to the streets in protest. Turkish police intervened forcefully to disperse the demonstrations, resulting in the [arrest of 260 individuals](#), including teenagers. Concerned about the potential escalation of anti-government unrest, the Turkish government [reinstated the Kurdish](#) mayor, Abdullah

Zeydan. Following the Kurdish community's celebration of this victory, dozens of Kurdish volunteers [embarked on cleaning](#) efforts to clear the city of protest debris. The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) [urged the government](#) to halt "arbitrary detentions and arrests," condemning the crackdown on what they deemed "rightful, legitimate, and peaceful" protests. Notably, the DEM party secured a significant majority in the Kurdish region, largely defeating the ruling Justice and Development Party (AKP).

LE FIGARO

AFP  
09 Avril 2024

# Israël promet des mesures de rétorsion contre la Turquie pour «violation unilatérale» d'accords commerciaux

Israël a promis mardi des mesures de rétorsion à l'encontre de la Turquie qui a annoncé [restreindre ses exportations vers le pays](#) en réponse à la guerre à Gaza, en «*violation des accords commerciaux*» bilatéraux. «*La Turquie viole unilatéralement les accords commerciaux avec Israël et Israël prendra toutes les mesures nécessaires en réponse*» à cette décision, a prévenu le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

La Turquie a annoncé mardi

restreindre ses exportations vers Israël de 54 produits, dont de nombreux matériaux de construction composés d'acier, de fer ou d'aluminium, mais aussi du carburant d'aviation. Cette annonce intervient après qu'Ankara a annoncé lundi qu'Israël avait bloqué une demande turque de [largage d'aide humanitaire sur Gaza](#). Le chef de la diplomatie israélienne Israël Katz a donné instruction à ses services de dresser une liste de marchandises supplémentaires qu'il cessera d'importer de Turquie, souligne le communiqué du ministère.

## Mobilisation d'Israël contre la Turquie

En outre Israël va mobiliser «*des pays et des organisations pro-Israël aux États-Unis*» pour les convaincre de ne plus investir en Turquie et d'importer des biens en provenance de ce pays. Il va également demander à «*ses amis*» au Congrès américain d'étudier la possibilité d'imposer des sanctions conformément aux lois américaines contre le boycott, précise le communiqué du ministère. Sur le réseau social X, Israël

Katz a accusé le président turc Recep Tayyip Erdogan de «*sacrifier les intérêts économiques des Turcs au nom de son soutien au Hamas*». La guerre entre Israël et le Hamas palestinien a mis fin à la normalisation des relations turco-israéliennes en 2022 après des années de tension. M. Erdogan, l'une des voix les plus critiques de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza, a qualifié à de nombreuses reprises Israël «*d'État terroriste*».

## La Turquie réduit ses exportations vers Israël

Le président Erdogan, qui a encaissé une lourde défaite aux élections municipales, donne des gages à l'extrême droite religieuse, très mobilisée sur la question palestinienne.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, confronté à des manifestations et des critiques croissantes pour avoir maintenu des liens commerciaux avec Israël depuis son offensive sur Gaza, a imposé, mardi 9 avril, [des restrictions sur l'exportation](#) de dizaines de marchandises vers l'Etat hébreu. « Cette décision restera en vigueur jusqu'à ce qu'Israël déclare un cessez-le-feu immédiat et autorise l'accès continu de l'aide humanitaire », a écrit le ministère du commerce dans un communiqué.

Ces restrictions concernent 54 produits, dont de nombreux matériaux tels que l'acier, l'aluminium et le ciment, ainsi que des huiles moteur et du carburant d'aviation. Le ministère a tenu à préciser que « la vente des produits ou de services pouvant être utilisés à des fins militaires par Israël » n'était plus autorisée « depuis longtemps ».

Officiellement, cette annonce intervient après le blocage par Israël d'une demande turque de largage d'aide humanitaire sur Gaza. « Il n'y a aucune excuse pour qu'Israël bloque notre tentative de parachuter de l'aide aux Gazaouis affamés », avait déclaré le ministre des affaires étrangères Hakan Fidan, annonçant l'imminence d'« une série de nouvelles mesures contre Israël ».

### « Etat palestinien libre »

« Nous continuerons de soutenir [les Palestiniens] jusqu'à ce que l'effusion de sang cesse et que nos frères obtiennent un Etat palestinien libre avec Jérusalem-Est pour capitale », a déclaré, mardi, le président turc dans un message à l'occasion de l'Aïd-el-Fitr, qui marque ce mercredi la fin du mois du ramadan.

Depuis le début de l'intervention dans la bande de Gaza, le chef de l'Etat est l'une des voix les plus critiques de la guerre menée par Israël. Il a ainsi revêtu son uniforme favori, celui du champion de la cause palestinienne et de la rue arabe. S'il a retenu ses coups dans les premiers jours qui ont suivi l'attaque perpétrée par le Hamas le 7 octobre, il n'a eu de cesse de condamner, par la suite, les actes « barbares » de l'Etat hébreu, qualifiant Benjamin Nétanyahou de « génocidaire ». Soutien historique du Hamas, qu'il considère comme une « organisation de libération », le « reis » turc a tenté de galvaniser sa base islamo-nationaliste tout en confortant une majorité de l'opinion très sensible à la question palestinienne.

Mais l'édifice s'est, peu à peu, fissuré. Lorsque le président a rappelé en novembre l'ambassadeur de Turquie en Israël, il

a ajouté toutefois qu'il jugeait impossible de « rompre complètement » avec Tel-Aviv. Des voix se sont alors élevées contre ce qu'elles appellent le double discours de l'exécutif.

Avec la campagne des municipales du 31 mars, les critiques se sont intensifiées. Plusieurs meetings du président ont été perturbés par des manifestants critiquant le positionnement du pouvoir sur la guerre à Gaza. Selon de nombreux commentateurs, cette colère a contribué à la défaite historique du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président, dans les urnes. Ex-allié de la coalition gouvernementale, le parti d'extrême droite islamiste Yeniden Refah (Parti du bien-être social, YRP), a fait une percée lors de ces élections en surfant notamment sur ce thème. En prônant une rupture totale des liens avec Israël, son dirigeant, Fatih Erbakan, a indéniablement participé au bon score de cette jeune formation désormais à la tête de deux villes jusqu'alors dirigées par l'AKP.

### Manifestations

Encore ces derniers jours, plusieurs manifestations ont eu lieu dans différentes localités. Samedi, en plein cœur d'Istanbul, l'intervention violente des forces de l'ordre a suscité un vif émoi. Des images montrant

une policière gifler une manifestante voilée ont fait le tour des réseaux sociaux et provoqué l'ire de l'opposition. Selon Metin Cihan, journaliste indépendant, recensant sur son compte X les navires transitant des ports turcs vers Israël, la décision de restreindre les exportations est due notamment à « la peur des manifestations attendues dans tout le pays lors de la prière de l'Aïd ».

Israël a immédiatement réagi à la décision turque qui, selon le gouvernement, constitue « une violation des accords commerciaux » bilatéraux. Des mesures de rétorsion ont été annoncées. Le chef de la diplomatie Israël Katz a demandé de dresser une liste de marchandises supplémentaires qu'il cessera d'importer de Turquie. Israël mobilisera, a-t-il précisé, « des pays et des organisations pro-Israël aux Etats-Unis » pour les convaincre de ne plus investir en Turquie.

Ces dernières années, le pays était devenu un exportateur clé vers Israël. En 2023, avec plus de 7 milliards de dollars (6,5 milliards d'euros) d'exportations, la Turquie s'est classée au cinquième rang derrière la Chine, les Etats-Unis, la Suisse et l'Allemagne, selon la base de données douanières Trade Data Monitor.



The New York Times

April 10, 2024

## Iran and Israel Exchange New Threats After Strike on Iranian Commanders

The leadership of Iran has repeatedly vowed to avenge the deadly April 1 strike on an Iranian Embassy building in Damascus.

Iran and Israel traded fresh threats on Wednesday amid heightened concerns over how and when Tehran might retaliate for an Israeli strike in Syria last week that killed several senior Iranian commanders.

The leadership of Iran has repeatedly vowed to avenge the deadly April 1 strike on an Iranian Embassy building in Damascus. U.S. officials said they were bracing for a poss-

ible Iranian response, and Israel put its military on alert.

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, reiterated threats of retribution in a speech he made on Wednesday for Eid al-Fitr, the holiday marking the end of the holy month of Ramadan. Attacking an embassy building, he said, "means that they have attacked our soil."

"The evil regime made a mis-

take and it should be punished and will be punished," he added, according to IRNA, the state news agency.

The response from Israel's foreign minister, Israel Katz, was swift: "If Iran attacks from its territory, Israel will react and attack in Iran," he wrote in Persian on X.

Israel has not publicly taken responsibility for the strike in Damascus, but several Israeli

officials have confirmed its involvement to The New York Times.

Analysts have cautioned that while both sides probably want to avoid open war, any miscalculation could spill over and lead to a broader regional escalation.

Israel has been trading fire with Iran-backed militant groups since the Hamas-led attack on Oct. 7 ignited the war in Gaza.

LE FIGARO

AFP  
10 Avril 2024

## Frappes en Syrie: le guide suprême iranien réitère ses menaces envers l'État hébreu

L'ayatollah Ali Khamenei a réitéré mercredi des menaces envers Israël après une frappe menée le 1er avril sur le consulat iranien à Damas faisant 16 morts, lui ayant été imputée.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a réitéré mercredi des menaces envers Israël disant que ce pays serait «puni» après une attaque meurtrière lui ayant été imputée la semaine dernière en Syrie. Une frappe menée le 1er avril sur le consulat iranien à Damas a fait 16 morts, dont sept membres du corps des Gardiens de la Révolution, l'armée idéolo-

gique de la République islamique, selon une ONG. L'Iran et la Syrie ont imputé l'attaque à Israël qui n'a pas confirmé son implication.

«Le régime maléfique a fait une erreur (...) il doit être puni et il sera puni», a déclaré l'ayatollah Khamenei dans un discours retransmis en direct à l'occasion de l'Aïd el-Fitr, la

fête marquant la fin du mois de jeûne musulman du ramadan. L'Iran avait déjà promis de riposter à cette frappe qui a encore exacerbé les tensions régionales sur fond de guerre dans la bande de Gaza entre Israël et le mouvement palestinien Hamas, soutenu par l'Iran.

Fervent allié du président Ba-

char al-Assad, Téhéran dispose de «conseillers militaires» en Syrie, où une guerre a éclaté en 2011. Israël, qui affirme qu'il ne permettra pas à l'Iran de s'implanter à sa frontière, a mené des centaines de frappes en Syrie voisine contre des positions du pouvoir syrien, des groupes pro-iraniens et des cibles militaires iraniennes.

## « Jusqu'où ira la préguerre entre la République islamique d'Iran et Israël ? »

**A**vec la frappe aérienne israélienne qui a touché, le 1<sup>er</sup> avril, le consulat d'Iran à Damas, on quitte l'affrontement par tiers interposé et on se rapproche de la confrontation directe entre les deux pays, analyse dans sa chronique Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Publié hier à 04h30, modifié hier à 09h57 Temps de Lecture 3 min. [Read in English](#)

L'Iran n'en veut pas, le Hezbollah non plus, les Etats-Unis encore moins et Israël semble hésiter. Pourtant, la probabilité que la guerre de Gaza en provoque une autre est forte. Tant que dure la tragédie gazaouie, chaque jour qui passe augmente le risque d'un deuxième conflit au Proche-Orient – celui-là entraînerait le Liban dans la tourmente. On s'en rapproche.

Depuis près de cinq mois, le Hezbollah, parti-milice libanais, manifeste sa solidarité avec les Palestiniens de Gaza. A coups de missiles et de roquettes quotidiennement tirés depuis le sud du pays, le Hezbollah mobilise l'armée israélienne sur son front nord. Laquelle réplique, usant des mêmes moyens, dans un ballet codé où chacun des deux belligérants s'efforce de ne pas aller trop loin. Risques de « dérapages » à l'appui.

Derrière ce duel d'artillerie le long de la frontière, se profile l'ombre de l'Iran, parrain du Hezbollah – le Parti de Dieu. Par miliciens libanais interposés, la République islamique et Israël s'affrontent. Jusqu'où ira cette préguerre entre deux des grandes puissances militaires de la région ? Le 1<sup>er</sup> avril, une ligne a été franchie avec [une frappe aérienne contre la](#)

[section consulaire de l'ambassade d'Iran à Damas](#). Autant dire une frappe en « territoire » iranien. Pourquoi ?

### Cible importante

Ce n'était plus le Hezbollah qui était visé, mais son patron iranien. On quitte l'affrontement par « proxy », par tiers interposé ; on se rapproche de la confrontation directe : Israël frappe l'Iran, qui promet de répondre. Mesure d'autodéfense à l'encontre d'un lieu où se planifient des opérations contre l'Etat hébreu ? Provocation aux fins d'amorcer une spirale conduisant à l'ouverture d'un front nord pour détourner l'attention du front sud ? Prélude à une opération israélienne contre un adversaire, le Hezbollah, bien plus menaçant que le Hamas ?

La cible est importante. Seize personnes ont été tuées dans l'attaque de Damas, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, dont le général iranien Mohammad Reza Zahedi et au moins trois de ses adjoints. Ce sont des hommes-clés du dispositif avancé de la République islamique hors de ses frontières. Ils pilotaient ce réseau de milices arabes sur lequel Téhéran s'appuie pour imposer et entretenir son statut de grande puissance régionale : houthistes du Yémen ; milices chiites d'Irak, également déployées en Syrie ; Hezbollah libanais ; enfin, Hamas palestinien. Avec la République des mollahs, ils forment l'« axe de la résistance », officiellement au service de la lutte contre Israël, avant tout au service de l'Iran.

L'attaque lancée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 – près de 1 200 morts, plus de 250 personnes enlevées – n'a sans doute pas été coordonnée

au sein de l'« axe ». Mais, prisonnier de sa rhétorique de combat, l'« axe de la résistance » se devait de réagir à la destruction des villes et au pillonnage de la population de la bande de Gaza – plus de 33 000 morts, à ce jour, selon le mouvement palestinien.

Si l'Iran reste en retrait, il mobilise son réseau. Les houthistes perturbent le trafic maritime en mer Rouge, les milices irakiennes tirent sur les bases américaines en Irak et en Syrie, mais le gros de la résistance est le fait du Hezbollah.

Pour comprendre l'histoire et l'importance de la milice chiite libanaise apparue à l'aube des années 1980, il faut lire le livre de notre confrère Christophe Ayad tout juste publié aux PUF – *Géopolitique du Hezbollah*, 176 pages, 15 euros. Création iranienne, le Hezbollah – 30 000 hommes en armes, des milliers de missiles de toutes catégories – est le joyau des partis-milices assurant l'expansion de la République islamique en terre arabe.

Ayad décrit une saga faite de liens religieux, politiques et familiaux qui unissent les chiïtes (la branche minoritaire de l'islam) du sud du Liban à l'Iran, pays majoritairement chiïte. Sur le plan militaire, le Parti de Dieu est une puissance autrement plus menaçante pour Israël que le Hamas palestinien. Mais c'est aussi une formation ancrée dans la réalité libanaise, représentée au Parlement et au gouvernement. Il n'est pas qu'un instrument du pouvoir iranien, il rend des comptes à sa « circonscription » libanaise.

### Le projet nucléaire militaire iranien

Celle-ci lui impose de ne pas

aller trop loin dans sa réponse à la campagne que l'Etat hébreu mène à Gaza. Elle lui fixe des limites : surtout ne pas provoquer une intervention israélienne au Liban. Dans un pays ravagé par la dégénérescence de sa classe politique, la guerre serait un désastre – et la responsabilité en serait imputée à un Hezbollah déjà peu populaire en dehors de la communauté chiïte.

Qui plus est, dans le dispositif iranien, la priorité du Hezbollah n'est pas la défense du Hamas ni même la cause palestinienne en général. L'arsenal de missiles du parti-milice, qui peut frapper toutes les grandes villes israéliennes, est là pour dissuader l'Etat hébreu – avec ou sans les Etats-Unis – d'attaquer les installations nucléaires de la République islamique. Et celle-ci, tout occupée à développer son projet nucléaire militaire, garantie, pense-t-elle, de son éternelle survie, ne va pas risquer d'engager le Hezbollah pour les beaux yeux du Hamas, pas plus qu'elle ne veut entrer en conflit direct avec Israël.

Ce qui nous ramène à la réalité sur le terrain. Affaire de réputation à maintenir, le Hezbollah tirera ses roquettes tant que la guerre de Gaza se poursuivra. Près de 100 000 habitants du nord d'Israël ont dû abandonner leur foyer. L'Etat hébreu réplique sur deux fronts : portant ses coups au Hezbollah, jusque dans le sud de Beyrouth ; frappant directement les intérêts iraniens, comme le 1<sup>er</sup> avril à Damas. Ce genre de situation est contrôlée, jusqu'au jour où elle ne l'est plus.

**l'Humanité**

Pierre Chaillan11  
avril 2024

## Mehmet Kopal, le militant kurde expulsé par la France vers la Turquie

**L**e militant kurde Mehmet Kopal a été expulsé par la France vers la Turquie, malgré la répression qui l'attend.

Le militant kurde sous obligation de quitter le territoire français (OQTF) a été expulsé le 9 avril. C'est la deuxième expulsion, après celle de Firaz Korkmaz, en moins de deux semaines. Et le risque d'être renvoyé en Turquie est imminent pour un troisième militant, Serhat Gultekin.

Cette véritable campagne « résulte d'une collaboration entre les autorités françaises et turques ». Le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) a fustigé « un comportement contraire aux valeurs humaines fondamentales » de la France, « pays connu pour sa défense des droits de



Le militant kurde Mehmet Kopal a été exhibé par la police, pour les médias turcs, après son expulsion par la France

*l'homme ».*

Cette expulsion a été organisée « en pleine connaissance

des conséquences inhumaines » qui attendent Mehmet Kopal. Des images circu-

lent sur les médias ottomans, montrant le jeune homme menotté à côté d'un drapeau turc.



April 11, 2024

## Turkey bombards Kurdish positions near Manbij

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Turkish army and its Syrian proxies on Wednesday bombarded positions of Kurdish-led forces near the northern Syrian city of Manbij, a war monitor reported.

“Turkish forces bombed with artillery shells positions of the Manbij Military Council near the city of Manbij in eastern Aleppo,” said the Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based war monitor.

The monitor did not mention any

casualties as a result of the clashes. The Manbij Military Council, a local force affiliated with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), oversees security in Arab-majority Manbij. Security in Kurdish-controlled areas in north and northeast Syria is managed through military councils led by locals to maintain the delicate balance of the region and prevent Arab discontent.

The clashes come amid an increased surge of violence near Manbij between Kurdish-led forces and Tur-

kish-backed militants, according to SOHR.

Turkey has long viewed strategic Manbij, located at the crossroads connecting Aleppo, Raqqa, and the Kurdish-administered northeast, as a key zone to launch its next military operation to seize northern Syria from Kurdish forces.

In 2022, Turkish President Recep Tayyip Erdogan labeled the Manbij and Tal Rifaat as Ankara's next targets in order to complete its long-

desired 30-kilometer “safe zone” along the southern border.

Turkey accuses the Kurdish forces of the People's Protection Units (YPG), the backbone of the SDF, of being the Syrian front for the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Ankara has carried out three military operations against Kurdish forces in northern Syria since 2016, invading key towns near the border such as Afrin, Sari Kani (Ras al-Ain), and Gire Spi (Tal Abyad).



12 Avril 2024

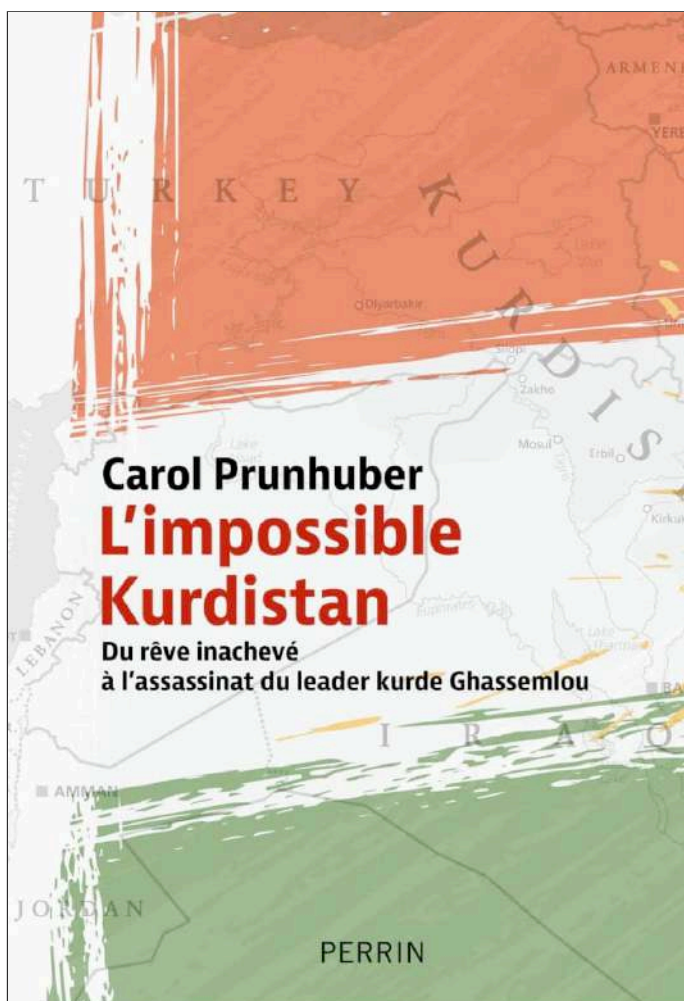
## Livres de la semaine – 12 avril

Guerre mondiale, Kurdistan, Indochine, commando Kieffer.  
Aperçu des livres de la semaine.

### Ghassemlou, l'anti Ocalan ?

Si le nom d'Abdullah Ocalan évoque une figure majeure du mouvement national kurde, celle d'Abdul Rahman Ghassemlou a été éclipsée depuis sa disparition brutale à Vienne en 1989. Leader kurde d'Irak, Ghassemlou a lutté toute sa vie pour regrouper les Kurdes – répartis principalement entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie – dans un même État. Secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) de 1973 à 1989, il devient une figure incontournable de la résistance aux régimes autoritaires iraniens – celui du shah Mohammad Reza Pahlavi d'abord, puis celui de l'ayatollah Khomeini dès 1979.

La journaliste et écrivaine



Carol Prunhuber, *L'impossible Kurdistan, du rêve inachevé à l'assassinat du leader kurde Ghassemlou*, Perrin, 2024.

vénézuélienne Carol Prunhuber, récite palpitant de ce leader, charismatique et

idéaliste, assassiné par les services secrets iraniens à Vienne alors qu'il participait à des négociations de paix. L'auteur, qui avait connu Ghassemlou dans les montagnes du Kurdistan et à Paris, a fait paraître cette biographie aux États-Unis en 2019. L'auteur tente notamment de répondre à ces trois questions : pourquoi ce meurtre a-t-il été orchestré ? En quoi Ghassemlou constituait-il une menace pour la République islamique ? Cet acte terroriste aurait-il pu être évité ?

Frisant l'hagiographie, cet ouvrage volumineux aux allures d'enquête policière non seulement rend hommage à la mémoire d'un grand nom du mouvement national kurde transnational, mais aussi nous donne à connaître la question kurde vue d'Irak.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
April 12, 2024

## A Look at Iran's Military Capabilities

The direct military confrontation between Iran and Israel has brought renewed attention to Iran's armed forces. What are they capable of?

The start of a direct military confrontation between Iran and Israel has brought renewed attention to Iran's armed forces. Early this month, Israel attacked a building in Iran's diplomatic compound in the Syrian capital, Damascus, killing seven of Iran's senior commanders and military personnel.

Iran vowed to retaliate, and did so about two weeks later, starting a broad aerial attack on Israel on Saturday involving hundreds of drones and missiles aimed at targets inside Israel and the territory it controls.

Here's a look at Iran's military and its capabilities.

### Why is Iran's military relevant right now?

Israeli officials had said they would respond to any attack by Iran with a counterattack, which could prompt further retaliation from Iran and possibly expand into a wider regional war. There is even a chance that a conflict of that sort could drag in the United States, although Washington has made clear it had nothing to do with the Damascus attack.

Analysts say that Iran's adversaries, primarily the United States and Israel, have avoided direct military strikes on Iran for decades, not wishing to tangle with Tehran's complex military apparatus. Instead, Israel and Iran have been engaged in a long shadow war via air, sea, land and cyberattacks, and Israel has covertly targeted military and nuclear facilities inside Iran and killed commanders and scientists.

"There is a reason Iran has not



A military parade in Tehran last year. The Iranian armed forces are among the biggest in the Middle East, with 580,000 soldiers and officers and also 200,000 reservists. Agence France-Presse — Getty Images

been struck," said Afshon Ostovar, an associate professor of national security affairs at the Naval Postgraduate School and an expert on Iran's military. "It's not that Iran's adversaries fear Iran. It's that they realize any war against Iran is a very serious war."

### What sort of military threat does Iran pose?

The Iranian armed forces are among the largest in the Middle East, with at least 580,000 active-duty personnel and about 200,000 trained reserve personnel divided among the traditional army and the Islamic Revolutionary Guards Corps, according to an annual assessment last year by the International Institute for Strategic Studies.

The army and the Guards each have separate and active ground, air and naval forces,

with the Guards responsible for Iran's border security. The General Staff of the Armed Forces coordinates the branches and sets the overall strategy.

The Guards also operate the Quds Force, an elite unit in charge of arming, training and supporting the network of proxy militias throughout the Middle East known as the "axis of resistance." These militias include Hezbollah in Lebanon, the Houthis in Yemen, militia groups in Syria and Iraq and Hamas and Palestinian Islamic Jihad in Gaza.

### Power by Proxy: How Iran Shapes the Mideast

A guide to the armed groups that let Iran extend its influence throughout the region.

The commander in chief of Iran's armed forces is the supreme leader, Ayatollah Ali

Khamenei, who has the last word on all major decisions.

While the proxy militias are not counted as part of Iran's armed forces, analysts say they are considered an allied regional force — battle ready, heavily armed and ideologically loyal — and could come to Iran's aid if it was attacked.

"The level of support and types of systems Iran has provided for nonstate actors is really unprecedented in terms of drones, ballistic missiles and cruise missiles," said Fabian Hinz, an expert on Iran's military at the International Institute for Strategic Studies in Berlin. "They could be viewed as part of Iran's military capability, especially Hezbollah, which has the closest strategic relationship with Iran."

### What kinds of weapons does Iran have?

For decades, Iran's military strategy has been anchored in deterrence, emphasizing the development of precision and long-range missiles, drones and air defenses. It has built a large fleet of speedboats and some small submarines that are capable of disrupting shipping traffic and global energy supplies that pass through the Persian Gulf and the Strait of Hormuz.

Iran has one of the largest arsenals of ballistic missiles and drones in the Middle East, Mr. Ostovar said. That includes cruise missiles and anti-ship missiles, as well as ballistic missiles with ranges up to 2,000 kilometers, or more than 1,200 miles. These have the capacity and range to hit any target in the Middle East, including Israel.

In recent years, Tehran has assembled a large inventory of drones with ranges of around 1,200 to 1,550 miles and capable of flying low to evade radar, according to experts and Iranian commanders who have given public interviews to the state news media. Iran has made no secret of the buildup, displaying its trove of drones and missiles during military parades, and has

ambitions to build a large export business in drones. Iran's drones are being used by Russia in Ukraine and have surfaced in the conflict in Sudan.

The country's bases and storage facilities are widely dispersed, buried deep underground and fortified with air defenses, making them difficult to destroy with airstrikes, experts say.

#### Where does Iran get its weapons?

International sanctions have cut Iran off from high-tech weaponry and military equipment manufactured abroad, like tanks and fighter jets.

During Iran's eight-year war with Iraq in the 1980s, few countries were willing to sell weapons to Iran. When Ayatollah Khamenei became Iran's supreme leader in 1989, a year after the war ended, he commissioned the Guards to develop a domestic weapons industry and poured resources into the effort, which was widely reported in the Iranian news media. He wanted to assure that Iran would never again have to rely on foreign powers for its defense needs.

Today, Iran manufactures a large quantity of missiles and drones domestically and has prioritized that defense production, experts said. Its attempts to make armored vehicles and large naval vessels have met with mixed results. It also imports small submarines from North Korea while expanding and modernizing its domestically produced fleet.

Some of the fighter jets in Iran's arsenal include American-built F4 Phantoms, decades-old aircraft sold to Iran before the Islamic Revolution in 1979. Iranian Army, via Associated Press

#### How do other countries see Iran's military, and what are its weaknesses?

Iran's military is viewed as one of the strongest in the region in terms of equipment, cohesion, experience and quality of personnel, but it lags far behind the power and sophistication of the armed forces of the United States, Israel and some European countries, experts said. Iran's greatest weakness is its air force. Much of the country's aircraft date from the era of Shah Mohammed Reza Pahlavi, who led Iran from

1941 to 1979, and many have been disabled for lack of spare parts. The country also bought a small fleet from Russia in the 1990s, experts said.

Iran's tanks and armored vehicles are old, and the country has only a few large naval vessels, experts said. Two intelligence gathering vessels, the Saviz and Behshad, deployed on the Red Sea, have aided the Houthis in identifying Israeli-owned ships for attacks, American officials have said.

#### Will Israel's attack disrupt Iran's military?

The assassinations of the senior military officials are expected to have a short-term impact on Iran's regional operations, having eliminated commanders with years of experience and relationships with the heads of the allied militias.

Nevertheless, the chain of command for the armed forces inside Iran remains intact, experts say.

*An earlier version of this article misstated the name of a group in the Gaza Strip. It is Palestinian Islamic Jihad, not Islamic Palestinian Jihad.*



April 12, 2024

## Kirkuk at risk of demographic change: Kurdish official

**E**RBIL, Kurdistan Region - A Kurdish official said on Thursday that over 92,000 Arabs were relocated to Kirkuk since 2017, urging Kurdish political leaders to work to stop what he labeled as "new Arabization."

Fahmi Burhan, the head of the Kurdistan Region's board for

disputed territories, told Rudaw's Nwenar Fatih that according to unofficial data they have collected, over 92,000 Arab Iraqis have been relocated to Kirkuk since October 16, 2017, adding that their relocation poses a serious threat to the disputed city's demography.

"The Arabs that are relocated

to Kirkuk are transferring their national identification card and information card to Kirkuk and permanently settling there, and this is dangerous for Kurds," he said.

Burhan underscored the danger of the ongoing process in Kirkuk and called on the Kurdish leadership to develop measures

to prevent what he described as a "new Arabization" process.

Kirkuk is part of the disputed areas that come under Article 140 of the Iraqi constitution. The article should have been implemented by 2007 alongside a referendum where Kirkuk residents could express their will to either join the Kurdistan Re-

gion or remain under the rule of the Iraqi federal government.

The Arabization movement was part of Hussein's Baathist regime campaign against the Kurds, and consisted of Arab families being resettled to disputed areas in hopes of establishing an Arab demographic majority, pushing Kurdish families out in the process. Kurdish language and culture were effectively banned as part of the Arabization policy.

Burhan noted that the ongoing Arabization movement in Kirkuk and other disputed areas is a continuation of the Baathist campaign, noting that "However, this new campaign is much more dangerous than all the previous stages of Arabization, since previously Arabization was openly discussed in the media of the Baath regime, but now it is decided and implemented in secret and in closed rooms."

The Kurdish official also stated

that alongside Kurds, Turkmen are also victims of the new Arabization process of the city, especially when it comes to the appointments of new civil servants.

"In the past two weeks, 60 people were appointed to the Kirkuk education directorate, but only one of them was a Kurd and another a Turkmen, the other 58 were Arabs," Burhan said, adding that the same trend has been recorded in the appointment of police officers.

The territories disputed between Iraq's central government in Baghdad and the KRG in Erbil include areas in Nineveh province, as well as the provinces of Kirkuk, Salahaddin, and Diyala.

The disputed territories were once home to ethnically diverse populations, but under Baathist rule Iraq's ethnic minority groups, including Kurds, were expelled, their land confiscated and given to Arab settlers.

Following the fall of dictator Saddam Hussein's Baathist regime in 2003, Kirkuk had a Kurdish governor, but when federal government forces returned to the province in October 2017 following Kirkuk's participation in Kurdistan Region's independence referendum, Baghdad appointed Rakan al-Jabouri, a Sunni politician and head of the Arab Coalition, as acting governor. He has occupied the post for six years.

Jabouri's tenure has been a topic of debate. He is accused by some of attempting to revive the Baathist policy of Arabization to marginalize the Kurdish population, but others praise him for breathing life back into previously neglected Arab neighborhoods.

Dizhwar Fayaq, an advisor to Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani told Rudaw's Zhyar Hakim on Thursday that after seven years of Jabouri's rule, Kurds want to reclaim the

governorship of the province, an attempt to prevent the city's demographic transformation.

"Kurds insist on getting the governorship of Kirkuk so that the demography of the area does not change in the future and the Kurds do not become a minority," Fayaq said, stressing that a Kurdish governor would prevent a demographic change.

Provincial council elections were held on December 18 in Iraq's 15 provinces, excluding the Kurdistan Region. Kurdish political parties in Kirkuk won seven seats in the 16-seat council, Arabs won six seats and Turkmen secured two seats. A party close to Shiite militia groups won the Christian quota seat.

Nearly four months after the vote, the political parties in the city have yet to agree on appointing a governor, as each component desires the top provincial position.



AFP  
12 Avril 2024

## Guerre Israël-Hamas : L'Iran prêt à s'en prendre à Israël ? les Etats-Unis redoutent une attaque imminente

Y a-t-il un nouveau risque d'escalade au Proche-Orient, avec la perspective de représailles de l'Iran contre Israël, après le bombardement du consulat iranien à Damas, en Syrie ? L'Iran « menace de lancer une attaque importante contre Israël », a déclaré plus tôt cette semaine le président américain, Joe Biden. En guise de « précaution », et

signe concret de ces craintes, les Etats-Unis ont annoncé jeudi restreindre les mouvements en Israël de leur personnel diplomatique et des membres de leur famille. Et un général américain chargé du Moyen-Orient, Michael Erik Kurilla, se trouve en Israël pour discuter avec les dirigeants militaires du pays des « menaces sécuritaires dans la région », justement dans ce contexte

d'escalade avec l'Iran. Par ailleurs, la compagnie aérienne allemande Lufthansa a annoncé prolonger la suspension de ses vols de et vers Téhéran, « probablement jusqu'à samedi (inclus) », en raison de ces tensions.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, dont le pays, ennemi d'Israël, soutient le Hamas, avait indiqué

qu'Israël serait « puni » après une attaque meurtrière qui lui a été imputée le 1er avril en Syrie. Cette frappe a détruit le consulat iranien à Damas et fait 16 morts, parmi lesquels sept membres du corps des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, selon une ONG. « Si l'Iran mène une attaque depuis son territoire, Israël répondra et attaquera l'Iran », a répondu

en persan le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz.

### Mises en garde et coups de fil diplomatiques

Après des entretiens téléphoniques avec ses homologues allemand, australien et britannique, le chef de la diplomatie iranienne, Hossein Amir-Abdollahian, a évoqué la « nécessité » pour Téhéran de répon-

dre à la frappe contre son consulat à Damas, tout en cherchant à « éviter les tensions ». Lors de ces entretiens, « j'ai déclaré que l'Iran ne cherchait pas à élargir le champ de la guerre », a-t-il écrit sur X.

La Maison-Blanche a indiqué jeudi avoir « mis en garde » l'Iran, tandis que le secrétaire d'Etat Antony Blinken s'est entretenu par téléphone avec ses homologues chinois, turc et

saoudien, les appelant à faire pression sur Téhéran contre toute attaque visant Israël, selon le département d'Etat. La Russie et l'Allemagne ont appelé de leur côté à la « retenue » pour éviter une escalade au Proche-Orient où les tensions ont redoublé entre l'Iran, Israël et leurs alliés respectifs depuis le début de la guerre à Gaza.

« Nous sommes en pleine

guerre à Gaza, qui continue à plein régime (...) mais nous préparons aussi à faire face à des défis sur d'autres théâtres » d'opérations, a déclaré jeudi Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien. Mais selon la BBC, qui a interrogé des experts, la riposte iranienne pourrait aussi venir du Liban, via le Hezbollah, afin d'éviter une confrontation directe.



**notre correspondante à  
Istanbul, Manon Chapelain  
13 Avril 2024**

## Turquie: Ankara se félicite de l'expulsion par Paris de deux militants kurdes

**D**epuis trois jours en **Turquie**, la photo du militant kurde Mehmet Kopal, les yeux rivés sur le sol, menotté au côté du drapeau turc, fait le tour des médias et des réseaux sociaux. Partout, son arrestation en Turquie le 9 avril a été saluée, applaudie, alors que le jeune homme était recherché pour appartenance au **Parti des travailleurs du Kurdistan**, le PKK, considéré comme terroriste par Ankara.

Il avait été arrêté quelques semaines plus tôt, à Strasbourg, en compagnie d'un autre militant kurde, Firaz Korkmaz, lui aussi accusé par la Turquie d'appartenir au PKK. Les deux hommes ont ensuite été expulsés par la France, où ils étaient sous obligation de quitter le territoire (OQTF) après avoir été déboutés de leur demande d'asile.

### Un troisième militant kurde en centre de détention à



Deux militants kurdes qui avaient déposé une demande d'asile en France ont récemment été expulsés du territoire français puis renvoyés vers la Turquie, où ils risquent la prison. © JONATHAN NACKSTRAND / AFP

### Paris

En Turquie, où ils risquent la prison, ils ont été arrêtés dès leur arrivée à l'aéroport. Depuis, les réactions s'enchaînent. Le Conseil démocratique kurde en France a dé-

noncé « *un comportement contraire aux valeurs humaines fondamentales* » de la France, « *pays connu pour sa défense des droits de l'homme* ».

Il y a deux jours, un troisième militant kurde a été arrêté et placé en centre de détention à Paris. Il risque lui aussi d'être expulsé vers la Turquie.



## L'Iran lance une « vaste attaque » de drones et de missiles contre Israël

Téhéran avait récemment promis de « punir » l'Etat hébreu après une frappe meurtrière le 1er avril sur son consulat à Damas, en Syrie, qu'il lui impute. Il s'agit de la première attaque directe jamais menée par la République islamique d'Iran contre le territoire d'Israël.

L'Iran a lancé, samedi 13 avril au soir, « depuis son territoire », une attaque de drones contre Israël, a déclaré le porte-parole de l'armée israélienne, le contre-amiral Daniel Hagari, dans une allocution télévisée. A Téhéran, des médias d'Etat ont confirmé une attaque de drones mais également de missiles en cours contre l'Etat hébreu, ennemi juré de l'Iran. Il s'agit de la première attaque directe jamais menée par la République islamique contre le territoire d'Israël.

Cette opération, baptisée « Promesse honnête », a été « lancée avec l'approbation du Conseil suprême de sécurité nationale et sous la supervision de l'état-major général des forces armées », a précisé la télévision d'Etat iranienne. Téhéran avait tout récemment promis de « punir » l'Etat hébreu après une frappe meurtrière le 1er avril sur son consulat à Damas (Syrie), qu'il lui impute, faisant craindre une explosion au Moyen-Orient.

« Nous travaillons en étroite collaboration avec les Etats-Unis et nos partenaires dans la région afin d'agir contre les lancements [de drones] et de les intercepter », a dit le contre-amiral Hagari. Dans la foulée, Israël a fermé son espace aérien.

Les alliés de l'Iran, le Hezbollah libanais et les rebelles yéménites houthistes ont également



Le système antimissile israélien en action après que l'Iran a lancé des drones et des missiles en direction d'Israël, depuis la ville d'Ashkelon (Israël), le 14 avril 2024. AMIR COHEN / REUTERS

mené des attaques anti-israéliennes, le premier en tirant des roquettes sur le Golan occupé par Israël, et les seconds en lançant des drones en direction du territoire israélien.

« L'affaire peut être considérée comme close »

Aux premières heures de dimanche, plusieurs détonations ont été entendues dans le ciel à Jérusalem, où les sirènes d'alerte ont retenti, selon des journalistes de l'Agence France-Presse. Des sirènes ont également été activées dans la région du Néguev, au sud, et dans le nord du pays,

selon l'armée.

L'armée israélienne a affirmé, dimanche matin, que l'attaque a été « déjouée », et que « 99 % des tirs » iraniens ont été interceptés. Elle avait fait savoir, dans la nuit, que « la majorité » des drones et des missiles avaient été neutralisés à l'aide du système de défense aérienne, « en collaboration avec les alliés stratégiques d'Israël avant que les tirs ne pénètrent sur le territoire israélien ».

« Un certain nombre de missiles iraniens sont tombés en territoire israélien, provoquant des dégâts mineurs sur une

base militaire mais sans faire de victimes », a mentionné l'amiral Hagari, porte-parole de l'armée israélienne. « Il n'y a qu'une petite fille qui a été blessée et nous espérons qu'elle se rétablira », a-t-il ajouté. L'enfant de 7 ans a été touchée à la tête par un éclat d'obus lancé pour intercepter un projectile iranien. Elle a été évacuée dans un état grave à l'hôpital Soroka de Beersheva, selon la porte-parole de l'établissement de santé.

Les services de secours israéliens ont également déclaré avoir secouru 31 blessés dans un état léger, « présentant des

*symptômes d'anxiété ou des blessures causées par la recherche d'un abri ».*

Alors que l'Iran a demandé à Washington de « *rester à l'écart* » du conflit, le président américain, Joe Biden, a déclaré que les forces américaines avaient contribué à abattre « *presque tous* » les drones et missiles tirés par l'Iran sur Israël, ajoutant qu'il avait réaffirmé son soutien « *inébranlable* » au premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou.

Il a précisé qu'il convoquerait les dirigeants du G7 dimanche et que « *son équipe travaillera avec ses homologues dans toute la région* », et maintiendrait un contact « *étroit* » avec le gouvernement israélien.

« *Nous appelons l'Iran à mettre immédiatement fin à toute nouvelle attaque, y compris de la part de ses forces mandataires, et à apaiser les tensions* », a déclaré, dans un communiqué, le secrétaire à la défense américain, Lloyd Austin. « *Nous ne recherchons pas un conflit avec l'Iran, mais nous n'hésiterons pas à agir pour protéger nos forces et soutenir la défense d'Israël* », ajoute le texte.

#### **Réunion du Conseil de sécurité**

« *Conduite sur la base de l'article 51 de la Charte des Nations unies relatif à la légitime défense, l'action militaire de l'Iran répondait à l'agression du régime sioniste contre nos locaux diplomatiques à Damas* », a expliqué samedi soir la mission iranienne à l'ONU dans un message posté sur X après le lancement de l'opération contre Israël. « *L'affaire peut être considérée comme close* », dit aussi le message.

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira en urgence dimanche à la demande d'Israël. « *Nous prévoyons d'organiser la réunion demain à 16 heures* » (22 heures, heure de Paris), a fait savoir aux journalistes un porte-parole de la mission diplomatique maltaise qui assure la présidence du Conseil en avril.

Dans une lettre adressée au Conseil, l'ambassadeur israélien à l'ONU, Gilad Erdan, réclame une réunion « *immédiatement pour condamner sans équivoque l'Iran pour cette grave violation* » et demande au Conseil « *d'agir pour désigner comme organisation terroriste* » les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de l'Iran.

La Jordanie, voisine d'Israël, a annoncé la fermeture tempo-

raire de son espace aérien, en invoquant « *une situation dangereuse au Moyen-Orient* ». L'Irak, frontalier de l'Iran, a aussi fermé son espace aérien. Plusieurs pays, dont la France, ont réitéré leurs appels à leurs ressortissants à ne pas se rendre en Iran, en Israël et au Liban.

L'attaque sans précédent menée par l'Iran contre Israël a suscité de vives réactions dans le monde et des appels à la retenue. La France a condamné « *avec la plus grande fermeté* » l'attaque iranienne. « *En décidant d'une telle action sans précédent, l'Iran franchit un nouveau palier dans ses actions de déstabilisation et prend le risque d'une escalade militaire* », a écrit, dans un message sur la plate-forme X, Stéphane Séjourné, le ministre des affaires étrangères.

Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a condamné « *dans les termes les plus vifs l'attaque dangereuse du régime iranien* », assurant que le Royaume-Uni « *continuerait à défendre la sécurité d'Israël* » en annonçant l'envoi d'avions de combat supplémentaires au Proche-Orient.

Le ministère des affaires étrangères saoudien a, lui, appelé « *toutes les parties à faire*

*preuve de la plus grande retenue et à épargner à la région et à ses habitants les dangers de la guerre* ». La Chine a exprimé sa « *profonde préoccupation* », et a appelé au « *calme* ».

#### **Menace imminente**

La menace d'une opération iranienne ciblant Israël était jugée particulièrement imminente, alors que Téhéran a rapporté, samedi à la mi-journée, la saisie du *MSC Aries*, un porte-conteneurs « *lié* » à l'Etat hébreu dans le Golfe.

Juste avant l'annonce de l'attaque, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, avait assuré que son pays s'était préparé à « *l'éventualité d'une attaque directe de l'Iran* » et était « *prêt à faire face à n'importe quel scénario, tant en matière de défense que d'attaque* ». « *Nous apprécions la présence des Etats-Unis aux côtés d'Israël, ainsi que le soutien du Royaume-Uni, de la France et de nombreux autres pays* », a-t-il assuré.

Signe concret de cet état d'alerte, l'armée israélienne avait annoncé, samedi en début de soirée, la fermeture des écoles « *au regard des conditions de sécurité* ».

The New York Times

Alissa J. Rubin  
April 15, 2024

# With Iran's Strikes, Arab Countries Fear an Expanding Conflict

The Iranian attack on Israeli territory made the Middle East's new reality undeniable: Clashes are getting harder and harder to contain.

**A**rab countries, from the United Arab Emirates and Oman to Jordan and Egypt, have tried for months to tamp down the conflict between Israel and Hamas, especially after it widened to include armed groups backed by Iran and embedded deep within the Arab world. Some of them, like the Houthis, threaten Arab governments as well.

But the Iranian drone and missile attack on Israel over the weekend, which put the entire region on alert, made the new reality unavoidable: Unlike past Israeli-Palestinian conflicts, and even those involving Israel and Lebanon or Syria, this one keeps expanding.

"Part of why these wars were contained was that they were not a direct confrontation between Israel and Iran," said Randa Slim, a senior fellow at the Washington-based Middle East Institute. "But now we are entering this era where a direct confrontation between Israel and Iran — that could drag the region into the conflict and that could drag the U.S. in — now that prospect of a regional war is going to be on the table all the time."

For the moment, the only countervailing force is the desire of both the United States and its longtime foe Iran to avoid a widening of the conflict, said Joost Hiltermann, the International Crisis Group's pro-



The interior of a house near Arad, Israel, that was struck in the Iranian missile attack. Sergey Ponomarev for The New York Times

gram director for the Middle East and North Africa.

"I am heartened by the fact that the only ones who want a war are Israel and Hamas," he said. "The Iranians are still talking to the Americans," he said, referring to messages sent in recent days between the two by intermediaries including Switzerland and Oman.

The Iranian message, said Mr. Hiltermann, made clear they were looking to demonstrate their power, not expand the war. "They said, 'There is going to be an attack, but we are going to keep it limited.'"

Still, for citizens of Arab coun-

tries, many of whom watched scores of drones and missiles streaking across their skies on Saturday, professions of desire to avoid a wider war are a slender thread on which to hang their future. Dismay over the attack was evident in many public comments, and in private ones, too, though others celebrated it.

Officials and analysts in the region were divided over whether Iran's attack would spur countries with longstanding ties to the United States to push for still more engagement — and security guarantees — from Washington or to distance themselves in an effort to keep themselves safe from being at-

tacked by Iran themselves.

Most urged de-escalation in the strongest terms. The only exceptions in the Arab world were northern Yemen, whose de facto Houthi government is close to Iran, and Lebanon, home to Hezbollah, the armed group backed by the Iranians. Oman said that it was crucial to reach an immediate cease-fire in the war between Israel and Hamas that has been raging for the past half year in the Gaza Strip. Kuwait "stressed the necessity of addressing root causes" of the region's conflicts.

And Saudi Arabia, which has tried to cultivate relatively

warm ties with Iran since the two countries re-established diplomatic relations last year, said it was “extremely concerned” about the dangerous implications of the military escalation in the region. A statement from its Foreign Ministry asked everyone involved “to exercise maximum restraint and to protect the region and its people from the dangers of war.” Even before the Hamas-led attack on Israel that set off the war in Gaza on Oct. 7, Arab countries had been adjusting their geopolitical relationships. Their concern was that they might no longer be able to count on a U.S. government increasingly focused on Asia as [Iranian-backed armed groups](#) became increasingly active.

Arab leaders’ discomfort only increased with the Israeli assault in Gaza, which the United States defended but their own citizens found abhorrent, said Renad Mansour, a senior research fellow at Chatham House’s Middle East and North Africa program.

For Saudi Arabia, this meant forging a diplomatic relationship with Iran, despite their deeply held antagonisms and [attacks](#) carried out with Iranian missiles on Saudi infrastructure as recently as 2019. Saudi Arabia’s approach to Iran was facilitated by China, which has recently worked to expand its influence in the region. Many Arab countries have turned to China in pursuit of business and diplomatic ties.

Then the war in Gaza began, dragging the Gulf states, along with Egypt and Jordan, more directly into the dynamics of a conflict they have wanted desperately to avoid.

Now, Jordan has found itself shooting down Iranian missiles — and then being accused of defending Israel. The Israeli military assault on Gaza, often accused of being indiscriminate, has killed more than 30,000 Palestinians, more than two-thirds of them women and children. Some 1,200 people were killed in Israel in the Hamas attack.

On Sunday, Jordan’s government came under sharp criticism both at home and from neighboring Arab countries for shooting down at least one of the Iranian missiles aimed at Israel. A former Jordanian information minister, Samih al-Maaytah, defended the decision.

“Jordan’s duty is to protect its lands and citizens,” Mr. al-Maaytah said. “What Jordan did yesterday was to simply protect its airspace.”

He also said that “Jordan’s position on this conflict is that it is between two parties over influence and interests: Iran and Israel.”

While the Gulf countries’ petroleum exports have been largely spared, the Houthi attacks on shipping routes in the Red Sea — tied to the war in Gaza — have raised costs and added to tensions.

It is unclear whether the conflict between Israel and Iran will strain further the relatively new ties between Israel and some Arab states. Since the war in Gaza began, those relations have cooled, but it seems none of the Arab governments that recently forged ties with Israel are ready to abandon them entirely.

Two of the countries that signed [the Abraham accords](#) normalizing relations with Israel in 2020 — the United Arab Emirates and Bahrain — have in some cases [halted](#) business deals or distanced themselves publicly from that country since the war in Gaza began. And Saudi Arabia, which had been exploring the possibility of diplomatic normalization with Israel, has insisted that any deal would require creating an “irreversible” pathway to a Palestinian state, an unlikely prospect in the current Israeli political climate.

That distancing is likely to continue, analysts say, but so far none have cut off relations with Israel or, in Saudi Arabia’s case, completely ruled them out.

One reason Saudi Arabia has remained open to a future relationship with Israel is that now more than ever, the Saudis are hoping for a security guarantee from the United States in the event of an attack by Iran, said Yasmine Farouk, a nonresident scholar at the Carnegie Endowment for International Peace, a Washington research group.

“What the Western countries under U.S. leadership have done to protect Israel yesterday is exactly what Saudi Arabia wants for itself,” Ms. Farouk said.

She added that despite Saudi Arabia’s history of enmity with Iran, the hardening of Saudi public opinion against Israel and the United States over the Gaza war is changing the calculations of Saudi leaders. Their focus is now on pushing the United States to compel Is-

rael to end the war.

Perhaps the most striking development in the region is the growing push by some Arab countries to be part of forging diplomatic solutions to avoid having the region descend into a broader war. Arab countries held [a conference](#) in Riyadh in November to discuss how to best use their influence to stop the conflict.

Qatar and Oman have become ever more active behind the scenes in seeking to bring about a cease-fire in Israel and renew diplomatic efforts between Iran and the United States to prevent the outbreak of a destabilizing broader conflict.

Qatar’s close relations with Hamas, Iran and the United States have made its ministers and senior officials pivotal in shuttle diplomacy. And Oman has become a conduit for messages between the United States and Iran. In just the past few days, Washington has communicated with Tehran through messages conveyed by the Omanis as well as the Swiss, according to a senior security official in Iraq and a senior U.S. administration official in Washington, who spoke on the condition of anonymity because they were not authorized to speak publicly.

The new question, said Ms. Slim of the Middle East Institute, is what country can play the role of middleman and negotiator between Israel and Iran.

“The rules have changed, the red lines have changed and they need to be able to communicate,” Ms. Slim said.

The Washington Post

Joby Warrick  
April 15, 2024

# Russian weapons help Iran harden defenses against Israeli airstrike

## Intelligence officials say Tehran's growing partnership with Moscow is strengthening the capabilities of both countries

Last March, a Russian arms maker invited a delegation of Iranians to a VIP shopping tour of its weapons factories. The 17 visitors were treated to lunches and cultural shows and, on the final day, toured a plant that makes products long coveted by Tehran: advanced Russian air defense systems for shooting down enemy planes.

The factory, NPP Start, in the city of Yekaterinburg, is under U.S. sanctions for supporting Russia's war against Ukraine. Among its wares are mobile launchers and other components for anti-aircraft batteries — including Russia's S-400, which military analysts assess to be capable of detecting and destroying stealth fighter jets flown by Israel and the United States.

A leaked Russian document, part of stolen Iranian [emails posted online](#) in February by a hacker group, described the tour as a showcase for “scientific and technical potential and production capabilities” that Russia could offer Iran.

Whether the visit led directly to a purchase is unknown. But the trip is emblematic of what intelligence officials describe as a deepening strategic partnership between Moscow and Tehran in the two years since Russia's full invasion of Ukraine — an alliance that could emerge as a significant factor as [Israeli leaders weigh possible military strikes](#) in re-

taliation for the hundreds of drones and missiles launched against Israel over the weekend.

Iran opened a dangerous new chapter in its relations with Russia by [agreeing in 2022](#) to supply thousands of battlefield drones and missiles to aid Moscow in its war against Ukraine. The expanded ties have now helped cement agreements between Moscow and Tehran, including a pledge by Russia to provide its ally with advanced fighter jets and air defense technology, assets that could help Tehran harden its defenses against any future airstrike by Israel or the United States, according to U.S., European and Middle Eastern intelligence officials and weapons experts. The officials, like several others interviewed for this article, spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive matters.

It is not known how many of the systems have been provided and deployed, but Russian technology could turn Iran into a far more formidable adversary, with an enhanced ability to shoot down planes and missiles, the officials and experts said.

The weapons deals, some details of which have not been reported previously, are part of a broader collaboration that includes co-production of military drones inside Russia, the sharing of anti-jamming technology, and real-time battlefield as-

sessments of weapons deployed against NATO-equipped forces in Ukraine, the intelligence officials and weapons experts said. The cooperation is reaping substantial benefits for both countries, while elevating Iran's status from junior ally to strategic partner, they said.

“It's no longer the patron-client dynamic, where Russia holds all the leverage,” said Hanna Notte, director of the Eurasia Nonproliferation Program at the James Martin Center for Nonproliferation Studies. “The Iranians are accruing benefits from this change. The nature of their relationship has gone beyond just getting things. There's knowledge transfer, there's intangible gains.”

Intelligence officials described Russia as “advancing” agreements negotiated in secret to supply Iran with Su-35s, one of Russia's most capable fighter-bombers and a potentially dramatic upgrade for an Iranian air force that consists mainly of rebuilt U.S. and Soviet aircraft dating from before 1979. Russia also pledged to provide technical help with Iranian spy satellites as well as assistance in building rockets to put more satellites into space, the officials said.

There is no public evidence that Su-35s have been delivered; the holdup may be a delay by Iran in paying for the planes, according to a U.S. and a Middle Eastern intelli-

gence official with detailed knowledge of the deal.

On the defensive side of the ledger, Iran has long sought Russia's top-of-the-line anti-aircraft missile batteries to protect its nuclear and military facilities against a possible U.S. or Israeli strike. In 2007, Tehran cut a deal to purchase Russia's S-300 anti-aircraft system, but Moscow delayed supplying the weapons amid pressure from the United States and European powers. The self-imposed ban ended in 2016, and Iranian S-300s became operational in 2019.

Iran has since sought to purchase Russia's more capable S-400 system, although whether Moscow has moved to provide S-400 batteries is not publicly known.

Some variants of the S-400 are equipped with radars that can defeat stealth technology used by modern warplanes. Russia has deployed the S-400 to protect its military bases in Syria, and the batteries constitute a potentially lethal threat to U.S. and Israeli military aircraft that occasionally operate in Syrian airspace.

An [Israeli airstrike](#) on Iran's consulate in Damascus on April 1 killed two Iranian generals and led directly to Iran's decision to launch drones and missiles against Israel over the weekend.

Lt. Gen. Herzl Halevi, the Israel Defense Forces chief of staff, [said Monday](#) that Iran's

attack “will be met with a response.”

If delivered, the new Russian anti-aircraft missiles and anti-stealth systems, deployed to protect [underground bases carved in rocky mountains](#), would assuredly make Iranian airspace “a more dangerous place,” said Can Kasapoglu, a senior fellow with the Hudson Institute, a Washington think tank.

“This is important at a time when the regime is fast and unchecked moving toward a bomb,” Kasapoglu said. In addition, he said, “any engagement [with Israel] will take place in the Iranian airspace, where Tehran will hold the advantage of playing at home.”

Moscow also is reaping benefits from the collaboration, intelligence officials said. In addition to thousands of drones procured from Iran, Russia agreed late last year to purchase about \$2 billion worth of additional military goods, including anti-drone defensive systems that have become a top priority for Russian generals in Ukraine, according to two intelligence officials with detailed knowledge of the deal.

Iran has separately agreed to sell Russia surface-to-surface missiles for use in Ukraine and, according to a new intelligence assessment, is expected to begin transfer of the weapons imminently. Spy agencies have seen no evidence so far that the missiles have been delivered, the officials said.

The production of battlefield drones, meanwhile, has evolved into a joint venture between the two countries, intelligence officials said. Initially, Iran’s provision of drones to Russia was an attempt by

Tehran to help its ally plug a hole in its military campaign against Ukraine. Russia, which possessed few battlefield drones at the start of the war, began using two types of Iranian-made Shahed drones in the fall of 2022: the long-range, sweptwing Shahed-131 and the Shahed-136.

By midsummer 2023, Russia was beginning to manufacture Iranian-designed Shahed-136 drones indigenously, at factory in Alabuga, a town in Russia’s Tatarstan region, about 500 miles east of Moscow. Russian documents [obtained by The Washington Post](#) last year described plans to manufacture 6,000 drones by summer 2025 to use in its campaign of strikes against Ukrainian forces as well as electricity plants and other vital infrastructure.

Concerned about Russia’s [domestic production, the Ukrainian military launched a drone attack of its own](#) against the Alabuga complex on April 2.

More recently, Moscow and Tehran have begun working cooperatively on new kinds of unmanned aerial vehicles, or UAVs, according to intelligence officials and leaked documents. The trove of Russian and Iranian emails and records released by the hacking group Prana Network were purportedly stolen from an Iranian server linked to Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps earlier this year.

Among the documents were details of visits by Iranian and Russian delegations to tour weapons facilities in both countries. The Iranians’ trip to the NPP Start factory was described in a Russian “program” for the visit that listed tours of defense facilities in five cities. The document was signed by officials of Technodinamika JSC, which operates NPP

Start, as well as the Russian Defense Ministry.

The Post could not independently verify the documents, but two Biden administration officials acknowledged that U.S. intelligence agencies have closely studied the leaked materials and do not dispute their authenticity. Neither Russia nor Iran has publicly responded to the leak.

Several documents describe an April 2023 trip to Iran by a delegation of Russian engineers to watch a demonstration of a new jet-powered drone as well as a line of hunter-killer UAVs designed to destroy enemy drones. Both appeared to impress the visitors.

Variants of the jet-powered drone, dubbed the MS-237, Shahed-238 and Shahed-236, were described as having a maximum speed of about 400 mph — about three times faster than previous iterations of Iranian drones. Tehran revealed the existence of the new drone at an air show in November.

In the demonstration, the jet drone — code-named “motorboat” in the Russians’ internal communications — “successfully took off, accomplished the tasks ... and successfully landed by parachute,” a leaked Russian report said. “Given its high speed, the boat is essentially a cruise missile.”

The test apparently helped cement an agreement to acquire more than 600 of the Iranian-designed jet drones, with most of them built on Russian soil with Iranian parts and help, according to the leaked emails. The documents also describe protracted negotiations over how Russia would pay for the drones. At least two installments were to come in the form of gold bullion valued at

about \$140 million, the documents show.

In January, [photos of the remains](#) of a jet-powered drone that appears identical to the MS-237 were posted by Ukraine bloggers after the aircraft reportedly was shot down somewhere over central Ukraine. It is not yet known whether any of the jet drones were launched against Israel in the recent Iranian attack.

“It’s faster, which means it is more difficult to intercept,” said Fabian Hinz, a defense analyst and expert on UAVs and missile systems with the International Institute for Strategic Studies, a London-based think tank. But, he said, the jet drones are “probably also substantially more expensive, because these types of jet engines are tricky to build.”

Producing the drones as a joint production offers substantial benefits for Iran, including the ability to evaluate their performance on Ukrainian battlefields. David Albright, an expert on Iran’s weapon systems and president of the Institute for Science and International Security, a Washington nonprofit, noted that the leaked documents show evidence of Russian engineers incorporating design improvements on Iranian drones.

“Mistakes and flaws in the designs were identified and fixed,” he said, “and Iran would benefit from that.”

Even if Russian systems such as the S-400 have not already been sold to Iran and deployed there, Albright said the sharing of design information and technological expertise could quietly bolster Iran’s capabilities without triggering alarms in the West.

## L'Iran se félicite des attaques contre Israël et promet une « réponse plus féroce » en cas de riposte

Les journaux iraniens, parfois sous la pression des gardiens de la révolution, ont salué l'opération menée sur le territoire israélien par Téhéran dans la nuit de samedi à dimanche

Depuis l'attaque inédite menée depuis l'Iran contre l'Etat hébreu, l'heure est à l'euphorie à Téhéran. Lundi 15 avril, les journaux iraniens, tous sous surveillance étroite du régime, ont unanimement crié victoire et applaudi l'opération « Promesse sincère », nom de code donné à l'offensive menée dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 avril contre Israël. « *La gifle autoritaire* », écrit en une le quotidien *Jahan-é Sanat*. *Hams-hahri*, le titre appartenant à la mairie de Téhéran, aux mains du très conservateur Alireza Zakani, consacre toute sa première page à un photomontage illustrant un drone qui survole une étoile de David en feu, représentant Israël. « *Pour la terre pure de la patrie* », peut-on y lire.



Le fronton d'un bâtiment sur lequel est écrit, en persan, « La prochaine frappe sera plus dure », et en hébreu, « Votre prochaine erreur sera la fin de votre faux Etat », à Téhéran, le 14 avril 2024 ATTA KENARE / AFP

Les frappes sur le territoire de l'Etat hébreu, impliquant plus de 300 drones, missiles de croisière et missiles balistiques – dont 99 % ont été interceptées, à en croire les officiels israéliens –, sont célébrées par les partisans de la République islamique d'Iran. Les gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays, ont menacé de représailles dimanche ceux qui s'aventureraient sur les réseaux sociaux à se montrer solidaires des Israéliens. La veille, le bureau du procureur de Téhéran avait porté plainte contre deux journaux, *Etemad* et *Jahan-é Sanat*, qui, dans leur numéro de dimanche matin, bouclé en prévision de l'attaque, étaient

sortis de cette ligne officielle. Dans *Etemad*, le célèbre analyste Abbas Abdi critiquait le terme « *dissuasion* » utilisé par Téhéran pour justifier son opération contre Israël. « *La dissuasion par les armes conventionnelles avec un pays dont on ne reconnaît pas l'existence et qu'on veut détruire n'a aucun sens et n'est pas applicable* », écrit-il. Abbas Abdi, qui a écrit cet article avant l'attaque de Téhéran, estime qu'une réponse militaire de l'Iran aux frappes attribuées à l'Etat hébreu, le 1<sup>er</sup> avril, contre un bâtiment de la section consulaire de l'ambassade iranienne à Damas, ayant fait sept morts parmi les gardiens de la révo-

lution, dont deux généraux, « *n'est pas nécessaire* ». Il accuse par ailleurs « *les partisans du statu quo* » en Iran (allusion à l'isolement du pays sur la scène internationale) d'être « *piégés dans le marécage de leurs slogans* », selon lesquels renoncer à une attaque contre l'Etat hébreu équivalait à un échec.

Pour sa part, le quotidien *Jahan-é Sanat* est épinglé par le procureur de Téhéran pour avoir évoqué, sur sa une, la flambée du dollar sur le marché noir iranien (+ 16 %) depuis les frappes en Israël. Les deux titres sont accusés d'« *avoir perturbé la stabilité psycholo-*

*gique de la société* ».

### Opération « préventive »

Alors qu'Israël n'a pas encore réagi aux frappes iraniennes, à Téhéran, les officiels laissent entendre qu'ils souhaiteraient que les tensions en restent là et que l'Etat hébreu ne réponde pas aux tirs du week-end. « *L'opération menée par l'Iran a été préventive, mais aussi en réponse à l'attaque contre les représentations diplomatiques du pays, ce qui est une violation selon la charte des Nations unies*, a déclaré le chef du parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, le 14 avril. *Si Israël ou ses alliés commettent une autre erreur [et qu'ils ripostent], la réponse de*

*l'Iran sera encore plus féroce. »*  
Le ministre iranien de la défense, Mohammad Reza Ash-tiani, a lui aussi mis en garde :  
« *Tout pays qui ouvre son espace aérien ou son sol pour attaquer l'Iran recevra notre ré-*

*ponse décisive. »*  
Pour les organes de la propa-gande de Téhéran, tous les moyens semblent bons pour amplifier les destructions cau-sées par les frappes iraniennes en Israël. Dimanche, la télévi-

sion a diffusé à plusieurs re-prises la vidéo d'un incendie au Chili en la présentant comme les images d'un missile iranien qui frappe une cible en Israël. Dans la vidéo, on peut entendre la voix d'une femme qui parle

en espagnol. Plusieurs agences de presse iraniennes ont publié ce faux clip avec la même des-cription, alors que ces images montrent des incendies au Chili, à Viña del Comment ne plus voir ce message ?

**Le Monde**

**Hélène Sallon**  
15 Avril 2024

## Face à l'escalade entre l'Iran et Israël, les Etats arabes donnent la priorité à leur sécurité

La Jordanie a reconnu sa coopération avec l'Etat hébreu lors de l'attaque lancée par Téhéran. Confronté au risque d'embrasement régional, le royaume n'a d'autre choix que de se placer sous le parapluie sécuritaire américain, tout comme les puissances du Golfe.

**L**es images des inter-ceptions de drones iraniens dans le ciel jordanien, dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 avril, ont relancé les accusations de connivence d'Etats de la région avec Israël et son allié américain dans l'opinion, déjà échaudée par la mobilisation jugée trop tiède de leurs dirigeants en faveur des Palestiniens. Restées en retrait, à la différence de la Jordanie, qui a reconnu son intervention, les puissances du Golfe n'en sont pas moins pointées du doigt, ne serait-ce que parce qu'elles hébergent des bases américaines qui servent notam-ment à la surveillance.

L'idée qu'un front inédit en défense d'Israël se soit formé, avec l'appui de partenaires arabes, rivaux de Téhéran, autour de la co-alition militaire emmenée par Washington, Londres et Paris, est abondée par les responsables israéliens, qui



Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman Safadi, à Amman (Jordanie), le 25 mars 2024. ALAA AL SUKHNI / REUTERS

n'ont toutefois pas dévoilé de liste. Le ministre de la défense, Yoav Gallant, a souligné, dimanche, l'opportunité qui se présentait de sceller « *une alliance stratégique* » avec ces partenaires arabes, à l'image du

front anti-Iran qui avait sous-tendu la normalisation des relations entre Israël et quatre pays de la région, dont les Emirats arabes unis, dans le cadre des accords d'Abraham, en 2020.

Promus par Washington sous la présidence de Donald Trump, ces accords s'insèrent dans les efforts américains pour forger une alliance régionale entre Israël et d'autres pays de la zone. Un autre volet a été



l'intégration de l'Etat hébreu au sein du commandement central de l'armée américaine (Centcom) au Moyen-Orient, auquel participent également des pays arabes comme la Jordanie ou l'Arabie saoudite. Le commandant du Centcom, le général Michael Erik Kurilla, s'est rendu en Israël avant même l'attaque iranienne, pour coordonner en amont la stratégie militaire.

« *Les Israéliens sont ravis, ils ont pu tester le niveau de collaboration et de coopération de certains pays, comme la Jordanie ou même l'Arabie saoudite, qui s'est mise à l'abri* », commente Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam). La plupart des Etats arabes continuent de clamer leur neutralité, tétanisés par le spectre d'un embrasement régional depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza en octobre 2023, et par l'ouverture de fronts de soutien au mouvement palestinien à travers l'« axe de la résistance » emmené par l'Iran – Hezbollah libanais, milices chiites irakiennes et rebelles houthistes yéménites.

### **Crainte d'une déstabilisation de la Jordanie**

L'escalade entre l'Iran et Israël a cependant remis la sécurité régionale en haut de leurs priorités et, avec elle, l'impératif de se placer sous le parapluie sécuritaire américain. Seule la Jordanie affiche, à ce stade, son alignement sur la stratégie

des Etats-Unis. La sécurité du royaume hachémite dépend du soutien financier de Washington, qui stationne des centaines de troupes sur son sol. Les Etats-Unis ont accéléré le déploiement des systèmes de défense antiaérienne Patriot réclamés par Amman pour sécuriser ses frontières après une attaque de drones menée en janvier par des milices irakiennes contre une position située à la frontière avec la Syrie, qui a tué trois militaires américains.

La crainte d'une déstabilisation du royaume par l'Iran a pris le pas sur les critiques contre la guerre dévastatrice que mène Israël dans la bande de Gaza. L'intervention jordanienne contre les drones iraniens a été applaudie par l'Etat hébreu, auquel Amman est lié par un traité de paix depuis 1994, et a été accueillie par des menaces de représailles en Iran.

« *On a estimé qu'il existait un risque réel de tirs de missiles iraniens sur la Jordanie, et les forces armées ont fait face à ce danger. Si ce danger venait d'Israël, la Jordanie prendrait la même mesure* », a justifié le chef de la diplomatie jordanienne, Ayman Safadi, dans une interview à la télévision d'Etat Al-Mamlaka.

« *Il s'agit aujourd'hui pour la Jordanie de prouver qu'elle est un bon partenaire des Etats-Unis et d'Israël. Mais comment l'opinion publique jordanienne percevra-t-elle cette défense d'Israël ?* », interroge Emile Hokayem, expert en sécu-

rité du Moyen-Orient à l'International Institute for Strategic Studies (IISS). Le regain de mobilisation en faveur des Palestiniens durant le ramadan parmi la population du royaume, dont plus de la moitié est d'origine palestinienne, a accru la fébrilité des autorités, qui dénoncent une tentative de déstabilisation par le Hamas et l'Iran. Ces derniers « *misent sur un scénario du chaos en Jordanie et utilisent Gaza pour déstabiliser le royaume. Pour Amman, le message est clair : "L'Iran est l'ennemi et la défense du territoire est une priorité"* », estime l'analyste jordanien Amer Sabaileh.

### **« Des garanties ont été données »**

L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis se savent eux aussi concernés par de potentielles offensives de l'Iran et de ses alliés, notamment des houthistes yéménites qui harcèlent déjà Israël et les navires commerciaux en mer Rouge. Ils se sont, jusqu'à présent, soustraits à leurs attaques en jouant les médiateurs d'une désescalade entre Téhéran, Tel-Aviv et Washington.

Le rapprochement entre Téhéran et Abou Dhabi, fin 2021, puis la détente avec Riyad, en mars 2023, a clos huit années de confrontation ouverte et un cycle d'attaques perpétrées sur leur territoire par les houthistes et les milices irakiennes, ainsi que par l'Iran. Ces rapprochements offrent un cadre de conciliation, mal-

gré la méfiance persistante envers le rival chiite, qui menace de représailles les soutiens d'Israël et de Washington, et tente de s'imposer en chantre de la cause palestinienne dans l'opinion publique.

La riposte menée par l'Iran contre Israël, samedi, n'a pas donné lieu à des attaques contre des bases américaines dans le Golfe, ni depuis l'Iran ni depuis le Yémen. « *Cela veut dire que des garanties ont été données* », estime Hasni Abidi. Depuis le début du conflit à Gaza, les Américains s'abstiennent d'utiliser leur base dans le Golfe, notamment pour intervenir en mer Rouge contre la menace houthiste, et ils s'appuient sur leurs capacités maritimes.

« *Pour les pays du Golfe, c'est une épreuve pour leur survie et dans leur relation aux Etats-Unis, sans équivalent depuis la guerre du Golfe. Mais, au fond, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite sont en soutien aux opérations américaines et israéliennes, car il n'est pas dans leur intérêt de voir les Iraniens capitaliser sur cette riposte pour revendiquer un statut de leadership régional* », conclut l'expert du Cermam. Une remise en cause de la normalisation avec Israël n'est envisagée ni par Abou Dhabi, signataire des accords d'Abraham, ni par Riyad, qui négocie un rapprochement par l'entremise de Washington, en échange de la garantie d'une protection américaine en cas d'attaque de l'Iran contre ses intérêts.

## **Attaque sur Israël : « L'Iran s'est volontairement limité au seuil de tolérance du Dôme de fer »**

**INTERVIEW.** Selon le consultant géopolitique Aurélien Duchêne, Téhéran a pris soin de ne pas atteindre le point de rupture de la défense israélienne lors de l'attaque du 13 avril.

**L'**attaque lancée par l'Iran sur Israël le 13 avril, en réponse à l'assassinat ciblé de responsables des Gardiens de la révolution dans une enceinte consulaire à Damas, a été volontairement modérée. Sur le plan technologique, le raid a été l'occasion d'interceptions inédites, notamment dans l'espace extra-atmosphérique. Aurélien Duchêne, consultant en géopolitique et défense, décrypte les moyens utilisés et les limites fixées par Téhéran.

**Le Point : Quelles armes ont été utilisées ?**

**Aurélien Duchêne :** Côté iranien, il y aurait eu 170 drones suicides, 120 missiles balistiques et 30 missiles de croisière. Seuls cinq projectiles seraient tombés sur la base aérienne de Nevatim [qui abrite des chasseurs furtifs F-35, du même type que ceux qui ont frappé l'annexe de l'ambassade d'Iran à Damas, NDLR]. Cette base serait restée opérationnelle. Le taux d'interception avancé par l'armée israélienne est de 99 %, et n'est pas dû qu'au fameux bouclier Dôme de fer [Iron Dome, NDLR]. Avant de l'utiliser, ils ont fait décoller leurs avions pour mener des

interceptions en vol, à l'aide de missiles. Une trentaine de drones de la première salve ont été abattus par l'aviation israélienne.

Le Dôme de fer peut traiter 200 menaces simultanées. Le 7 octobre, il avait été dépassé par un rythme de 250 roquettes par minute, soit 5 000 roquettes en 20 minutes. Il est donc surprenant que les Iraniens n'aient pas tiré plus de missiles et de drones, alors qu'ils en ont la capacité. Ils ne pouvaient pas ignorer que leur attaque était insuffisante pour saturer les défenses : ils se sont volontairement limités au seuil de tolérance de l'Iron Dome, qui intercepte les menaces de faible intensité comme les roquettes et les petits drones.

Toutefois, la défense d'Israël n'avait jamais été testée face à une attaque d'une telle ampleur, avec l'ajout de missiles balistiques dans l'équation et le déclenchement des systèmes d'interception Arrow 3. Il était donc impossible pour l'Iran de prévoir l'issue avec certitude. D'autant que cette attaque directe sans passer par un « proxy » comme le Hezbollah reste une prise de risque sans

précédent, quelles que soient les limites de l'opération en termes d'intensité.

**Y a-t-il eu des surprises ?**

L'interception extra-atmosphérique – c'est-à-dire à plus de 100 km d'altitude – de missiles balistiques iraniens sort de l'ordinaire. On peut la voir sur des images diffusées sur les réseaux sociaux. Il est probable que ce soit l'œuvre des systèmes israéliens Arrow 3, même si des navires de guerre américains disposent peut-être de cette capacité dans la région. Cela renseigne sur les capacités de défense d'Israël si, un jour, l'Iran a des missiles nucléaires... Israël aurait déjà réussi une interception extra-atmosphérique d'un missile houthis à la fin de l'année 2023, mais nous n'avions pas d'images.

La France a agi modérément, dans une logique d'autodéfense de nos bases et à la demande des Jordaniens [les Rafale de l'opération Chammal, qui ont abattu certains des drones iraniens, sont installés sur une base aérienne en Jordanie, NDLR]. Les Britanniques et les Américains ont mené des opérations de police du ciel. Il n'y

a donc pas eu d'effort massif de la part des alliés d'Israël. À titre de comparaison, le panel de moyens mis en œuvre contre les rebelles houthis est beaucoup plus pro-actif que ce qui a été fait pour Israël depuis que l'imminence de l'attaque massive iranienne a été dévoilée par le renseignement américain, début avril. **À LIRE AUSSI EXCLUSIF. « L'attaque de l'Iran contre Israël a bouleversé l'équation militaire au Moyen-Orient »**

**L'armée israélienne a annoncé une riposte : à votre avis, aura-t-elle lieu ?**

L'hypothèse de l'absence de riposte est crédible compte tenu de la pression de l'allié américain, qui exige la retenue. Toutefois, le gouvernement israélien est passé outre les pressions américaines à de nombreuses reprises depuis le 7 octobre. Au sein de la classe politique israélienne, certains affirment que le moment n'a jamais été aussi opportun pour en finir avec le régime iranien et la menace de son programme nucléaire. **L'état-major de Tshal a promis une riposte**, que l'armée de l'air aurait déjà préparée.

## Iran-Israël : Téhéran répondra à « la moindre » riposte israélienne

Le président Raïssi a annoncé que son pays attaquera Israël si elle répondait à sa dernière offensive. L'Iran a fermé ses installations nucléaires le jour de son attaque contre Israël, l'État hébreu promet «une riposte» à l'attaque massive de l'Iran, le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a discuté au téléphone avec son homologue iranien... *Le Figaro* fait le point sur les tensions entre Israël et l'Iran ce mardi 16 avril.

Le président iranien Ebrahim Raïssi a prévenu que «la moindre action» d'Israël contre «les intérêts de l'Iran» provoquerait «une réponse sévère» de son pays, selon un communiqué publié mardi par la présidence. Israël a promis «une riposte» à l'attaque massive et sans précédent lancée par l'Iran dans la nuit de samedi à dimanche sur le territoire israélien. «Maintenant, nous déclarons fermement que la moindre action contre les intérêts de l'Iran entraînera certainement une réponse sévère, étendue et douloureuse contre tous ses auteurs», a déclaré le président Raïssi au cours d'un entretien téléphonique avec l'émir du Qatar Tamim ben Hamad Al-Thani tard lundi.

Le président iranien a indiqué que son pays avait visé ce week-end, «en exerçant son droit à l'autodéfense», les «centres» où avait été organisé le bombardement, imputé à Israël, d'une annexe de l'ambassade d'Iran à Damas, en Syrie, le 1er avril. Cette opération inédite «a été menée à bien avec succès avec l'objectif de punir l'agresseur», a-t-il ajouté. Ebra-

him Raïssi a par ailleurs de nouveau dénoncé «le soutien aveugle de certains pays occidentaux au régime sioniste», qui est «une cause de tension dans la région», selon le communiqué.

### Avant une possible riposte, Israël lance une «offensive diplomatique» contre l'Iran

Le ministre des Affaires étrangères israélien a déclaré mardi lancer «une offensive diplomatique contre l'Iran», après l'attaque sans précédent de la République islamique et avant une riposte d'Israël à laquelle de nombreuses chancelleries étrangères sont opposées. «Parallèlement à la réponse militaire aux tirs de missiles et de drones, je mène une offensive diplomatique contre l'Iran», a écrit Israël Katz sur X.

Ce proche du Premier ministre Benjamin Netanyahu, considéré comme un des faucons de son gouvernement ultra-conservateur, souhaite imposer des sanctions contre Téhéran, et faire reconnaître le corps des Gardiens de la Révolution islamique comme organisation terroriste, «afin de freiner et d'affaiblir l'Iran». À cet effet, Israël Katz a dit avoir envoyé une lettre «à 32 pays» et s'être entretenu avec «des dizaines de ministres des Affaires étrangères et de personnalités du monde entier».

Il n'a pas précisé les pays auxquels il a demandé d'imposer des sanctions contre cette organisation paramilitaire de la République islamique, qui est par ailleurs d'ores et déjà listée

comme organisation terroriste par les États-Unis et fait l'objet de sanctions de la part de l'Union européenne. «Il faut arrêter l'Iran maintenant, avant qu'il ne soit trop tard», conclut-il trois jours après l'attaque massive lancée par l'Iran sur Israël.

### L'Iran a fermé ses installations nucléaires le jour de son attaque contre Israël

L'Iran a fermé ses installations nucléaires dimanche, jour de son attaque contre Israël, a indiqué lundi le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi. Lors d'une conférence de presse en marge d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la centrale ukrainienne de Zaporijjia, Rafael Grossi a été interrogé sur la possibilité d'une frappe de représailles israélienne contre des installations nucléaires iraniennes.

«Nous sommes toujours préoccupés par cette possibilité», a répondu le chef de l'AIEA. «Ce que je peux vous dire, c'est que nos inspecteurs en Iran ont été informés par le gouvernement iranien qu'hier (dimanche, NDLR), toutes les installations nucléaires que nous inspectons chaque jour resteraient fermées pour des raisons de sécurité», a-t-il ajouté.

Selon lui, les installations iraniennes devaient rouvrir lundi. «J'ai décidé de ne pas laisser les inspecteurs revenir tant que la situation n'est pas complètement calme. Nous reprendrons demain» (mardi, NDLR), a-t-il expliqué. Cette

fermeture «n'a pas eu d'impact sur nos activités d'inspection. Mais bien sûr, nous appelons toujours à la plus grande retenue», a-t-il poursuivi.

### Israël promet «une riposte» à l'attaque massive de l'Iran

Israël promet «une riposte» à l'attaque massive et sans précédent lancée par l'Iran, malgré les appels de nombreux pays, y compris son allié américain, à éviter une escalade dans une région déjà endeuillée par la guerre en cours dans la bande de Gaza.

L'Iran a pour la première fois lancé une attaque directe ce week-end contre Israël, en représailles à une frappe contre le consulat iranien à Damas le 1er avril, attribuée à Israël, qui a tué sept membres des Gardiens de la Révolution. L'armée israélienne va «riposter au lancement de ces si nombreux missiles de croisière et drones sur le territoire de l'État d'Israël», a déclaré lundi soir le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Herzl Halevi, en visitant la base de Nevatim (sud) touchée par une frappe. Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou avait plutôt appelé la communauté internationale à «rester unie» face à «l'agression iranienne, qui menace la paix mondiale», après cette attaque déjouée avec l'appui de plusieurs de ses alliés, dont Washington.

### Les appels se multiplient pour empêcher une riposte massive

Depuis dimanche, les appels se multiplient pour empêcher

une riposte massive qui risquerait d'embraser davantage la région, déjà «*au bord du précipice*», selon le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Après avoir fait front avec leurs alliés contre l'attaque iranienne, les États-Unis ont dit ne pas vouloir «*d'une guerre étendue avec l'Iran*», et prévenu qu'ils ne participeraient pas à une opération de représailles. «*Ensemble, avec nos partenaires, nous avons vaincu cette attaque*» iranienne, a affirmé le président américain Joe Biden en appelant Israël à éviter une escalade et plutôt tenter d'œuvrer à un «*cessez-le-feu*» dans la bande de Gaza.

Outre les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont eux aussi pris leurs distances. Le chef de la diplomatie britannique, David Cameron, a exclu une participation de son pays à une riposte et le président français Emmanuel Macron a appelé à éviter un «*embrasement*» régional.

### 359 drones et missiles interceptés ce week-end

Israël a annoncé avoir intercepté, avec l'aide des États-Unis et d'autres pays alliés dont la France et le Royaume-Uni, mais aussi la Jordanie et l'Arabie saoudite, la quasi-totalité des 350 drones et missiles lancés ce week-end par l'Iran. L'Iran a dit considérer «*l'affaire close*» et mis en garde Israël, son ennemi juré, contre tout «*comportement imprudent*» qui déclencherait une réaction «*bien plus forte*» de sa part.

Des objets sont vus dans le ciel au-dessus de Jérusalem après que l'Iran a lancé des drones et des missiles vers Israël, à Jérusalem le 14 avril 2024 Ronen Zvulun / REUTERS

### Le ministre des Affaires étrangères chinois a discuté au téléphone avec son homologue iranien

Le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a discuté au téléphone avec son homologue iranien, a rapporté mardi l'agence officielle Chine nouvelle, précisant que Téhéran

avait de nouveau exprimé sa «*volonté de retenue*» après son attaque sans précédent sur le territoire israélien. Selon Chine nouvelle, Hossein Amir-Abdollahian a fait part à Wang Yi de la position iranienne quant au bombardement, imputé à Israël, d'une annexe de l'ambassade d'Iran à Damas, en Syrie.

Toujours d'après l'agence chinoise, le diplomate iranien a estimé que le Conseil de sécurité des Nations unies «*n'a pas apporté la réponse nécessaire à cette attaque*» et que «*l'Iran a le droit à l'auto-défense en réponse à la violation de sa souveraineté*».

### Le cabinet de guerre israélien s'est réuni dimanche et lundi

Le cabinet de guerre israélien présidé par Benjamin Netanyahu, sous très forte pression pour éviter une escalade, s'est réuni dimanche puis lundi, sans qu'une décision ne soit annoncée sur la forme que pourrait prendre une riposte. «*Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour protéger l'État d'Israël, et*

*nous le ferons à l'occasion et au moment que nous choisirons*», a affirmé lundi le porte-parole de l'armée, l'amiral Daniel Hagari, sur la base de Nevatim.

L'armée, qui a donné lundi le nom de «*Iron Shield*» (Bouclier de fer) à son opération contre les missiles iraniens, a diffusé une courte vidéo montrant un cratère peu profond le long d'un mur dû à l'impact d'un projectile lors de sa chute sur cette base du sud du pays.

### Le Golden Gate bloqué

Lundi aux États-Unis, des manifestants pro-palestiniens ont bloqué le Golden Gate Bridge, le pont emblématique de la ville de San Francisco, et déployé une banderole portant les mots: «*Arrêtez le monde pour Gaza*».

Cette manifestation fait partie d'une initiative appelée «*A15 Action*», qui cherche à bloquer de nombreuses grandes villes dans le monde entier, «*en solidarité avec la Palestine*».



April 16, 2024

## Biden, Sudani agree Kurdistan 'integral' to Iraq's prosperity

Erbil, Kurdistan Region - United States President Joe Biden and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Monday agreed that the Kurdistan Region is an "integral" part of Iraq's prosperity and stability, with Biden stressing the need to hold fair and transparent elections in the Kurdistan Region.

Sudani arrived in Washington on Saturday, marking his first visit to the US as the prime minister of Iraq. He was received by Biden in the Oval Office.

The two leaders stressed their commitment for comprehensive bilateral cooperation in accordance with the Strategic Fra-

mework Agreement, including political, economic, and security cooperation, according to a joint statement released following the meeting.

The Strategic Framework Agreement came into effect in 2009 and seeks to normalize Baghdad-Washington relations through long-term bilateral eco-

nomie, diplomatic, cultural, and security cooperation.

The two leaders "discussed their shared view that the Kurdistan Region of Iraq is integral to Iraq's overall prosperity and stability," read the statement, adding that Biden commended Sudani and Erbil for reaching an agreement on resolving out-

tanding issues, including Baghdad's financing of the Kurdistan Region's payroll for the months of February and March.

Iraq's Federal Supreme Court in February ordered the Kurdistan Regional Government (KRG) to submit a breakdown of the monthly budget for its payroll to the finance ministry so Baghdad could start paying the Region's share from the federal budget, after Erbil's repeated failure to provide the salaries on time.

The Region's civil servants went

unpaid for over 60 days after receiving their January salaries, but received both February and March salaries in the span of weeks after Erbil and Baghdad reached the agreement currently in place.

In March, Prime Minister Barzani was in Washington for meetings with State Department and Pentagon officials, as well as members of Congress to discuss important issues for Erbil, including outstanding problems with Baghdad. The Kurdish premier notably did not hold a meeting with Biden.

"The President [Biden] also affirmed U.S. support for strengthening democracy in Iraq, including free, fair, and transparent regional elections in the Kurdistan Region of Iraq," the statement added.

The Kurdistan Region is set to hold parliamentary elections on June 10 after several delays. Holding the elections on its scheduled date could be jeopardized by the ruling Kurdistan Democratic Party's (KDP) decision not to partake in the upcoming elections, citing rulings from the Iraqi top court that the party deemed as detrimental

to the Region's political entity.

The June 10 election will be unique in the Kurdistan Region's parliamentary history, with fewer seats in the legislature, a new constituency system, and the poll being administered by the federal commission for the first time due to disagreements between the main Kurdish parties that resulted in a failure to renew the mandate of the regional electoral body as required by law.

**Le Monde**

Francesca Fattori, Victoria Denys ,  
Floriane Picard et Victor Simonnet  
16 Avril 2024

## Attaque de l'Iran contre Israël : qui sont les acteurs de l'« axe de la résistance » ?



**E**xpliqués Depuis 1979, Téhéran mène une guerre par procuration contre Israël et les Etats-Unis en s'appuyant sur une nébuleuse de mouvements armés.

La destruction de la section consulaire de son ambassade à Damas l'a contraint à s'exposer au grand jour.

En s'en prenant directement à

l'Etat d'Israël pour la première fois de son histoire, dans la nuit de samedi 13 avril à dimanche 14 avril, la République islamique d'Iran s'est départie de façon inédite de sa stratégie

consistant à s'appuyer sur les milices supplétives de « l'axe de la résistance » dont elle a fait ses obligées, du Liban au Yémen en passant par l'Irak et la Syrie.

Depuis plus de quarante ans, l'Iran et sa Force Al-Qods, chargée des opérations extérieures des gardiens de la révolution, livrent une « guerre de l'ombre » au « Petit et au Grand Satan », Israël et son parrain américain, en s'appuyant sur cet « axe » de mouvements armés pour agir par procuration sans s'exposer aux représailles de Tel-Aviv et de Washington.

Dès sa proclamation, le 1<sup>er</sup> avril 1979, la République islamique d'Iran, fondée par l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, s'est donné pour mission de répandre son idéologie théocratique révolutionnaire (velayat-e faqih, qui prône la suprématie du religieux sur le politique) et d'éradiquer le « cancer » occidental en terre musulmane qu'Israël représente à ses yeux. Depuis, Téhéran bâtit avec application et opportunisme une nébuleuse de mouvements armés en exploitant les fragilités politiques et militaires de ses voisins, ainsi que la proximité avec les communautés du « *croissant chiite* ».

Les gardiens de la révolution, corps d'élite distinct de l'armée régulière, fondé en 1980 alors qu'éclate la guerre Iran-Irak, et, plus tard, la Force Al-Qods, leur branche chargée des opérations extérieures, en ont été les chevilles ouvrières. Conçus comme une garde prétorienne qui n'obéit qu'aux ordres du Guide suprême, ils ont pour

mission première de le protéger, lui et son régime, mais la guerre avec l'Irak de Saddam Hussein les a contraints, faute de moyens, à jouer d'emblée le rôle de recruteurs. En mobilisant les exilés chiites irakiens et afghans, ils forment une légion étrangère de plusieurs milliers d'hommes, qui paient un lourd tribut dans les marais du Sud irakien et posent la première pierre de l'axe qui va rapidement s'étendre au Liban puis à la Syrie et au Yémen.

Les termes choisis pour désigner cet ensemble protéiforme, en réaction au discours sur l'état de l'Union dans lequel le président américain George W. Bush dénonçait, le 29 janvier 2002, « *l'axe du mal* » formé, selon lui, par l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord, expriment une vocation défensive, mais ils traduisent également les ambitions expansionnistes de Téhéran.

Si Téhéran s'est décidé à agir pour la première fois à visage découvert contre l'Etat hébreu, six mois après le début des hostilités dans la bande de Gaza, c'est d'abord parce que le corps des gardiens de la révolution a perdu, le 1<sup>er</sup> avril, sept de ses membres, dont deux officiers supérieurs de la Force Al-Qods, cheville ouvrière de cet axe, dans la destruction de la section consulaire de l'ambassade iranienne à Damas, imputée à l'armée israélienne.

L'affront ne pouvait rester impuni, avait averti dès le surlendemain l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la révolution. Cent soixante-dix drones, trente missiles de croisière et cent vingt missiles balistiques ont donc été lancés en direction de l'Etat hébreu, selon l'armée israélienne, qui dit en avoir abattu 99 % avec l'aide de ses alliés occidentaux. Deux heures après le lancement de l'opération « *Promesse honnête* », l'Iran faisait savoir, via sa représentation aux Nations unies, que l'affaire pouvait être « *considérée comme close* ».

Pour Téhéran, qui semble avoir pris soin de montrer sa force tout en limitant les conséquences, peut-être en avertissant directement les Etats-Unis de ses intentions, la page sans précédent de l'affrontement direct est donc tournée. Ses affidés de « *l'axe de la résistance* », qui ont pris part à l'offensive, restent, quant à eux, décidés à mener pour son compte cette « *guerre de l'ombre* » attisée par les bombardements israéliens dans la bande de Gaza, depuis l'attaque du Hamas dans le sud de l'Etat hébreu, le 7 octobre 2023. Le Hezbollah, sa composante la plus importante et la mieux équipée, a ainsi revendiqué dès dimanche le tir d'une nouvelle salve de roquettes en direction des positions israéliennes sur le plateau du Golan.

## Une coalition de groupes hétéroclites affiliés à Téhéran

### République islamique d'Iran.

Matrice de l'« *axe de la résistance* » contre Israël et la politique américaine au Moyen-Orient

**Population chiite.** Téhéran fait de la défense des communautés chiites à travers le Moyen-Orient l'un des leviers pour mobiliser des groupes politiques ou armés en sa faveur

Présence des principaux groupes armés, affiliés à l'« *axe de la résistance* »

Couloir que l'Iran cherche à sécuriser, à travers ses alliés, pour acheminer des armes

Portée estimée des missiles de l'« *axe de la résistance* »

### Les ennemis de la révolution islamique

Présence militaire des Etats-Unis

Etat d'Israël  
Infographie : *Le Monde*

Sources : ISW ; Wilson Center ; M. Paglia, V. Turret, « *L'Iran et ses proxys au Moyen-Orient* », Etudes de l'IFRI, 2020 ; Centre de documentation de l'école militaire ; The Washington Institute for Near East Policy ; Les clés du Moyen-Orient ; Foreign Policy Research Institute ; AFP, Amwaj.media, *Le Monde*

## « La Turquie pourrait être poussée par la Russie vers un antagonisme politique et militaire avec le reste de l'OTAN »

Ankara continue de se positionner à mi-distance entre la Russie et l'OTAN. Des ajustements permettraient pourtant de pacifier et de renforcer les liens indispensables avec le monde occidental, estime, dans une tribune au « Monde », l'ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie Marc Pierini.

**H**istoriquement, la livraison de missiles russes S-400 à la Turquie, en 2019, a représenté un double gain stratégique pour Moscou. D'une part, la présence de ces missiles a exclu de fait toute livraison ultérieure de missiles Patriot américains ou SAMP/T franco-italiens. D'autre part, l'éventualité d'une activation des missiles russes a conduit Washington, en 2020, à prendre des sanctions envers la Turquie – une annulation de la commande turque de 120 chasseurs furtifs Lockheed Martin F-35 et F-35B, et une exclusion de l'industrie turque de la production du F-35.

Vu de Moscou, le bilan est positif : l'interface sud entre la Russie et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a été « nettoyée » de deux des systèmes aériens les plus avancés qui auraient dû logiquement équiper l'armée de l'air turque.

Ce développement des relations militaires entre Ankara et Moscou a introduit un doute sur la fiabilité d'un membre de l'OTAN qui a longtemps constitué le bastion de l'Alliance atlantique au sud-est de l'Europe. Ankara explique que l'effondrement de l'Union soviétique a changé la donne, mais la Turquie tient, pour autant, à garder son rôle dans

l'OTAN. Par ailleurs, elle poursuit activement un objectif d'autonomie stratégique et d'exportation en matière d'armements.

Depuis février 2022, ce doute s'est renforcé avec le refus turc de se joindre aux sanctions envers la Russie et le développement considérable des relations énergétiques et financières avec Moscou (gaz à prix réduit payable en roubles, avance sur les redevances liées à la centrale électrique nucléaire d'Akkuyu). Ces éléments ont joué un rôle dans l'élection présidentielle turque de 2023 et les transactions pétrolières ont permis à la Russie de contourner certaines sanctions occidentales.

La guerre russe en Ukraine pourrait s'aggraver considérablement et de nouveaux points chauds pourraient concerner la Turquie du fait de leur proximité géographique. C'est le cas, par exemple, de la nécessité d'une protection renforcée des cargos civils utilisés pour les exportations et importations ukrainiennes ou d'une éventuelle fragilisation de la Moldavie par la Russie. Dès lors, l'ambiguïté stratégique de la Turquie serait plus visible : elle devrait soit s'associer clairement aux opérations de l'OTAN en Europe de l'Est, soit s'en abstenir ouvertement.

### Nombreux moyens de pression

L'attitude de la Russie envers la Turquie sera scrutée avec attention. Comme cela a été le cas depuis 2019, Moscou pourrait continuer à pousser Ankara vers un antagonisme politique et militaire pérenne avec le reste de l'OTAN, en conjonction avec une Hongrie soucieuse de se démarquer du reste de l'Union européenne. Les moyens de pression de Moscou sur Ankara sont nombreux : fourniture de gaz (prix, volumes, transit rémunérateur vers l'Europe du Sud-Est), transformation du pétrole brut, offres nouvelles de matériel militaire, opposition à la coopération turco-ukrainienne en matière d'aéronautique militaire, acceptation ou refus des offres de médiation du président Recep Tayyip Erdogan, autorisation ou non d'opérations turques contre les forces kurdes du nord de la Syrie.

Dans un contexte d'aggravation de la guerre, la Turquie pourrait ainsi se trouver écartelée entre une pression russe multiforme et une solidarité attendue par les autres pays de l'OTAN, d'autant que la sécurité de l'Europe et l'aide à l'Ukraine seront au centre des discussions lors du sommet de l'Alliance atlantique, à Washington, en juillet.

Le positionnement politique du président Erdogan sera influencé par les élections locales du 31 mars. Sans toucher à ses prérogatives au niveau national et international, ce scrutin qui lui a infligé un revers majeur a ouvert une brèche dans son image de leader incontesté. Cette perte de légitimité populaire a deux conséquences.

La première est une réévaluation des options de politique interne au vu du rejet spectaculaire des choix du président Erdogan (contrôle de la justice, des médias et de la société civile, promotion d'une jeunesse pieuse). La manifestation de l'aspiration démocratique d'une majorité de Turcs comporte le risque d'engendrer plus d'autoritarisme, mais certains espèrent une réhabilitation de l'Etat de droit en cohérence avec le traité de l'Atlantique Nord.

La seconde est une affirmation de son statut de puissance incontournable sur la scène internationale : nombreux entretiens, depuis le 31 mars, avec des leaders amis ; conditions mises à la nomination de Mark Rutte [*le premier ministre néerlandais*] comme secrétaire général de l'OTAN ; accent mis, lors de la réunion ministérielle de l'OTAN les 3 et 4 avril, sur la lutte contre le terrorisme

visant le PKK, mais aussi le mouvement Gülen [créé par le prédicateur et opposant turc Fethullah Gülen] ; visite à Washington le 9 mai. Ce jeu diplomatique n'est pas nouveau, mais le soudain affaiblissement politique du président le complique.

### Capacité à ajuster certaines politiques

Sur le plan militaire, une démultiplication des opérations actuelles des forces turques contre le PKK en Irak est attendue, accompagnée d'un contrôle renforcé dans le nord de la Syrie et d'une demande

pressante envers Washington d'abandonner l'appui aux milices kurdes syriennes dans leur lutte contre l'organisation Etat islamique. Un âpre marchandage s'annonce entre Ankara et Washington, compliqué par l'escalade entre l'Irak et Israël, qui place la Turquie dans une position très inconfortable.

A l'inverse, dans d'autres domaines, la Turquie a fait preuve, depuis dix mois, d'une réelle capacité à ajuster certaines politiques : fin de vingt mois de blocage de l'adhésion de la Suède à l'OTAN ; abandon de la baisse obstinée des taux d'intérêt en

vue de lutter contre l'inflation, ouvrant la voie à d'autres modifications de politique économique.

La suite relève de la spéculation. Un scénario récemment évoqué pourrait comporter la mise au rebut des missiles S-400 et le retour de l'industrie turque dans le programme F-35. Un autre, plus ténu, amorcerait un retour à une qualité d'Etat de droit qui mette la Turquie en harmonie avec ses partenaires atlantiques et la débarrasse des cas les plus flagrants de non-respect des droits humains, redonnant ainsi confiance aux milieux

économiques occidentaux porteurs d'investissement et de technologie. De tels ajustements pacifieraient et renforceraient les liens indispensables entre Ankara et le monde occidental. Turquie et Europe veraient leur sécurité consolidée.

**Marc Pierini** est ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, « senior fellow » auprès de Carnegie Europe.

¶ **Rectificatif le 17 avril à 10h05**, correction d'une erreur d'édition de notre part concernant l'élection turque.



## Kurdistan's Weekly Brief | April 16, 2024

### Iran

On April 13, Iranian border guards killed one Kurdish border porter (kolbar) near Sardasht and another near Saqqez. The slain kolbars, Omid Saidi and Mehrdad Abdullah Zadeh, were shot while transporting cargo near the Iran-Iraq border. Concomitantly, Iranian authorities arrested several Kurds, including a Kurdish teacher, for organizing a Newroz celebration in Ilam. The regime also detained an activist in Kermanshah, a civilian in Mehabad, and the father of a deceased protester and a journalist in Senna. Additionally, the Hengaw Organization for Human Rights reported the regime arrested a prominent academic named Loqman Qanbari for translating a book on Kurds in the Middle East written by the famous Jewish-Arab writer Orfa Bengio. Several Iranian drones and missiles targeting Israel were observed flying over Iraqi Kurdis-

tan on Saturday. Iraq's airspace was closed during Saturday's attacks, and at least one missile crashed in Erbil Governorate's Soran District. Simultaneously, the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) vowed Iran would retaliate against any regional state helping Israel. Iranian opposition groups fear the Iranian regime will employ its modus operandi of using tensions with Israel as a pretext to attack exiled opposition parties and anti-regime dissidents.

### Iraq

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani arrived in Washington on Sunday. On Monday, al Sudani and an Iraqi delegation that included Kurdistan Regional Government (KRG) Department of Foreign Relations head Safeen Dizayee met with U.S. President Joe Biden at the White House. Despite Iranian-backed efforts to expel U.S. forces from Iraq, Sudani

reassured U.S. officials his cabinet remains committed to the U.S.-Iraq Higher Military Commission. Following Monday's meeting, President Biden expressed his view on ongoing U.S.-Iraq ties by saying, "Our partnership is pivotal for our nations, for the Middle East, and, I believe, for the world." Safeen Diyazee told Rudaw that President Biden called for Baghdad and Erbil to resolve their issues and stressed the importance of Iraq and Iraqi Kurdistan to U.S. interests. Moreover, U.S. Secretary of State Tony Blinken had breakfast with the Iraqi delegation and discussed the U.S.-Iraq Higher Coordinating Committee and Iran's recent attacks on Israel. The U.S. The Department of State released a Higher Coordinating Committee fact sheet after the meeting that revealed the U.S. has provided at least 3.5 billion dollars in aid to Iraq since 2014. Moreover, a joint statement was released by De-

fense Secretary Lloyd Austin and Prime Minister al Sudani following their meeting, discussing "efforts to modernize the ISF [Iraqi Security Forces], including Kurdish Peshmerga forces, and build their capabilities." The statement also highlighted securing "sites" in Iraq and Kurdistan from aerial threats. President of Kurdistan Region Nichervan Barzani expressed full support for al Sudani's visit to Washington. That said, Baghdad has yet to finalize the implementation of Iraq's budget law, which includes funds for the salaries of public employees in Iraqi Kurdistan. Concurrently, Iraqi Kurdistan's oil exports remain halted despite the KRG and Association of the Petroleum Industry of Kurdistan's (APIKUR) increased efforts to restart them. APIKUR spokesperson Myles Caggins revealed Iraq has now lost more than 14 billion dollars since the exports were halted in March 2023.





## Syria

The High Electoral Commission of the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) invited international and local organizations to observe the upcoming local election set for May 31. This election is the second since the region was liberated from the Assad regime in 2011, following the first, which took place in three phases in 2017 and 2018.

According to a report by North Press, Iranian-backed militias are recruiting fighters in Homs and Hama and preparing them

to fight the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in Deir Ez Zor, similar to last year's support for tribes fighting the SDF. The region remains unstable due to increasing attacks by ISIS (Da'esh) and the presence of Iranian-backed militias. The Public Security Service (Asayesh) announced the arrest of a terrorist in charge of a "guest house" in al-Shaddadi. Da'esh terrorists and Iranian-backed militias attacked the SDF in several areas in the past week. Separately, internal clashes between Turkish-backed factions in the occupied Afrin region resulted in the death

of two militants amid ongoing human rights violations against the population by these groups.

## Turkey

Following the local elections, the parliamentary group of the pro-Kurdish People's Equality and Democracy Party (DEM) called for an investigation into alleged "irregularities," which they claim prevented a "fair and democratic election" from taking place. Despite winning the majority of the Kurdish region, the DEM Party's request for investigations came after several Kurdish cities experi-

enced sudden changes in the closing of ballots. Additionally, the DEM Party accused the ruling Justice and Development Party (AKP) of preventing fair and equal competition by mobilizing "all public institutions and resources" for its own benefit. On a different occasion, the DEM Party called for the release of 108 Kurdish politicians accused of various charges in the case known as the "Kobani Case." On April 17, the Ankara Court will issue a verdict.



April 17, 2024

## Baghdad asks Erbil to hand over oil to resume exports

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraq's Oil Minister on Wednesday said that Baghdad has officially sent the Kurdistan Regional Government (KRG) documents asking for the oil produced in the Region to be handed over to Iraq's State Organization for Marketing of Oil (SOMO) in order to resume Kurdish oil exports through Turkey.

"We have sent a letter to the KRG asking them to hand over the oil produced in these [The Kurdistan Region's] oil fields to the oil marketing firm, SOMO," Iraq Oil Minister Hayyan Abdul Ghani told Rudaw's Diyar Kurda in Washington.

"We have asked them [KRG] to handover this oil to export it through the Iraq-Turkey pipeline to Ceyhan port," he added.

Oil exports from the Kurdistan Region through the Iraq-Turkey pipeline have been halted since March 2023 after a Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had breached a 1973 pipeline agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.

Despite several talks between Kurdish, Iraqi, and Turkish officials, the exports have yet to resume and many international oil companies have suspended production.

Before the halt, around 400,000 barrels a day were being exported by Erbil, in ad-



Iraq Oil Minister Hayyan Abdul Ghani speaking to Rudaw in Washington DC, on April 17, 2024. Photo: Rudaw

dition to some 75,000 barrels of Kirkuk's oil.

Article 13 of the Iraqi federal budget obliges the Kurdistan Region to hand over, on a daily basis, at least 400,000 barrels of crude oil to Iraq's State Oil Marketing Organization (SOMO) to be exported through Turkey's Ceyhan port, or be used domestically in case it is not exported.

Before the halt, Erbil was exporting around 400,000 barrels a day through Turkey, in addition to some 75,000 barrels of Kirkuk's oil.

The loss of billions of dollars of oil revenue, the main source of income for the KRG, has worsened the financial situation in

the Region and left the government unable to pay its public sector employees without assistance from Baghdad.

Iraq's top court in February ruled that the Kurdistan Region's oil and non-oil revenues must be handed over to Baghdad and all salaries are to be paid directly by the federal government, rather than by Erbil.

Ghani said a mechanism to hand over and export oil has been agreed on by both Erbil and Baghdad in December.

The oil minister is currently part of the delegation led by Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani in Washington DC. During the visit, Sudani met with US President Joe

Biden and other governmental officials as well as energy and security firms.

During their meeting, US President Biden and Prime Minister Sudani "affirmed the importance of ensuring Iraqi oil can reach international markets and expressed their desire to reopen the Iraq-Turkiye Pipeline," according to a joint [statement](#) by the two leaders following their meeting on Monday.

On Tuesday, Spokesperson for the Iraqi government Bassem al-Awadi told Rudaw that Baghdad is "optimistic" about the restart of Kurdistan Region's oil exports, adding that the resumption of the process is one of the federal government's priorities.

# Après l'attaque de l'Iran sur Israël, la Russie et la Chine font bloc derrière Téhéran contre Washington

Moscou et Pékin, qui n'ont pas condamné l'attaque iranienne sur le territoire israélien, voient dans cette crise l'occasion d'enfoncer un coin entre l'Occident et le reste du monde.

**D**errière les appels à la retenue, lancés à l'unisson par la plupart des capitales, les diplomates russe et chinoise ont résolument pris le parti de l'Iran, dans la crise qui oppose ce pays à Israël. Ni Moscou ni Pékin n'ont condamné l'attaque aérienne massive menée par Téhéran dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 avril. Au contraire, lors d'un entretien téléphonique, lundi, entre le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Yi, et son homologue iranien, Hossein Amir Abdollahian, le premier a rappelé que « *la Chine condamne vigoureusement et s'oppose fermement à l'attaque sur la section consulaire de l'ambassade d'Iran à Damas [le 1<sup>er</sup> avril]* », selon le compte rendu de cet entretien publié par l'agence de presse officielle Chine nouvelle.

En revanche, Pékin « *prend note de la déclaration de l'Iran selon laquelle l'action entreprise était limitée et constituait un acte d'autodéfense* ». Au cours d'un appel, mardi, avec son homologue iranien, Ebrahim Raïssi, Vladimir Poutine a, lui aussi, noté la volonté de l'Iran « *d'éviter une escalade supplémentaire* ».

Le représentant permanent de

la Russie auprès des Nations unies, Vassily Nebenzia, avait déjà évoqué, la veille, une « *réponse légitime* » de la part de l'Iran et préférait insister sur « *l'hypocrisie* » occidentale dans le dossier. « *Simona, rappelez-moi quand Israël a condamné les frappes du régime de Kiev sur le territoire russe* », lançait, de son côté, la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, à l'ambassadrice israélienne à Moscou, Simona Galperin.

Les raids iraniens ont même été accueillis avec une forme d'euphorie dans les canaux de propagande russes, qui ont d'abord décrit la « *victoire* » de Téhéran et la « *panique* » d'Israël avant d'adopter la rhétorique des « *frappes limitées* » ayant une simple valeur « *d'avertissement* ». « *L'Iran est devenu le centre de gravité du monde musulman* », avançait, lundi, la chaîne NTV.

## Un allié vital de Moscou

Il y a dans ces prises de position plus qu'une bonne manière faite à un partenaire important. L'Iran est un allié vital de Moscou dans sa guerre contre l'Ukraine et fournit à la Russie drones et missiles. Il est aussi l'un des principaux pourvoyeurs d'hydrocarbures

de Pékin, qui s'est toujours opposé aux sanctions infligées à Téhéran. A la mi-mars, les trois pays conduisaient encore des manœuvres militaires conjointes dans la mer d'Oman.

Les positionnements russes et chinois sont surtout dans la droite ligne du basculement opéré après les attaques du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, que les deux pays ont condamnées avec retard et souvent en des termes ambigus. Depuis cette date, Pékin s'attache à prendre l'exact contre-pied des Etats-Unis et du G7 dans les affaires moyen-orientales, se posant en porte-parole autoproclamé du « *Sud global* ».

C'est aussi au nom du face-à-face avec l'Occident que Moscou a sacrifié ses bonnes relations avec Israël et une politique régionale marquée jusque-là par un souci d'équilibre. La guerre en Ukraine constitue une priorité absolue pour la Russie et les tensions au Proche-Orient sont analysées à l'aune de ce prisme. Elles sont un moyen d'enfoncer un coin entre l'Ouest et le reste du monde, avec l'espoir de voir l'attention et les moyens des Occidentaux se disperser au détriment de Kiev.

A cela, des analystes russes cités dans la presse ajoutent la possibilité qu'une escalade ne provoque une hausse des prix de l'énergie, bénéfique à l'économie russe.

Ni Moscou ni Pékin n'ont toutefois intérêt à un embrasement incontrôlé. Non seulement la zone est vitale pour les approvisionnements énergétiques de la Chine, mais rien ne dit, en outre, que le régime iranien résisterait à des secousses trop brutales – la question vaut, par ricochet, pour Damas, principal point d'appui de Moscou dans la zone. Une escalade militaire pourrait par ailleurs diminuer la capacité de Téhéran à fournir des armes à Moscou.

La constitution d'un nouvel « *axe du mal* » – l'expression forgée sous George W. Bush fait son retour pour évoquer les intérêts convergents de Moscou, de Pékin, de Téhéran et de Pyongyang – pourrait aussi jouer contre ses représentants, écrit, sur Telegram, l'économiste Vladislav Inozemtsev : « *Pour l'heure, les discussions sur un tel "axe" sont purement rhétoriques et chacun des problèmes qu'il pose est traité de manière distincte. (...) Cela pourrait changer si les dirigeants occidentaux décident que ces différents acteurs forment un adversaire unique.* »

# Attaque de l'Iran contre Israël : Ebrahim Raïssi menace l'Etat hébreu en cas de riposte et célèbre son armée ; les Etats-Unis et l'UE veulent élargir les sanctions contre Téhéran

Pour Bruxelles, l'idée serait notamment d'élargir à d'autres types d'armement, comme les missiles, les sanctions déjà adoptées pour interdire l'exportation vers l'Iran de composants utilisés dans la fabrication de drones.

La République islamique d'Iran a célébré mercredi 17 avril « la Journée de l'armée » en saluant « le succès » de son attaque inédite contre Israël et en réaffirmant que Téhéran apporterait une réponse « féroce » en cas de riposte israélienne sur son sol. L'opération iranienne du 14 avril « a fait valoir la gloire du régime sioniste », a affirmé le président, Ebrahim Raïssi, en participant au traditionnel défilé militaire qui s'est tenu sur une base à la périphérie de Téhéran.

Une démonstration qui intervient au moment où Israël dit vouloir faire payer à l'Iran le prix de son offensive contre le territoire de l'Etat hébreu. Une menace qu'Israël fait peser, malgré les appels internationaux à la retenue, y compris de la part de son allié américain, qui a annoncé de nouvelles sanctions contre la République islamique. Tandis que la guerre se poursuit dans la bande de Gaza avec plus de 33 899 personnes tuées, selon le ministre de la Santé de la bande, administré par le Hamas.

## L'Iran célèbre son armée, peu après son offensive en Israël

Durant la cérémonie, les forces armées iraniennes ont présenté un grand nombre d'équipements récemment développés, dont des drones-suicides et des missiles balistiques de longue portée. A cette occasion, le président, Ebrahim Raïssi, a répété que l'attaque de l'Iran contre Israël avait été « précise, mesurée »

et « punitive », en réponse à la frappe contre son consulat à Damas le 1<sup>er</sup> avril, imputée à Israël, qui a provoqué la mort de sept militaires iraniens, sur fond de tension régionale avec la guerre dans la bande de Gaza. « Si la moindre agression était perpétrée par le régime sioniste contre notre sol, cela conduirait à une riposte féroce et sévère », a-t-il de nouveau averti.

« Cette opération a montré que nos forces armées étaient prêtes », a-t-il ajouté dans un discours prononcé devant les chefs de l'armée régulière et du corps des gardiens de la révolution (CGRI), l'armée idéologique de la République islamique. « Si la moindre agression était perpétrée par le régime sioniste contre notre sol, cela conduirait à une riposte féroce et sévère », a-t-il de nouveau averti.

## Le président israélien appelle à contrer « la menace posée par le régime » de Téhéran

Le chef de l'Etat israélien a appelé « le monde entier » à contrer la menace posée par le « régime » de Téhéran, lors d'un entretien avec les chefs de diplomatie du Royaume-Uni et de l'Allemagne mercredi, à Jérusalem. « Le monde entier doit œuvrer de façon décisive et résolue contre la menace posée par le régime iranien qui cherche à miner la stabilité de toute la région », a déclaré Isaac Herzog sur le réseau social X.

Il a affirmé avoir eu une « dis-

cussion chaleureuse » avec David Cameron et Annalena Baerbock, premiers chefs de diplomatie étrangers à faire le déplacement en Israël depuis l'attaque inédite de l'Iran contre Israël le week-end dernier.

## Elargissement des sanctions contre l'Iran

« Dans les prochains jours, les Etats-Unis vont imposer de nouvelles sanctions visant l'Iran, dont ses programmes de drones et missiles », son corps des gardiens de la révolution et son ministère de la défense, a détaillé Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale du président, Joe Biden. Ces nouvelles sanctions vont « accentuer la pression continue exercée sur l'Iran afin d'endiguer et de détériorer ses capacités militaires », a ajouté M. Sullivan, précisant que les Etats-Unis s'attendaient à voir leurs alliés faire de même.

L'Union européenne (UE) envisage d'élargir le champ de ses sanctions déjà en place contre l'Iran, a déclaré mardi le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell. L'idée serait, par exemple, d'élargir à d'autres types d'armement, comme les missiles, les sanctions déjà adoptées pour interdire l'exportation de l'UE vers l'Iran de composants utilisés dans la fabrication de drones.

La ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, a elle a plaidé mardi pour de nouvelles sanctions de l'UE après l'attaque iranienne. Son homologue britannique, David

Cameron, souhaite que les pays du G7 imposent des « sanctions coordonnées » contre l'Iran. Lors de sa visite il a déclaré : « Nous voulons voir des sanctions coordonnées contre l'Iran », accusant ce pays d'être derrière « tellement d'activités malveillantes » dans la région.

Prenant le contre-pied des Occidentaux qui ont condamné l'attaque iranienne du week-end, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a accusé M. Nétanyahou d'en être « le principal responsable ». La frappe sur le consulat iranien a été « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », a-t-il dit.

## Affrontements entre le Hezbollah et Israël

Le Hezbollah libanais a revendiqué mardi une attaque aux drones explosifs lancés depuis le Liban sur des positions israéliennes, puis annoncé la mort de trois de ses membres dans des frappes israéliennes. L'armée israélienne a confirmé avoir tué dans des frappes aériennes trois membres du Hezbollah, dont l'un à la tête d'une unité en charge des roquettes et des missiles. Les affrontements à la frontière libano-israélienne sont quasi quotidiens depuis le début, il y a plus de six mois, de la guerre entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas, membre comme le Hezbollah de « l'axe de la résistance », un regroupement de mouvements armés soutenus par l'Iran et hostiles à l'Etat hébreu.

The New York Times

Megan Specia  
April 17, 2024

## How London Became a ‘Hot Spot’ for Threats Against Iranian Journalists

Iranian reporters and broadcasters in Britain have suffered physical attacks, threats and surveillance, a report by Reporters Without Borders said, weeks after a newscaster was stabbed in London.

Iranian journalists in London have experienced death threats, intimidation and on-line abuse. One broadcaster working for BBC Persian, the Persian-language branch of the BBC World Service, which has its headquarters in London, had her car broken into, and her conversations with family members were tapped.

And last month, Pouria Zeraati, a newscaster with Iran International, a Persian-language opposition TV channel that operates from Britain, was stabbed in the leg outside his London apartment.

The three suspected perpetrators of that attack traveled to Heathrow Airport and left the country within hours, according to the Metropolitan Police Service, which is responsible for policing in London.

Specialized counterterrorism officers are still investigating the motive behind the nonfatal stabbing of Mr. Zeraati, and the Met declined to say where the assailants had flown to. But experts say these targeted incidents are part of a frightening pattern of physical attacks, threats and surveillance that have become a reality for many Iranian journalists working abroad.

And London, home to a number of Persian-language broadcasters, has become a “hot spot” for transnational repression, according to a report



Pouria Zeraati, a newscaster with Iran International, a Persian-language opposition TV channel that operates from Britain. Volant Media

published Wednesday by Reporters Without Borders. The report comes against a backdrop of broader concerns about attempts by Iran to kill or kidnap critics in Britain that were outlined by the country’s security service, MI5, in 2022.

“The Iranian government and its proxies are the principal source of threats and harassment, but not the only one,” said Fiona O’Brien, the bureau director in Britain for Reporters Without Borders, who wrote the report.

Complicating the picture, the harassment comes not only from the Iranian state but also from Iranian opposition groups,

political activists and members of the Iranian diaspora, Ms. O’Brien said. “For journalists on the receiving end of such abuse, it feels like hostility comes from all sides,” she said. Iran has long characterized journalists abroad as “enemies of the state,” she said, and there was “very clear evidence and no attempt to hide, actually, that Iran is behind a lot of this repression.”

The report, which included interviews with more than two dozen Iranian journalists in London and their employers, found that online attacks against journalists had risen exponentially and that they included death threats and threats of sexual

violence. Women were disproportionately affected by the on-line abuse, with some receiving graphic threats of rape. The Iran-based family members of journalists living abroad have also been subjected to threats and intimidation.

Rana Rahimpour, 41, was a prominent anchor for BBC Persian, but she stepped away from journalism last year after 15 years amid a series of threats and intense pressure on her and her family.

As part of a complaint filed by BBC Persian to the United Nations in March 2022, Rana Rahimpour said Iran had targeted her for more than a decade. Jeff Overs/BBC

The threats against Ms. Rahimpour were long established, she said in an interview with The Times. Her parents had been subjected to a yearlong travel ban in 2013, had had their passports confiscated and were regularly interrogated in Iran.

As part of a complaint filed by BBC Persian to the United Nations in March 2022, Ms. Rahimpour said Iran had targeted her for more than a decade because the authorities “don’t want fair, trusted or impartial news to reach the shores of my homeland.” She and 152 current and former BBC colleagues were subject to sanctions by Iran in 2017, in an attempt to discourage their work, according to the complaint.

The threats accelerated after the anti-government protests in Iran in 2022 over the death of Mahsa Amini, which Ms. Rahimpour covered extensively for BBC Persian as its lead anchor.

Her car was broken into in London, and she believes that a listening device was placed inside. Her wiretapped phone conversations with family members in Iran were edited, skewed and broadcast on state-run Iranian outlets in November 2022, recast to make it seem as though she supported the government, she said.

Opposition critics, including Iran International, seized upon the edited recordings and accused

BBC Persian of collaborating with the Iranian government. Abuse began to pour in from anti-government protesters as well.

“That was what really, really broke me,” Ms. Rahimpour said. “I thought, ‘You know what, enough is enough. I’ve paid enough to do this job, because I felt I had to do it. But now, I don’t have to do it anymore.’”

Ms. Rahimpour described feeling terribly alone amid the abuse and threats.

“The isolation that comes with this kind of pressure is really staggering,” said Ms. O’Brien of Reporters Without Borders, noting that a number of journalists interviewed for her report had expressed similar feelings.

Transnational repression of this type often increases when Iran’s domestic situation becomes more fraught and “the perceived threat of journalism rises,” she said.

The report published on Wednesday is just the latest evidence that points to the targeting of Iranian journalists abroad. The BBC World Service issued an urgent appeal this week to a U.N. body, requesting action as its journalists have continued to suffer “comprehensive targeting and intimidation,” its lawyers said in a statement.

And this year, a United Nations

fact-finding mission on Iran found that “state authorities harassed, threatened and intimidated journalists and other media employees working outside the country, including those working at the BBC Persian service, Iran International television, Voice of America, IranWire and Deutsche Welle.”

In some cases, the Iranian authorities had arrested, detained or charged the family members of those journalists and broadcasters “in an apparent effort to exert pressure on them and prevent them from reporting on the country,” that report said.

In 2022, two British-based journalists working for Iran International were informed by the Met of threats to their lives, prompting an official warning from Britain’s foreign ministry to Iran’s most senior diplomat in London. Britain and the United States imposed sanctions on a number of Iranian officials who are members of the Islamic Revolutionary Guards Corps this year for what they said were links to the plot against journalists.

For a time, Iran International stopped broadcasting from London because of threats to its staff. Iran International, which is banned in Iran, is owned by Volant Media UK, a London company owned by a Saudi British national. It has been criticized for its links to Saudi Arabia, and the Guardian re-

ported in 2018 that it received substantial funding from a company with links to the Saudi crown prince. Iran International denies that it has Saudi state backing.

The company employs around 200 journalists, who produce material for its website, radio station and a broadcast viewed by millions of people inside Iran via satellite. The stabbing of Mr. Zeraati, who is one of their anchors, happened on March 29 near his home in Wimbledon. He has recovered from the injury.

The Iranian Embassy in London did not immediately respond to a request for comment on the report. But on March 30, the embassy said in a statement that Iran was not involved in the attack on Mr. Zeraati.

“We deny any connection to this incident,” said Mehdi Hosseini Matin, a diplomat at the embassy in London, calling it “strange.”

Adam Baillie, a spokesman for Iran International, said the channel provides private security for its journalists but that threats against them have risen in recent years. “It was the most shocking of things to happen,” he said of the attack on Mr. Zeraati. “But I wouldn’t say it was unexpected because we are under constant threat.”



April 17, 2024

## Unidentified drones target Sulaimani village: Local official

**E**RBIL, Kurdistan Region - Two separate drone strikes targeted a village near the Mawat district of Sulaimani province, resulting in material damage, the district's mayor announced on Wednesday.

"We were targeted twice in the Sharbazher area by drones," Kamaran Hassan, Mayor of Mawat, which is part of the Sharbazher area, told Rudaw.

The first strike targeted a house in the Kurala village, according to Hassan, who noted that no one was in the house at the time of the attack.

Hassan said that in a separate strike, the Tazha and Shilana forests in Sharbazher area were targeted, resulting in no casualties, as was the case for the first strike.

Media affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK) blamed Turkey for the attack, while the Turkish defense ministry has yet to comment on the matter.

Turkey frequently bombards areas of the Kurdistan Region under the pretext of targeting the PKK. In February, Kamaran Osman, a member of the Community Peacemaker Teams (CPT), a human rights organization that monitors Turkey's operation in the Kurdistan Region, told



submitted to Rudaw shows the house that was targeted by the unidentified drone on April 17, 2024. Photo: Submitted

Rudaw that Ankara conducted 1,548 such attacks in 2023.

Turkey has repeatedly warned the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which effectively controls the local governments in Sulaimani, about the PKK's activities in the province, with Defense Minister Yasar Guler saying in September that his country is "continuously warning" Talabani about what he called "an increase in terrorist activities" in Sulaimani.

Last month, Turkish Foreign Minister Hakan Fidan said during a televised interview that

the "cordial" relations between the PKK and the PUK "constitute a national security threat," for Ankara.

Iraq's National Security Council banned the PKK from operating in the country last month, following a high-level meeting between Turkish and Iraqi officials. The two sides discussed measures to be taken against the group, which Baghdad said poses a security threat to both countries.

In March, the PKK announced that it had downed 15 Turkish drones between February

2023 and March 2024, adding that it had acquired new missile systems to shoot down, without providing details on the type and quantity of the acquisition.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan said last month that Ankara is close to completing a zone that will "permanently resolve" the security issues along their border with the Kurdistan Region and Iraq by the summer.

Erdogan is expected to visit Iraq next week and border security is expected to be one of the topics of discussion.

## Agression d'Israël par l'Iran : Washington et Londres imposent des sanctions à Téhéran ; l'Iran met en garde l'Etat hébreu contre une attaque de ses sites nucléaires

Le président américain, Joe Biden, a déclaré que les Etats-Unis allaient continuer à faire « rendre des comptes » à l'Iran avec les nouvelles sanctions visant la République islamique.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont imposé, jeudi 18 avril, des sanctions à l'Iran, ciblant « le programme iranien de drones, l'industrie sidérurgique et les constructeurs automobiles », après l'attaque de ce week-end contre Israël. Les sanctions de Washington visent « seize personnes et deux entités permettant la production de drones iraniens », dont les Shahed, qui « ont été utilisés lors de l'attaque du 13 avril », a annoncé le département du Trésor, dans un communiqué. Elles concernent également trois filiales du constructeur automobile iranien Bahman Group et le ministère de la défense iranien.

Le président américain, Joe Biden, a déclaré que les Etats-Unis allaient continuer à faire « rendre des comptes » à l'Iran avec les nouvelles sanctions visant la République islamique. Il a assuré qu'elles étaient destinées à « limiter les programmes militaires déstabilisateurs de l'Iran », selon un communiqué de la Maison Blanche.

Les sanctions imposées par Londres ciblent, elles, « plusieurs organisations militaires iraniennes, individus et entités

impliqués dans les industries iraniennes de drones et missiles balistiques », a précisé le Trésor. L'Iran a lancé dans la nuit de samedi à dimanche plus de 350 drones et missiles contre Israël, dont la quasi-totalité ont été interceptés en vol. Téhéran a présenté son attaque comme une riposte à la frappe meurtrière imputée à Israël qui a visé le consulat iranien à Damas au début d'avril.

### De nouvelles sanctions internationales imposées contre l'Iran

En réponse, les pays occidentaux ont promis de renforcer leurs sanctions contre l'Iran, mais veulent aussi éviter une escalade de la violence dans la région. L'Union européenne a ainsi décidé, mercredi, lors d'un sommet à Bruxelles, d'imposer de nouvelles sanctions visant les producteurs iraniens de drones et de missiles. Jeudi, la cheffe de la diplomatie allemande, Annalena Baerbock, a déclaré que les dirigeants des pays du G7, en réunion sur l'île italienne de Capri, discutent « de mesures supplémentaires », tout en insistant sur la nécessité d'éviter « une escalade ».

Les pays du G7 (Etats-Unis,

Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Japon et Italie) devraient appeler à des sanctions individuelles contre des personnes impliquées dans la chaîne d'approvisionnement iranienne en missiles et en drones, selon une source au sein du ministère italien des affaires étrangères.

Et les ministres des finances et banquiers centraux du G7, réunis à Washington, avaient promis, dans un communiqué mercredi soir, d'assurer « une coordination étroite de toute mesure future visant à affaiblir la capacité de l'Iran à acquérir, produire ou transférer des armes pour soutenir ses activités régionales déstabilisatrices ». Ils avaient par ailleurs appelé « à la stabilité dans l'ensemble de la région, au vu des risques économiques posés par une escalade régionale, notamment les perturbations du transport maritime international ».

### L'Iran met en garde Israël contre une attaque de ses sites nucléaires

Un haut responsable militaire iranien a mis en garde Israël contre l'éventualité d'une attaque visant ses sites nucléaires, en affirmant que l'Iran

était prêt à lancer en représailles de « puissants missiles » sur les installations nucléaires israéliennes.

« Si le régime sioniste veut prendre des mesures contre nos centres et installations nucléaires, il fera certainement face à notre réaction. Pour la contre-attaque, les installations nucléaires du régime seront ciblées avec des armements avancés », a prévenu le général Ahmad Haghtalab, chef de la division de la sécurité nucléaire au sein du corps des gardiens de la révolution (CGRI), cité par l'Islamic Republic News Agency (IRNA), l'agence de presse officielle.

Le général Haghtalab a précisé que « les centres nucléaires de l'ennemi sioniste » étaient « identifiés » et que Téhéran disposait « des informations nécessaires sur toutes les cibles ». « Les mains sont sur la gâchette pour tirer de puissants missiles pour la destruction totale des cibles déterminées », a-t-il averti, selon l'IRNA.

A l'ONU, l'Iran assure qu'il « fera regretter » à Israël toute attaque

Le ministre des affaires étran-



gères iranien a promis devant le Conseil de sécurité de l'ONU que Téhéran ferait « regretter » à Israël toute attaque contre son pays.

« Les actions de légitime défense et de contre-mesures de l'Iran sont terminées, donc le régime terroriste israélien doit arrêter tout nouvel aventurisme militaire contre nos intérêts », a déclaré Hossein Amir Abdollahian lors d'une réunion sur la situation au Moyen-Orient.

« En cas d'utilisation de la force par le régime israélien et de violation de notre souveraineté, la République islamique d'Iran n'hésitera pas une seconde à affirmer ses droits, à répondre de façon décisive et adéquate, à faire regretter ses actions au régime », a-t-il ajouté.

### Emmanuel Macron va recevoir le premier ministre libanais et le commandant en chef de l'armée vendredi

Le président Emmanuel Macron va recevoir le président du conseil des ministres (premier ministre) libanais, Najib Mikati, et le commandant en chef de l'armée libanaise, Joseph Aoun, vendredi à Paris, dans un contexte de fortes tensions intérieures et régionales, a annoncé l'Elysée.

Le chef du gouvernement libanais est attendu à la mi-journée au palais de l'Elysée, a précisé son bureau de presse, alors que le Liban est plongé dans une crise politique majeure et menacé par un risque d'escalade au Moyen-Orient

après l'attaque d'Israël par l'Iran.

Le chef d'état-major libanais, qui a déjà rencontré des homologues européens en mars en Italie, en quête d'aide pour son armée, sera également présent, a ajouté la présidence française, sans plus de précision.

### Le Moyen-Orient au bord du « précipice » d'un « conflit généralisé », s'alarme le chef de l'ONU

Le Moyen-Orient est au bord du « précipice » d'un « conflit régional généralisé », a alerté le secrétaire général des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, devant le Conseil de sécurité, dénonçant également l'« enfer humanitaire » créé par

les opérations israéliennes à Gaza.

« Une erreur de calcul, une mauvaise communication, une méprise, pourrait conduire à l'impensable, un conflit régional généralisé, qui serait dévastateur pour tous ceux concernés, et pour le reste du monde », a-t-il lancé, condamnant notamment à nouveau l'attaque sans précédent de l'Iran contre Israël ce week-end.

« Ce moment de danger maximal doit être un moment de retenue maximale », a-t-il plaidé. « Il est grand temps de mettre un terme au cycle sanglant de représailles.



April 18, 2024

## Turkey to end Claw-Lock operation in Kurdistan in the summer

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkey will end its latest aerial military operation against the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Kurdistan Region in the summer, an advisor at the Turkish defense ministry said on Thursday.

Operation Claw-Lock was launched by Turkey on April 18, 2022 with the goal of targeting PKK positions in the Metina, Zap, Avashin, and Basyan areas in northern Duhok

province along the Turkish border.

"The lock in Claw-Lock will be closed this summer," Zeki Ak-turk, Press and Public Relations Advisor at the Turkish defense ministry, told reporters on Thursday.

He added that "rapid operations" against the Kurdish group will continue in the Region.

Turkey's Claw-Lock Operation

is part of a series of military offensives that started in 2019 against the PKK in northern Duhok province to eradicate the group in its bases in the Kurdistan Region's mountains. Turkish forces have built dozens of outposts within the Kurdistan Region's borders during its operations.

Turkey's President Recep Tayyip Erdogan said last month that Ankara is close to completing a zone that will "permanently resolve" the se-

curity issues along their border with the Kurdistan Region and Iraq by the summer.

Erdogan also called on everyone in the region to respect Ankara's security strategy, "Otherwise, they will be the cause of the tensions that will arise," he said.

The Turkish president is set to visit Baghdad on Monday, and he has stated that he may visit Erbil as well on his way back to Turkey.

## Les dirigeants européens appellent à plus de sanctions contre l'Iran

Les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement, réunis à Bruxelles mercredi soir, veulent élargir leurs mesures de rétorsion contre le régime de Téhéran, tout en évitant toute escalade dans la région proche-orientale.

**A**près l'attaque massive de l'Iran contre Israël, le 12 avril, « nous avons décidé d'imposer des sanctions contre l'Iran ; nous voulions envoyer un message clair », a déclaré Charles Michel, le président du Conseil européen, mercredi 17 avril. L'Union européenne (UE) va sanctionner notamment les producteurs de drones et de missiles de la République islamique. Après plus de quatre heures de discussions, c'est toutefois la seule décision concrète que les chefs d'Etat et de gouvernement ont fini par prendre.

Les Vingt-Sept appellent également « l'Iran et ses groupes alliés dans la région à cesser toute attaque et demandent à toutes les parties de faire preuve de la plus grande retenue et à s'abstenir de toute action susceptible d'accroître les tensions dans la région ». Cette dernière remarque s'adresse aussi à Israël. « Pour nous, a précisé le chancelier allemand, Olaf Scholz, il est important que ce moment soit utilisé pour une nouvelle désescalade et qu'Israël [en] profite pour renforcer sa propre position (...) et ne réponde pas par une attaque massive. »

Concernant les mesures de rétorsion, « notre devoir est de les élargir », a pour sa part déclaré le président français, Emmanuel Macron, avant d'arriver au sommet. Nous sommes favorables à ce qu'il y ait des sanctions qui puissent viser aussi l'ensemble de ceux qui aident à faire des missiles, des

drones, utilisés lors de l'attaque. »

« L'idée est d'étendre le régime actuel de sanctions [portant sur les drones] liés à l'Iran et à la Russie », précisait, dès mardi, Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, en restreignant également la fourniture de missiles. De même, ajoute le diplomate, « ce régime de sanctions doit pouvoir s'appliquer aux livraisons des alliés de l'Iran au Moyen-Orient, au Liban, au Yémen, en Irak en Syrie ou ailleurs. » Ces mesures restrictives restent très symboliques, car Téhéran a, jusqu'à présent, toujours réussi à les déjouer.

Certains Etats, dont les Pays-Bas, la Suède ou l'Autriche, poussent aussi à sanctionner le corps iranien des gardiens de la révolution. « Tous les moyens permettant de renforcer les sanctions devraient être examinés », assure ainsi le chancelier autrichien, Karl Nehammer. « Il existe déjà des listes de sanctions de ces forces, rappelle son homologue allemand, Olaf Scholz. Des mesures supplémentaires visant les gardiens de la révolution nécessitent des vérifications juridiques. » Mardi, M. Borrell assurait dans *Le Monde* que les conditions juridiques ne sont toujours pas réunies.

**Kiev réclame plus de systèmes de défense anti-aérienne**

Ce renforcement des sanc-

tions avait été également demandé, mercredi en fin d'après-midi, par les ministres des affaires étrangères du G7, réunis à Capri, en Italie. Lors de cette rencontre, David Cameron, le chef de la diplomatie britannique, a souhaité que les pays membres – Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni – infligent des « sanctions coordonnées » à l'Iran, l'accusant d'être derrière « des activités malveillantes » dans une région déjà déstabilisée par l'attaque sans précédent menée par le Hamas palestinien contre Israël le 7 octobre 2023.

Dans ce contexte, néanmoins, la question de la défense anti-aérienne d'Israël contre les drones et missiles iraniens – jugée efficace – a été également abordée, mercredi, par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Intervenant par visioconférence, il a rappelé qu'« ici, en Ukraine, dans notre partie de l'Europe, nous n'avons malheureusement pas le niveau de défense que nous avons tous vu au Moyen-Orient il y a quelques jours (...). Notre ciel ukrainien et celui de nos voisins méritent la même sécurité ».

Plus tôt, Kaja Kallas, la première ministre estonienne, s'était aussi interrogée devant quelques journalistes sur l'incapacité des Vingt-Sept à offrir à Kiev la même protection que certains apportent à Israël. « Ce sont les mêmes drones qui attaquent les deux pays, a-t-elle rappelé. Si le même allié

peut les abattre là-bas, il peut le faire en Ukraine... »

Si Kiev ne dispose pas du **Dôme de fer israélien**, l'Ukraine réclame surtout davantage de systèmes de défense antiaérienne à ses alliés occidentaux. Il lui en manquerait dans l'immédiat au minimum sept. Alors que l'Allemagne a déjà décidé d'en envoyer un de plus, Olaf Scholz a appelé ses pairs à suivre son exemple. « C'est utile tout de suite et nous voulons encourager les autres à le faire », a-t-il déclaré.

Réunis mercredi après-midi à l'OTAN, le Néerlandais Mark Rutte, le Tchèque Petr Fiala et la Danoise Mette Frederiksen ont annoncé leur intention de répondre à la demande ukrainienne, sans pour autant préciser de quelle manière. « Le sujet, ce n'est pas l'argent, mais de trouver des systèmes à envoyer au sein de l'OTAN ou en dehors pour protéger le pays qui est aujourd'hui sous le feu de la Russie », a insisté le dirigeant batave.

Lors de cette réunion, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a précisé que les alliés pouvaient transférer davantage de stocks vers l'Ukraine, quitte à ne plus respecter leurs engagements d'équipements militaires minimaux à détenir pour respecter les critères de l'organisation. « Ce signal de l'OTAN donne des nouvelles perspectives », conclut Alexander De Croo, le premier ministre belge.

## « Les deux piliers de la théocratie iranienne, le nucléaire et les gardiens de la révolution, trouvent leur origine dans la guerre Iran-Irak des années 1980 »

Depuis sa naissance en 1979, la République islamique d'Iran vit avec la guerre, analyse dans sa chronique Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

**M**alédiction divine ? Depuis sa naissance, la République islamique d'Iran vit avec la guerre. Autant qu'une théocratie, elle est un régime de combats. A la fois au service de ses convictions, pour se défendre et parce qu'elle a besoin de la guerre ou, du moins, de la perspective de la guerre. La spirale de ces derniers jours s'inscrit dans une histoire de plus de quarante ans. Le pogrom du 7 octobre 2023 perpétré par un protégé de Téhéran, le Hamas ; l'attaque israélienne à Gaza et le bombardement de la population gazaouie ; l'opération de l'Etat hébreu contre l'ambassade iranienne en Syrie ; enfin la réplique de la République islamique dans la nuit du 13 au 14 avril. Cette succession d'événements fait partie d'un affrontement qui n'a pas fini sa course.

Quand elle provoque la chute de la dynastie impériale Pahlavi à l'hiver 1978-1979, la révolution islamique se pose en héritière d'un tiers-mondisme militant. Anti-impérialiste, elle rejette à la fois l'URSS et les Etats-Unis. Elle appelle à la « disparition » d'Israël et se veut le plus flamboyant porte-drapeau de la cause palestinienne. L'Iran du chah Mohammad Reza Pahlavi était un allié des Etats-Unis au Moyen-Orient. Le chah n'épargne pas les Occidentaux quand il s'agit de fixer le prix du baril de pétrole. Mais Téhéran entretient les meilleures relations avec Israël. Il en allait de même pour la Turquie. Ben Gourion, le fondateur de l'Etat hébreu, privilégiait cette alliance avec les puissances non arabes de la région.

Le 11 février 1979, de retour d'un long exil, l'inspirateur et premier guide spirituel du nouveau régime, l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, rentre au pays. Le 17 février, Yasser Arafat gagne Téhéran. Le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est accueilli en vedette. La République islamique rompt avec l'Etat hébreu, les locaux de l'ambassade israélienne sont remis à la délégation de l'OLP. Mais Arafat va vite déchanter.

### Différend frontalier

Pour l'imam Khomeyni, la révolution islamique passe avant la libération de la Palestine. Il faut d'abord « libérer » le monde arabe – et particulièrement l'Arabie saoudite – des monarchies corrompues qui règnent de l'autre côté du Golfe. Elles sont à la botte du Grand Satan américain. Protégé de l'URSS, l'Irak de Saddam Hussein, régime « impie » avec lequel Téhéran entretient un différend frontalier, ne vaut pas mieux : il est tout aussi visé par une République islamique ardemment prosélyte et dont les discours promettent le pire à ses voisins immédiats.

Le monde arabe prend peur, à Riyad comme à Bagdad. Saddam Hussein veut donner une leçon aux nouveaux dirigeants iraniens. Le président irakien a le soutien de l'URSS, des Etats-Unis et des Européens. Tous pensent qu'un coup de boutoir suffira à ébranler la jeune République. Le 22 septembre 1980, l'Irak lance ses troupes sur l'autre rive du Chatt al-Arab, la « rivière des Arabes ». Commence une guerre qui durera

jusqu'au 20 août 1988, sans vainqueur ni vaincu. Elle fera des centaines de milliers de morts. Elle constitue l'événement fondateur de la République islamique telle qu'elle est aujourd'hui.

La guerre est à l'origine de deux des piliers de la théocratie iranienne : le nucléaire et les gardiens de la révolution. Les pasdarans, comme on appelle les gardiens, étaient une milice. Ils deviennent une armée dans les combats contre l'Irak. Face aux Iraniens, Bagdad utilise massivement l'arme des gaz. En réponse, Khomeyni, qui avait abandonné le programme nucléaire du chah, le relance : c'est le début de la question nucléaire iranienne.

### Sceller l'« axe de la résistance »

L'agression venue de l'extérieur soude le régime à l'intérieur. La théocratie s'est consolidée dans cette guerre de huit ans. Elle va se muscler avec la décision du président George W. Bush d'envahir l'Irak en réponse aux attentats du 11 septembre 2001. L'attaque américaine, en 2003, met fin au régime de Saddam Hussein, l'adversaire de Téhéran, celui qui contrebalançait les velléités iraniennes de prépondérance sur le Moyen-Orient.

Que devient la cause palestinienne ? Elle va servir. Pour se doter d'une première ligne de défense et ne plus avoir à se battre sur son sol, l'Iran développe, à partir des années 1980, ses réseaux de soutien dans le monde arabe. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, le

pays appartient majoritairement à la branche minoritaire de l'islam, le chiisme. Il va s'appuyer sur les communautés chiïtes du monde arabe pour assurer son expansion régionale. La création et l'entretien de ce « croissant chiite » se fait au nom de la lutte contre Israël et contre l'extrémisme sunnite (l'Etat islamique, notamment).

Peu importe que les convictions palestiniennes de Téhéran puissent être questionnées. Elles font partie d'un discours fondateur martelé aux deux générations d'Iraniens nés depuis 1979, la majorité d'une population actuelle de plus de 85 millions d'habitants. Cette rhétorique de combat est brandie pour sceller l'« axe de la résistance » formé avec les milices arabes. Elle maintient l'influence de la République islamique auprès des opinions arabes ; elle est l'un des instruments de l'expansionnisme iranien dans la région. Quant à l'objet du programme nucléaire, il est d'abord de garantir la survie du régime : doté de la « bombe », Saddam Hussein n'aurait pas été attaqué par les Etats-Unis en 2003, dit-on à Téhéran.

Au fil des ans s'est ainsi constitué un énorme groupe de pression qui est aujourd'hui l'un des arcs de soutènement du régime : les gardiens, leurs filiales économiques et leurs milices arabes, et enfin l'ensemble de la filière nucléaire. Ce complexe militaro-industriel se confond avec l'Etat. Pour en justifier l'existence, il faut entretenir en permanence sinon la perspective, du moins la possibilité de la guerre.

## Les frappes iraniennes sur Israël, symbole du raidissement des gardiens de la révolution

Depuis la sortie unilatérale de l'accord sur le dossier nucléaire, décidée en 2018 par l'ancien président américain Donald Trump, l'armée idéologique du régime dicte la politique étrangère de la République islamique.

Quand au petit matin du 14 avril, Nadine Olivieri Lozano, l'ambassadrice suisse en Iran, est convoquée par les autorités locales, ce ne sont pas ses homologues diplomates du ministère des affaires étrangères qu'elle rencontre. On la dirige vers un bureau des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, raconte, le 16 avril, l'un des conseillers du ministère de l'intérieur iranien, Mojtaba Abtahi. Quelques heures plus tôt, Téhéran avait déclenché l'opération « Promesse tenue » en tirant des centaines de projectiles contre Israël.

La Confédération suisse représente les intérêts des Etats-Unis en Iran, les deux pays n'entretenant pas de relations diplomatiques. Or ce 14 avril,

les gardiens avaient un message à faire parvenir à Washington : « *Ils ont dit [à l'ambassadrice suisse] que si les Américains faisaient le moindre geste, toute la région serait détruite* », soutient Mojtaba Abtahi. La République islamique qui, quelques jours auparavant, avait déjà pressé les Etats-Unis de se tenir à l'écart d'un affrontement direct entre l'Iran et Israël, réitérait donc là ses menaces.

Tel que relaté par le conseiller du ministère de l'intérieur, ce déplacement nocturne de l'ambassadrice suisse chez les promoteurs de la ligne dure du régime iranien pourrait symboliser à lui seul la façon dont les gardiens de la révolution ont mis la main sur les affaires du pays. Un pouvoir que l'opération militaire « Promesse tenue », conduite par la

branche aérospatiale de l'armée idéologique de la République islamique, éclaire à nouveau.

Lancée aux premières heures du 14 avril en représailles à l'attaque par Israël de son consulat en Syrie, menée le 1<sup>er</sup> avril, et à la mort de l'un de ses généraux, l'attaque iranienne aura été plus importante qu'attendue, avec plus de 300 drones, missiles de croisière et missiles balistiques tirés vers Israël et destinés à provoquer des dégâts conséquents. La plupart des projectiles semblent toutefois avoir ciblé des bases aériennes dans le désert du Néguev, éloignées des centres de populations, et la majorité d'entre eux ont été interceptés en vol par l'Etat hébreu, les forces occidentales déployées en mer ou

dans les Etats limitrophes, et même par les pays arabes sunnites dans le cas des drones.

Loin de faire preuve de retenue après la mort du général Mohammad Reza Zahedi, chef de la Force Al-Qods en Syrie et au Liban – la composante d'élite des gardiens de la révolution chargée des opérations à l'étranger –, comme le pays avait pu le faire par le passé, Téhéran a donc pris pour la première fois la décision stratégique d'attaquer directement Israël depuis son sol. « *L'Iran ne pouvait pas se permettre qu'Israël pense qu'il n'y avait aucune limite à la décapitation des dirigeants de ses forces armées et des gardiens de la révolution* », assure Ali Vaez, spécialiste de l'Iran au centre de réflexion International Crisis Group.



notre correspondante à Istanbul,  
**Anne Andlauer**  
18 Avril 2024

## Turquie: Recep Tayyip Erdogan face au défi du redressement économique

**A**près sa défaite aux municipales, **Recep Tayyip Erdogan** n'a plus le choix. S'il veut redresser la barre politiquement, le président turc va devoir redresser l'économie et réduire l'inflation, qui dépassait encore en mars les **68% sur un an**. Symbole de la période d'austérité dans laquelle entre la **Turquie** : le gouvernement a annoncé qu'il n'y aurait pas de nouvelle

hausse du salaire minimum cette année.

Le président Erdogan peut-il rétablir la prospérité qui avait fait ses succès électoraux dans les années 2000 ? Même en appliquant les politiques adéquates, l'économiste Ahmet Insel en doute : « *À la différence des années 2000, aujourd'hui, la croissance économique en Turquie est aussi grippée par*

*la conjoncture internationale lors que, dans les années 2000, l'AKP a bénéficié d'une conjoncture internationale très très favorable : abondance de liquidités, croissance partout, faible inflation partout, etc. Aujourd'hui, il n'a pas le même contexte international pour en profiter, donc c'est plus difficile.* »

Le spécialiste cite aussi l'image

très dégradée de la Turquie et de sa gouvernance comme un frein au redressement, notamment au retour des investisseurs étrangers. Enfin, **la défaite électorale** pourrait aussi être un obstacle : privé des ressources municipales pour alimenter ses réseaux clientélistes, le pouvoir pourrait puiser dans les moyens de l'État pour compenser le manque.



April 18, 2024

## Iraq staying together as one nation in US interest: Senator

**E**RBIL, Kurdistan Region - Republican Senator Lindsey Graham on Wednesday told Rudaw that it was in the United States' interest for Iraq to stay together as one nation, stressing that it is possible for all of Iraq's components to coexist.

Mohammed Shia' al-Sudani arrived in Washington on Saturday, marking his first visit to the US as the prime minister of

Iraq. The Iraqi premier on Wednesday presided over the signing of 19 memoranda of understanding (MoUs) in various sectors between American companies and the Iraqi government and private sector.

"I think it's in America's interest to make sure Iraq stays together as one nation to move forward economically," Graham told Rudaw's Diyar Kurda on Wednesday, emphasizing

his interest in an economic alliance that would serve both countries.

"How to share the wealth of Iraq is an ongoing conversation... It's been complicated for many years and it will still be complicated," the senator added, stating that he believes it is possible for Iraq's different components to live together. Sudani met with US President Joe Biden in the Oval office on

Monday, with the two reaffirming their commitment to comprehensive bilateral cooperation in line with the Strategic Framework Agreement, including political, economic, and security cooperation. The Strategic Framework Agreement came into effect in 2009 and seeks to normalize Baghdad-Washington relations through long-term bilateral economic, diplomatic, cultural, and security cooperation.

## Iran and Israel Appear to Play Down Significance of Israeli Strike

In Israel, officials described the strike as a limited response designed to avoid escalating tensions. Iran's state television said military and nuclear facilities were safe.

The Israeli strike on a military base near the Iranian city of Isfahan was part of a cycle of retaliation that has alarmed world leaders, but it produced a largely muted response from both on Friday.

Television networks and some officials in both countries played down the significance of the strike, which Israeli and Iranian officials confirmed.

In Israel, officials described the strike as a limited response designed to avoid escalating tensions. Pundits on the country's morning news shows said the strike did not appear to cause significant damage to military sites in Iran.

"Israel can do elegant military maneuvers that are not noisy or cause significant military damage but which deliver the message Israel wants," Dana Weiss, a diplomatic affairs analyst for Israel's Channel 12, told viewers. "And that is what we have seen them do."

State television in Iran said military and nuclear facilities in Isfahan were safe and broadcast footage of the city looking calm in the



Iranian state media showing what it said was a live picture of Isfahan early on Friday. Fatemeh Bahrami/Anadolu, via Getty Images

spring light. One newsreader there described the attack as "not a big deal."

Social media users in Iran, including some connected to the country's military, mocked the Israeli strike as a puny response to the roughly 300 missiles and drones that Iran launched at Israel last weekend.

In one video that was widely shared online Friday, a girl throws a paper airplane at an apartment building and

compares it to the Israeli strike, giggling as the folded paper hits the concrete structure.

Iranian officials told The New York Times that a strike had hit a military air base near Isfahan. But Brig. General Siavash Mihan-doust, the most senior military official in Isfahan, told state television that any explosions heard there on Friday were not caused by Israeli strikes, attributing them to air defense sys-

tems shooting down "flying objects."

Some in Israel celebrated the strikes, including elected leaders from the country's right-wing parties.

Tally Gotliv, a lawmaker from the Likud party, wrote on X, "A morning in which our head is proudly up. Israel is a strong and forceful country."

## En direct, Iran-Israël : Téhéran dit avoir repoussé une attaque de drones près d'Ispahan, une possible riposte militaire israélienne

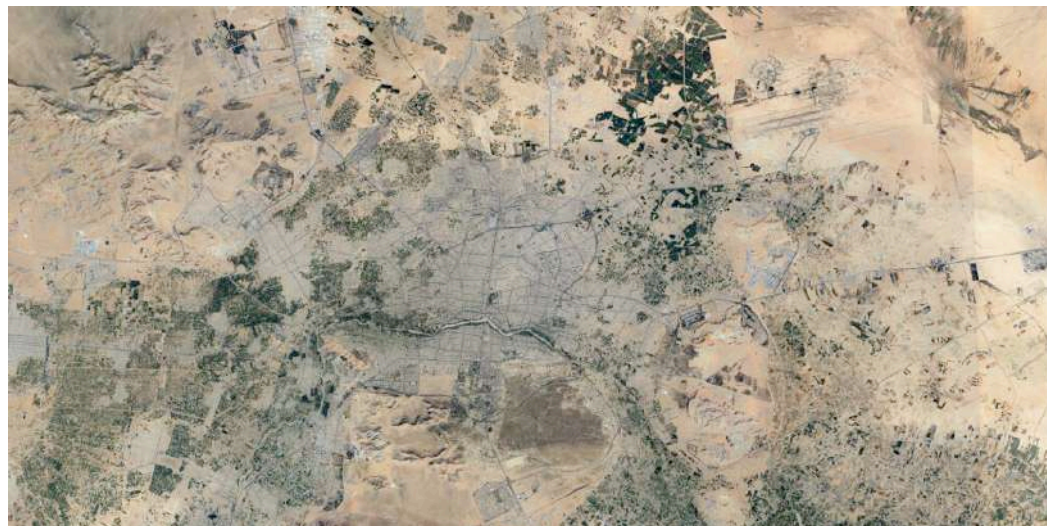
Trois explosions ont eu lieu, vendredi, près d'une base militaire sans causer de « dégâts majeurs », selon l'agence officielle iranienne. Ni le régime iranien ni le gouvernement israélien n'ont réagi officiellement. Un haut responsable américain, cité par des chaînes américaines, a reconnu qu'Israël avait prévenu d'une possible riposte, que Washington « n'a pas approuvée ».

**L'Iran ciblé par une possible attaque d'Israël, en représailles aux frappes contre le territoire israélien**

Plusieurs explosions ont été rapportées tôt vendredi dans le centre de l'Iran, de hauts responsables américains faisant état d'une attaque israélienne en représailles aux tirs de drones et de missiles sans précédent menée contre Israël le week-end dernier. Ces explosions en Iran coïncident également avec le 85<sup>e</sup> anniversaire du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Téhéran a fait état de trois explosions près d'une base militaire à Qahjavarestan, localité située entre Ispahan et son aéroport, dans le centre du pays, selon l'agence officielle Fars. Des drones ont été abattus, mais il n'y a pas eu d'attaque par missiles « jusqu'à présent », ont précisé les autorités iraniennes. Et les installations nucléaires situées dans la région d'Ispahan sont « totalement en sécurité », a précisé l'agence Tasnim.

L'Iran a activé sa défense aérienne dans plusieurs provinces,



mais « aucun dégât ou explosion à grande échelle n'a été signalé », a fait savoir l'agence officielle IRNA, en se fondant sur les informations rapportées par ses journalistes. Washington a été prévenu jeudi de l'attaque israélienne sur l'Iran, mais n'a ni approuvé l'opération ni joué aucun rôle dans son exécution, ont déclaré des responsables cités par les chaînes américaines NBC et CNN. L'armée israélienne a dit à l'Agence France-Presse ne pas avoir de commentaire à faire « pour le moment » au sujet de ces explosions.

Les vols commerciaux, suspendus brièvement à partir et à destination de Téhéran, ont repris en début de matinée selon l'IRNA. La compagnie aérienne émiratie Flydubai a néanmoins annulé ses vols vers l'Iran vendredi. Des frappes israéliennes ont, par ailleurs, visé vendredi une position militaire dans le sud de la Syrie, a fait savoir l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

**Ce que l'on sait pour l'instant**

• **L'Iran a activé, tôt vendredi, sa défense aérienne dans plusieurs provinces après avoir été informé d'explosions dans la région d'Ispahan, dans le centre du pays, a dit l'agence officielle IRNA.**

• **Des drones ont été abattus, mais il n'y a pas eu d'attaque par missile « jusqu'à présent », ont fait savoir les autorités iraniennes.**

• **Selon un haut responsable américain cité par la chaîne ABC News, il s'agit d'une attaque israélienne menée contre l'Iran en représailles aux frappes iraniennes contre Israël au cours du week-end dernier.**

• **Ispahan est une ville très importante, en raison notamment du centre de recherches nucléaires situé à proximité. Selon les médias iraniens, ces installations nucléaires sont « totalement en sécurité ».**

• **Les vols commerciaux ont été suspendus à partir et à destination de plusieurs aéroports, dont ceux de Téhéran, selon l'agence Mehr, qui cite des autorités aéroportuaires.**

• **Israël a menacé de répondre à l'attaque aux drones et missiles contre le territoire israélien menée le week-end dernier, décidée par Téhéran à la suite d'une frappe meurtrière imputée à Israël contre le consulat iranien à Damas.**

**Oman condamne « l'attaque israélienne » en Iran**

Alors que le régime iranien est resté jusqu'ici silencieux sur les auteurs de l'offensive qui a eu lieu dans la nuit sur son territoire, le sultanat d'Oman a condamné « l'attaque israélienne » dans la matinée.

Le sultanat d'Oman « condamne l'attaque israé-

lienne de ce matin contre Is-pahan, en République islamique d'Iran, ainsi que les agressions militaires répétées d'Israël dans la région », a affirmé un porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué publié sur X.

### La situation au Proche-Orient évoquée lors d'un G7 des ministres des affaires étrangères

Les ministres des affaires étrangères du G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, Canada, France, Royaume-Uni et Italie) sont réunis actuellement à Capri, en Italie. A son arrivée, le chef de la diplomatie italienne, Antonio Tajani, a appelé à une « désescalade » après les événements de la nuit en Iran, dont les contours exacts restent encore flous.

« Nous invitons toutes les parties à la prudence et à éviter l'escalade. Le G7 veut une désescalade absolue dans une région en proie à une grave tension », a déclaré le ministre italien sur la télévision publique RAI.

Egalement présente à Capri, la cheffe de la diplomatie canadienne Mélanie Joly a déclaré avoir été « informée des explosions survenues cette nuit en Iran ». « Nous suivons la situation de près. Nous aborderons la question avec les ministres des affaires étrangères lors de la session du G7 », a-t-elle ajouté sur X. Interrogé à Capri par l'Agence France-Presse, le ministre français des affaires étrangères, Stéphane Séjourné, n'a pas souhaité faire de déclaration.

### L'UE appelle les parties « à s'abstenir de toute nouvelle action »

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a estimé vendredi, lors d'un déplacement en Finlande avec le premier ministre finlandais, Petteri Orpo, qu'il est « absolument nécessaire que la ré-

gion reste stable et que toutes les parties s'abstiennent de toute nouvelle action » au Proche-Orient.

### Selon le chef d'état-major des forces armées iraniennes, « plusieurs objets volants ont été abattus »

C'est le premier haut responsable iranien à s'exprimer ouvertement après que plusieurs explosions ont été rapportées tôt vendredi matin dans le centre de l'Iran. Le chef d'état-major des forces armées iraniennes, Sayyid Abdolrahim Mousavi, cité par des médias iraniens, a affirmé : « Grâce à notre vigilance, plusieurs objets volants ont été abattus », sans préciser, donc, s'il s'agissait de drones et sans mentionner Israël, qui selon des hauts responsables de l'administration américaine serait à l'origine de cette attaque.

Interrogé aussi quant à une éventuelle réaction de l'Iran à cette attaque nocturne, M. Mousavi semble exclure cette hypothèse, affirmant : « Vous avez déjà vu la réaction de l'Iran. »

Téhéran avait mené une attaque aérienne sans précédent contre Israël pendant la nuit de samedi 13 à dimanche 14 avril. Cette opération, baptisée « Promesse honnête », répondait à la frappe qui a détruit son consulat à Damas le 1<sup>er</sup> avril, qu'elle attribue à l'Etat hébreu.

### Un ministre israélien déplore la « faiblesse » apparente de l'offensive israélienne

Alors que l'Etat israélien, et en particulier le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, reste silencieux au sujet de la potentielle riposte israélienne menée en Iran pendant la nuit de jeudi à vendredi, le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a déploré sur X la « faiblesse » apparente de cette attaque.

Issu de l'extrême droite religieuse et exclu du cabinet de guerre restreint chargé de décider de cette riposte, M. Ben Gvir, qui a milité durant des jours pour une riposte forte, a utilisé une expression footballistique désignant en hébreu un tir manquant de puissance.

### L'Italie appelle à la « désescalade » à la suite des informations relatives à une frappe israélienne contre l'Iran

Le chef de la diplomatie italienne, Antonio Tajani, qui préside à Capri une réunion de ses homologues du G7, a appelé vendredi matin à une « désescalade », après les informations concernant une offensive israélienne contre l'Iran.

« Nous invitons tous à la prudence et à éviter l'escalade. Le G7 veut une désescalade absolue dans une région en proie à une grave tension », a déclaré le ministre italien sur la télévision publique, RAI.

### L'incertitude domine sur ce qui s'est passé pendant la nuit de jeudi à vendredi en Iran

Que s'est-il réellement passé pendant la nuit de jeudi à vendredi en Iran ? Le flou est encore persistant ce vendredi matin alors que ni le régime iranien ni le gouvernement israélien n'ont réagi officiellement.

Après que plusieurs explosions ont été rapportées tôt vendredi dans le centre de l'Iran, de hauts responsables de l'administration américaine, sous le couvert de l'anonymat, ont fait état auprès de médias d'une attaque israélienne en représailles aux tirs de drones et de missiles sans précédent contre Israël lors du week-end dernier. L'agence officielle iranienne IRNA a, quant à elle, affirmé que Téhéran avait activé, tôt vendredi, sa défense aérienne dans plusieurs provinces après avoir été informé d'explosions dans la région d'Ispahan.

Les chaînes de télévision NBC et CNN, citant respectivement des sources au fait de la question et un responsable américain, ont, de leur côté, rapporté qu'Israël avait annoncé jeudi aux Etats-Unis qu'il prendrait des mesures de rétorsion contre l'Iran au cours des jours à venir.

De son côté, l'armée israélienne a dit à l'Agence France-Presse ne pas avoir de commentaire à faire « pour le moment ». Dans un message publié sur son compte X, une députée du Likoud (parti du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou), Tally Gotliv, a posté vendredi matin un message énigmatique, qui semble faire référence à cette possible attaque : « Bonjour, cher peuple d'Israël. Une matinée où nous portons haut la tête, avec fierté. Israël est un pays fort et puissant. Puissions-nous retrouver le pouvoir de dissuasion. »

En Iran, les médias officiels, tels que l'agence IRNA, ont rapporté qu'« aucun dégât majeur » n'avait été rapporté à la suite des explosions entendues à l'aube. Des drones ont été abattus, mais il n'y a pas eu d'attaque par missiles « jusqu'à présent », ont précisé les autorités iraniennes. Certains médias tendent à minimiser, voire à nier, le fait que les explosions entendues près d'Ispahan soient liées à une attaque de l'Etat hébreu. Le correspondant à Téhéran de la chaîne panarabe libanaise Al-Mayadeen, propalestinienne et partisane de l'« axe de la résistance » à Israël, a ainsi déclaré à l'antenne, vendredi matin, qu'il n'y avait selon lui « pas d'agression extérieure contre l'Iran » et qu'Israël « trompe le monde en faisant croire qu'elle a répondu à l'opération Promesse honnête ».

En citant des « sources bien informées », l'agence de presse iranienne Tasnim a aussi affirmé vendredi matin qu'il n'y avait « aucune information faisant



état d'une attaque de l'étranger », « contrairement aux rumeurs et affirmations faites par les médias israéliens ». Un officier de la province d'Ispahan, [le général de brigade Siavash Mihandoost](#), a expliqué à la télévision d'Etat que le bruit « relativement fort » entendu à l'est d'Ispahan était « lié au tir de la défense aérienne sur un objet volant » et non à une explosion au sol. « Nous n'avons eu aucun dommage ou incident », a-t-il assuré.

### **L'Agence internationale de l'énergie atomique affirme qu'il « n'y a aucun dommage » sur les sites nucléaires iraniens**

Dans un message diffusé sur X, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) annonce qu'il n'y a, selon elle, « aucun dommage sur les sites nucléaires de l'Iran ». « L'AIEA suit la situation de très près », précise l'agence.

L'Iran a activé, tôt vendredi, sa défense aérienne dans plusieurs provinces après avoir été informé d'explosions dans la région d'Ispahan, dans le centre du pays, a dit l'agence officielle IRNA. Ispahan est une ville très importante, en raison notamment du centre de recherches nucléaires situé à proximité. Selon les médias iraniens, ces installations nucléaires sont « totalement en sécurité ».

### **L'ambassade américaine en Israël annonce restreindre les déplacements de son personnel**

L'ambassade américaine en Israël a ordonné vendredi à ses employés et à leurs familles de limiter leurs déplacements à l'intérieur du pays, quelques heures après que des explosions en Iran ont été rapportées, attribuées, par des responsables américains, à Israël. L'ambassade explique sur son site Internet que « les employés du gouvernement américain et

les membres de leurs familles » ne peuvent voyager « pour motifs personnels » en dehors des grandes villes Tel-Aviv, Jérusalem et Beersheba. Cet avis de sécurité vaut « jusqu'à nouvel ordre », a-t-elle précisé.

### **L'Iran ciblé par une possible attaque d'Israël, en représailles aux frappes contre le territoire israélien**

Plusieurs explosions ont été rapportées tôt vendredi dans le centre de l'Iran, de hauts responsables américains faisant état d'une attaque israélienne en représailles aux tirs de drones et de missiles sans précédent menée contre Israël le week-end dernier. Ces explosions en Iran coïncident également avec le 85<sup>e</sup> anniversaire du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Téhéran a fait état de trois explosions près d'une base militaire à Qahjavarestan, localité située entre Ispahan et son aéroport, dans le centre du pays, selon l'agence officielle Fars. Des drones ont été abattus, mais il n'y a pas eu d'attaque par missiles « jusqu'à présent », ont précisé les autorités iraniennes. Et les installations nucléaires situées dans la région d'Ispahan sont « totalement en sécurité », a précisé l'agence Tasnim.

L'Iran a activé sa défense aérienne dans plusieurs provinces, mais « aucun dégât ou explosion à grande échelle n'a été signalé », a fait savoir l'agence officielle IRNA, en se fondant sur les informations rapportées par ses journalistes. Washington a été prévenu jeudi de l'attaque israélienne sur l'Iran, mais n'a ni approuvé l'opération ni joué aucun rôle dans son exécution, ont déclaré des responsables cités par les chaînes américaines NBC et CNN. L'armée israélienne a dit à l'Agence France-Presse ne pas avoir de commentaire à faire « pour le moment » au sujet de ces explosions.

Les vols commerciaux, suspendus brièvement à partir et à destination de Téhéran, ont repris en début de matinée selon l'IRNA. La compagnie aérienne émiratie Flydubai a néanmoins annulé ses vols vers l'Iran vendredi. Des frappes israéliennes ont, par ailleurs, visé vendredi une position militaire dans le sud de la Syrie, a fait savoir l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

### **Après l'attaque contre l'Iran, les vols ont repris dans les aéroports de Téhéran**

Arrêtés momentanément dans la nuit de jeudi à vendredi en raison des frappes israéliennes, les vols ont repris en début de matinée dans les deux aéroports de Téhéran, selon l'agence officielle IRNA.

Les avions pouvaient de nouveau décoller des aéroports Imam-Khomeini et Mehrabad, et y atterrir, a précisé l'IRNA, en précisant qu'un vol en provenance de Rome, qui avait été détourné sur Ankara, était attendu à Téhéran.

### **Washington a été prévenu de la frappe israélienne**

Les chaînes de télévision NBC et CNN, citant respectivement des sources au fait de la question et un responsable américain, ont rapporté qu'Israël avait annoncé jeudi aux Etats-Unis qu'il prendrait des mesures de rétorsion contre l'Iran au cours des jours à venir.

« Nous n'avons pas approuvé la riposte », a déclaré un responsable américain, selon CNN.

La Maison Blanche n'a pas commenté, pour l'heure, la frappe israélienne.

### **L'Australie appelle ses ressortissants à quitter Israël et les territoires palestiniens**

Citant une « forte menace de représailles militaires et d'attaques terroristes », Canberra

« exhorte les Australiens en Israël et dans les territoires palestiniens occupés à s'en aller », a écrit le ministère des affaires étrangères dans une note, ce vendredi matin.

### **La compagnie aérienne Flydubai annule ses vols vers l'Iran**

La compagnie aérienne émiratie Flydubai a annulé ses vols vers l'Iran vendredi, après les fortes explosions rapportées dans le centre du pays.

« En application de la notam publiée, nos vols vers l'Iran aujourd'hui ont été annulés », dit un communiqué qui fait référence à une « notice to air missions », un message émis par une autorité de l'aviation civile pour informer les compagnies aériennes de restrictions de vols ou de dangers.

### **« Aucun dégât majeur » causé par les explosions**

L'agence officielle iranienne IRNA a annoncé qu'« aucun dégât majeur » n'avait été rapporté après les explosions entendues à l'aube.

« A la suite de l'activation de la défense aérienne dans certaines régions du pays », « aucun dégât ou explosion à grande échelle n'a été signalé », a dit l'agence, en se fondant sur les informations rapportées par ses journalistes. Elle a précisé qu'« aucune information faisant état de tirs de systèmes de défense antimissile » n'avait été reçue.

Dans la province d'Ispahan, où les explosions ont été entendues, « les installations importantes, en particulier les installations nucléaires, sont totalement sûres, et aucun accident n'y a été signalé », a ajouté l'IRNA.

### **Frappes dans le sud de la Syrie**

Des frappes ont visé vendredi

à l'aube la région de Soueïda, dans le sud de la Syrie, a fait savoir à l'Agence France-Presse un activiste d'un média en ligne, Suwayda 24, au moment où des informations faisaient état de trois explosions en Iran.

« Il y a eu des frappes sur une position de radar de l'armée syrienne dans l'ouest de la province de Soueïda », a dit Rayan Maarouf, responsable de ce site, sans préciser l'origine des attaques.

### **Des sirènes d'alerte activées dans le nord d'Israël**

« Nous n'avons pas de commentaire à faire pour le moment », a dit à l'Agence France-Presse un porte-parole de l'armée israélienne.

Par ailleurs, selon les militaires, des sirènes d'alerte ont été activées vendredi matin dans le nord d'Israël, théâtre d'échanges de tirs depuis ces derniers mois entre l'armée israélienne et le Hezbollah, soutenu par l'Iran.

### **Ce que l'on sait pour l'instant**

**L'Iran a activé, tôt vendredi, sa défense aérienne dans plusieurs provinces après avoir été informé d'explosions dans la région d'Ispahan**, dans le centre du pays, a dit l'agence officielle IRNA.

**Des drones ont été abattus, mais il n'y a pas eu d'attaque par missile « jusqu'à présent »**, ont fait savoir les autorités iraniennes.

**Selon un haut responsable américain cité par la chaîne ABC News, il s'agit d'une attaque israélienne menée**

**contre l'Iran** en représailles aux frappes iraniennes contre Israël au cours du week-end dernier.

Ispahan est une ville très importante, en raison notamment du centre de recherches nucléaires situé à proximité. **Selon les médias iraniens, ces installations nucléaires sont « totalement en sécurité »**.

**Les vols commerciaux ont été suspendus à partir et à destination de plusieurs aéroports, dont ceux de Téhéran**, selon l'agence Mehr, qui cite des autorités aéroportuaires.

**Israël a menacé de répondre à l'attaque aux drones et missiles contre le territoire israélien menée le week-end dernier**, décidée par Téhéran à la suite d'une frappe meurtrière imputée à Israël contre le consulat iranien à Damas.

### **Bonjour à toutes et à tous**

Ce live va vous tenir informés de la situation dans le Proche-Orient après que des explosions ont été entendues, tôt vendredi, dans le centre de l'Iran.

L'Iran ciblé par une possible attaque d'Israël, en représailles aux frappes contre le territoire israélien

Ce que l'on sait pour l'instant

### **Le contexte**

Image de couverture : Image satellite de la région d'Ispahan, en Iran. Google Earth

**L'Iran a activé, tôt vendredi, sa défense aérienne dans plusieurs provinces après des informations d'explo-**

**sions dans la région d'Ispahan**, dans le centre du pays, a dit l'agence officielle IRNA.

**Des drones ont été abattus, mais il n'y a pas eu d'attaque par missile « jusqu'à présent »**, ont fait savoir les autorités iraniennes.

**Selon un haut responsable américain cité par la chaîne ABC News, il s'agit d'une attaque israélienne menée contre l'Iran** en représailles aux frappes iraniennes contre Israël au cours du week-end dernier.

Ispahan est une ville importante en raison du centre de recherches nucléaires situé à proximité. **Selon les médias iraniens, ces installations nucléaires sont « totalement en sécurité »**.

**Les vols commerciaux ont été suspendus à partir et à destination de plusieurs aéroports, dont ceux de Téhéran**, selon l'agence Mehr, qui cite des autorités aéroportuaires.

**Israël avait prévenu qu'il riposterait après que l'Iran eut tiré des centaines de missiles et de drones sur le territoire israélien au cours du week-end**. La plupart d'entre eux avaient été interceptés. L'attaque avait été décidée par Téhéran à la suite d'une frappe meurtrière imputée à Israël contre le consulat iranien à Damas.

L'Iran ciblé par une possible attaque d'Israël, en représailles aux frappes contre le territoire israélien

### **Ce que l'on sait pour l'instant**

• **L'Iran a activé, tôt ven-**

**dredi, sa défense aérienne dans plusieurs provinces après avoir été informé d'explosions dans la région d'Ispahan, dans le centre du pays, a dit l'agence officielle IRNA.**

• **Des drones ont été abattus, mais il n'y a pas eu d'attaque par missile « jusqu'à présent »**, ont fait savoir les autorités iraniennes.

• **Selon un haut responsable américain cité par la chaîne ABC News, il s'agit d'une attaque israélienne menée contre l'Iran en représailles aux frappes iraniennes contre Israël au cours du week-end dernier.**

• **Ispahan est une ville très importante, en raison notamment du centre de recherches nucléaires situé à proximité. Selon les médias iraniens, ces installations nucléaires sont « totalement en sécurité »**.

• **Les vols commerciaux ont été suspendus à partir et à destination de plusieurs aéroports, dont ceux de Téhéran, selon l'agence Mehr, qui cite des autorités aéroportuaires.**

• **Israël a menacé de répondre à l'attaque aux drones et missiles contre le territoire israélien menée le week-end dernier, décidée par Téhéran à la suite d'une frappe meurtrière imputée à Israël contre le consulat iranien à Damas.**

The New York Times

Safak Timur and Ben Hubbard  
April 19, 2024

## Turkey Earthquake Trial Opens Amid Anger and Tears

More than 300 people were killed when temblors toppled an upscale residential complex. Survivors hope a court will punish the men who built it.

### Earthquake in Turkey and Syria

Safak Timur reported from the courtroom in Antakya, Turkey, and Ben Hubbard from Istanbul.

The families addressed the court one by one, sobbing as they spoke the names of relatives who had been killed when their upscale apartment complex in southern Turkey toppled over during a powerful earthquake last year.

One woman, whose son had died in the collapse alongside his wife and their 3-year-old son, lashed out at the defendants — the men who had built the complex and the inspectors charged with ensuring that it was safe.

“Shame on you,” said the woman, Remziye Bozdemir. “Your children are alive, mine are dead.”

The hearing on Thursday was the first aimed at seeking accountability for the collapse of Renaissance Residence, one of the most catastrophic building failures during the [earthquakes of Feb. 6, 2023](#), which damaged hundreds of thousands of structures and killed more than 53,000 people across southern Turkey.

More than 300 people died inside Renaissance, and many more were wounded. An [investigation and forensic analysis by The New York Times](#) found that a tragic combination of poor design and minimal oversight had left the building vul-



A new trial aims to seek accountability for the deadly collapse of Renaissance Residence, near the Turkish city of Antakya, during an earthquake last year. Emin Ozmen for The New York Times

nerable, ultimately causing its 13 stories to smash into the earth.

Since the quakes, the anger of many survivors has centered on the lax construction practices that allowed so many defective buildings to rise across a region with a history of powerful temblors. When the ground shook last year, many structures became death traps, pancaking down on their residents and killing them instantly or trapping them [alive inside the rubble](#).

In recent months, Turkish courts have begun hearing cases seeking to assign responsibility for the deadly collapses. The Renaissance trial is one such case, which illustrates what victims' advocates say are the limits of post-quake justice.

Eight men — four from the construction company and four

employees of a private building-inspection firm — stand accused of causing foreseeable death and injury through negligence for their roles in the construction of the complex. All eight have pleaded not guilty. Missing from the case are any of the numerous public officials who allowed the complex to be built by zoning the land, approving building plans and issuing construction permits, together failing to ensure that the project had been constructed to withstand violent quakes.

This scrutiny of private builders but not of public officials has marred efforts to ensure accountability across the quake zone, said Emma Sinclair-Webb, the Turkey director for Human Rights Watch.

“Contractors can be cowboy builders, building defective buildings, but what about the enabling environment in which they operate and the public

authorities that turn a blind eye and let them go ahead?” she said.

Complicating efforts to hold such officials accountable is a Turkish law that prevents prosecutors from investigating state employees without obtaining government permission.

It remains unclear whether any public officials are on trial in earthquake-related cases.

In January, Human Rights Watch and [Citizens' Assembly](#), a Turkish rights group, filed requests in dozens of jurisdictions seeking information about how many requests to investigate public officials had been made and how many had been granted. Their queries turned up four instances in which decisions were pending and three in which permission to investigate had been granted, although two of those had been appealed, the groups said in [a report](#) last month.

Most jurisdictions declined to respond, citing confidentiality regulations.

This diminishes the chances for true accountability, Ms. Sinclair-Webb said.

“The full facts are not really there to be looked at if the public officials are left out of the picture,” she said.

Renaissance Residence rose on a patch of converted agricultural land near the [ancient city of Antakya](#) during a construction boom that was sweeping through the area in the 2010s,

fueled by the plans of Turkey's leader, Recep Tayyip Erdogan, for development and economic growth. By the time residents arrived in 2013, the three apartment towers, superficially joined to appear as one long, thin building, loomed over the countryside.

The complex catered to the area's rising middle class, with a pool, underground parking and a lobby designed to mimic that of a hotel. Many early occupants considered themselves lucky to live there.

But The Times's investigation found that, despite its air of glamour, Renaissance was rife with risky design choices that were cast in concrete with minimal oversight, leaving the structure ill prepared to withstand a powerful earthquake.

The first such quake struck last year, with a magnitude of 7.8, followed by a second powerful temblor hours later. The first quake caused the ground floor of Renaissance to fail, making the

building topple on its side and destroying many of its residents' lives.

Cemile Incili, 59, a real estate agent who attended the hearing on Thursday, said she had survived the collapse with some injuries but had been able to hear her nephew trapped in the rubble.

"Aunt, I can't breathe," she recalled him saying.

His body, and that of a sister of Ms. Incili, were never recovered from the wreckage. She assumes they are dead.

She hoped the trial would mean long sentences for the men who built Renaissance as well as for the officials who allowed the building to rise.

"The state did not protect our lives or our property," she said.

Court documents say that 269 people have been identified as having been killed in the building

and that 46 others are still missing and assumed to be dead. Prosecutors have charged the eight defendants with conscious negligence that caused multiple deaths and injuries. If convicted, they could face up to 22 years in prison.

The prosecutors have accused the contractors who built Renaissance of failing to follow the building codes in place at the time, using substandard materials and neglecting to ensure that the structure was sound. They have accused the inspectors, who worked for a private company hired by the contractors, of failing to detect flaws that should have been reported to the authorities.

The contractor who was the construction company's lead architect, Mehmet Yasar Coskun, told the court on Thursday that he rejected the allegations. He blamed the collapse on the exceptional power of the earthquake's shaking at the site.

"As the foundation of the building was strong, the wave demolished it from the weakest point it could find, the ground floor," he said. "It is an atypical situation."

Other defendants, too, said they had followed all the necessary regulations and attributed the collapse to the earthquake's strength.

Their arguments failed to convince the survivors who attended the hearing.

Hafize Acikgoz, 42, had made it out of Renaissance alive but lost her husband and three children, who were 16, 21 and 23.

"It is just me left behind," she said, wiping away tears. "Nothing can sooth my pain and nothing can bring them back."

Still, she hoped that the accused would receive the longest possible sentences.

"Shouldn't those buildings have been built considering people's lives?" she said.



April 19, 2024

## Turkish President Erdogan to visit Erbil amid talks with Baghdad

Erdogan's visit to the Kurdistan Region and Erbil signifies a notable shift, with specific agenda items outlined. This emphasizes the focus on resolving bilateral issues, contrasting previous visits where the agenda remained unspecified.

**T**urkish President Recep Tayyip Erdogan has announced his intention to include Erbil in his upcoming visit to Iraq, following talks in Baghdad.

Speaking to reporters after Friday prayers, Erdogan emphasized his commitment to addressing the issues between Erbil and Baghdad during his visit.

Erdogan's decision to visit Erbil marks a significant development, as he previously hinted at the possibility of such a visit without specifying the agenda.

This time, however, Erdogan highlighted the specific topics to be discussed in Erbil, underscoring the importance of resolving bilateral issues.

The visit, scheduled to take place on November 22, is expected to be a one-day affair, with discussions encompassing a range of issues, including Turkey-Iraq relations. «We had planned our visit to Iraq following the elections, which have now concluded. With the help of God, we will proceed with our visit,» Erdogan stated, affirming the timing of the visit.

Erdogan emphasized that discussions in Erbil would focus on addressing the challenges between Erbil and Baghdad, while broader aspects of Turkey-Iraq relations would also be part of the agenda, reflecting a comprehensive approach to regional diplomacy.

## L'Iran minimise la riposte imputée à Israël

« Tant qu'il n'y aura pas de nouvelle aventure [offensive militaire] au nom régime israélien contre les intérêts de l'Iran, nous ne répliquerons pas », a affirmé à la chaîne NBC le ministre des affaires étrangères iranien, Hossein Amir Abdollahian.

L'escalade semble s'éloigner. Téhéran a minimisé, samedi 20 avril, l'attaque de la veille imputée à Israël dans le centre de l'Iran, affirmant qu'il n'y aurait pas de représailles. Dans une interview accordée à la chaîne américaine NBC, le ministre des affaires étrangères iranien, Hossein Amir Abdollahian, a relativisé l'attaque qui s'est déroulée vendredi à l'aube.

« Ce qu'il s'est passé la nuit dernière n'était pas une attaque. Il s'agissait de deux ou trois drones quadrirotor, comme ceux avec lesquels les enfants jouent en Iran », a-t-il ironisé, ajoutant que « tant qu'il n'y aura pas de nouvelle aventure [offensive militaire] au nom du régime israélien contre les intérêts de l'Iran, nous ne répliquerons pas ».

Vendredi, des médias d'Etat iraniens ont rapporté que des détonations avaient été entendues à l'aube près d'une base militaire dans la région d'Ispahan, après que « plusieurs » petits drones ont été « abattus avec succès » par le « système de défense anti-aérienne » du pays.

Des médias aux Etats-Unis, citant des responsables américains, ont affirmé qu'il s'agissait d'une opération israélienne menée en riposte à une attaque iranienne inédite aux drones et aux missiles contre Israël le 13 avril.

Selon le *Washington Post*, citant un responsable israélien ayant requis l'anonymat, l'attaque visait à montrer à l'Iran qu'Israël avait la capacité de frapper à l'intérieur de son territoire. Un haut responsable auprès du Congrès américain, qui n'a pas souhaité être nommé, a confirmé à l'Agence France-Presse (AFP) une attaque israélienne en Iran. Interrogée par l'AFP, l'armée israélienne n'a pas commenté ces événements en Iran.

### Appels au calme

Cette dernière poussée de fièvre intervient alors que la guerre entre Israël et le Hamas, déclenchée par une attaque sans précédent du mouvement islamiste palestinien le 7 octobre, ne connaît pas de répit et a fait 34 049 morts à Gaza, essentiellement des civils, selon le dernier bilan du Hamas, qui n'a pas pu être vérifié de source indépendante.

Signe du caractère explosif de la situation, la communauté internationale s'est empressée, dans la foulée de l'attaque de vendredi, de lancer des appels au calme. Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a souligné que « l'objectif » de son pays et des autres membres du G7, réunis à Capri, en Italie, était « la désescalade ». Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a fait lui état de contacts avec

l'Iran et Israël. « Nous avons dit aux Israéliens que l'Iran ne veut pas d'escalade », a-t-il précisé.

Lors de la première attaque directe jamais menée par l'Iran contre le territoire israélien le 13 avril, Israël a affirmé avoir intercepté avec ses alliés, principalement les Etats-Unis, la quasi-totalité des quelque 350 drones et missiles iraniens. L'Iran a dit avoir agi en « légitime défense » après l'attaque qui a détruit son consulat à Damas le 1<sup>er</sup> avril et coûté la vie à sept de ses militaires dont deux hauts gradés. Téhéran a accusé Israël, qui n'a ni confirmé ni démenti.

### Des « dizaines » de frappes israéliennes samedi à Gaza

Les tensions entre Israël et l'Iran interviennent après six mois de guerre dans la bande de Gaza, où le Hamas, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis, l'Union européenne et Israël notamment, a pris le pouvoir en 2007. Israël a lancé une vaste offensive après une attaque sur son territoire le 7 octobre par des commandos du Hamas, soutenu par l'Iran, et qui a entraîné la mort de 1 170 personnes, essentiellement des civils, selon un bilan de l'AFP établi à partir de données officielles.

Plus de 250 personnes ont été enlevées durant l'attaque et

129 sont retenues à Gaza, dont 34 sont mortes d'après des responsables israéliens. Outre le lourd bilan humain et les destructions, les quelque 2,4 millions d'habitants sont menacés de famine selon l'ONU, qui exhorte à l'entrée de plus d'aide humanitaire dans ce petit territoire.

L'armée israélienne a annoncé samedi avoir frappé des « dizaines de cibles terroristes », dont une « base de lancement à Beit Hanoun », dans le nord de Gaza, « peu après qu'un missile ait été intercepté, dans la zone à la ville [israélienne] de Sderot ». Selon la défense civile à Gaza, une frappe israélienne a tué neuf membres d'une même famille à Rafah, dans le sud du territoire, où sont massés plus d'un million et demi de déplacés palestiniens selon l'ONU.

Dans ce contexte, le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, est arrivé vendredi soir en Turquie et doit être reçu par le président Recep Tayyip Erdogan au moment où le Qatar dit vouloir « réévaluer » son rôle de médiateur dans le conflit à Gaza. Le Qatar, qui piétine dans la négociation d'une trêve entre le Hamas et Israël, menace de se retirer face aux critiques israéliennes et de certains démocrates américains. Or la Turquie, qui a des relations avec Israël et le Hamas, pourrait en profiter pour tenter de reprendre la médiation.

The New York Times

April 20, 2024

# Israeli Weapon Damaged Iranian Air Defenses Without Being Detected, Officials Say

The strike, two Western officials said, was calculated to deliver a message to Iran that Israel could bypass Iran's defense systems undetected and paralyze them.

Here's what we're covering: Strike was meant to show Iran that Israel could paralyze its defenses, Western officials say.

Deadly Israeli airstrikes again hit Rafah.

Israeli raid on a refugee camp in the West Bank kills at least 10 people.

The House, with a bipartisan vote, approves an aid package for Israel.

The Palestinian Authority's president threatens to reconsider relations with the United States.

At a meeting in Turkey, Hamas's political leader and Erdogan discussed how to achieve a 'fair and permanent peace in the region.'

An explosion damages a military base in Iraq used by an Iran-backed armed group.

Satellite imagery shows that a precision attack damaged an air defense system at an Iranian base.

An Israeli airstrike on Iran on Friday damaged an air defense system, according to Western and Iranian officials, and appeared calculated to deliver a message that Israel could bypass Iran's defensive systems undetected and paralyze them.

The strike damaged a defensive battery near Natanz, a city in central Iran that is critical to the



An anti-Israel rally in Tehran, Iran, on Friday. Arash Khamooshi for The New York Times

country's nuclear weapons program, according to the officials. Even though the Israeli attack was in retaliation for Iran's aerial barrage last week, it used a fraction of the firepower Tehran deployed. That attack, intercepted by Israel and its allies, caused minimal damage.

Israeli airstrikes on the [southern Gaza city of Rafah](#) on Saturday killed several civilians, including women and children, according to Palestinian state media, sending more fear through an area where over one million displaced Palestinians are crowded into tents and temporary quarters.

For many weeks, Palestinians have been [bracing for an announced Israeli ground offensive](#) on Rafah, the southernmost part of Gaza, where more than half of the strip's 2.2 million residents fled after being forced from their homes by more than six

months of Israeli bombardment and a ground invasion.

The airstrikes hit two family homes, killing 10 residents, and missiles and artillery also struck other areas of Rafah and the surrounding area, according to the Wafa news agency.

Israeli soldiers killed at least 10 people during a raid on a refugee camp in the West Bank on Saturday, Israel's military said. It's the latest deadly assault in the long-running conflict there that has only become worse during the six-month war between Israel and Hamas in the Gaza Strip.

The latest violence prompted the Fatah party, which dominates the Palestinian Authority, to declare a general strike across the West Bank on Sunday in protest, with support from the Palestinian teachers and transit worker unions. The

region's government services, schools and educational facilities are expected to shutter for the day.

The Israeli military said that 10 Palestinians had been killed and eight people were arrested during what it called a "counter-terrorism operation" at the Nur Shams refugee camp in Tulkarrem. Soldiers also raided a compound where explosives were stored and then destroyed or confiscated weapons, the military said. The Israeli military said the 10 killed were militants, a claim that could not be immediately verified.

The House voted resoundingly on Saturday to [approve billions of dollars in aid](#) for Israel as part of a larger package that would also fund Ukraine and Taiwan.

In four back-to-back votes, over-

whelming bipartisan coalitions of lawmakers approved the new rounds of funding for the three U.S. allies.

The legislation allocates \$26 billion for Israel and for humanitarian aid for civilians in conflict zones, including Gaza; \$60 billion for Kyiv; and \$8 billion for the Indo-Pacific region.

The Palestinian Authority's president, Mahmoud Abbas, said the Ramallah-based government would reconsider its relationship with the United States after Washington vetoed a resolution before the United Nations Security Council that would have urged the General Assembly to recognize Palestinian statehood, a long-standing goal of Palestinian leaders.

Mr. Abbas told the news agency Wafa on Saturday that the United States had prompted "unpreced-

ented anger" among the Palestinian people by vetoing the Security Council measure. He added that the United States had pushed the region toward "further instability, chaos and terrorism."

The resolution had recommended to the U.N. General Assembly that "the State of Palestine be admitted to membership of the United Nations," according to diplomats. It is currently considered a "nonmember observer state."

Ismail Haniyeh, the political leader of Hamas, was in Turkey on Saturday to meet with its president, Recep Tayyip Erdogan, one of Hamas's staunchest supporters in NATO and a fierce critic of Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel.

Since the war in Gaza began in October, Mr. Erdogan has forcefully defended Hamas and condemned Israel, despite its diplo-

matic ties to Turkey. In the week before Saturday's meeting, he described Mr. Haniyeh as "the leader of the Palestinian cause."

After the meeting, Mr. Erdogan told reporters he would use every opportunity to draw attention to the suffering in Gaza, for which he hoped Israel would be held accountable.

Iraq's joint military command says one person was killed and eight were injured in an explosion early Saturday at a base used by an Iranian-backed armed group, Harakat al Nujaba, in Iraq's Babylon Province.

In a carefully worded statement, Iraq's military did not attribute the explosion to an air attack with a missile or a drone. "Air Defense Command confirmed that there was no drone or jet fighter in the airspace of Babylon Province before and during the

explosion," the statement said. Privately, however, military officials say it appears that at least one projectile hit inside the Kalsu base's perimeter. A video taken shortly after the event and posted on social media showed damaged buildings and a large rubble-filled crater. A second video showed several parts of the base on fire.

The Israeli attack on an Iranian air base in Isfahan hit a crucial part of an air defense system, a New York Times analysis of satellite imagery found.

The Times used several satellite images in its analysis; the location of the damaged area was first pointed out on the social media platform X by Aurora Intel, and the findings have also been confirmed by a former U.S. government imagery analyst, Chris Biggers.

The New York Times

April 20, 2024

## Strike Was Meant to Show Iran that Israel Could Paralyze Its Defenses

This attack used a fraction of the fire power Iran deployed last week when it launched hundreds of drones and missiles at Israel.

An Israeli airstrike on Iran on Friday damaged an air defense system, according to Western and Iranian officials, and appeared calculated to deliver a message that Israel could bypass Iran's defensive systems undetected and paralyze them.

The strike damaged a defensive battery near Natanz, a city in central Iran that is critical to the country's nuclear weapons program, according to the officials.

Even though the Israeli attack was in retaliation for Iran's aer-

ial barrage last week, it used a fraction of the firepower Tehran deployed. That attack, intercepted by Israel and its allies, caused minimal damage.

The strike on Friday was the latest salvo in a series of tit-for-tat attacks between the two countries this month that have heightened fears of a broader regional conflict. The relatively limited scope of Israel's strike and the muted response from Iranian officials, however, seem to have eased tensions.

The two Iranian officials said the strike on Friday had damaged an S-300 anti-aircraft sys-

tem at a military base in the nearby province of Isfahan. The officials' account is supported by satellite imagery analyzed by The New York Times, which showed damage to the radar of an S-300 system at the Eighth Shekari Air Base in Isfahan.

It was unclear what sort of weapon struck the Iranian air defense system. Three Western and two Iranian officials confirmed on Friday that Israel had deployed aerial drones and at least one missile fired from a warplane. Previously, Iranian officials said the attack on the

military base had been conducted by small drones, most likely launched from inside Iranian territory.

A missile, two Western officials said, was fired from a warplane far from Israeli or Iranian airspace and included technology that enabled it to evade Iran's radar defenses. Neither the missile nor the aircraft that fired it entered Jordanian airspace, the Western officials said, a gesture meant to keep the kingdom out of the conflict after it helped shoot down Iranian weapons last week. The two Iranian officials said

that Iran's military had not detected anything entering Iran's airspace on Friday, including drones, missiles and aircraft. Iran's state news agency, IRNA, reported that no missile attacks had occurred and that Iran's air defense system had not been activated.

Israel, the two Western officials said, had scrapped an earlier

plan to fire back on Iran with a large-scale attack. That plan, they said, was replaced with a strike intended to send a quiet but decisive message with the aim of ending the cycle of reprisal.

Israel's use of drones launched from inside Iran and a missile that it could not detect, the Western officials said, was in-

tended to give Iran a taste of what a larger-scale attack might look like. The attack, they said, was calibrated to make Iran think twice before launching a direct attack on Israel in the future.

Officials from both Iran and Israel refrained from speaking publicly about Friday's attack, a move that appeared aimed

at de-escalating a conflict some fear could spiral into a broader regional war. Israel's silence on the attack, an Iranian official said, would allow Tehran to treat the strike as it had previous clandestine attacks in the countries' long-running shadow war and not prompt an immediate response.



21 Avril 2024

## Visite du chef du Hamas en Turquie : qui sont les responsables du mouvement palestinien ?

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui multiplie les déclarations pro-palestiniennes depuis le 7 octobre, doit rencontrer ce week-end en Turquie le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, réfugié au Qatar. Le mouvement islamiste palestinien compte de nombreux dirigeants, à Gaza et en exil.

Ce n'est pas la première fois qu'ils se rencontrent. Ce week-end, le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, réfugié au Qatar, sera en Turquie où il doit échanger avec le président Erdogan. Le chef de l'État turc, qui se veut le porte-drapeau de la cause palestinienne, semble vouloir opérer un retour au centre du jeu dans les négociations entre la Hamas et Israël pour la mise en place d'un cessez-le-feu à Gaza.

Or, Ismaïl Haniyeh n'est pas le seul dirigeant du Hamas en poste. La hiérarchie du mouvement islamiste palestinien est complexe et repose sur deux piliers : un bureau politique, dont une partie des membres sont exilés volontairement à l'étranger (Turquie, Liban et Qatar), et une branche militaire armée, les brigades Izz al-Din al-Qassam.

Le pouvoir du Hamas est divisé en quatre bureaux: la bande de Gaza, la Cisjordanie occupée, les prisonniers en Israël (ils seraient près de 8 000) et

enfin la diaspora palestinienne. Depuis l'attaque du 7 octobre, qui a fait plus de 1 400 morts côté israélien, en majorité des civils, les dirigeants du Hamas sont traqués par l'armée israélienne. Certains ont déjà été tués.

Selon le dernier bilan du ministère de la santé du Hamas, près de 34 000 personnes sont mortes à Gaza depuis le début de la guerre.

### ► Yahya Sinwar, chef du Hamas à Gaza

Né en 1962 à Khan Younès, dans la bande de Gaza, il est le chef du Hamas à Gaza depuis 2017. Sa vie est traversée par la lutte contre l'État d'Israël. Il a passé 22 ans dans une prison israélienne avant sa libération lors d'un échange de prisonniers en 2011. Il fait partie des chefs du Hamas qui ne vivent pas en exil, mais à Gaza. Fondateur du Majd, un service de sécurité destiné à l'élimination des espions israéliens, il est supposé, avec d'autres,

être à l'origine des attaques du 7 octobre. Il est l'une des cibles prioritaires d'Israël dans le cadre de son offensive contre Gaza.

### ► Ismaïl Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas

Âgé de 61 ans, c'est lui qui dirige le bureau politique du Hamas. Considéré comme le numéro un de l'organisation islamiste palestinienne, Ismaïl Haniyeh est un militant de la première heure. Chef de cabinet du fondateur du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine, il prend ensuite la tête du gouvernement de Gaza entre 2007 et 2014.

Après les attaques du 7 octobre, il a perdu de très nombreux membres de sa famille dans des frappes israéliennes. Près de 60 auraient été tués selon lui par Israël dans la guerre actuelle à Gaza, dont trois de ses fils et plusieurs de ses petits-enfants.

### ► Khaled Mechaal, chef en charge de la diaspora palestinienne

Né en 1956 à Selwad en Cis-

jordanie, c'est un des fondateurs du Hamas. Il est notamment connu pour avoir survécu à une tentative d'assassinat par Israël en 1997 en Jordanie. Alors chef local du Hamas, un assassin israélien lui envoie dans son oreille une substance toxique censée le tuer. Transporté à l'hôpital, il parvient à survivre.

Cet événement a conduit à une grave crise diplomatique entre Tel-Aviv et Amman. Le roi jordanien a même été jusqu'à menacer de faire pendre les deux agents israéliens capturés. Lors de la guerre de 2014, Khaled Mechaal est accusé d'avoir détourné des fonds collectés par le Hamas à des fins humanitaires pour un montant total de 1,5 milliard de dollars. Khaled Mechaal n'a jamais habité à Gaza.

### ► Saleh Al-Aroui, chef du Hamas en Cisjordanie, assassiné à Beyrouth

À Beyrouth, au Liban, Saleh Al-Aroui, considéré comme le



numéro 2 du Hamas, a été assassiné par une frappe de drone israélien mardi 2 janvier 2024 en fin d'après-midi.

Chef adjoint du bureau politique pendant un temps, il a dirigé plusieurs délégations du mouvement palestinien lors de rencontres avec le Hezbollah et l'Iran.

► **Mohammed Deif, chef des**

**brigades Izz al-Din al-Qas-sam**

Mohammed Deif participe à la création des forces armées du Hamas et a supervisé la construction du réseau de tunnel sous la ville de Gaza. Chef de la branche armée du mouvement islamiste palestinien depuis 2002, il a survécu à plusieurs tentatives d'assassinat israéliennes.

En 2014, une attaque aurait tué sa femme et deux de ses enfants. Il serait aussi l'instigateur de l'attaque du 7 octobre. Caché à Gaza, où il supervise les forces armées du Hamas, il est aujourd'hui l'une des principales cibles d'Israël.

► **Marwan Issa, chef adjoint des brigades, assassiné**

Tout comme son chef Moham-

med Deif, Marwan Issa a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat israéliennes. Il a finalement été tué le 10 mars dernier par une frappe israélienne sur le bunker souterrain où il était reclus.

Considéré comme le numéro 3 du Hamas, il a joué un rôle important dans la planification de l'attaque de 7 octobre.

**Le Monde**

avec AFP  
21 Avril 2024

## Attaque en Israël : Ali Khamenei salue les « succès » de l'Iran

L'armée israélienne dit avoir intercepté la quasi-totalité des drones et des missiles tirés le week-end dernier, mais, pour le Guide suprême iranien, « la question du nombre de missiles tirés ou ayant atteint la cible » est « secondaire ».

L'ayatollah Ali Khamenei s'est félicité, dimanche 21 avril, des « succès » obtenus selon lui par les forces armées iraniennes lors de l'attaque sans précédent du 13 avril en Israël.

Ils ont « créé un sentiment de gloire et de grandeur à l'égard de l'Iran islamique aux yeux des peuples du monde et des observateurs mondiaux », a déclaré le Guide suprême, qui ne s'était pas encore exprimé sur le sujet.

L'attaque, menée à l'aide de 350 drones et missiles, visait selon Téhéran deux centres militaires impliqués dans le bombardement imputé à Israël qui a détruit le 1<sup>er</sup> avril le consulat iranien de Damas et causé la mort de sept membres des gardiens de la révolution, dont deux généraux de la Force Al-Qods, chargée des opérations extérieures.

« Des micro-oiseaux »

Selon l'armée israélienne, 99 % des projectiles lancés le week-end dernier ont été interceptés, avec l'aide de pays alliés, notamment les Etats-Unis, mais, pour Ali Kha-



L'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la République islamique, prie en compagnie d'officiers à Téhéran, le 21 avril 2024. - / AFP

meni, « la question du nombre de missiles tirés ou ayant atteint la cible » est « secondaire ».

« La question principale est l'émergence de la volonté de la nation iranienne et des forces armées sur la scène internationale », a-t-il poursuivi, sans évoquer la riposte imputée à l'Etat hébreu qui a touché

vendredi le centre de l'Iran, sans faire ni victime ni dégâts, selon les autorités.

Les autorités iraniennes minimisent avec constance l'importance de cette riposte depuis vendredi matin, exprimant ainsi leur intention d'en rester là. Le ministre des affaires étrangères, Hossein Amir Abdol-

lahian, a raillé une simple attaque de drones, « des micro-oiseaux abattus [qui] n'ont causé aucun dommage financier ni perte de vie ». Le commandant des forces terrestres de l'armée, Kioumars Heydari, a salué l'efficacité du renseignement lors de la prière du vendredi à Téhéran.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
April 21, 2024

## Crackdowns, Attacks and Threat of War Put Iranians on Edge

Facing deep economic troubles and a restive population, the government seems to have adopted a policy of declaring victory over Israel and cracking down at home, analysts say.

In the early hours of Friday, Mehrdad, an engineer in Isfahan, Iran, woke to the sound of explosions rattling the windows and shaking the ground. In Tehran, passengers about to board flights were abruptly told the airspace was closed.

Israel, they soon learned, had attacked Iran.

As booms and gunfire went off in the distance, Mehrdad, 43, came to realize that the Israelis' target was a military base on the outskirts of the city. He and his pregnant wife remained fearful that war would break out, he said in an interview by phone.

"I think Israel wanted to test the water and evaluate with last night's strikes," said Mehrdad, who, like others interviewed for this article, asked that his last name be withheld for fear of retribution. "I fear the worst is coming, but I also hope that things end here."

So, apparently, does the Iranian government, which after a week of promising a forceful response to any Israeli attack on Iranian territory, appeared to be standing down from nearly going to the brink of war with Israel. Facing deep economic troubles and a restive population, the government seems to have adopted a two-track policy, analysts say, declaring victory over Israel and cracking down at home.

"The external and internal challenges are two sides of the same coin for the establish-



An anti-Israeli gathering in Tehran on Friday. Arash Khamooshi for The New York Times

ment," Abbas Abdi, a prominent analyst and writer in Tehran, said in a telephone interview. "With both Israel and internal dissent, they are taking an aggressive approach because they think both issues have reached a boiling point where if they do nothing it will only get worse."

The tit-for-tat attacks between Iran and Israel over the past three weeks were a startling and worrisome departure from the shadow warfare they have

waged for decades, raising fears of a regional war. Iran responded to a [deadly Israeli attack on its embassy compound in Damascus](#), Syria, by [launching a barrage of more than 300 drones and missiles](#) directly at Israel for the first time. A majority of them were intercepted.

World leaders implored Israel to respond with restraint, which it did on Friday, attacking an Iranian air force base with drones. [The strike damaged the radar](#) of an S-300 system

responsible for the air defense of Natanz nuclear facility in central Iran. Israel also fired air-to-ground missiles toward Iran but deliberately inflicted little damage. Afterward, Iranian state news media and officials downplayed the attack.

Nasser Imani, an analyst in Tehran with close ties to the government, said Iran had dealt effectively with Israel and could now afford to de-escalate.

“Iranian officials do not want war with Israel,” he said in a telephone interview. “Iran will end it here and not directly engage any more because they feel they have established enough deterrence for now.”

The heightened tensions with Israel come as Iran teeters from crisis to crisis. The Iranian currency, the rial, has plunged this month, since the standoff began. It recently reached [more than 660,000 rials to the dollar](#) on the unofficial market, the most accurate measure of the economy.

Inflation, while down from the 40 percent rates of previous years, is still running at an annual rate of 32 percent. And Iranians have long complained about corruption and economic mismanagement by the ruling clerics and the Islamic Revolutionary Guards Corps, which holds significant stakes in the economy.

More broadly, the government’s legitimacy is constantly challenged by an angry and resentful population that has taken to the streets in recent years. Iran’s government has long struggled with maintaining the revolutionary and Islamic ideals of the 1979 revolution that brought it to power as new generations of Iranians demand social and political freedom and prosperity.

The largest recent uprising, a 2022 revolt led by women, began as a protest against a law mandating that women and girls cover their hair and bodies with loose clothing. It soon morphed into protesters demanding an end to clerical rule. A voter boycott marred parliamentary elections in March,

leading to historically low turnout and a high number of blank ballots.

Determined to head off a recurrence, the government began an offensive at home, Iranians say. It sent its security forces out to crack down on women not observing the hijab law, officials said.

Hours after launching its strike against Israel to retaliate for the Damascus attack, the Iranian government [deployed battalions of security forces to swarm the streets](#) of Tehran and many other cities. It violently cracked down on women defying the hijab rule, shuttered dozens of businesses for accommodating women without hijabs and threatened to punish anyone who dared to criticize or question its attacks on Israel.

Iranians described an atmosphere of intense security and surveillance as they went about their routines this past week.

Fahimeh, 32, said in a phone interview that she was on her way to the gym in Tehran last Monday when she encountered a heavily policed checkpoint stopping cars at random to inspect female drivers and passengers. A separate group, she said, was stopping women passing by on foot, many of whom were not covering their hair. Fearful, she pulled a scarf from her bag and covered herself.

Many women say the combination of the hijab crackdowns and the tensions with Israel is adding to their anxieties.

“Life is already very hard, I have no idea why the regime is doing this,” Pouneh, a 50-

year-old English teacher in Tehran, said by phone. “Why all the crackdown over the hijab when they have entered a war against Israel? Everyone is tense and agitated.”

In several episodes captured on video that spread quickly on social media and were published on BBC Persian, the morality police berate, [beat and drag women forcefully to police vans](#). One video showed an agitated [woman collapsing on the sidewalk](#) and struggling to breathe after an argument with the police as a crowd of passers-by gathered around her.

The scenes have set off an outpouring of anger and condemnation, particularly since the morality police were [supposedly abolished during the protests](#) in 2022, set off by the [death of Mahsa Amini](#), 22, while in police custody. She was being held for violating the hijab rule.

Even supporters of the government have sharply criticized its decision to resurrect enforcement of the hijab rule, which the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, announced on April 13. They said the campaigns had backfired in the past and would only sow division and hatred during a time of high tensions with a foreign adversary.

“At this time-sensitive time, the country needs unity and calm to stand against the Zionist regime,” Mohammad Yousefinejad, a conservative lawyer and supporter of the government, [said in a social media post](#). Activating the morality police stemmed from the Interior Ministry’s “stupidity and lack of

understanding of priorities,” he added.

In the current atmosphere, however, the government has been particularly intolerant of criticism about the tensions with Israel. Mr. Abdi, the analyst, wrote a column in the Etemad newspaper last week saying it was not necessary for Iran to respond to Israel and cautioning that there would be social and economic costs to war. The judiciary promptly announced it had opened a criminal case against him and the newspaper.

Two well-known journalists, Hossein Dehbashi and Yashar Soltani, were summoned to court on charges of “disrupting the psychological security of society” in connection with [social media posts](#) expressing concerns about a widening war, local news media reported.

“The notification was received,” Mr. Dehbashi [said in a post on X](#) last week. “I will not write for a while.”

Analysts say the government will most likely pursue a policy of hostility toward Israel and uncompromising enforcement of hijab rules for some time.

“They are trying to send two very strong messages simultaneously,” said Sanam Vakil, the director of the Middle East and North Africa program at Chatham House, a think tank based in London. “On one hand, Iran feels confident enough to hit Israel and at the same time insecure enough to try to assert the red lines on social and cultural issues inside so that nobody underestimates them.”

## « Nous, jeunesse(s) d'Iran », sur France 5 : une immersion tout en nuances au côté de Sarah

La journaliste Solène Chalvon-Fioriti a demandé à une jeune étudiante qui ne baisse pas la garde malgré la répression féroce du régime islamique de filmer sa vie quotidienne.

**A**lors que l'Iran et Israël semblent se lancer dans un conflit ouvert, le régime de Téhéran se raidit aussi à l'intérieur, où il mène depuis mi-avril une vague de répression très féroce contre les femmes non ou mal voilées dans les rues. L'indispensable documentaire de Solène Chalvon-Fioriti, *Nous, jeunesse(s) d'Iran*, ouvre une fenêtre inédite à ce qui se passe, sur et sous la surface, en Iran depuis les manifestations qui ont suivi le décès en garde à vue de la jeune Mahsa (Jina) Amini pour un voile « *mal ajusté* », en septembre 2022.

La journaliste n'ayant pas eu le droit de se rendre dans le pays, elle a demandé à une jeune étudiante, Sarah (un pseudonyme), de filmer sa vie quotidienne et de lui envoyer des notes vocales, comme un carnet de bord. Le visage de l'Iranienne et ceux d'autres témoins dans le documentaire n'ont pas été masqués, mais modifiés à l'aide de l'intelligence artificielle, pour assurer leur sécurité, ce qui confère au film une vraie douceur.

La journée, Sarah nous fait pénétrer dans son établissement universitaire, où elle et ses camarades, portés par le soulèvement « *Femme, vie, liberté* », font repousser les lignes rouges. Ils et elles cassent les cloisons séparant la cantine des hommes de celle des femmes, écrivent des slogans sur les murs. Les femmes continuent à ne pas se couvrir les cheveux malgré les intimidations de leurs enseignants.



Image extraite du documentaire « Nous, jeunesse(s) d'Iran. Voyage interdit au sein de la génération Z iranienne », de Solène Chalvon-Fioriti. ELEPHANT DOC/CHRYSLIDE

La nuit, Sarah manifeste. Elle nous montre les visages des adolescents tués dans les manifestations, accrochés sur les murs de la ville. Avec force et douceur, la jeune femme nous fait vivre son espoir, son courage, renforcé par le fait d'être accompagnée d'autres gens ; mais aussi sa grande tristesse face à la terreur et à la brutalité du régime iranien.

Solène Chalvon-Fioriti n'a pas choisi la simplicité. Elle aurait pu se contenter de nous raconter les Iraniens qui s'opposent à leur régime, mais comme elle le dit, la jeunesse iranienne, massive et éduquée, est plurielle et ne ressemble pas toujours à Sarah.

### Connectées à Internet

Dans le Kurdistan d'Irak, un voisin de l'Iran, on rencontre des Iraniennes de la minorité ethnique kurde discriminée par Téhéran, qui apprennent à manier des armes. D'autres jeunes, issus d'une « génération religieuse », adhèrent à l'idéologie de la République islamique mais évoluent aussi. Telle cette femme divorcée (alors que le divorce constitue encore dans beaucoup de familles un tabou) qui, malgré sa proximité avec le discours officiel, s'inquiète pour l'avenir de son fils. Elle reconnaît même que le régime peut être renversé ! Au sein d'une autre famille, les femmes sont interviewées dans

leur domicile à côté de portraits du fondateur de la République islamique, Ruhollah Khomeyni, et de l'actuel guide suprême, Ali Khamenei. Or, les filles, comme la grande majorité des Iraniens, sont connectées à Internet et voient comment les jeunes d'ailleurs vivent, loin des contraintes qui leur sont imposées. Elles sont donc différentes de leurs mères.

En Iran, il est impossible de comprendre la réalité de la société, mais aussi les raisons de la pérennité du régime, si l'on reste aveugle aux nuances. Le documentaire de Solène Chalvon-Fioriti est un exemple réussi de la manière dont il faut raconter ces nuances.

## Kebab au menu d'une délicate visite du président allemand en Turquie

Un restaurateur de kebab berlinois dans l'avion présidentiel: le chef de l'Etat allemand Frank-Walter Steinmeier entame lundi une visite peu ordinaire en Turquie où les contacts avec son homologue Recep Tayyip Erdogan seront réduits au strict minimum.

Les deux hommes, qui se connaissent depuis 20 ans, entretiennent une relation compliquée, comme l'illustre le fait que le social-démocrate ait attendu sept ans après son entrée en fonction avant d'effectuer un déplacement en Turquie.

L'Allemagne critique régulièrement la politique jugée autoritaire mise en place par le président turc depuis le putsch manqué de 2016. Le soutien d'Ankara au Hamas dans la guerre avec Israël a encore creusé le fossé.

«C'est un signe que ce voyage ne commence pas à Ankara», dit-on à la présidence fédérale.

Au lieu de cela, M. Steinmeier se rendra à Istanbul lundi pour rencontrer des personnes ayant un passé migratoire et des représentants de la société civile.

Il s'entretiendra avec le maire Ekrem Imamoglu, le responsable le plus populaire de l'opposition turque, perçu par certains comme un possible futur président.

Mardi, le dirigeant allemand, dont les fonctions sont largement protocolaires, rendra visite aux survivants du tremblement de terre à Gaziantep, à la frontière syrienne, avant de s'entretenir mercredi à Ankara avec M. Erdogan.

- **Diplomatie du kebab** -



Le chancelier allemand Olaf Scholz (droite) et le président turc Recep Tayyip Erdogan donnent une conférence de presse, le 17 novembre 2023 à Berlin (AFP/Archives - Tobias SCHWARZ)

Son voyage vise avant tout à rendre hommage aux liens étroits qui unissent les populations des deux Etats, et notamment à la contribution de tous les Turcs qui sont venus travailler en Allemagne depuis les années 1960.

Parmi eux figurait le grand-père d'Arif Keles, dont la famille est propriétaire depuis trois générations d'un snack à kebab dans la capitale allemande.

M. Keles doit servir son kebab lors de la réception officielle en soirée sur les rives du Bosphore, à Istanbul.

«La broche (de viande à kebab) voyage avec nous dans l'avion», a-t-il raconté à l'AFP.

Cette spécialité de sandwich de pain pita farci de fines tranches de viande, sauce blanche et salade a été introduite en Allemagne par des immigrants turcs. «Le kebab est devenu depuis une sorte de plat

national allemand», a souligné un conseiller du président.

Avec un chiffre d'affaires annuel estimé à 7 milliards d'euros, le secteur allemand du kebab symbolise un succès de l'intégration turque.

«Je considère que c'est une grande marque d'estime que de pouvoir faire partie du voyage», déclare le restaurateur.

Son grand-père a travaillé pendant des années dans une usine de fonte avant d'ouvrir son snack en 1986, raconte-t-il, «et maintenant le président m'emmène en tant que petit-fils dans la patrie de mes ancêtres».

- **Histoires personnelles** -

Le dernier tête à tête entre MM. Steinmeier et Erdogan remonte à novembre, lors d'une visite controversée du président turc à Berlin. Le chef de l'Etat allemand avait alors sèchement souligné «le droit à l'existence d'Israël», après que

M. Erdogan eut paru le remettre en question dans le contexte de la guerre contre le Hamas à Gaza. L'influence accrue de M. Erdogan au niveau géopolitique en fait toutefois un interlocuteur incontournable.

D'autant plus qu'il est aussi très populaire auprès de la diaspora turque en Allemagne, qui compte quelque 3 millions de personnes dont 1,2 million ont la nationalité turque.

Si le conflit au Moyen-Orient devrait être abordé, M. Steinmeier veut avant tout «montrer que les histoires personnelles et les performances de quatre générations d'immigrés turcs font partie de notre République fédérale», explique-t-on à la présidence.

Il aura toutefois fallu attendre 2023 pour que l'Allemagne assouplisse les règles en matière de citoyenneté et accorde également aux Turcs vivant dans le pays depuis des décennies le droit à une double nationalité.

## Syrie : une base de la coalition antidjihadistes visée par des roquettes tirées d'Irak

Selon l'OSDH, au moins une roquette est tombée dans l'enceinte de la base. Il s'agit de la première attaque d'envergure contre des troupes de la coalition emmenée par Washington, après plusieurs semaines d'accalmie.

Une base de la coalition internationale antidjihadistes en Syrie a été visée, dimanche 21 avril, par des roquettes tirées dans la soirée de l'Irak voisin. Une « vaste opération de recherche et d'inspection » a été lancée dans la province irakienne de Ninive, dans le nord du pays à la frontière avec la Syrie, pour retrouver les auteurs des tirs, a expliqué, dans un communiqué, une cellule média des forces de sécurité irakiennes, qui ont retrouvé et incendié le véhicule utilisé pour effectuer ces lancements.

« Des éléments hors la loi ont visé avec des roquettes une base de la coalition internationale en plein cœur du territoire syrien, aux alentours de 21 h 50 » (20 h 50, heure à Paris), dit le texte. Un responsable de la province de Ninive, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, a confirmé que « les tirs de roquettes » avaient été effectués depuis un secteur au nord de Mossoul, dans le district de Zoumar.

Il s'agit de la première attaque d'envergure contre des troupes de la coalition emmenée par Washington, après plusieurs semaines d'accalmie. Cet hiver, des factions armées pro-Iran avaient mené des dizaines de tirs de roquettes et frappes de drones contre les soldats américains déployés au Moyen-Orient.

Interrogé par l'Agence France-Presse (AFP), le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane, a fait état de



Des recherches ont été lancées dans la province irakienne de Ninive, dans le nord du pays, après des tirs de roquettes, le 21 avril dans la soirée, sur une base de la coalition internationale antidjihadistes en Syrie. GOOGLE MAPS

« plusieurs roquettes tirées du territoire irakien vers la base de Kharab Al-Jir » qui abrite des « forces américaines » dans le nord-est de la Syrie. Ces roquettes, dont une au moins est tombée dans l'enceinte de la base, selon M. Abdel Rahmane, avaient été précédées de l'envoi d'un drone appartenant aux factions pro-iraniennes qui a été abattu.

### La Résistance islamique en Irak accusée

L'OSDH, qui dispose d'un vaste réseau de sources à travers la Syrie en guerre, a accusé de la Résistance islamique en Irak, nébuleuse de combattants issus des groupes armés pro-iraniens. C'est cette même nébuleuse

qui avait mené entre la mi-octobre et le début de février la plupart des attaques contre les soldats américains de la coalition, en Irak et en Syrie. Dans ses communiqués, le groupe dit agir par solidarité avec les Palestiniens, sur fond de guerre à Gaza.

Une attaque de drone le 28 janvier avait ainsi tué trois soldats américains en plein désert jordanien, à la frontière syrienne. En représailles aux attaques contre son personnel, Washington avait durci le ton et mené plusieurs frappes en Irak mais aussi en Syrie contre les factions pro-iraniennes. Les Etats-Unis déploient environ 2 500 soldats en Irak et près de 900 en Syrie voisine, engagés au sein de la coalition

internationale qu'ils ont créée en 2014 pour combattre le groupe Etat islamique (EI).

Les tirs de roquettes de dimanche soir surviennent dans un contexte régional de plus en plus difficile, alimenté par la guerre à Gaza et les tensions qui opposent Israël et l'Iran. Tôt samedi, [une « explosion » sur une base militaire en Irak a fait un mort et huit blessés](#), des responsables de la sécurité évoquant, eux, un « bombardement » contre les anciens paramilitaires pro-iraniens du Hachd Al-Chaabi. Le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (CentCom) avait démenti toute implication. Interrogée par l'AFP, l'armée israélienne avait refusé tout commentaire.



April 22, 2024

## Iraqi, Turkish presidents discuss regional issues in Baghdad

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraqi President Abdul Latif Rashid on Monday received his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan in Baghdad, discussing a host of regional issues including water, security, and economy, during the first official visit by a Turkish president to Iraq in 13 years.

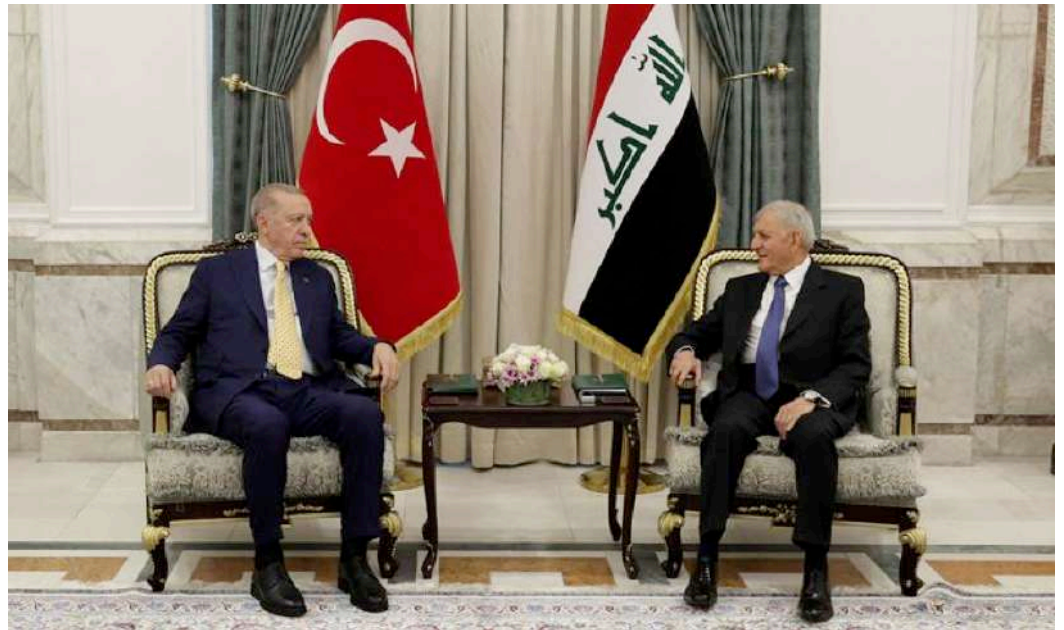
Rashid and Erdogan “held bilateral discussions that dealt with strengthening relations between the two countries and mechanisms for developing cooperation in various fields. The need for coordination and joint work was also stressed in order to reach satisfactory solutions to issues related to security, economy, and water,” said a statement from the Iraqi presidency.

Erdogan arrived in Baghdad on Monday and met with Rashid and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani. He will also travel to Erbil to meet Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, Prime Minister Masrour Barzani, and Kurdistan Democratic Party leader Masoud Barzani.

He is heading a delegation of at least eight ministers. Ankara expects to sign over 20 agreements with the Iraqi and Kurdish sides during the trip, according to Turkish Foreign Minister Hakan Fidan.

“The expanded discussions focused on political, security, and economic issues, bilateral relations between the two countries, ways to enhance trade, encourage investment opportunities, and the water issue,” the statement said.

Last week, Erdogan told reporters in Ankara that the water



Iraqi President Abdul Latif Rashid (right) receiving his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan (left) in Baghdad on April 22, 2024. Photo: Rudaw

issue is “one of the most important agenda items” of his delegation’s visit to Baghdad, with Iraq frequently accusing Turkey of cutting off its access to the vital resource. Iraq’s water resources ministry on Sunday told Rudaw that the water issue is the “top” priority of the visit.

Baghdad has complained that Ankara has reduced the flow of water in shared Tigris and Euphrates rivers, which Turkey has dammed, contributing to water shortages in Iraq.

During the meeting, Rashid “touched on the water file and the crisis that Iraq is suffering from as a result of the decline in water flows through the Tigris and Euphrates rivers,” stressing the need to “endure a fair share for Iraq to meet its needs.” According to the Iraqi presidency, Erdogan told Rashid that Ankara understands Bagh-

dad’s water needs and is open to cooperating in the field through joint committees.

The two sides have met several times on the matter in the past and failed to reach any final agreement. In March 2023, Sudani traveled to Ankara where he sought an increase in the release of water. Erdogan agreed to double the water released into the Tigris River for one month.

Iraq’s Water Resources Minister Aoun Diab told Rudaw in February that per an agreement, the Turkish government is “required to release 500 cubic meters of water per second as a minimum and of this 260 cubic meters should reach Iraq.” The minister charged that the flow of water from Turkey to Iraq has dramatically decreased in recent years, especially in 2022 when Iraq only received

180 cubic meters of water. Border security is also high on the agenda with Turkey intensifying cross-border strikes against Kurdistan Workers’ Party (PKK) fighters in the mountainous areas of the Kurdistan Region in recent months.

“Iraq rejects Iraqi territory being a launching pad for aggressions or threats to neighboring countries. We also reject any attack or violation against Iraqi cities, and stress the necessity of respecting Iraqi sovereignty and security,” Rashid told Erdogan during their meeting.

The PKK is a Kurdish group that has waged an armed insurgency against the Turkish state for decades in the struggle for greater Kurdish rights in the country. It is designated as a terrorist organization by Ankara, as well as the United States and the European Union.



April 22, 2024

## Kurdish leaders commemorate national journalism day

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region president and prime minister on Monday commemorated Kurdish Journalism Day, emphasizing the need for creating a safe and supportive environment for journalists in the Region.

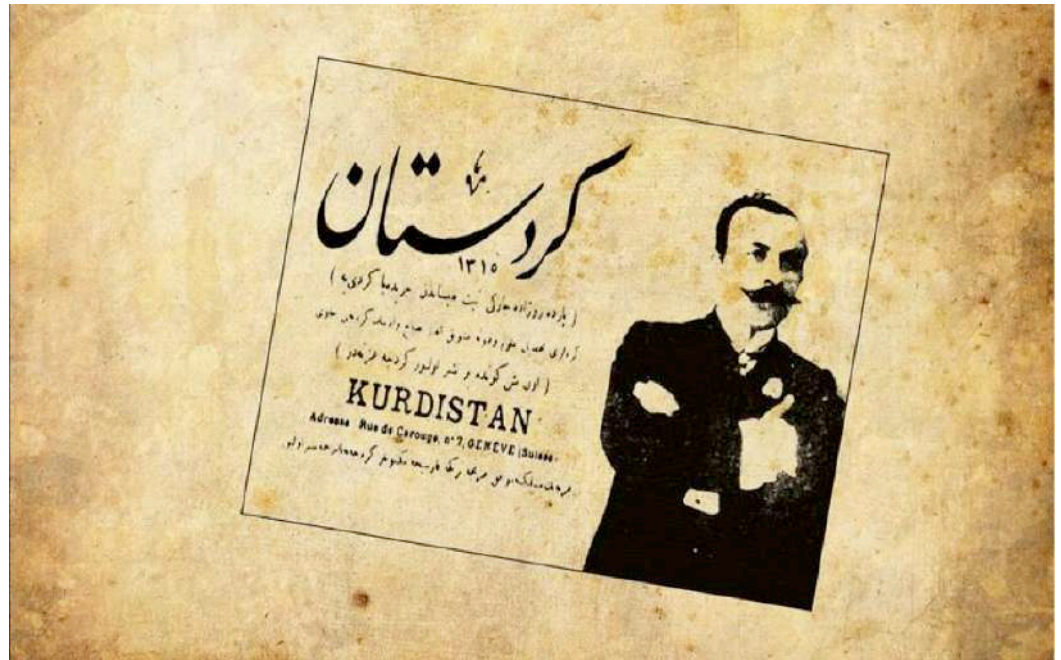
Monday marks the anniversary of the publication of the first issue of «Kurdistan,» the first Kurdish-language newspaper in history. Issued in Cairo, Egypt by renowned literary figure Miqdad Medhat Baderkhan in 1898, the issue was written in the Kurmanji dialect. A total of 31 issues of the newspaper were published in the span of four years.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani honored the 126th anniversary of the newspaper's publication, and reaffirmed his support for freedom of the press in the Region.

“On this occasion, I wish to emphasize the importance of creating a supportive environment for media professionals. It is crucial to ensure that journalists have unrestricted access to information sources, free from any form of discrimination, restrictions, or censorship,” said President Barzani.

“I reaffirm my unwavering support for journalists and my firm belief in freedom of the press and expression as the fundamental principle of any democratic and free society,” he added, while also calling on journalists to adhere to journalistic ethics and established laws.

Kurdistan Region Prime Minister



Front cover of the first issue of Kurdistan newspaper published in April 22, 2022 (left). Kurdish literary figure and creator of Kurdistan newspaper Miqdad Medhat Baderkhan (right). Graphiv: Rudaw

Masrou Barzani also congratulated Kurdish journalists on the anniversary, expressing his and the Kurdistan Regional Government's (KRG) full support for “true journalism work.”

Freedom of the press in the Kurdistan Region has been critically questioned by local and international media watchdogs, following rights violations including the imprisonment of journalists known for their anti-establishment writing, under charges including “endangering the national security of the Kurdistan Region.”

President Barzani acknowledged the “vital role” of organizations monitoring press freedom in the Kurdistan Region, but stressed that it was “essential” for the cases to be handled in accordance with the established laws governing journalism in the Region.

“It is a pleasure and an honor

that journalists in the Kurdistan Region, thanks to the KRG, carry out their profession freely and without any censorship, and they are completely free to criticize and report the government's shortcomings and violations,” said Prime Minister Masrou Barzani in a statement, hoping that Kurdish journalists remain focused on delivering accurate reporting and defending the Region's rights.

A total of 249 violations were committed against journalists and media outlets in 2023, according to figures from Metro Center for Journalists Right and Advocacy. At least 37 journalists were arrested without a court order, and at least five were arrested for charges outside the Region's Press Law, according to the monitor.

Human Rights Watch (HRW) said in its annual report in Ja-

nuary that “vaguely worded laws” have been used in the Kurdistan Region to suppress journalists, activists, and political rivals.

“In many cases, spurious anti-defamation lawsuits are less about proving the individual committed a crime, but rather about using the legal proceedings themselves as a punishment or way to control the activities of the person being charged,” read the HRW report.

The US Consulate in Erbil in February said Washington is concerned about the “recent backsliding” of press freedom in the Kurdistan Region. The KRG quickly denied the accusation, claiming that the diplomatic mission had in fact voiced its appreciation about a “decline” in violations against journalists.





April 22, 2024

## President Barzani, Erdogan discuss economic, trade cooperation in Erbil

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkey's President Recep Tayyip Erdogan on Monday met with Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani in Erbil, discussing ways to strengthen economic and trade relations with the Region.

Erdogan arrived in Baghdad on Monday for a one-day visit during which he met with Iraqi President Abdul Latif Rashid and Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani. He later traveled to Erbil to meet with President Barzani and Prime Minister Barzani. Erdogan is heading a delegation of at least eight ministers.

During the meeting, which took place in the Kurdistan Region's presidency building, the leaders discussed Turkey's relations with Baghdad and Erbil, especially in the fields of economy, trade, and security cooperation, according to a statement from the Kurdistan Region presidency.

President Barzani "reiterated the Kurdistan Region's desire to further strengthen its ties with Turkey across all sectors, emphasizing that the Kurdistan Region should continue to be a source of stability and peace in the region," read the statement from his office.

Prime Minister Barzani expressed the Kurdistan Regional Government's (KRG)



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right) received Turkish President Recep Tayyip Erdogan (left) in Erbil on April 22, 2024. Photo: Bilind T. Abdullah / Rudaw

"readiness to advance joint economic and trade relations with Turkey," also focusing on the opportunity for Turkish companies to invest in various sectors in the Kurdistan Region.

Following Erdogan's meeting with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, the two leaders announced that Baghdad and Ankara signed over 24 Memoranda of Understanding (MoUs) that encompass cooperation in various fields such as economy, trade, water, and security.

According to a statement from his office, Erdogan told the

Kurdish leaders that the cooperation with Iraq also includes the Kurdistan Region, also revealing Ankara's desire to improve trade relations with Erbil.

The Kurdistan Region relies on neighboring Turkey for the lion's share of its trade and investment, its economy being heavily dependent on foreign imports of food and consumer goods, paid for with oil wealth.

Erdogan stated that "it is important to open the Ovakoy-Fishabur border crossing as soon as possible and to start vehicle passage through the Derecik-Zeti border crossing,"

with the Kurdistan Region.

Inaugurated in May 2023, the Derecik-Zet border crossing is located in Zet village on the Kurdistan Region's side and Derecik, or Rubarok town, in the Kurdish-majority province of Hakkari (Colemerg) on the Turkish side. In addition to the Derecik-Zet border, there are two other border crossings between the Kurdistan Region and Turkey, the main one being the Ibrahim Khalil border crossing in Duhok province.

Trade volume between the Kurdistan Region and Turkey is over five billion dollars every year.



April 22, 2024

## The Kurdish cause and Erdogan's visit to Iraq and the Kurdistan Region

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraqi President Abdul Latif Rashid on Monday received his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan in Baghdad, discussing a host of regional issues including water, security, and economy, during the first official visit by a Turkish president to Iraq in 13 years.

Rashid and Erdogan "held bilateral discussions that dealt with strengthening relations between the two countries and mechanisms for developing cooperation in various fields. The need for coordination and joint work was also stressed in order to reach satisfactory solutions to issues related to security, economy, and water," said a statement from the Iraqi presidency.

Erdogan arrived in Baghdad on Monday and met with Rashid and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani. He will also travel to Erbil to meet Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, Prime Minister Masrour Barzani, and Kurdistan Democratic Party leader Masoud Barzani. He is heading a delegation of at least eight ministers. Ankara expects to sign over 20 agreements with the Iraqi and Kurdish sides during the trip, according to Turkish Foreign Minister Hakan Fidan.

"The expanded discussions focused on political, security, and economic issues, bilateral relations between the two countries, ways to enhance trade, encourage investment opportunities, and the water issue," the statement said.

Last week, Erdogan told reporters in Ankara that the water



Turkish flags along with flags of Iraq and the Kurdistan Region are pictured in the Kurdistan Region's capital of Erbil ahead of a visit by Turkish President Recep Tayyip Erdogan on April 22, 2024. Photo: Bilind T. Abdullah / Rudaw

issue is "one of the most important agenda items" of his delegation's visit to Baghdad, with Iraq frequently accusing Turkey of cutting off its access to the vital resource. Iraq's water resources ministry on Sunday told Rudaw that the water issue is the "top" priority of the visit.

Baghdad has complained that Ankara has reduced the flow of water in shared Tigris and Euphrates rivers, which Turkey has dammed, contributing to water shortages in Iraq.

During the meeting, Rashid "touched on the water file and the crisis that Iraq is suffering from as a result of the decline in water flows through the Tigris and Euphrates rivers," stressing the need to "endure a fair share for Iraq to meet its needs."

According to the Iraqi presidency, Erdogan told Rashid that Ankara understands Bagh-

dad's water needs and is open to cooperating in the field through joint committees.

The two sides have met several times on the matter in the past and failed to reach any final agreement. In March 2023, Sudani traveled to Ankara where he sought an increase in the release of water. Erdogan agreed to double the water released into the Tigris River for one month.

Iraq's Water Resources Minister Aoun Diab told Rudaw in February that per an agreement, the Turkish government is "required to release 500 cubic meters of water per second as a minimum and of this 260 cubic meters should reach Iraq." The minister charged that the flow of water from Turkey to Iraq has dramatically decreased in recent years, especially in 2022 when Iraq only received

180 cubic meters of water.

Border security is also high on the agenda with Turkey intensifying cross-border strikes against Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters in the mountainous areas of the Kurdistan Region in recent months. "Iraq rejects Iraqi territory being a launching pad for aggressions or threats to neighboring countries. We also reject any attack or violation against Iraqi cities, and stress the necessity of respecting Iraqi sovereignty and security," Rashid told Erdogan during their meeting.

The PKK is a Kurdish group that has waged an insurgency against the Turkish state for decades in the struggle for greater Kurdish rights in the country. It is designated as a terrorist organization by Ankara, as well as the United States and the European Union.

## Turquie-Irak : apaisement en vue après la visite d'Erdogan

Les contentieux se sont multipliés ces dernières années sur la sécurité, l'économie et le partage des eaux.

La visite du président turc Recep Tayyip Erdogan en Irak, lundi 22 avril, suscite l'espoir d'une « nouvelle ère » dans les relations entre la Turquie et l'Irak. Dans une région en pleine reconfiguration, le temps était venu pour les deux voisins de renforcer leur coopération. Depuis la dernière visite de M. Erdogan en Irak, en qualité de premier ministre, en 2011, les contentieux se sont accumulés sur la sécurité régionale, le partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate, mais aussi la coopération économique.

Depuis son arrivée à la tête du gouvernement irakien en octobre 2022, Mohammed Chia Al-Soudani a fait de la résolution de ces conflits une priorité, cherchant à bâtir sur les intérêts stratégiques communs. La signature, lundi, d'un accord-cadre stratégique de coopération conjointe, ainsi que de 24 protocoles d'accord dans les domaines de l'énergie, l'eau ou le commerce, place la relation bilatérale sur de nouvelles bases, sans solder encore ces contentieux. Les deux pays partagent des défis sécuritaires et l'impératif de sortir leurs économies du marasme, mais leurs priorités divergent.

Ankara fait de l'élimination du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation qu'elle considère comme terroriste, et qui est réfugiée dans les monts du nord de l'Irak, son



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan (à gauche) et le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, à Bagdad, le 22 avril 2024. THAIER AL-SUDANI / REUTERS

objectif premier. Bagdad, à qui la Turquie a longtemps imposé ses vues en jouant de sa rivalité avec Erbil, la capitale du gouvernement régional du Kurdistan (GRK), veut retrouver sa souveraineté, le contrôle de ses ressources, et sortir son économie de la dépendance à la rente pétrolière.

« J'ai partagé avec mes homologues ma ferme conviction que la présence du PKK sur le territoire irakien prendra fin le plus rapidement, en étant officiellement déclaré organisation terroriste », a plaidé, lundi, M. Erdogan depuis Bagdad. Le président turc aimerait que l'Irak aille au-delà de la simple

interdiction du PKK, un premier geste apprécié, consenti en mars. Mais, dans l'esprit de Bagdad, il s'agit plutôt d'empêcher tout militantisme et action armée des membres du PKK, et de leur offrir le statut de réfugiés politiques.

### « Opération militaire de grande envergure »

Le gouvernement irakien veut avoir son mot à dire dans les opérations turques en Irak. Il n'a eu de cesse, avec les groupes chiites pro-Iran qui lui sont associés, de dénoncer les violations de sa souveraineté par Ankara. La Turquie a intensifié, ces dernières années,

ses opérations contre les cellules du PKK au Kurdistan irakien, et y a installé de nouvelles bases et des avant-postes avec l'appui du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du clan Barzani, qui gouverne le GRK.

« La Turquie se prépare à une opération militaire de grande envergure et elle ne peut pas le faire seule. Son principal plan est de convaincre Bagdad, l'armée irakienne et aussi les groupes chiites soutenus par l'Iran de participer à une opération militaire contre le PKK », indique la journaliste turque Hediye Levent. L'opération, qui pourrait intervenir d'ici à l'été, vise à créer un couloir

de sécurité de 30 à 40 kilomètres de profondeur le long de la frontière commune avec l'Irak, a déclaré, en mars, le ministre turc de la défense, Yasar Güler.

M. Soudani s'est contenté d'évoquer une « *coordination sécuritaire bilatérale* » qui répondra « *aux besoins des deux parties, et permettra de faire face aux défis posés par la présence d'éléments armés, susceptibles de coopérer avec le terrorisme et de violer la sécurité des deux pays* ». En mars, le ministre de la défense irakien, Thabet Al-Abbasi, a exclu « *des opérations militaires conjointes* » contre le PKK, tout en soulignant que Bagdad et Ankara œuvreraient « *au lieu et au moment voulus* » à la mise en place « *d'un centre conjoint de coordination des renseignements* ».

#### Partage des eaux

« *La Turquie ne s'attend pas à ce que Bagdad se batte côte à côte dans la lutte contre le PKK. Elle attend un soutien en matière de renseignement, une non-réaction à ses opérations militaires et une dissuasion des structures qui soutiennent le PKK. L'objectif d'Ankara est d'atténuer les critiques concernant la violation de la souveraineté* », estime l'expert turc Mehmet Alaca. Ankara dispose déjà de l'appui des peshmergas du PDK en matière de renseignement, mais elle est à couteaux tirés avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du clan Talabani, qu'elle accuse d'« *héberger* » des éléments du PKK dans les zones sous son contrôle dans la province de Souleimaniyé.

En retour d'une relative coopération sur ce dossier, Bagdad espère des concessions d'Ankara sur un partage équitable des eaux du Tigre et de l'Euphrate. Les deux fleuves, prenant leur source en Turquie, sont le principal apport en eau douce de l'Irak frappé par une grave sécheresse. Les autorités irakiennes accusent la Turquie d'avoir drastiquement réduit le débit des deux fleuves par la construction de barrages. La Turquie met en cause la responsabilité de Bagdad dans la mauvaise gestion de l'eau. Lundi, les deux pays ont signé un accord-cadre pour une période de dix ans sur une gestion conjointe et équitable des ressources en eau. Le contentieux entre les deux pays est cependant loin d'être soldé.

Le moment fort de la visite a été la signature, en présence de MM. Erdogan et Soudani, par quatre ministres représentant l'Irak, la Turquie, les Emirats arabes unis et le Qatar, d'un « *mémorandum d'accord quadripartite* » portant sur leur coopération à propos de la « *route du développement* ». Cet ambitieux projet, une priorité commune pour Bagdad et Ankara, prévoit la construction d'un corridor routier et ferroviaire de 1 200 kilomètres, qui doit relier d'ici 2030 l'Irak à la Turquie, en passant par Bagdad et Mossoul.

Cette « *nouvelle route de la soie* », telle que l'a présentée M. Erdogan, vise à replacer les deux pays au centre des échanges entre l'Asie et l'Europe, via les pays du Golfe, desquels ils se sont rapprochés ces dernières années. « *Ils avaient mis ce projet de*

*côté, mais avec l'apparition de projets concurrents, comme la route Inde-Moyen-Orient-Europe, qui doit contourner l'Irak et la Turquie, il y a une compétition à qui finira le premier* », souligne Abbas Kadhim, chargé de l'Irak au cercle de réflexion Atlantic Council, à Washington.

#### L'autonomie du Kurdistan en péril

Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, qui a atteint près de 20 milliards de dollars (19 milliards d'euros) en 2023, faisant de la Turquie le deuxième partenaire commercial de l'Irak, après la Chine, s'en trouvera renforcé. « *L'économie turque est aux abois, cela peut promouvoir l'exportation des produits turcs. Pour l'Irak, c'est une manière de diversifier son économie et ses ressources, hors de la rente pétrolière* », estime Sajad Jiyad, expert irakien au sein du centre de réflexion Century Foundation.

La première étape est la construction du port géant de Fao, près de Bassora. Il est prévu que ce port, qui devrait être le plus grand du Moyen-Orient, soit achevé en 2025. Le gouvernement irakien, qui ne peut supporter seul le coût d'un projet à 17 milliards de dollars, a fait appel aux investissements de la Turquie et des pays du Golfe. Il est aussi confronté, souligne Hediye Levent, à « *un gros problème de sécurité du fait de la présence du PKK, mais aussi de l'organisation Etat islamique dans la région*. » Chose qu'Ankara ne se prive pas de rappeler à Bagdad.

Lundi soir, le président Erdo-

gan s'est rendu à Erbil, avec qui Ankara entretient des relations commerciales et sécuritaires étroites. Signe de l'importance de sa venue, des responsables de toutes les formations politiques kurdes, dont le président Nechirvan Barzani et le vice premier ministre Qubad Talabani, ont accueilli le président turc à l'aéroport, avant son entrevue avec Masoud Barzani, figure tutélaire du PDK.

Cette visite est un geste de soutien bienvenu pour les dirigeants kurdes. « *Le PDK craint que les mesures prises par Erdogan avec Bagdad ne détruisent progressivement le caractère autonome du Kurdistan* », souligne le journaliste turc Fehim Tastekin. Depuis le référendum – raté – d'indépendance kurde en 2017, Erbil assiste, impuissant, au rapprochement entre la Turquie et l'Irak.

Ankara et Erbil sont en litige avec les autorités irakiennes sur le dossier des exportations de pétrole du Kurdistan irakien vers le port turc de Ceyhan. Ces exportations sont à l'arrêt depuis mars 2023, et un arbitrage international qui a donné raison à Bagdad, qui contestait le droit du GRK d'exporter ce pétrole, sans son aval, depuis 2014. Condamnée à payer 1,5 milliard de dollars de dommages et intérêts à Bagdad, la Turquie lui demande d'effacer l'ardoise. Le gouvernement irakien affirme qu'une solution a été trouvée avec Ankara, mais qu'il reste à solder le contentieux ancien qui l'oppose à Erbil sur le partage des revenus des hydrocarbures.

## Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023 : « La République islamique d'Iran mène une guerre à grande échelle à l'encontre de toutes les femmes »

« Le Monde » publie la traduction d'un message vocal enregistré clandestinement par l'Iranienne incarcérée dans la prison politique d'Evin, à Téhéran, où elle purge une peine de douze ans. La journaliste et militante y souligne le rôle des femmes iraniennes dans la résistance contre la théocratie militaire des mollahs, et les exhorte à poursuivre la lutte.

**C**e texte est la transcription d'un message vocal réalisé clandestinement, le 21 avril 2024, en persan, par la militante iranienne pour les droits humains Narges Mohammadi, d'une cabine téléphonique de la section des femmes de la prison politique d'Evin, dans le nord de Téhéran, où elle est emprisonnée.

En raison du prix Nobel de la paix qui lui a été attribué en décembre 2023 et de la poursuite de ses activités militantes, en prison, en soutien au mouvement « Femme, vie, liberté », Narges Mohammadi est interdite de tout contact téléphonique. Aidée de sa codétenue Sepideh Gholian, journaliste emprisonnée pour avoir exercé son métier, Narges Mohammadi a pu échapper furtivement à la vigilance de leurs geôliers et transmettre ce message – un acte qui les expose toutes deux à de nouvelles poursuites, de nouvelles condamnations et de nouveaux châtiments.]

Valeureux peuple d'Iran, je suis Narges Mohammadi. Vous entendez ma voix depuis le quartier des femmes de la prison d'Evin. Ma carte d'appel téléphonique a été désactivée il y a cinq mois par l'administration pénitentiaire, ce qui me contraint à utiliser celle que possède ma codétenue, Sepideh Gholian.

Il y a une heure, une jeune femme nommée Dina Ghalibaf a été conduite dans la cour du quartier des femmes de la prison d'Evin, le corps couvert d'hématomes, après avoir été agressée sexuellement.

Pendant des années, nous avons été témoins des agressions, des abus sexuels et des passages à tabac de nombreuses femmes de tout le pays de la part d'agents du gouvernement. Cependant, aujourd'hui, la République islamique – qui ne se trouve pas en position de force, mais de fébrilité – mène, en désespoir de cause, une guerre à grande échelle à l'encontre de toutes les femmes, et ce, dans toutes les rues d'Iran.

Pour mettre fin à cette guerre impitoyable et contraindre la République islamique à battre en retraite, il existe deux scénarios. Soit nous, femmes d'Iran, sommes contraintes de nous battre seules, auquel cas nous continuerons de payer un lourd tribut pour notre liberté : en l'occurrence, la mort assurée. Soit le peuple iranien tout entier, et les peuples du monde à sa suite, se bat à nos côtés et nous aide ainsi à lutter tout en préservant nos vies.

### Le visage macabre de l'apartheid de genre

A toutes celles et tous ceux qui

composent le peuple iranien : je vous demande, que vous soyez artistes, intellectuels, travailleurs, enseignants ou étudiants, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, de protester de toutes vos forces contre cette guerre qui est faite aux femmes.

A tous les peuples du monde : je vous demande de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour qu'il soit mis fin à cette guerre sans merci, qui prend les traits du visage laid et macabre de l'apartheid de genre qui sévit en Iran.

Enfin, j'ai un message pour toutes les courageuses et dignes femmes d'Iran. La République islamique impitoyable pensait que nous serions effrayées et contraintes de reculer face à ses attaques répétées, brutales, violentes et contraires au caractère sacré des femmes. Mais vous, anonymes et inconnues issues de toutes les régions du pays, des provinces du Sistan et du Baloutchistan en passant par celles du Kurdistan, du Khouzistan, de l'Azerbaïdjan iranien et de Téhéran, n'avez jamais renoncé. Par vos actes de désobéissance civile, vous n'avez cessé de rejeter la République islamique d'Iran. Nous, les femmes, investissons la résistance au quotidien. Partout, nous nous battons contre la tyrannie, dans les prisons

comme dans les rues.

Mes chères compatriotes, ne sous-estimez pas le pouvoir du partage de vos expériences et de vos vécus d'oppression. Ne craignons pas d'exposer ce gouvernement misogyne à la réalité de ses agissements. Au contraire, la libération de la parole des femmes précipitera sa chute. Je vous exhorte à partager massivement vos expériences d'arrestation, d'agression, d'abus, d'humiliation, de passage à tabac et de viol sur ma page Instagram.

Vive la résistance ! Vive la liberté ! Vive les femmes courageuses et indomptables d'Iran !

Traduit du persan par Chirinne Ardakani et Reihaneh Taravati.

**Narges Mohammadi** est une journaliste iranienne, Prix Nobel de la paix 2023. Critique du régime iranien et militante pour les droits humains, elle purge actuellement une peine de douze ans à la prison d'Evin, dans le nord de Téhéran. Elle a récemment publié *Torture blanche* (Albin Michel, 288 pages, 20,90 euros), recueil de témoignages de prisonnières politiques iraniennes.



April 23, 2024

## Pentagon calls on Baghdad to protect American troops in Iraq, Syria

**E**RBIL, Kurdistan Region - The United States called on the Iraqi government to protect American troops in Iraq and Syria, a Pentagon spokesman said on Tuesday, after rockets and drones from Iraq targeted bases housing US troops in Syria and Iraq.

Pentagon spokesman Major General Pat Ryder said in a press briefing on Tuesday that in previous days "Iran malign militia groups conducted two unsuccessful attacks on U.S. forces in Iraq and Syria. These are the first attacks on coalition facilities since February 4."

Late on Sunday night, several rockets were launched from Iraq, targeting the Rumaylan (Rmeilan) base which houses US troops in Syria's Hasaka province. The rockets were launched from a location near the Hama Agha and Birdya villages, close to the town of Zummar on the Iraq-Syria border, an informed source told Rudaw's Nasir Ali on the condition of anonymity.

A day later, US troops shot down two drones targeting the Ain al-Asad base in Iraq's western Anbar province, unnamed American officials told AFP. Following reports on the attack Kataib Hezbollah said that "No statement has been issued by the Kataib Hezbollah Islamic Resistance in the past 48 hours, and what the media is circulating is fabricated news."

The attacks came a day after explosions occurred at the Kalsu military base in Babil province, south of Baghdad, which houses members of Iraq's

Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al-Shaabi). The US military denied responsibility.

"We call on the government of Iraq to take all necessary steps to ensure the safety of U.S. forces in Iraq and Syria against attacks from these groups," said Ryder, adding that the US "will not hesitate to defend our forces".

The attacks took place days after Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani returned from his trip to the United States, where he met American President Joe Biden and Secretary of Defense Lloyd Austin, discussing several issues including cooperation in the fields of economy, security, and energy.

In their meeting, Biden told Sudani that Washington is «committed to the security of our personnel and partners in the region, including Iraq," describing the US-Iraq partnership as "critical." The trip marked Sudani's first time visiting the US as the prime minister of Iraq.

American troops and bases in Iraq and Syria came under more than 165 rocket and drone attacks by Iranian-backed Iraqi armed groups condemning Washington's support for Israel in its war against the Gaza Strip, between mid-October to February. The Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi militia groups affiliated with the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), has claimed responsibility for most of the attacks.

The US has responded on several occasions, sparking outcry from the Iraqi government and calls from hardline Iraqi Shiite politicians to expel coalition forces from the country.

In early January, an American drone strike targeted the PMF's Harakat al-Nujaba in Baghdad, killing two of its members, including former commander Mushtaq Talib al-Saeedi, better known as Abu Taqwa. He was also deputy commander of the PMF's Baghdad Belt Operations.

A day after the deadly strike, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani announced his government was working to establish a committee to expel the international coalition from the country.

After a drone strike in late January killed three US troops in Jordan, Washington retaliated against the Islamic Revolutionary Guard Corps-Quds Force (IRGC-QF) and Iran-aligned groups in Iraq and Syria, by hitting more than 85 targets on February 2, killing at least 16 PMF fighters and injuring another 36, in Iraq's western Anbar province, near the Syrian border.

Days later, a late-night drone strike in eastern Baghdad's Mashtal neighborhood killed another three people, including Abu Baqer al-Saadi, a leading commander of the Kataib Hezbollah armed group.

Washington's attacks drew the anger of Iraqi officials who condemned them as "a violation of Iraqi sovereignty and an undermining of the efforts of the Iraqi government" at a time

when the government and hardline Iraqi politicians are seeking to expel forces of the US-led coalition from the country.

Yehia Rasool, the military spokesperson for Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, said in a statement following the attack that US military actions in Iraq "would undermine the established understandings and hinder the initiation of bilateral dialogue."

He warned that "This trajectory compels the Iraqi government more than ever to terminate the mission of this coalition, which has become a factor for instability and threatens to entangle Iraq in the cycle of conflict."

Baghdad is currently engaged in talks with the US as part of the US-Iraq Higher Military Commission (HMC), to wind down the presence of the US-led coalition against the Islamic State (ISIS). The talks were instigated by Iraq's anger over repeated US airstrikes on its territory.

Earlier this month, the inaugural principals meeting of the HMC took place in Baghdad headed by the Iraqi army's chief of staff General Abdul Amir Rashid Yallah, and US Central Command (CENTCOM) commander General Michael "Erik" Kurilla.

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared territorially defeated in 2019.



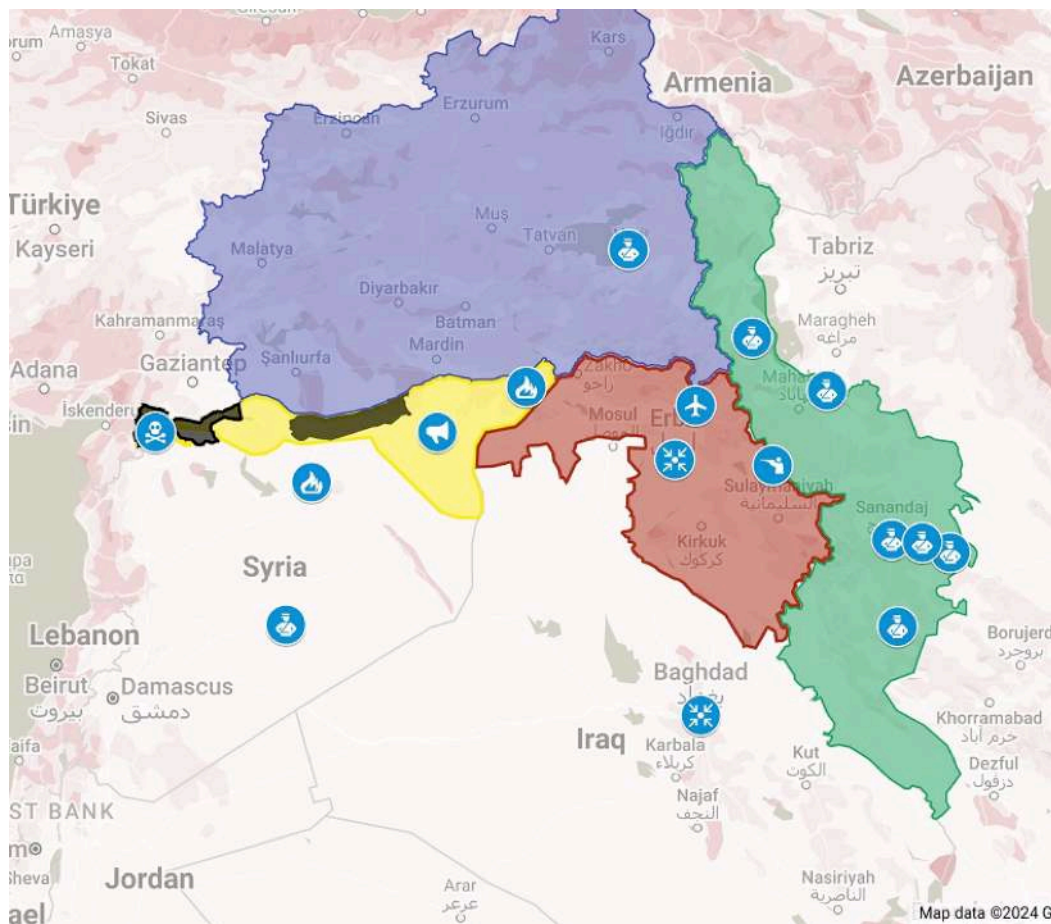
# Kurdistan’s Weekly Brief | April 23, 2024

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

## Iran

Despite a month passing since the celebration of Newroz in the Kurdish region, authorities persist in arresting organizers. On April 18, the intelligence service (Ettela’at) detained two Kurds from Miandoab of Urmia. Additionally, security forces detained two athletes in Urmia and Dewlan, a 20-year-old in Qorveh, and six civilians in Mehabad and Senna. Concurrently, the Hengaw Organization for Human Rights reported a five-year sentence for Kamal Lotfi by the Islamic Revolutionary Court in Senna for “insulting” the Iranian supreme court and the founder of the regime. The same court also sentenced a woman teaching the Kurdish language to 11 years in prison for her cultural activism. Similarly, a Kurdish man received a three-year and five-month sentence in Piranshahr, while a rapper who addressed poverty in Iran was sentenced to five years in prison. Separately, the regime continued ambushing border porters (kolbar), resulting in the deaths of at least two individuals and injuring several others along the borders in the Kurdish region.

This week, European Union (EU) countries reached an agreement on the sanctions to be imposed on Iran. These sanctions aim to halt the flow of European products utilized in Iran’s missile and drone industry. Additionally, on Tuesday, the US Treasury Department designated two companies and four individuals for cyber attacks perpetrated on behalf of the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) against US companies



and government agencies.

## Iraq

Turkey’s President, Recep Tayyip Erdogan, arrived in Baghdad on Monday, engaging in meetings with top state officials, including Iraqi President Latif Rashid and Prime Minister Mohammed Shia al Sudani. During an extensive meeting with Sudani, the two leaders signed a “strategic framework” encompassing security, energy, and economics between their states. Additionally, they signed twenty-five memoranda of understanding covering various issues, along with a

water management deal. Erdogan notably welcomed Iraq’s ban on the Kurdistan Workers’ Party (PKK), aligning with Turkey’s plans for a military invasion into the Kurdistan Region. Furthermore, Erdogan participated in a four-way agreement between Qatar, the UAE, Iraq, and Turkey on a “strategic development road project.” Before departing Iraq, Erdogan made a stop in Erbil, where he met with top Kurdish officials to discuss trade and economics. “The discussions also covered the latest developments in the wider region, border security, the fight against terrorism, and other

matters of mutual interest,” read a statement by Kurdistan’s presidency. The Turkish delegation, led by Erdogan, included Turkey’s chief of intelligence and minister of foreign affairs. While the topic of resuming Kurdistan’s oil exports was not publicly disclosed, on Tuesday, the Kurdistan Ministry of Natural Resources accused the federal government, particularly the Ministry of Oil, of failing to implement the agreement between Baghdad and Erbil regarding the resumption of oil exports. The federal government is pushing the Kurdistan Regional Government (KRG) to

surrender all the contracts of the foreign oil companies against the constitutional rights of Kurdistan.

An off-duty Peshmerga was killed by a Turkish airstrike near Bradost subdistrict on Friday. The head of the district informed Rudaw that the victim, Sarwar Qadir, a father of three, was inside his truck when the airstrike targeted him. This incident adds to the toll of civilian casualties, with at least two individuals losing their lives in the past ten days. One such casualty occurred in the Mawat subdistrict of Sulaymaniyah, where a Turkish drone targeted a civilian's home.

## Syria

Amid escalating attacks by ISIS (Da'esh) terrorists in the region, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) initiated a new security operation in Hasakah's suburbs on Saturday. According to the SDF, the operation led to the capture of 40 suspects associated with the terrorist organization, including a group responsible for terror attacks in Hasakah. Additionally, weapons and ammunition were confiscated during the operation. On Tuesday, a car bomb struck Raqqa without any known casualties. Terrorist assaults in the Syrian Desert (Badia) have been surging, resulting in the loss of twenty Syrian soldiers just last week. Kurdish officials have issued repeated warnings

about the resurgence of Da'esh. In a separate incident, Iranian-backed militias launched several rockets from Iraq towards a US base in Syria. Although no casualties were reported, this attack marks the first since February 6. On a different front, at least seven civilians were arbitrarily arrested by Turkish-backed factions in the occupied Afrin region.

## Turkey

Turkish authorities arrested eight journalists in Istanbul and Ankara who were working for pro-Kurdish outlets. Simultaneously, in Brussels, police raided two Kurdish media outlets, prompting the pro-Kurdish Peoples' Equality

and Democracy Party (Dem) to condemn both governments for suppressing freedom of speech. "It is shameful that Belgium sacrificed human rights, democracy, and freedom of the press in its negotiations with Turkey. Unfortunately, European countries have once again demonstrated that they are willing to compromise on fundamental human values when it suits their interests," read a statement by the Dem party. On a separate front, the Turkish government imprisoned an 81-year-old Kurdish woman for "aiding terrorism." The victim, Makbule Özer, suffers from health issues, raising concerns among her family about her well-being.

**Le Monde**

avec AFP  
23 Avril 2024

# En Turquie, plusieurs arrestations dans la presse prokurde

Quatre femmes et cinq hommes, dont huit journalistes, ont été interpellés à l'aube dans trois villes différentes, la capitale, Ankara, Istanbul et Sanliurfa, selon l'association des avocats pour la liberté de la presse, MLSA.

■ Ils sont accusés d'activités terroristes. Au moins neuf Turcs travaillant pour des médias prokurdes, dont huit journalistes, ont été arrêtés, mardi 23 avril, en Turquie, ont fait savoir leurs employeurs et leurs avocats.

Ces personnes, quatre femmes et cinq hommes, ont été interpellées à l'aube dans trois villes différentes, la capitale, Ankara, Istanbul et Sanliurfa, selon l'association des avocats pour la liberté de la presse, MLSA. Les journalistes travaillent pour l'agence de presse Mezopotamia ou pour le journal *Yeni Yasam*. La neuvième personne est un « em-

ployé de presse ». Mezopotamia précise que son journaliste arrêté à Ankara l'a été au cours d'« une opération de police à son domicile ». « L'unité juridique de MLSA a indiqué qu'il était interdit aux journalistes de consulter un avocat », écrit l'ONG sur le réseau X, ce qu'a confirmé à l'Agence France-Presse (AFP) une proche d'un des journalistes interpellés, sous le couvert de l'anonymat.

Selon elle, la police s'est présentée au domicile de ce journaliste avant l'aube. Les familles des reporters concernés ont été prévenues de leur ar-

restation « dans le cadre d'une enquête ouverte en 2022 pour activités terroristes », a expliqué cette femme. Ceux d'Istanbul étaient retenus mardi dans un poste de police, a-t-elle affirmé.

## Perquisitions en Belgique

L'organisation de défense de la presse Reporters sans frontières (RSF) à Istanbul, jointe par l'AFP, a dit « suivre la situation de près ».

Simultanément, les studios de télévision de Sterk TV et de Medya News, deux chaînes de télévision kurdes émettant à

partir de la Belgique, ont été perquisitionnés par la police belge, ont annoncé ces deux médias dans un communiqué transmis à l'AFP.

Selon un communiqué du parquet belge diffusé mardi, ces perquisitions ont été effectuées « dans la nuit », « à la demande de la justice française », qui cherche à « établir d'éventuelles preuves de financement du terrorisme ». Il n'était pas possible dans l'immédiat d'établir un lien entre les arrestations de journalistes en Turquie et les perquisitions en Belgique.



## Turquie : 4 millions de réfugiés, 9 milliards d'euros d'aide européenne et un bilan mitigé

Un tiers des enfants de réfugiés ne seraient toujours pas scolarisés.

**A**u plus fort de la crise migratoire, en 2015, le président français François Hollande avait dit « nous avons besoin de la Turquie, elle accueille beaucoup de réfugiés ». Neuf ans plus tard, la situation n'a pas changé, sinon que le nombre de migrants arrivés sur le territoire de l'Union européenne a drastiquement baissé. L'accord négocié à l'initiative de l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel entre Bruxelles et Ankara avait fixé une enveloppe de 6 milliards d'euros pour l'aide aux réfugiés syriens se trouvant en Turquie, en échange d'une promesse de ralentissement de la migration irrégulière et des « réadmissions », autrement dit des renvois, volontaires si possible, contraints si nécessaire.

L'accord, entré en vigueur le 20 mars 2016, a entraîné le versement de deux tranches, auxquelles est venue s'ajouter en 2023 une allocation supplémentaire de 3 milliards d'euros. Le signe évident de l'importance prise par le thème de l'immigration dans les campagnes électorales à travers l'UE, mais aussi une manière de souligner les défis de taille auxquels doit faire face la Turquie.

Avec une population totale de quelque 87 millions de personnes, le pays accueille, à ce jour, 4 millions de réfugiés enregistrés, dont plus de 3,2 millions d'origine syrienne et plus de 320 000 provenant d'Afghanistan, d'Irak et d'Iran. Etant donné que moins de 5 % de ces réfugiés vivent dans des camps, leur présence a eu et continue d'avoir des répercussions considérables sur les communautés locales, en parti-



Des réfugiés syriens au centre de santé pour migrants de Makam, à Sanliurfa (Turquie), le 17 octobre 2023. YASIN AKGUL / AFP

culier dans les provinces proches de la frontière syrienne et autour des principaux centres urbains.

### Projets perturbés par le séisme

C'est dire si le rapport de la Cour des comptes européenne sur la gestion de ces fonds était attendu. Un premier audit a eu lieu en 2018, et rien depuis. Le document, rendu public mercredi 24 avril, dresse une longue liste d'observations et de recommandations sur quatorze projets de développement (sur quarante-sept) en fonction de leur importance et de leurs champs d'action, allant du soutien socio-économique à la santé et aux infrastructures. Il ressort de ce tableau un bilan mitigé.

Si l'aide représente un plus pour les réfugiés et les commu-

nautés d'accueil turques, notent les membres de la Cour, « son impact est encore incertain ». Les projets financés accusent de nombreux retards et leur pérennité n'est pas assurée. « Dans un contexte politique difficile, l'aide européenne a fourni un soutien adéquat aux réfugiés et aux communautés d'accueil, affirme Bettina Jakobsen, membre de la Cour et responsable de l'audit. Mais l'utilisation des ressources pourrait être optimisée et leur impact, accru. De plus, il est difficile de savoir ce qu'il adviendra des projets en Turquie lorsque l'aide de l'UE aura pris fin. »

La première tranche de financement avait permis de soutenir des projets dans les domaines prioritaires de l'aide humanitaire, de l'éducation, des infrastructures municipales et d'initiatives

économiques qui devaient initialement arriver à leur terme en 2021. Toutefois, ce délai a été reporté à juin 2025. Compte tenu du caractère prolongé de la crise syrienne, explique le document, les projets relevant de la deuxième tranche ont été de plus en plus axés sur la création de moyens de subsistance. Des projets dont la mise en œuvre, comme de nombreux autres, ont été fortement perturbés par le tremblement de terre du 6 février 2023.

Manque de données sur l'éducation

D'autres éléments sont également venus perturber la donne. « La mise en œuvre de l'aide s'est déroulée dans un contexte de détérioration, depuis 2016, des relations bilatérales entre l'UE et la

Turquie, poursuit le document. L'UE a imposé des sanctions et des restrictions à la Turquie en raison du recul du pays en ce qui concerne l'état de droit et les droits fondamentaux. » Et puis, il y a eu la dévaluation de la monnaie nationale, la pandémie de Covid-19 et la crise économique.

Les rédacteurs de l'audit re-

grettent également que, « malgré les demandes répétées, le ministère de l'éducation nationale n'ait pas fourni de données sur le nombre d'élèves réfugiés et sur leur taux de réussite », empêchant toute évaluation des conséquences des programmes mis en place dans le cadre de l'accord. Un manquement d'autant plus dommageable que

plus d'un tiers des enfants de réfugiés n'a toujours pas accès à l'école.

Aucune donnée n'était également disponible sur le nombre de permis de travail que le gouvernement turc avait accordés aux Syriens depuis 2021, ni sur le nombre de Syriens qui avaient lancé leur propre activité depuis l'octroi des premiers fi-

nancements. Dans ses recommandations, la Cour indique qu'il faudrait prévoir « dans les rapports finaux une section consacrée aux enseignements tirés qui comprenne des recommandations visant à améliorer la durabilité des projets ». Et ceci d'ici à 2027.



Clara Grégoire  
24 avril 2024

## « Une grande partie des Kurdes sont consentants à cet impôt » : qu'est-ce que la «kampanya» qui finance le PKK ?

Soupçonnés de financer de façon occulte le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), huit hommes ont été interpellés mardi 23 avril en France. Olivier Grojean, maître de conférence en sciences politiques à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, revient sur la collecte de cet impôt révolutionnaire, aussi appelé «kampanya»

**S**oupçonnés de financer de façon occulte le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), huit hommes ont été interpellés mardi 23 avril en France. Olivier Grojean, maître de conférence en sciences politiques à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, revient sur la collecte de cet impôt révolutionnaire, aussi appelé «kampanya» .

C'est un nouveau coup de filet contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mardi 23 avril, huit hommes ont été interpellés en région parisienne et dans les Bouches-du-Rhône, dans le cadre d'une enquête liée au financement du groupe armé, considéré comme terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux. Une enquête a été ouverte, notamment pour «financement d'entreprise terroriste» et «extorsion en bande organisée en relation avec une entreprise terroriste». Selon une source proche du

dossier, les enquêteurs soupçonnent les huit hommes d'avoir collecté de l'argent en France auprès de commerçants et de membres de la communauté kurde installés en France. Une *kampanya* visant à financer les activités du PKK, que décrypte pour Libération Olivier Grojean, maître de conférence en sciences politiques à l'université Paris-I et spécialiste de la question kurde.

**Les huit hommes interpellés sont accusés d'être en lien avec la kampanya. De quoi s'agit-il exactement ?**

Il s'agit d'une campagne de collecte de fonds organisée par le PKK à l'échelle européenne, et au cours de laquelle des membres de la communauté kurde sont appelés à payer un «impôt révolutionnaire», a priori annuellement. La plupart du temps, le «collecteur» est un *kadro*, un cadre du PKK. Il va par exemple rendre visite à des fa-

milles de la diaspora kurde, discuter avec elles, évoquer la lutte de l'organisation et c'est aussi l'occasion de récolter de l'argent.

Une grande partie des Kurdes sont consentants à cet impôt. Mais certains refusent et une forme de négociation peut s'engager, par exemple si la famille n'a pas beaucoup de revenus ou si elle est peu «patriote». Cela dépend aussi du contexte local, du *kadro* ou de la famille en question. Sur les montants collectés, on ne dispose pas d'énormément d'informations, car ça fait partie des structures clandestines du PKK. Mais dans le livre *Öcalan et le PKK : Les mutations de la question kurde* (2005), Sabri Cigerli et Didier Le Saout parlent d'un tiers des revenus des personnes sollicitées qui serait dû à l'organisation.

**En avril 2023, onze membres du PKK chargés de collecter**

**la kampanya ont été condamnés pour extorsion et financement du terrorisme. Le tribunal correctionnel de Paris a notamment évoqué des montants obtenus par des «pressions» et des «menaces»...**

Dans les années 1980, il y a eu pas mal de menaces ou des actes de violence – comme un cocktail molotov lancé sur un commerce – contre des personnes qui refusaient de payer cet impôt. Et ces dernières années, il y a eu quelques cas similaires, comme à Bordeaux ou à Marseille. Mais s'il existe sans doute toujours des moyens de pression et des formes de harcèlement pour inciter à donner de l'argent, ces actes sont beaucoup moins fréquents aujourd'hui que dans les années 80, et la *kampanya* finit beaucoup plus rarement par des intimidations violentes. Cela sous-entend que le PKK est bien

davantage dans une logique d'incitation que de coercition. Selon moi, le parti est aujourd'hui plus légitime qu'au début des années 80, et les dons sont donc davantage volontaires.

**Une fois récolté, à quoi sert cet argent ?**

L'argent sert à plein de choses. Il n'y a pas de sources officielles, mais on pense qu'il a pu servir à acheter des armes, mais aussi à verser les salaires des *kadros*, à de la logistique ou encore à financer des médias pro PKK. Des chiffres circulent au sujet de la somme récoltée annuellement en France et en Europe, mais ils

sont invérifiables. On parle de millions d'euros par an. Les détails de la *kampanya* restent assez flous, étant donné qu'il s'agit d'activités clandestines, cachées, car les collecteurs savent qu'ils peuvent encourir des peines pour financement du terrorisme – le PKK étant considéré comme une organisation terroriste par la France et

l'Union européenne. Lors du procès en 2023 d'un réseau militant à Marseille, les peines avaient été assez lourdes [*allant de trois ans avec sursis à cinq ans d'emprisonnement dont un avec sursis, pour extorsion et financement du terrorisme*].

**Le Monde**

**Nicolas Bourcier**  
25 Avril 2024

## En Turquie, les jeunes diplômés de plus en plus tentés d'émigrer : « Moi aussi, je veux partir »

Plus de deux mille médecins ont demandé à l'Association médicale turque les documents nécessaires pour pouvoir exercer à l'étranger, un record. Et deux tiers des 18-25 ans se disent prêts à quitter leur pays

**E**ce fait une pause. Les travaux dans son foyer pour étudiants se poursuivent même le week-end. Le bruit ne la dérange pas, mais elle s'autorise quelques courtes balades dans ce quartier perdu d'Istanbul situé sur la rive asiatique, loin des sites touristiques et de sa faculté, histoire de penser à autre chose.

A 22 ans, la jeune femme, qui n'a donné que son prénom, est en troisième année de médecine. Un établissement privé « *plutôt bien coté*, souffle-t-elle, *même s'il n'a malheureusement pas le niveau des meilleures universités publiques* ». Fille de parents médecins, originaire de Hatay, la région dévastée par le tremblement de terre du 6 février 2023, Ece fait partie d'une génération qui

a appris à digérer ses désillusions. « *Moi aussi, je veux partir à l'étranger, travailler et vivre ailleurs, comme toute ma classe d'âge* », lâche-t-elle.

Sur les dix étudiants de sa section, une seule refuse, pour l'heure, d'envisager un départ. Comme tous les autres, Ece doit encore poursuivre trois années d'études pour obtenir son diplôme et entreprendre les démarches dans le but de quitter la Turquie. « *Personnellement, j'aimerais aller à Londres, mais j'hésite encore dans mon choix et ma spécialisation ; je me suis mise aussi à l'allemand, quasiment tous ceux que je connais disent opter pour une ville allemande.* »

Selon une étude de la Fondation Konrad Adenauer d'Ankara, réalisée sur l'ensemble du pays en 2023,

les deux tiers des 18-25 ans se disent prêts à quitter la Turquie s'ils en avaient la possibilité – plus encore parmi ceux qui effectuent des études longues, comme les médecins ou les ingénieurs. L'Allemagne reste la destination la plus prisee.

### Une atmosphère étouffante

Ece dit avoir commencé à pressentir vers l'âge de 14-15 ans qu'elle aurait, un jour, l'envie de partir. Le sentiment diffus d'une crise économique sans fin, une atmosphère étouffante aussi, ont pris le pas. « *Il existe en Turquie un sentiment de peur de ne pas trouver les mots qu'il faut, d'être à la merci des autorités pour une parole de travers*, dit-elle. *Certains se font arrêter dans une mani-*

*festation et d'autres sont poursuivis pour un simple tweet.* »

La jeune femme n'est plus sur les réseaux sociaux. Son compte Instagram est encore ouvert, mais elle ne l'a plus consulté depuis deux ans. Elle explique : « *J'ai vraiment senti avec mes parents qu'après la tentative de coup d'Etat de 2016, la pression de l'Etat s'était accrue, surtout sur les universités. Des centaines de professeurs ont été virés, des universitaires, mis sous pression. Beaucoup sont partis, et cela se ressent, il y a une vraie fuite des cerveaux.* »

Les parents d'Ece travaillent beaucoup. Beaucoup trop, assure-t-elle, et pour des salaires bien inférieurs à ce qu'ils devraient être. Son père est médecin ORL.

Sa mère, gynécologue, n'arrête jamais. « *Nous sommes de la classe moyenne plutôt supérieure, mais, comparé au travail et à cette inflation de plus de 70 %, leurs salaires d'environ 1 200 euros sont faibles, alors imaginez un étudiant qui n'a qu'un parent ou personne pour lui venir en aide. Comment s'en sortir ?* »

Au cours des onze premiers mois de 2023, 2 785 médecins ont demandé à l'Association médicale turque les documents nécessaires pour pouvoir exercer à l'étranger, un record. Pour leur obtention, les praticiens ont besoin d'une sorte de certificat de bonne conduite. Le plus souvent, ils invoquent le manque de revenus, des conditions de travail difficiles et une augmentation de la violence de la part des patients pour justifier leur décision d'émigrer.

Aujourd'hui, pour un peu plus de 85 millions d'habitants, le pays compte près de 150 000 médecins. « *C'est beaucoup moins qu'en Allemagne, qui en manque déjà* », affirme Ece. La goutte d'eau a été le séisme de 2023. « *Je me trouvais à Hatay pour voir mes parents. Nous avons survécu et nous avons tous observé avec effroi l'immense incompétence des autorités, l'absence d'aide*

*et de secours pendant des jours et des jours, signale-t-elle. C'est là que je me suis dit que je devais définitivement envisager mon départ.* »

« **L'avenir ici est sombre** »

Comme d'autres, Ece ira déposer son dossier auprès de la société privée choisie par les services consulaires du pays de son choix. Le groupe sous-traitant pour la France, le Canada et la Pologne est un bunker de béton et de verre appelé VFS Global et situé sur une voie rapide du quartier de Tarlabasi, à vingt minutes de la place centrale Taksim, de ses hôtels et de son avenue piétonnière Istiklal.

Tous les jours de la semaine, il y a foule devant les barrières des agents de sécurité. Les retraits de passeport se font au rez-de-chaussée, le dépôt de documents et le relevé des empreintes, aux étages. Compter un à deux mois pour un rendez-vous, parfois un peu moins pour récupérer son passeport. Et 40 euros, juste pour l'enregistrement, visa non compris.

Dans une petite rue adjacente, Ulas Yilmaz est assis derrière son écran et une pile de dossiers dans sa petite officine en sous-sol. « *Visa bureau* » fournit de l'aide pour les formulaires à

ceux qui en ont besoin, contre 40 à 50 euros. « *Ce sont plutôt les personnes aisées qui ne veulent pas s'embêter avec la paperasserie qui font appel à nos services*, précise-t-il. *Depuis plusieurs mois, on remarque que les choses changent. Elles sont de plus en plus nombreuses à laisser entendre qu'elles se verraient bien rester sur place, une fois là-bas.* »

L'employé affirme refuser certains clients, ceux qui ne remplissent pas tous les critères, qui viennent avec des invitations d'entreprises polonaises, « *des faux, pour la plupart* », ou qui font mine de passer par la Serbie, un pays qui n'exige pas de visa pour les ressortissants turcs.

Les demandeurs d'asile, eux, sont redirigés vers les autorités consulaires. « *Le circuit est différent et passe par les ambassades*, précise Ulas Yilmaz. *Là, ce sont des personnes le plus souvent originaires de la région du Sud-Est, la région kurde.* » En 2023, 56 673 Turcs ont ainsi demandé un statut de réfugié en Allemagne, un nouveau record. Pour la première fois, le pays est passé devant l'Afghanistan. Seule la Syrie fait mieux.

« *Tout le monde veut partir* », insiste l'employé. Comme Ece, il pointe l'éco-

nomie, la hausse vertigineuse des prix, le gouvernement aussi. « *L'avenir ici est sombre, et les dernières élections municipales largement remportées par l'opposition n'y changent pas grand-chose.* »

Le fait que de nombreuses personnes, dont les plus qualifiées, tournent le dos à la Turquie n'a pas encore entraîné de problèmes structurels, a expliqué au quotidien *Die Welt* Caner Aver, du centre d'études turques et de recherche sur l'intégration de l'université de Duisburg-Essen. « *Mais à long terme, ajoutait-il, le marché du travail ne pourra pas compenser l'émigration dans tous les secteurs, par exemple dans le domaine de la santé ou de l'agriculture. Des hôpitaux isolés signalent déjà qu'ils ont des difficultés à pourvoir les postes vacants.* »

Ece hausse les épaules : « *Je n'hésiterai pas.* » Elle rappelle cette phrase du président Recep Tayyip Erdogan, qui avait fustigé, déjà en 2022, les médecins quittant les hôpitaux publics. « *Qu'ils s'en aillent s'ils le veulent, nous continuerons avec des jeunes diplômés* », avait-il lancé lors d'une intervention télévisée. Aujourd'hui, elle compte les jours.

## A Londres, des journalistes sous la menace grandissante de l'Iran

Les attaques contre des journalistes travaillant pour des médias en langue iranienne, comme la chaîne Iran International ou la BBC Persian, s'intensifient, jusqu'à l'agression.

Les tensions au Moyen-Orient ont des répercussions jusque dans les salles de rédaction de Londres, augmentant les risques professionnels pour certains journalistes, notamment d'origine iranienne. La capitale britannique héberge parmi les principaux médias en persan hors d'Iran, alors que le régime des mollahs a développé une stratégie de menaces et d'attaques extraterritoriales. Le 29 mars, Pouria Zeraati, présentateur de l'émission hebdomadaire « The Last Word » sur une des chaînes du groupe audiovisuel Iran International, en a fait les frais.

Cet homme de 36 ans a été pris à partie par deux individus et poignardé en plein après-midi, en sortant de chez lui à Wimbledon, une banlieue calme et cossue du sud de Londres. « J'ai cru que j'allais mourir dans la rue », a témoigné le journaliste au *Daily Telegraph*. Blessé sérieusement à la jambe, il était de nouveau à l'antenne une semaine plus tard.

« Physiquement, il va bien, et sa résolution est intacte, mais moralement, c'est autre chose. Sa vie a été bouleversée, il ne peut plus retourner au domicile où il vivait avant », explique Adam Baillie, porte-parole de la chaîne Iran International. Contrôlée par une entreprise enregistrée au Royaume-Uni (Volant Media), celle-ci emploie 350 personnes à Londres et revendique son indépendance – « nous ne représentons aucun



Le journaliste iranien Pouria Zeraati, hospitalisé après avoir été poignardé à Londres le 29 mars, sur une photo publiée sur son compte Instagram, le 30 mars 2024. @POURIAZERAATI VIA INSTAGRAM

parti ou gouvernement », assure M. Baillie.

« Ses agresseurs auraient pu le tuer, ils ont préféré l'intimider. Ses collègues sont très choqués, même si l'attaque n'a découragé personne de continuer à travailler », poursuit le porte-parole. La « Met », police du Grand Londres, a ouvert une enquête, dirigée par des spécialistes de l'antiterrorisme. Trois suspects ont été identifiés, mais ont quitté le Royaume-Uni après l'attaque, selon Scotland Yard. Cité par Sky News, Mehdi Hosseini Matin, le chargé d'affaires iranien au Royaume-Uni, a nié « tout lien » de l'Etat iranien avec les agresseurs.

### Menaces de mort

Les menaces contre les journalistes d'Iran International se sont intensifiées en 2022, avec le début des manifestations en Iran provoquées par la mort de l'étudiante Mahsa Amini après son arrestation par la police des mœurs. En novembre 2022, la chaîne, qui serait regardée par près de la moitié de la population iranienne, par satellite, selon la société d'études Gamaan, a été déclarée « organisation terroriste » par le régime iranien « avec des conséquences graves pour nos personnels : ils ne peuvent par exemple plus retourner en Iran, et leurs familles y sont soumises à de nombreuses in-

timidations », précise Adam Baillie.

A la suite de menaces de mort jugées crédibles contre deux journalistes de la chaîne, la « Met » a installé un cordon policier permanent autour de ses locaux, à Chiswick, dans l'ouest de Londres. Situé dans un parc d'entreprises, le site était compliqué à sécuriser, et la chaîne a dû déménager dans le nord de Londres, dans un bâtiment plus adapté, en septembre 2023.

Les autorités britanniques assurent prendre ces menaces sur leur territoire très au sérieux. « Nous ne [les] tolérerons pas », faisait savoir, en juillet 2023, James Cleverly, alors ministre

des affaires étrangères, au moment d'annoncer un nouveau train de sanctions contre l'Iran. Selon Londres, depuis début 2022, le Royaume-Uni a déjoué au moins 15 menaces et projets du régime iranien visant à tuer des individus britanniques ou basés au Royaume-Uni.

#### Harcèlement de la BBC

Mi-avril, BBC World Service, la maison mère de BBC Persian, autre organisation londonienne

diffusant en persan, a renouvelé ses plaintes auprès de l'ONU, demandant des « actions urgentes » contre le régime iranien, pour le harcèlement et les menaces dont sont victimes ses journalistes, selon le radiodiffuseur public britannique.

D'après une étude interne datant de début 2024, la moitié des journalistes de BBC Persian ont été harcelés ou menacés en ligne. « Dans le cas des grandes organisations, BBC

*Persian ou Iran International, la réponse policière est satisfaisante, mais nous sommes inquiets pour les dizaines de journalistes pigistes ou travaillant pour de petites organisations, qui subissent les mêmes intimidations mais ne bénéficient pas de la même attention policière »,* souligne Fiona O'Brien, directrice de RSF UK, l'antenne britannique de Reporters sans frontières.

L'ONG estime aussi que les

autorités britanniques devraient se montrer plus exigeantes vis-à-vis des réseaux sociaux pour faire la chasse aux menaces qui y prolifèrent. Selon une étude publiée par l'organisation, le 17 avril, près de 90 % des journalistes travaillant pour un média iranien installé au Royaume-Uni ont été visés par des menaces de mort et de viols en ligne, ou des cyberattaques, ces cinq dernières années.



AFP  
25 Avril 2024

## Turquie : la banque centrale maintient son taux directeur inchangé à 50%

**L**a banque centrale turque a maintenu jeudi son principal taux directeur inchangé à 50 % malgré les risques d'inflation qu'elle assure «surveiller de près». Le mois dernier à la veille des élections municipales, l'institution avait relevé son taux de 5 points, une décision justifiée par une envolée des prix à la consommation au-delà des attentes, à près de 70% sur un an.

En mars, malgré une baisse continue, la tendance sous-jacente de l'inflation mensuelle a été plus élevée que prévu justifiant jeudi dans un communiqué, précisant «surveiller de près l'alignement des anticipations d'inflation et du comportement des prix». «Les effets du resserrement monétaire sur les conditions de crédit et la demande intérieure sont étroitement surveillés», ajoute-t-elle.

«L'orientation monétaire res-



L'inflation en Turquie atteint près de 70% sur un an. levgen Skrypko / stock.adobe.com

trictive sera maintenue jusqu'à ce qu'un déclin significatif et durable de la tendance (inflationniste) mensuelle soit observé». L'institution avait relevé son taux directeur de 8,5 à 45% entre juin et janvier.

Le président Recep Tayyip Erdogan s'est toujours montré hostile aux taux d'intérêt élevés qu'il juge contraires à l'islam, mais l'envolée des prix à la consommation - 68,5 % en avril sur les douze derniers

mois, selon les statistiques officielles contestées - l'a contraint à accepter le retour à une politique monétaire plus orthodoxe.

## Turquie : Erdogan sur le reculoir après une débâcle électorale

Les municipales de mars ont érodé l'aura d'invincibilité du parti présidentiel, à tel point que le chef de l'Etat a lui-même reconnu un « tournant » pour son camp.

**E**n 2015, on avait appelé cela « le calme avant la tempête ». La formation de Recep Tayyip Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP), venait d'essayer pour la première fois depuis son accession au pouvoir, treize ans plus tôt, un sérieux revers lors des élections législatives de juin. L'AKP avait certes remporté le scrutin avec 40,9 % des voix, mais la formation islamo-nationaliste enregistrait alors un recul de près de 10 points et perdait sa majorité absolue au Parlement. Un résultat bien en deçà de l'objectif de la majorité des trois cinquièmes que s'était fixé le chef de l'Etat pour mener à bien une nouvelle réforme constitutionnelle et instaurer un régime présidentiel autour de sa personne.

« La démocratie gagne en Turquie », titrait alors un éditorial du *New York Times*. Le quotidien *Cumhuriyet*, proche de la principale formation d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), interpellait, lui, M. Erdogan à la une : « La voilà, ta "Nouvelle Turquie" ! »

Mais l'euphorie n'a eu qu'un temps. Après plusieurs semaines d'attente et de flottement, le président reprit la main, écarta l'idée d'un gouvernement de coalition et organisa à marche forcée de nouvelles élections, en novembre, qu'il remporta très largement. Le pays glissa dans la violence : assassinats politiques, reprise des affrontements entre le PKK et les forces de sécurité, attentats.

Moins d'une décennie plus tard, la Turquie est-elle en train de

vivre un moment comparable de calme postélectoral annonciateur d'orages ? Passé la surprise, les élections municipales du 31 mars, qui ont pour la première fois relégué l'AKP derrière le CHP, ont remis M. Erdogan sur le reculoir. Son parti a perdu plus de cinq millions de voix, ses candidats ont été balayés dans les principales agglomérations du pays. Les médias étrangers et d'opposition ont parlé de gifle électorale et de revers majuscule. A Ankara, le palais présidentiel bruisse depuis trois semaines de toutes sortes de rumeurs : le chef de l'Etat serait en train d'éplucher les résultats et d'analyser les raisons de la défaite ; son entourage, nerveux et divisé, serait dans l'attente d'une décision.

### « La fatigue des électeurs »

Plusieurs signes pourraient toutefois laisser croire à une issue différente. Contrairement à 2015, M. Erdogan s'est exprimé le soir même du scrutin pour dire clairement qu'il acceptait les résultats de l'élection. Autre fait marquant, le président a appelé en personne le leader du CHP, Özgür Özel, à l'occasion de la fin de l'Aïd. A un journaliste, M. Erdogan a répondu : « *Notre porte est ouverte à M. Özel. Nous avons de nombreux sujets à aborder.* » Le quotidien progouvernemental *Sabah*, plutôt habitué à recenser chaque fait et geste du chef de l'Etat, a consacré sa manchette à une interview avec le responsable du CHP, photo à l'appui. Impensable il y a quelques mois seulement, une rencontre entre les deux hommes pourrait avoir lieu la semaine prochaine.

Et puis, il y a les changements de fond. L'élection de mars a érodé l'aura d'invincibilité du parti au pouvoir. Le nombre de municipalités qu'il contrôle est passé de trente-neuf à vingt-quatre, marquant un fossé plus grand que jamais entre les administrations locales et l'hyperprésidence du chef. Des résultats certes locaux mais qui illustrent, selon le journaliste Yavuz Baydar, « *des équilibres modifiés en défaveur de l'AKP* ».

Cette déroute de l'AKP s'explique aussi par la crise économique dans laquelle s'engluie le pays. L'écrivain et journaliste Bekir Agirdir a appelé cela « *la fatigue des électeurs* », confrontés à une multitude de scrutins à un moment où les difficultés s'accroissent. Depuis 2011, les Turcs votent ainsi quasiment chaque année sans que rien ne change : le coût toujours plus élevé de la vie réduit la quantité de nourriture dans les assiettes et menace le bien-être des ménages. Ces derniers mois ont montré les défaillances des mécanismes de distribution mis en place par l'AKP, de moins en moins capable de transférer des ressources vers les groupes à faibles revenus.

### « Il faut rester prudent »

« *A ceci s'ajoute, note encore le géographe Jean-François Pérouse, un malaise grandissant des électeurs par rapport à certaines pratiques de gouvernement jugées peu morales – abus de pouvoir, arbitraire, opacité, autoritarisme, népotisme éhonté, cumul des mandats.* » Avec cette sensation d'être arrivé à une période char-

nière, et peut-être de bascule, depuis cette présidentielle de mai 2023, remportée par M. Erdogan, mais pour la première fois au second tour.

Selon des enquêtes, l'abstention, en hausse de 6 points au scrutin du 31 mars, s'est davantage manifestée au détriment du pouvoir en place. Le changement de direction à la tête du CHP, marqué par la mise en avant des maires d'Istanbul et d'Ankara, Ekrem İmamoğlu et Mansur Yavaş, a permis à l'opposition de récupérer une partie des électeurs hésitants. L'irruption dans le paysage politique du parti d'extrême droite islamiste Yeniden Refah (YRP), ex-allié de l'AKP, proche idéologiquement mais plus tranché sur les questions de pauvreté et de politique internationale, explique également la perte des voix de la coalition présidentielle.

« *Les choses commencent à changer, mais il faut rester prudent quant aux prédictions sur la façon dont le pouvoir réagira à cet échec électoral*, souligne Seda Demiralp, politiste à l'Université İisik d'Istanbul. *Au sein de l'AKP, certains sont partisans d'une reprise en main autoritaire, d'autres refusent d'ignorer les critiques. Le parti choisira-t-il de se rapprocher de l'YRP ou continuera-t-il sur la voie de la normalisation ? Au vu de l'ampleur de la crise et du succès historique de l'opposition, il y a des raisons d'être optimiste, même si le chemin emprunté ne se fera pas sans anicroches ni pics répressifs.* » La nuit du 31 mars, le président turc avait reconnu un « tournant » pour son camp. Reste pour lui à trouver la direction.



25 Avril 2024

## Iran : le rappeur contestataire Toomaj Salehi condamné à mort

Le chanteur était accusé entre autres «d'incitation à la sédition» pour sa participation à la révolte «Femme, vie, liberté» provoquée par la mort de la jeune kurde Mahsa Amini.

**L**e chanteur était accusé entre autres «d'incitation à la sédition» pour sa participation à la révolte «Femme, vie, liberté» provoquée par la mort de la jeune kurde Mahsa Amini.

La dernière fois qu'il a été libéré, le 18 novembre 2023, Toomaj Salehi avait publié une photo de lui sur son compte Instagram, bouquet de roses blanches à la main. «*Je pensais que la situation la plus triste pour une personne était d'être seule sous la torture, maintenant je comprends qu'être seul à être libéré tandis que les autres sont toujours en prison, est encore plus amer*», disait-il. Douze jours plus tard, il était à nouveau arrêté. Ce mercredi 24 avril, son avocat a annoncé que le rappeur avait été condamné à mort par le tribunal révolutionnaire d'Ispahan pour «*corruption sur Terre*», un chef d'accusation courant pour les opposants au régime. Toomaj Salehi, 33 ans, est l'un des plus connus d'entre eux. Dans ses chansons, il critique ouvertement les mollahs au pouvoir, la dictature, la corruption, le travail des enfants. «*Nous nous leverons jusqu'en haut de la pyramide. Nous vous ridiculiserons. Attendez de voir*», dit l'une de ses chansons. «*Ici, les gens sont seulement vivants. Ils n'ont pas de vie. Nos enfants s'endorment en ayant faim. Pardon, mais comment votre conscience vous laisse-t-elle dormir ?*» dit une autre.

Sa popularité, y compris sur les réseaux sociaux où il s'exprime sans équivoque, pousse le régime à l'arrêter une première fois le 12 septembre 2021, sous l'accusation de «dif-



«*Nous nous leverons jusqu'en haut de la pyramide. Nous vous ridiculiserons. Attendez de voir*», dit le rappeur iranien Toomaj Salehi dans l'une de ses chansons. (Capture d'écran Youtube)

fusion de propagande contre l'Etat». Libéré sous caution, il sera condamné à six mois de prison et à une amende. Un an plus tard, une jeune Kurde, Mahsa Amini, est arrêtée et battue par des policiers pour un voile mal porté. Sa mort, trois jours plus tard, déclenche la révolte «*Femme, vie, liberté*», un slogan kurde repris par la jeunesse iranienne qui organise manifestations et rassemblements.

«**Une mafia prête à tuer la nation**»

Toomaj Salehi est au cœur du mouvement, malgré la répression féroce des forces du régime. Le 28 octobre 2022, dans une interview à la chaîne canadienne CBC, il décrit les mé-

thodes des forces de sécurité et s'en prend à nouveau aux dirigeants de son pays. «*Nous vivons dans un lieu horrible. Nous avons affaire à une mafia prête à tuer la nation tout entière pour garder le pouvoir, l'argent et les armes.*» Deux jours plus tard, il est à nouveau arrêté. Sa détention, contrairement à la première, s'étire. Emprisonné à Ispahan, il est torturé et entame une grève de la faim. En juillet 2023, il est condamné à six ans et trois mois de prison, et interdit de pratiquer sa musique. Les appels à le libérer d'artistes iraniens en exil et d'ONG, comme Amnesty International et PEN America, se multiplient. Le régime fera semblant de les entendre, le laissant sortir le 18 novembre avant de le réincarcérer.

En janvier, le rappeur se joint à une nouvelle grève de la faim, entamée par Narges Mohammadi, détenue à la prison d'Evin, à Téhéran, et Prix Nobel de la paix 2023. Le mouvement est suivi par des dizaines de militants emprisonnés pour protester contre les exécutions, toujours plus nombreuses. Amnesty International en a dénombré au moins 853 en 2023, en augmentation de 48 % par rapport à 2022. «*Les autorités iraniennes ont renforcé la peine capitale dans le but de répandre la peur au sein de la population et de resserrer leur emprise sur le pouvoir, à la suite du soulèvement Femme, vie, liberté*», accuse l'ONG.



The New York Times

By Cassandra Vinograd and Leily Nikounazar  
April 25, 2024

## Court in Iran Sentences Prominent Rapper to Death, His Lawyer Says

The rapper, Toomaj Salehi, was initially arrested after releasing music in support of the 2022 protests over the death of a young woman in police custody.

A dissident rapper has been sentenced to death in Iran after releasing music in support of antigovernment demonstrations that rocked the country in 2022, according to his lawyer, in a case that has prompted global condemnation.

The rapper, Toomaj Salehi, 33, was one of the most prominent voices among those arrested over nationwide protests against Iran's clerical rulers after the death in police custody of Mahsa Amini, 22. Human rights organizations have been calling for Mr. Salehi's release, saying that he has been tortured in prison and warning that he could face execution.

Amir Raesian, Mr. Salehi's lawyer, told the Iranian reformist newspaper Shargh in an article published on Wednesday that a court in the central city of Isfahan had sentenced Mr. Salehi to death and that his client planned to appeal.

The office of the U.S. Special Envoy for Iran condemned the sentence, calling it another example of "the regime's brutal abuse of its own citizens, disregard for human rights, and fear of the democratic change the Iranian people seek."

Mr. Salehi was initially arrested in October 2022 for releasing music criticizing the government and backing the demonstrations ignited by the death of Ms. Amini in the custody of Iran's morality police. He also posted videos on his Instagram account

encouraging his followers to protest.

The Iranian authorities charged him that November with "spreading corruption on earth," an offense that can carry the death penalty. U.N. experts said the court proceedings were held behind closed doors without Mr. Salehi's lawyer present and expressed alarm about reports the artist had been tortured, citing reports of his broken nose and several broken fingers.

In April 2023, rights groups again said that Mr. Salehi — who was consistently denied access to legal representation — had been tortured in prison and required urgent medical assistance.

Mr. Salehi was sentenced three months later to over six years in prison by a court in Isfahan after a closed-door trial. He was also banned from producing music or singing for two years, according to a State Department document. Iran's Supreme Court found issues with that ruling, and Mr. Salehi was released from prison in November 2023, only to be rearrested less than two weeks later and ultimately charged with "propaganda against the state," according to U.N. experts.

The Isfahan court's move to effectively ignore the Supreme Court and hand down a death sentence was "unprecedented," Mr. Salehi's lawyer told Shargh.

The Center for Human Rights in Iran, an independent advocacy

group based in New York, said the death sentence was a "new low in Iran's crackdown on dissent."

"Toomaj's imprisonment stems from his vocal advocacy against state oppression," it said in a statement. "It is imperative that supporters of free speech and dissent unite to demand his immediate release."

The State Department, which has described Mr. Salehi as a "political prisoner," called the reports that a death sentence had been handed down "disturbing."

"We're talking about someone who has already faced torture and other harsh treatments in detention," Vedant Patel, a State Department spokesman, told a news briefing on Wednesday.

Mr. Salehi was well known in Iran long before his imprisonment, rapping in Persian about injustice and inequality. In lyrics that resonated deeply with Iranian youth, he wrote about poverty, child labor and executions, while calling out the country's clerics for corruption, state mismanagement and repression.

"The upper classes have a voice enough," he once said in an Instagram video. "I think rap is the voice of the suffocated throats."

He had his first big hit with "Rathole" in 2021, rapping about regime apologists in Iran and abroad. The lyrics upset Iran's leaders: Mr. Salehi was arrested in September 2021. He was re-

leased on bail after fans and human rights organizations campaigned for his freedom.

The episode did not deter Mr. Salehi from pursuing his art: "Shall the pen that doesn't write break. Behold what these people have suffered," he wrote on social media that month. When the antigovernment protests broke out in Iran in September 2022, Mr. Salehi filmed himself with the protesters and again used his lyrics to take aim at the country's clerical leaders.

"We are the voice of the anger of people whose voice was silenced," he rapped in "Battlefield," which was released during the height of the demonstrations.

"We come to streets like ghosts and become a nightmare for the government," the lyrics continue, in a music video interspersed with protest footage. "We see the light after this hell. Neither suppression nor law nor execution can stop us."

The Iranian security forces ultimately killed hundreds of protesters and arrested tens of thousands in a broad crackdown. Since then, the Iranian authorities have carried out a string of executions after cursory trials on charges linked to the protests.

In a video caption posted on Instagram on Oct. 28 — two days before his initial arrest in 2022 — Mr. Salehi said, "This is a revolution."



April 25, 2024

## KRG ready to hand over non-oil incomes to Baghdad

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Regional Government (KRG) on Wednesday said it is ready to hand over its non-oil incomes to the Iraqi government in a bid to abide by the federal budget law and prevent obstacles regarding the flow of money from Baghdad.

The KRG held its weekly meeting in Erbil on Wednesday, discussing a range of issues, including the Kurdistan Region's financial issue with Baghdad.

The finance minister "presented some mechanisms to show the [Kurdistan] Regional Government's commitment in

regard to the non-oil incomes and how to share them with Baghdad in accordance with the constitution, and the federal budget law," read a statement from the KRG.

"This is an initiative by the Regional Government to resolve this issue in a way that the incomes would not cause obstacles pertaining to the payment of the Kurdistan Region's financial entitlements, primarily the salaries of the Kurdistan Region's civil servants," it added.

Baghdad has paid the salaries of the Kurdistan Region's public employees for the first three

months of this year. Iraq's finance minister said on Friday that they would continue paying the salaries.

"We will continue to send the salaries to the Kurdistan Region as per the federal court ruling," Taif Sami told Rudaw in Washington, referring to a February ruling by the Iraqi Federal Supreme Court that ordered the federal government to pay the salaries of the KRG civil servants and for Erbil to hand over all oil and non-oil revenues to Baghdad.

The KRG has failed to pay the salaries of its civil servants on time and in full for a decade

due to a financial crisis that worsened when its oil exports were halted a year ago following a court ruling on a dispute between Iraq and Turkey over Kurdistan Region's independent oil sales.

Erbil has repeatedly accused Baghdad of not making regular payments of its share of federal funds. Last June, Iraq passed a three-year budget of which the Kurdistan Region's share is 12.6 percent. Baghdad has claimed it has fully implemented its financial obligations to the KRG, including through loans to assist the Region to cover its payroll.



Azhi Rasul  
April 26, 2024

## Perpetrator of deadly Istanbul attack sentenced to life imprisonment: State media

**E**RBIL, Kurdistan Region - A Turkish court on Friday sentenced the main suspect of the 2022 bombing on Istanbul's Istiklal street to seven life sentences and an additional 1,794 years in prison, state media reported. The attack claimed the lives of six people.

A TNT explosion in November 2022 in Istanbul's popular Istiklal street killed six people and injured 99 others. A 23-year-old Syrian woman, Ahlam Albashir, was detained by the security forces as

the main suspect. The Turkish police also arrested several others. Turkish authorities have blamed the Kurdish People's Protection Units (YPG), which controls northeast Syria (Rojava), but the group had denied any responsibility. Ankara claims that the YPG is the Syrian offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The state-owned Anadolu agency reported that the court sentenced Albashir to seven times life imprisonment without parole for "undermining the unity and integrity of the state", "premeditated child

murder by bombing", and "premeditated murder by bombing." Additionally, the court also imposed 1,794 years of prison on Albashir for 99 counts of «attempted murder,» and «possession or transfer of dangerous substances without permission,» as well as an additional judicial fine of 22,000 Turkish liras (about \$680).

Albashir was arrested by Turkish security forces hours after the explosion in an Istanbul house, and Anadolu Agency said she was a trained PKK special intelligence

officer. During the ensuing raids by Turkish police following the bombing, 46 other people were arrested in total.

The PKK at the time completely denied involvement in the attack and said "targeting the civilian population in any way is definitely out of the question."

Istiklal is one of Istanbul's most famous streets and is often described as a must-see attraction for tourists visiting the country. The 1.4-kilometer-long pedestrian street is located near the bustling Taksim Square of the Beyoglu district.



April 28, 2024

## President Barzani focuses on cooperation in Baghdad meetings

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani continued with high-level meetings on his second day in Baghdad, stressing the need for cooperation as he discussed outstanding issues between the federal and regional governments.

“Both sides stressed the importance of cooperation and coordination between the relevant parties of the Iraqi Federal Government and the Kurdistan Regional Government [KRG] in the field of security and to combat security threats and agreed on the need for support of all parties to maintain peace and stability in the country,” read a statement from the Kurdistan Region presidency.

Erbil-Baghdad relations, the upcoming Kurdistan Region parliamentary elections, and appointment of a new speaker of the Iraqi parliament were the topics of discussion in President Barzani’s meeting with acting parliament speaker Muhsin al-Mandalawi.

“Both sides agreed on the significance of support and cooperation from all the political parties to ensure the rights and interests of all of Iraq’s components, and to maintain peace and stability in the country and carrying out the Kurdistan parliament elections with the participation of all parties,” said the presidency in a statement following the meeting.

During their meeting, Barzani “reiterated the Kurdistan Region’s willingness to engage in dialogue and find mutually

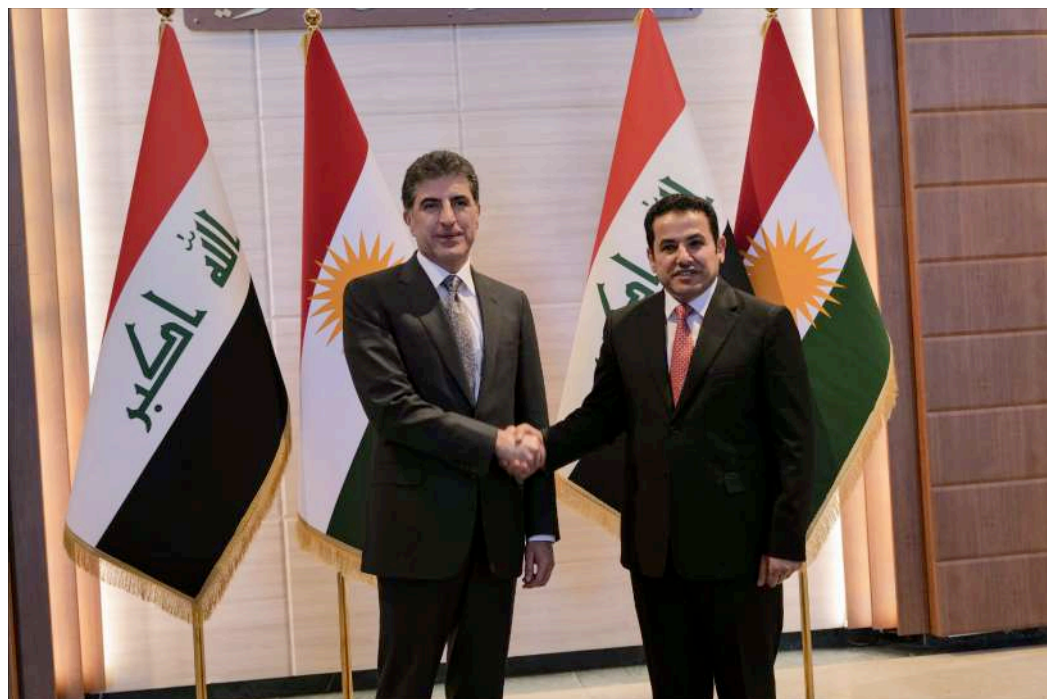


Photo: Office of President Barzani

agreeable solutions with Baghdad,” and emphasized the importance of visits between Erbil and Baghdad.

President Barzani also met with veteran Iraqi politician Nouri al-Maliki, who [said](#) that the Kurdish president’s trip to Baghdad has left him feeling “optimistic” as the regional and federal governments tackle issues that have been sources of tensions for years.

Meetings with the leader of Iraq’s National Wisdom Movement Ammar al-Hakim, head of the Sunni Sovereignty Alliance Khamis al-Khanjar, head of the Azm Alliance Muthanna al-Samarrai, Iraqi Defense Minister Thabet al-Abbassi, former Iraqi Prime Minister Adil Abdul-Mahdi, and former Prime Minister Haider al-Abadi were also

on Barzani’s agenda for Sunday.

On Saturday, Barzani met with Sudani and Halbousi separately, and also attended a meeting of the ruling State Administration Coalition.

Barzani’s return to Baghdad is about a week after Sudani completed his trip to the US that included a meeting with President Joe Biden. President Barzani had gone to the Iraqi capital to meet with Sudani ahead of his trip to the US and to attend a meeting of the Shiite-led governing coalition. Kurdistan Region’s salary issues were also discussed at that time, as was resuming Kurdish oil exports that have been halted for more than a year.

Baghdad assumed responsibil-

ity for the Kurdistan Region’s payroll following a court order and Erbil’s lack of funds.

Iraq’s Federal Supreme Court in February ordered the Kurdistan Regional Government (KRG) to submit a breakdown of the monthly budget for its payroll to the finance ministry so Baghdad can start paying the Region’s share from the federal budget.

In a press conference following his meeting with President Barzani in early April, Sudani said that Baghdad is keen to continue financing the Kurdistan Region’s payroll in a way that does not contradict the ruling of the Federal Supreme Court, and urged cooperation and flexibility from Erbil.

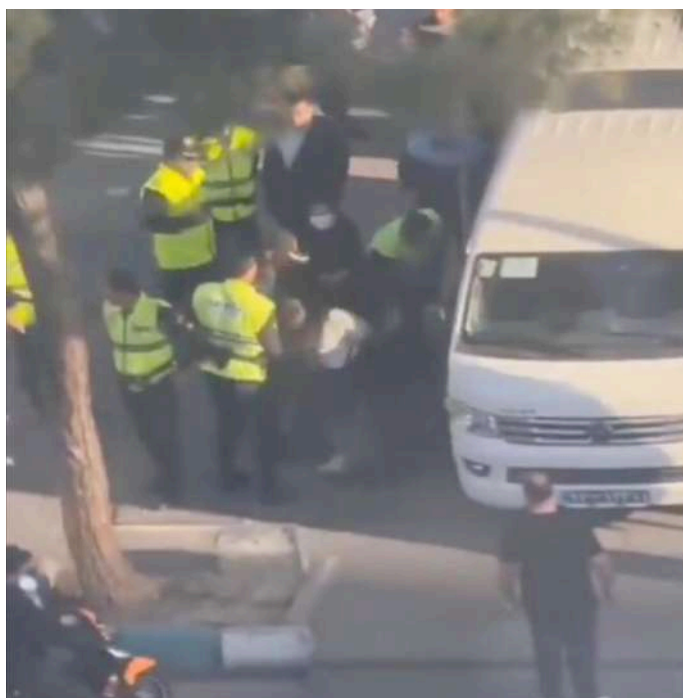
## En Iran, la police des mœurs revient en force

Les autorités ont lancé une nouvelle opération baptisée « Plan de la lumière » contre les femmes qui refusent de se voiler, une liberté arrachée après la mort en garde à vue, en septembre 2022, de Mahsa Amini.

Ces derniers mois, la police des mœurs, chargée de surveiller le respect de la loi sur le port du hidjab, se faisait plus discrète. Mais, depuis mi-avril, elle est bel et bien de retour dans les rues iraniennes et mène, selon les témoignages recueillis par *Le Monde* et des vidéos publiées sur les réseaux sociaux, des arrestations parfois très musclées, notamment à Téhéran, contre celles qui osent sortir tête nue. Depuis la mort en garde à vue, en septembre 2022, de Mahsa (Jina) Amini pour une apparence jugée « pas assez islamique », des Iraniennes refusent de se couvrir les cheveux. Si ces femmes non voilées restaient harcelées et intimidées par des personnes zélées ou proches du régime, elles l'étaient moins par les policiers.

Ce n'est plus cas. A deux reprises, début avril, le Guide suprême, Ali Khamenei, a fait part de son mécontentement quant au non-respect de la loi sur le hidjab dans la société iranienne. Le 13 avril, la police a donc lancé une nouvelle opération, baptisée « Plan de la lumière », contre les femmes non ou mal voilées.

A Téhéran, Sanam (un pseudonyme, pour protéger l'intéressée, comme d'autres témoins citées dans cet article), une informaticienne de 29 ans, a été arrêtée au deuxième jour de cette opération parce qu'elle ne portait pas de foulard, refusant de se couvrir la tête et, même, d'en porter un dans son sac. « Ne pas porter le foulard est ma manière de me battre pour que les gens n'oublient



Arrestation d'une jeune fille par la police des mœurs à Téhéran, le 17 avril 2024 VAHIDONLINE/TELEGRAM

*pas toutes les vies perdues pendant les manifestations », explique la jeune femme jointe par Google Meet, l'un des seuls réseaux de communication non bloqués en Iran.*

La veille de son arrestation, le 13 avril, la République islamique d'Iran avait lancé plus de 300 drones, missiles de croisière et missiles balistiques vers Israël, en réaction à l'attaque de Tel-Aviv contre le consulat d'Iran en Syrie, quelques jours plus tôt. Le 14 avril, comme beaucoup d'autres Iraniens, Sanam a passé une nuit blanche en suivant les informations. « Je ne savais pas qu'il y avait une nouvelle opération de la police des mœurs. Je m'inquiétais avant tout d'une guerre avec Israël », dit-elle.

### Traitées comme des délinquantes

Au matin, elle sort avec une amie. Quittant un café dans le nord de la capitale, Sanam voit, à quelques centaines de mètres d'elle, deux policiers à moto, talkie-walkie à la main, qui la dévisagent. La jeune femme commence à courir avant d'être encerclée par une voiture de police et un fourgon duquel sortent six femmes en tchador noir. Face à sa résistance pour monter dans le véhicule, un autre policier s'approche et lui assène un violent coup de pied dans le dos. « Je me suis pliée en deux de douleur », se souvient Sanam. Une autre femme qui filme la scène – une habitude prise par beaucoup de citoyens iraniens pour documenter la violence des auto-

rités – est tabassée, elle aussi, et arrêtée. Les policiers motards font tourner en l'air leur matraque et menacent les voitures qui klaxonnent pour montrer leur colère face à ces interpellations brutales.

Dans le van, Sanam côtoie une lycéenne de 14 ans, arrêtée en sortant de l'école, parce qu'elle avait laissé glisser son foulard. Continuant à circuler, le fourgon se remplit. « Les femmes policières n'avaient qu'une vingtaine d'années. Elles venaient d'être embauchées. L'une avait pour responsabilité de nous prendre en photo "en flagrant délit", c'est-à-dire tel que nous avons été arrêtées », décrit Sanam. Selon elle, tous ceux qui travaillent pour la police des mœurs, hommes et femmes, portent un masque chirurgical pour ne pas être reconnus.

Une fois plein, le véhicule a pris la direction d'une gendarmerie à proximité. Sanam et une vingtaine d'autres Iraniennes ont attendu leur tour pour remplir les formulaires dressant la liste de leurs « délits » : « absence du foulard », « pantalon déchiré », « manteau pas assez long ». Quand Sanam proteste, l'officier qui, quelques heures plus tôt, l'avait frappée lui crie : « J'ai bien fait [de te taper]. Vous êtes toutes des prostituées. Si c'était de mon ressort, je vous tuerais toutes. »

Les femmes sont ensuite photographiées comme des délinquantes, une pancarte accrochée au cou, sur laquelle figure leur identité. L'informaticienne est obligée d'appeler ses amies

pour qu'elles lui apportent un foulard. Elle sort le soir même, mais doit s'engager à se présenter devant un juge le lendemain. Au tribunal, elle retrouve d'autres femmes. Certaines lui racontent que, pour les humilier, les policiers ont touché leur sexe avec une matraque. « Ça vous plaît ? Vous vous mettez nues pour ça, n'est-ce pas ? »

Devant le juge qui lui est assigné, Sanam refuse de dire qu'elle regrette son geste. Elle est condamnée à payer 3 millions de tomans (50 euros), soit un quart du salaire minimum en Iran. Le même jour, dans le même tribunal, une autre femme, interpellée pour la troisième fois à cause de l'absence du foulard, est condamnée à nettoyer des toilettes publiques pendant un mois.

#### « J'ai encore très mal »

Plus de deux semaines après son arrestation, Sanam conserve des bleus sur son dos. « J'ai encore très mal au moment d'uriner. Le médecin m'a dit qu'une partie de mes reins a été touchée, mais qu'il n'y avait rien d'autre à faire que d'attendre », explique-t-elle.

Ailleurs, à Sanandaj, dans l'ouest du pays, à Rasht, dans le Nord, à Chiraz et à Bouchehr, dans le Sud, et à Ispahan, dans le centre, partout, la police des mœurs est aussi de retour. Mais sa présence semble plus ostentatoire dans la capitale du pays, ses pratiques plus violentes.

A Téhéran, Mana, une couturière de 40 ans, a été arrêtée,

le 16 avril. Le modus operandi est quasi toujours identique : deux policiers à moto, deux autres à pied en train de la filmer et des femmes en tchador qui l'ont conduite dans le fourgon. Au poste de la police, Mana doit signer les photos d'elle au moment de l'arrestation et s'engager à ne plus récidiver. « Ils m'ont dit que, la prochaine fois, je serai traduite devant la justice », explique-t-elle.

Face à ces pressions, des Iraniennes se sont résignées à remettre le foulard. Mais Mana et Sanam persistent dans leur refus de ne pas le porter, quitte à limiter leurs sorties dans l'espace public. D'autres tentent de se renseigner sur la présence de la police avant de se rendre dans un quartier. « Il faut se préparer pour la moindre

sortie, soutient Maryam, une peintre de 48 ans. *Les jours où je ne me sens pas assez solide psychologiquement, je ne sors pas.* »

A Téhéran, « la présence des femmes dans les espaces publics a sensiblement diminué », affirme Sahel, une travailleuse sociale, âgée de 35 ans, qui n'entend pas baisser les bras. « Le hijab est un prétexte pour le régime de contrôler les rues et de pousser les femmes à rester à la maison, poursuit-elle. Je veux vivre dans ce pays. Pour moi et les autres femmes qui continuent à résister, il est hors de question de renoncer à cette liberté que nous avons difficilement arrachée. »



## Kurdistan's Weekly Brief | April 30, 2024

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

### Iran

The Iranian regime launched a new crackdown on women and redoubled its efforts to enforce the nation's strict hijab laws. The regime's most recent crackdown began when the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) formed a new security unit tasked with assaulting and detaining women, including teenagers, who violate hijab laws. Office of the United Nations (UN) High Commissioner for Human Rights spokesperson Jeremy Laurence claimed Iranian authorities have shut down hundreds of businesses for failing to enforce hijab laws. Concurrently, over 160 Iranian lawmakers expressed support for a new "mandatory hijab law." Mean-

while, the regime arrested more Kurds last week, including a member of the teachers' union in Senna named Khaled Ahmadi, an activist named Matin Hassani in Bokeran, an athlete in Urmia named Afshin Nejadaziz, and two religious activists in Saqqez. Moreover, the Hengaw Organization for Human Rights reported the regime sentenced two Kurdish protesters in Bokeran to 15 months and 11 days in prison. Simultaneously, Iranian border guards wounded two Kurdish border porters (kolbar) near Nowsud. Lastly, the U.S. Department of the Treasury imposed sanctions on more than a dozen "entities, individuals, and vessels" facilitating the transfer of Iranian drones.

### Iraq

On April 26, two suicide drones struck the Dana Gas-operated Khor Mor gas field in Sulaymaniyah Governorate's Qadir Karim District. The attack killed four Yemeni Dana Gas employees and wounded several others. Unidentified perpetrators have targeted the UAE-based company several times, and Iranian-backed militias are suspected of perpetrating the attacks. The Kurdistan Regional Government (KRG) said the attack halted the provision of gas to Iraqi Kurdistan's power plants and reduced the region's electricity supply by approximately 2,500 megawatts. On Sunday, Dana Gas temporarily suspended production at Khor Mor due to

concerns about its workers' safety.

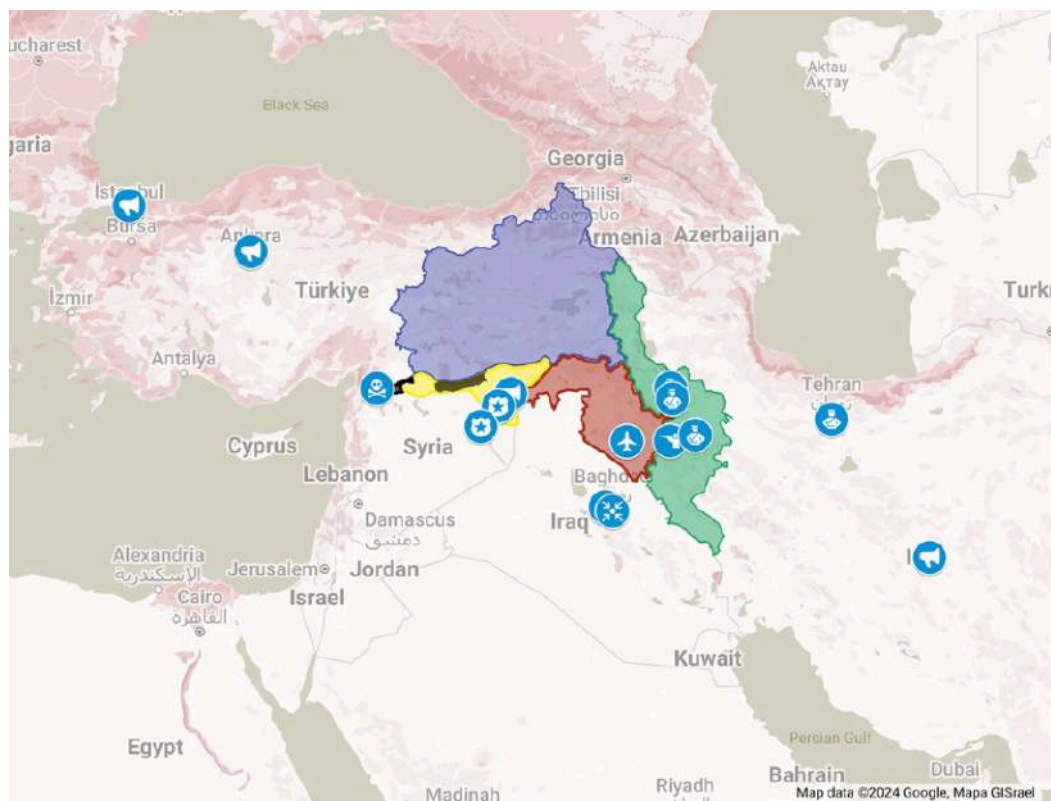
President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani met several Iraqi officials in Baghdad, including Iraqi President Latif Rashid, Prime Minister Mohammed Shia al Sudani, and acting Speaker of the Council of Representatives Mohsen al Mandalawi. According to several statements from Barzani's office, the meetings addressed numerous ongoing issues between Baghdad and Erbil, most notably a tentative agreement for Baghdad to provide funds for the salaries of public employees in Iraqi Kurdistan. Barzani and al Sudani stressed "the significance of strengthening relations between Erbil and Baghdad and

emphasized the need for continued backing from all Iraqi political parties.”

Iraq’s pro-Iran parties, mostly those from the Coordination Framework, responded to U.S. condemnation of an amendment to Iraq’s anti-prostitution law that was passed by the Council of Representatives by collecting over 61 signatures in a petition demanding the expulsion of U.S. Ambassador to Iraq Alina Romanowski. Iraq’s anti-prostitution law was passed in 1988, but Saturday’s amendment imposes harsh penalties for homosexuality, gender transition surgery, intentional practice of effeminacy, and promoting “sexual deviancy.”

### Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF), backed by the U.S.-led Coalition, arrested three ISIS (Da’esh) terrorists and killed one during raids in Deir Ez Zor Governorate. Concurrently, the Kurdish-led internal security forces (Asayesh) announced the arrest of three Assad regime terrorists and confiscation of an improvised explosive device (IED) and several remote detonators during a “special security operation.” Further, the Asayesh announced the arrest of 25 dangerous Da’esh operatives responsible for killing and torturing women and men and spreading extremist ideology in the al Hol camp. The al Hol and al Roj camps continue to hold thousands of Da’esh members and their relatives. That said, the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) repatriated 17 women and 33 children from Da’esh families to Tajikistan. Concomitantly, the



AANES responded to a report from Amnesty International that criticized its handling of Da’esh detainees and included torture allegations. The AANES said it appreciates reports from human rights organizations but went on to assert it cannot handle the massive financial costs of the facilities and repeated its calls for help from the international community in dealing with the detainee issue. The AANES also claimed the Amnesty International report is based on interviews with active terrorists or agents of influence vice those who live in the camps.

According to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), Turkish-backed groups killed one civilian and wounded two others in the Shara District of occupied Afrin. Additionally, Turkish proxies ar-

rested five civilians last week across Afrin, continuing their practice of ransom takings against the remaining Kurdish population.

### Turkey

Turkey’s Foreign Affairs Ministry responded to the annual human rights report by the Department of State on Turkey, stating that the report “contains, as in previous years, unfounded allegations, erroneous information, and prejudiced comments.” The report highlights abuses and violations by the Turkish government, including “enforced disappearance; torture, or cruel, inhuman, or degrading treatment or punishment by the government”. It also acknowledges “crimes involving violence” against Kurds and sheds light on violations by Turkish

proxies in Syria. Other issues mentioned include pressure on journalists working for pro-Kurdish outlets and self-censorship by publishers to avoid prosecution for releasing Kurdish works. Separately, the Turkish government banned a book by jailed Kurdish politician Gültan Kışanak addressing political Kurdish women prisoners in Turkish jails.

The Pro-Kurdish Peoples’ Democratic and Equality Party (DEM) has vowed to participate in mass numbers on International Workers’ Day, May 1, across the country. However, fearing the potential for anti-government protests, Turkish authorities have banned rallies and gatherings in Istanbul’s famous Taksim Square on May 1.

## KRG Offers Protection For Refugees

The Iraqi government wants to close all camps throughout Iraq, including the Kurdistan Region of Iraq (KRI), by July 30 of this year. However, the Kurdistan Regional Government (KRG) has made clear that it will not forcefully return people who fled to the Kurdistan Region from ISIS in 2014 and the Syrian civil war in 2011.

The question now is where those vulnerable people will go and what will happen with the camps in the Kurdistan Region.

The KRG's choice might encounter opposition from the Iraqi central government, yet it's earning praise from the UNHCR, the UN Refugee Agency. "The UNHCR is grateful for this favorable protection space for refugees from both the KRG and the local communities who have been welcoming to them – especially as we witness less generosity in other parts of the world," Jean-Nicolas Beuze, UNHCR Representative told *Kurdistan Chronicle* in an exclusive interview.

"We have supported – and will continue to support – Kurdish communities and authorities to protect and assist the Syrian refugees that they generously host. By and large, most refugees can stay in the KRI and have access to public services such as health or education as well as opportunities to live lives that are on par with those of the local population," Beuze added.

The U.S. Consul General in Erbil Mark Stroh, after a [visit](#) to the Sheikhan refugee camp in late January, also praised the KRI



The Iraqi government wants to close all camps throughout Iraq, including the Kurdistan Region of Iraq (KRI), by July 30 of this year. However, the Kurdistan Regional Government

for being a safe haven for internally displaced persons (IDPs) and refugees.

Meanwhile, KRG Minister of Interior Reber Ahmed, after meeting with Beuze to discuss IDPs and refugees on February 28, said in a [post](#) on social media platform X that there is a "need for rallying efforts among stakeholders to find a durable solution to their plight, ultimately ensuring their safe and dignified return to their places of origin."

### Grateful for KRG policies

In 2014, the Kurdistan Region alone hosted nearly two million IDPs and refugees despite budget difficulties, while the Kurdish

*peshmerga* forces, with the support of the United States-led coalition, prevented ISIS from advancing further into the Kurdistan Region. According to the latest data, the Kurdistan Region now hosts over 900,000 IDPs and refugees, including those living in camps and those outside them.

Beuze said that many IDPs who were displaced by the violence triggered by ISIS have returned home, but many are still living in informal settlements and urban settings. "Their current displacement status is not linked anymore to the presence of ISIS in their areas of origin but relate to factors that are unique to each displaced individual."

"The UNHCR took the lead on behalf of the humanitarian community to focus on finding solutions for IDPs residing in camps while the International Organization for Migration and UN Development Program, as co-chairs of the Durable Solutions Task Force, are supporting the authorities in finding solutions for the 950,000 other IDPs," he said.

Additionally, Beuze noted that most refugees can stay without fear of being forcibly returned to a country where they risk persecution, serious human rights violations, or armed violence.

"The UNHCR is particularly grateful for the policies adopted by the KRG in this respect, as they are aligned with international law," he underlined. "In addition, refugees are largely included in public services such as education and health and have the same opportunities to find jobs as Kurdish Iraqis."

He said that the UNHCR continues to remind relevant authorities that nobody must be forced to return to their place of origin.

### Challenge for Yazidis

The Iraqi decision to close the camps is particularly challenging for the over 100,000 Yazidi IDPs, who fled the ISIS genocide in Sinjar in August 2014 and are still residing in camps in the KRI. Sinjar remains dominated by various militias and characterized by instability.

"This militarization, which has resulted in intermittent violence

and invited Turkish air attacks, has created deep insecurities for Sinjar's residents and prevented IDPs from returning," a recent [report](#) on Sinjar by the London School of Economics and Politics Middle East Centre noted.

In October 2020, Baghdad and Erbil signed the Sinjar Agreement to reconstruct Sinjar District and remove the militias operating there, but so far it has not been implemented due to differences between the two capitals. According to the decision of the Iraqi government, IDPs and refugees should have three options: return home, be integrated locally, or be relocated to a third part of the country.

"The choice must be given to the IDPs themselves, and they must be able to exercise this choice freely, without pressure, and be fully informed of the conditions and assistance available for all three solutions," Beuze underlined.

"At the same time, they must be supported so that once they have made a choice, their solutions are not only dignified but also sustainable in the long term. Otherwise, one risks fostering a cycle of displacement that has nothing to do with the original cause of displacement."

The Iraqi Ministry of Displacement and Migration has started to allocate 4 million Iraqi dinars for the IDPs in camps to opt for one of the three solutions. The UN refugee official said this will help some to return home while others will opt to integrate locally or relocate somewhere else.

"We acknowledge the increase of this grant, which was previously 1.5 million Iraqi dinars, and the UN advocates that this assistance should also be made available to the majority of IDPs who are not residing in camps," Beuze said.

"We will similarly work with Iraqi federal and Kurdish authorities to find solutions for IDPs in camps



in line with international human rights law and best practices about the three choices that must be given to them and about ways to support the implementation of their decision."

Beuze added that the "UNHCR has always advocated against putting forcibly displaced populations, refugees or IDPs, in camps, as they are never a sustainable, dignified manner of life, or a cost-effective way to host people."

So far, some camps have already closed in the Kurdistan Region, including in the Sulaymaniyah Governorate and Garmiyah District, with many Sunni Arab IDPs able to return to the Diyala and Salah-Al-Din Governorates.

Moreover, last summer, the KRG Ministry of Interior permitted IDPs in camps in eastern Mosul to return to their nearby villages in the Al-Hamdaniya sub-district of the Nineveh Governorate.

"Those who have now returned need continued attention, so that these villages are reconnected to public services provided by federal institutions," Beuze said. The UN refugee official underlined that solutions may require time and must be tailored to the specific circumstances of each family

and individuals, but that the UNHCR will support Baghdad and Erbil to assist the IDPs to return home safely and in dignity.

#### **Nobody should be forced to return**

Another question remains: what will happen to the over 251,475 Syrian Kurdish refugees from northeastern Syria and 8,357 Kurdish refugees from northwestern Iran, who are mostly residing in the Kurdistan Region?

Syria continues to grapple with ongoing violence, while Iranian Kurdish refugees – many of whom escaped the Iran-Iraq War in the 1980s and have links to political parties outlawed in Iran – risk facing political persecution or even death sentences upon their return to Iran.

"The UNHCR identifies the most vulnerable refugees and asylum seekers for resettlement but ultimately, globally, far less than 1% of refugees are ever resettled in a third country," Beuze said when asked about the options for Iranian Kurdish refugees to be resettled abroad.

"The UNHCR also works with a number of countries who admit refugees as migrants through work permits, under family re-

unification schemes, or for study purposes, including through scholarships," he added.

The situation is also challenging for Syrian Kurds, who could face military conscription, instability, violence, and economic challenges at home.

"The human rights situation in northeastern Syria has not improved," Beuze noted. "As a result, some Kurdish Syrians need to leave Syria to save their lives. The UNHCR thus commends the authorities, especially the KRG, in allowing them to stay."

In 2023, the UNHCR registered just over 11,000 new arrivals, of whom 87% were Syrians, and recorded around 2,300 spontaneous returns to Syria.

"The Syrians who recently arrived confirmed to us that they fled due to prevailing insecurity, dire living conditions, and limited access to or availability of basic services in northeast Syria," Beuze said.

"Ultimately, nobody should be forced to return to one's own country if they do not feel that they will be safe from harm, be it individual persecutions or generalized armed violence and conflict," he concluded.



## A Haven Burdened by Displaced Populations

**T**he Kurdistan Region of Iraq, despite political and economic struggles, has become a sanctuary for hundreds of thousands of refugees and internally displaced persons (IDPs) fleeing conflict and persecution in Iraq and the wider region. This influx, while showcasing Kurdish hospitality and the humanitarian spirit of its people, presents significant challenges for host communities and raises questions about long-term solutions.

The Kurdistan Region's commitment to offering sanctuary is well-established. During the harrowing fight against ISIS (2014-2018), the region sheltered over two million refugees and IDPs.

As of late 2023, the region sheltered a staggering 900,467 individuals, comprising 760,189 IDPs and 269,293 refugees. Syrians constitute the largest group, with over 251,000 individuals seeking refuge in the region. Notably, 70% of these displaced people reside outside designated camps, having integrated into urban areas.

Erbil shoulders the heaviest burden, housing 41% of the displaced population, followed by Duhok (40%) and Sulaymaniyah (19%).

### A glimpse into the numbers

Total registered refugees: 269,293

Total registered IDPs: 631,174  
Syrian refugees: 251,475  
New arrivals in November-December 2023: 3,389

While the Kurdistan Region's open-door policy is commend-



The Kurdistan Region of Iraq, despite political and economic struggles, has become a sanctuary for hundreds of thousands of refugees and internally displaced persons (IDPs) fleei

able, the sheer number of displaced individuals presents enormous challenges, including:  
Insufficient resources: Providing essential services like health-care and education strains infrastructure and budgets.

Competition for jobs: Displaced populations compete for scarce

employment opportunities, potentially fueling tensions with host communities.

Camp conditions: Overcrowding and inadequate facilities raise concerns about the well-being of camp residents.

Uncertainty: Many lack formal

legal status and face an uncertain future, impacting their mental health and long-term planning.

Addressing this complex situation requires a multifaceted approach. Some important objectives include:



Increased international support: Financial and humanitarian aid are crucial to assisting the Kurdistan Regional Government

and non-governmental organizations in meeting the needs of displaced populations.

Durable solutions: Facilitating voluntary return to areas of origin when they are deemed safe, resettlement in third countries,

or local integration are key options.

Economic development: Fos-

tering economic opportunities for both host communities and displaced individuals can promote integration and self-reliance.

Regional stability: Addressing the root causes of displacement, such as conflict and insecurity, is essential for long-term solutions.

**Sardar Sattar** is a translator and journalist based in the Kurdistan Region. He has an MA in English Studies from the University of Lodz, Poland. He has translated several books and political literature into Kurdish and English. He writes regularly for local and international newspapers and journals.



## Assyrian Contributions to Kurdish Struggle

**G**orgis Yalda, a veteran Assyrian *peshmerga* fighter, has defended the Kurdistan Region for 56 years, fighting alongside his Muslim comrades. His story, interwoven with the narratives of other Assyrians who participated in the Kurdish struggle for freedom and self-determination, reveals a unique perspective on the region's history. The article below is based on Yalda's recent interview with *Kurdistan Chronicle* and provides detail into the Assyrian experience in Kurdistan, the historical co-existence between Muslims and Assyrians, and the often-unknown contributions of Assyrians to the Kurdistan Region.

### Arrival of Assyrians in Erbil

A prominent Assyrian figure

from the Soran District of the Erbil Governorate, Yalda detailed the geographical distribution of Assyrians in the district, mentioning their presence in the cities and towns of Diyana, Harir, and Shaqlawa, the suburb of Ankawa, and the villages of Batas, Bedial, and Hawdian.

He traced the arrival of the Assyrians to the outbreak of World War I. Initially settling in Urmia, Sain Qaleh, and Hamedan in Eastern Kurdistan (northwestern Iran), they later migrated to Baqubah in central Iraq, where they established a temporary camp.

Following the establishment of the Hashemite monarchy in Iraq, Assyrians formed a brigade called the Levies within the Iraqi army. In 1926, they ar-

rived in the Kurdistan Region and were welcomed by Smail Beg, who was the Emir of Soran at the time. The Assyrians who would later settle in Bedial remained under the protection of the Barzani tribe, belonging to the Sherwani tribe within it.

Currently, around 200 Assyrian families reside in Diyana, Hawdian, and Bedial.

### Multi-faceted roles in the revolution

In flourishing detail, Yalda recounted his own journey as a *peshmerga* fighter. Born in 1950 in Diyana, he completed his education alongside Kurdish and other Assyrian students. Naturally drawn to the *peshmerga* cause and the fight for liberation, he joined the Kur-

distan Students Union in 1966. Upon being drafted into the Iraqi army, he refused and joined the *peshmerga*, seeking refuge in the mountains.

He initially sought to join the Balak force stationed in Galala, led by a relative, Mam Rehana Shilimon. Welcomed by Shilimon, who had accompanied Kurdish revolutionary leader General Mullah Mustafa Barzani to the Soviet Union in the late 1940s, Yalda quickly settled into his career of service. He was assigned to the fighting force of Franso Hariri, where he served until the revolution's end in 1975.

Yalda described Franso Hariri as a prominent leader and *peshmerga* fighter. Joining the ranks in 1962, Hariri gained General Barzani's respect and

was entrusted with various responsibilities. Following the Iraqi-Kurdish Autonomy Agreement of 1970, Barzani appointed him as the governor of Choman in Erbil Governorate in 1974, a testament to the general's trust in him and the skills that Hariri had demonstrated.

Hariri maintained close ties with the Barzani family and remained loyal to the Kurdish cause. Following the revolution's collapse in 1975, he joined Barzani in Iran, along with 400 other Assyrians. Yalda highlighted Hariri's connection with influential Assyrians in Iran. He frequently engaged with figures like Homer Assyrian, Sargun Oshana, Daniel Grespi, Dr. Wilson Betmansour, Albert Khurshid, and Yousef Maqudpour, in discussing the Kurdish revolution and its objectives. Hariri later went on to become a minister in the Kurdistan Regional Government and governor of Erbil Governorate.

Other Assyrians made different contributions. Yalda shared the story of George Shello, who played a crucial role in constructing roads vital for the *peshmerga's* operations. Notably, he paved crucial routes from Qasre and Dilman in the Balakayati area to Sheladize in Duhok Governorate, earning these paths the moniker of "The George Road." George's dedication went beyond road building. He even personally operated the bulldozer to complete other projects, facing harsh weather conditions and the constant threat of attacks by the Iraqi army.

Another notable contribution came from Dr. Betmansour, who was one of the Assyrian doctors who treated Barzani at Jam Hospital before his departure to the United States. Yet Dr. Betmansour was not the only Assyrian medical professional to serve the Kurdish cause. Many Assyrian doctors and nurses provided crucial medical care to *peshmerga* fighters throughout the dec-



Gorgis Yalda, a veteran Assyrian peshmerga fighter, has defended the Kurdistan Region for 56 years, fighting alongside his Muslim comrades. His story, interwoven with the narrati

ades of revolution.

### Assyrian Figures in the Kurdish Revolution

Yalda acknowledged the contributions of numerous other

Assyrians during our discussions, including:

Hermoz Malkchko: Military general.

Toma Thomas: Active partici-

part in the revolution.

Colonel Yousef Petros: Provided mine and explosives clearance training

Nisan Kani



Yohana Idupre: *peshmerga* fighter.

Mam Talya: *peshmerga* fighter.

Archbishop Mary Wala: Prominent religious figure who offered spiritual guidance and support to the Kurdish people.

Mikhail Binya: *Peshmerga* fighter.

Faraidoon Wardazai: *Peshmerga* fighter.

Adam Gorgis

Margaret George: First woman to join the revolution.

Bishop Francis: Religious leader who provided support to the Kurdish people during the revolution.

Jardis Fathullah: Lawyer who used his legal expertise to defend the Kurdish cause.

Dr. Awro: Doctor who served the *peshmerga*.

Dr. Mushel: Doctor who served the *peshmerga*.

Dr. Hannah Zulfa: Renowned surgeon who participated in the surgery on former Iraqi Prime Minister Abdul-Karim Qasim after his injury. He later established a hospital in Zakho specifically for treating wounded *peshmerga*.

### Close bonds in unity

Yalda emphasized the strong sense of camaraderie among *peshmerga* fighters, as well as the absence of any religious discrimination. He notes that his experience of 56 years serving alongside both Muslim and Assyrian comrades had fostered mutual respect and unity.

Symbolic of this relationship between Kurdish and Assyrian leaders was the close bond between General Barzani and Archbishop Mar Yousef Khanani, the Bishop of Harir and Batas. Their friendship was exemplified by their meeting in 1961, when Barzani sought



Margaret George with her father (1964)

counsel from him before taking refuge into the mountains. Despite advocating for negotiations, the Archbishop ultimately respected Barzani's decision and wished him well.

Yalda also addressed the tragic event of 1963 when the Iraqi army attacked Assyrian communities in Harir and Batas. This assault resulted in

the martyrdom of several individuals, including Joam, Qushan, Jabali, and Victoria, and forced many Assyrians to flee their homes and seek refuge in Erbil, Baghdad, and Kirkuk. Yalda emphasized the devastating impact of this attack on the Assyrian community and the ongoing struggle for justice and recognition for the victims.

Yalda concluded his time with *Kurdistan Chronicle* by emphasizing the positive treatment that Assyrians have received in the Kurdistan Region, acknowledging that they have even benefited more than some Muslim communities in certain aspects.

He also reiterated the unwavering support of the Assyrians



(From right) Gorgis Yalda alongside Peshmerga comrades in Betnusi village, Iran-Iraq border, (1986).



Gorgis Yalda posing for the camera after receiving Barzani Honor Medal (2022).



(From left) Gorgis Yalda, Sinam Radirkhan, Albert Jibrail (2022).

for the Kurdish cause, particularly the Barzani family. He believes that the Kurdish people deserve an independent state and urges international powers to support the region's aspirations for peace and security.

He concluded with a powerful statement: "The future of Kurdistan lies in unity and co-existence. The sacrifices made by Assyrians and Kurds alike during the revolutions stand as a testament to the strength and resilience of our communities. We must continue to work together to build a brighter future for all."

**Mohammad Dargalayi** is a journalist and photographer with 14 years of experience. He is a member of IFJ Global.



Gorgis Yalda (left) and Rebrwar Yalda (right) alongside Faranso Hariri (middle) in Razban, Iranian Kurdistan (1986).



Gorgis Yalda alongside a group of Peshmerga comrades in Iranian Kurdistan (1984).



Faranso Hariri alongside other Peshmerga fighters pictured with Kurdish leader Mustafa Barzani (1970).

# Les dépêches de l'afp d'avril 2024

1 avril 2024

## Turquie: Erdogan touché mais pas coulé

**Istanbul, 1 avr 2024 (AFP) —** Ses détracteurs ont célébré la défaite de son parti comme s'ils fêtaient la sienne, voyant dans la déroute des municipales le crépuscule du "Reis".

Mais Recep Tayyip Erdogan reste, à 70 ans, le président élu de la Turquie pour au moins quatre années encore.

Au pouvoir depuis vingt-et-un ans, réélu en mai 2023 avec 52,2% de voix même s'il lui avait fallu affronter un deuxième tour pour la première fois, jamais le chef de l'Etat n'avait encaissé pareille défaite.

Parce qu'il s'était personnellement investi dans la campagne pour ce scrutin local, escomptant vainement reconquérir Istanbul, l'échec des candidats de son parti AKP (islamo-conservateur) est d'abord perçu comme le sien.

Mais cette débâcle électorale signifie-t-elle sa fin ? Les analystes l'avaient déjà prédite en 2019 après la perte d'Istanbul et d'Ankara...

"Pour moi, en tant que politicien chevronné, Erdogan s'adaptera", prédit Dimitar Be-

chev, professeur à l'université d'Oxford et chercheur associé à l'Institut Carnegie Europe.

"Il a déjà expérimenté la coexistence avec des maires d'opposition", rappelle-t-il, et le chef de l'Etat a déclaré dès dimanche soir être prêt à "travailler avec les maires qui ont gagné", invitant même son camp à faire son "autocritique".

M. Erdogan a surpris au soir de la défaite par le calme de sa déclaration devant une foule de partisans sonnés, concédant la victoire de l'opposition dans laquelle il a vu un "tournant" pour son parti.

- "ne pas gaspiller le temps" -

Dans la foulée, il a semblé écarter l'hypothèse d'élections anticipées qui lui permettraient de briguer un nouveau mandat, l'actuelle Constitution ne l'autorisant à se représenter au terme de son mandat.

"La Turquie a encore plus de quatre ans devant elle, nous ne pouvons pas gaspiller le temps de notre pays en bavardage", a-t-il déclaré.

En même temps que la présidence, Erdogan a conservé en

2023 la majorité au Parlement: avec son allié d'extrême droite, le MHP, ils détiennent 314 des 598 sièges (dont 265 pour l'AKP, de loin la première force parlementaire).

Dimitar Bechev met en garde contre le scénario d'une révision constitutionnelle qui lui permettrait de se représenter en 2028: "Ce n'est pas sans risque", prévient-il.

Le politologue turc en exil Ahmet Insel souligne que "l'AKP n'a pas de majorité qualifiée à l'Assemblée", nécessaire pour réviser la Constitution et, surtout, "a perdu sa capacité d'attirer hors de ses rangs".

Il voit plutôt le président jouer de sa stature d'homme d'Etat, rappelant sa rencontre programmée ne avec son homologue américain Joe Biden à la Maison Blanche le 9 mai.

"Il va savoir mener sa barque jusqu'en 2028 mais au-delà, c'est compromis (...) Une alternance sera probable", prédit Bayram Balci, du Centre de recherches internationales (Ceri) - Sciences Po à Paris.

Mais lui aussi, dans cette ré-

gion volatile aux confins de l'Europe et du Moyen-Orient, prévient qu'"il peut se passer beaucoup de choses avec la Syrie, l'Irak, la Russie..." au cours des quatre prochaines années. "Y compris sur le plan de la sécurité intérieure".

Dès dimanche soir, M. Erdogan a prévenu qu'"il ne laissera pas s'installer un Terroristan" aux frontières sud de la Turquie, relève Ahmet Insel qui le soupçonne de "miser sur la carte du nationalisme et de la nécessaire lutte contre le terrorisme, contre laquelle le CHP aura du mal à s'opposer".

Démonstration immédiate, insiste-t-il: l'aviation turque conduisait lundi des bombardements dans le nord de l'Irak contre les positions des combattants kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), organisation classée terroriste par Ankara, ses alliés occidentaux et récemment, Bagdad.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 avril 2024

## L'opposition turque vit son printemps après les municipales

**Istanbul, 1 avr 2024 (AFP) —** L'opposition turque vit son printemps lundi, au lendemain d'élections municipales qui ont vu la défaite au parti du président Recep Tayyip Erdogan et consacré la victoire du parti laïque CHP à la tête des prin-

cipales villes du pays dont Istanbul, son joyau.

"Vous savez ce que l'on ressent lorsque le soleil se lève ? Et bien c'est comme si un deuxième soleil s'était levé! Nous sommes si contents",

s'enthousiasme Murat Akgun, 46 ans, un commerçant du centre-ville interrogé par l'AFP.

Les résultats, qui doivent encore être proclamés par la Commission électorale, placent le Parti républicain du

peuple (CHP, social-démocrate) comme principale force du pays: le parti sort largement vainqueur du scrutin jusque dans des provinces d'Anatolie tenues de longue date par le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-

conservateur) de M. Erdogan.

Il emporte 35 des 81 capitales provinciales contre 24 à l'AKP, 10 au parti pro-kurde DEM et deux aux islamistes du Yeniden Refah, auteurs d'une percée qui a contribué à la débâcle de l'AKP.

Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, Antalya... le CHP, qui avait été sonné par la défaite de son candidat à la présidentielle de mai 2023, a fait carton plein. Il s'impose même à Bursa, grosse ville industrielle du nord-ouest perçue comme un fief conservateur, ainsi que dans des provinces d'Anatolie considérées comme acquises au pouvoir.

- un "message" des Turcs -

Les observateurs relèvent qu'il s'agit de la pire débâcle électorale du président Erdogan depuis l'arrivée au pouvoir de son parti en 2002.

Même les quotidiens pro-gouvernementaux Hürriyet et Yeni Safak titraient lundi sur le "message" que les Turcs, confrontés à une sévère crise économique, ont voulu adresser au pouvoir.

1 avril 2024

## Imamoglu, le maire d'Istanbul qui défie Erdogan

**Istanbul, 1 avr 2024 (AFP)** — Champion de l'opposition turque, le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu a été réélu largement dimanche soir, une victoire qui le propulse dans la course à la présidentielle de 2028.

L'édile, qui avait fait une entrée fracassante sur la scène politique nationale il y a cinq ans en infligeant son pire revers électoral au président turc Recep Tayyip Erdogan, a réitéré son exploit en conservant la capitale économique de la Turquie, malgré les efforts déployés par le chef de l'Etat qui en fut lui-même le maire dans les années 1990.

Dès dimanche soir le chef de l'Etat en a d'ailleurs pris acte: reconnaissant un "tournant" il a promis de "respecter la décision de la nation" et invité son camp à "l'autocritique".

Pour la plupart des commentateurs, la déroute de l'AKP s'explique largement par la crise économique dans laquelle s'engluait le pays et qui n'avait pourtant pas pesé en 2023 lors de la réélection de M. Erdogan.

L'éditorialiste d'Hürriyet Abdulkadir Selvi, réputé proche du pouvoir, reconnaît qu'un "vent nouveau souffle" sur la Turquie "qui ne peut s'expliquer que par l'économie".

"Erdogan doit partir, vraiment partir: les prix explosent pour tout.. J'ai deux enfants, que puis-je leur offrir? Regardez le prix du pain", s'exclame Zulfiye Durtek Durmaz, une femme au foyer de 28 ans qui ajoute: "Erdogan s'est montré sans pitié pour son peuple en taxant tout, tout, tout. Il a 70 ans, place aux jeunes".

Réélu en mai 2023, M. Erdogan fait face selon le quotidien Hürriyet à "une nouvelle équation politique".

Quasi inconnu jusqu'en 2019, l'élu du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) avait mis fin cette année-là à vingt-cinq années de domination de M. Erdogan et de son camp sur la plus grande ville du pays.

"Vous avez ouvert la porte à un nouvel avenir aujourd'hui. À partir de demain, la Turquie sera une autre Turquie!", a-t-il lancé dimanche soir, en bras de chemise comme à son habitude, à l'adresse des électeurs d'Istanbul et de Turquie, tandis qu'une foule de partisans célébrait sa réélection devant la municipalité d'Istanbul.

Il a vu notamment son parti islamico-conservateur bousculé sur sa droite par l'irruption d'un petit parti islamiste: hostile aux LGBT+, aux féministes, aux taux d'intérêt (assimilés à l'usure, interdite par l'islam) le Yeniden Refah a ravi deux provinces et rogne des votes à l'AKP, s'imposant comme la troisième force du pays.

- l'inflation au centre -

Selon des analystes, le parti a gagné de nombreux suffrages en plaçant l'inflation - 67% sur un an - au centre de sa campagne et en dénonçant sans relâche la poursuite des relations commerciales entre la Turquie et Israël malgré la guerre à Gaza.

Or le ministre des Finances nommé en juin dernier, Mehmet Simsek, qui a entrepris un vaste resserrement monétaire en augmentant progressivement les taux d'intérêt (portés de 8,5% à 50% depuis juin), a promis lundi de continuer de tout faire pour "ramener durablement l'inflation à un chiffre".

Champion de l'opposition de-

puis sa victoire à Istanbul en 2019, le populaire et charismatique maire CHP Ekrem Imamoglu, semble désormais promis à un destin national.

A Ankara, Mansur Yavas, réélu triomphalement dans la capitale avec 30 points d'avance sur son rival AKP, sort lui aussi en héros de l'élection.

Mais pour l'heure, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003 comme Premier ministre puis comme président (depuis 2014) reste chef de l'Etat jusqu'en 2028.

Il avait affirmé début mars que ces élections "seraient les dernières" organisées sous son autorité, laissant entrevoir une possible retraite politique à la fin de son mandat.

D'ici là, même avec un parti affaibli, il entend continuer de gouverner et a appelé à "ne pas gaspiller le temps de la nation" ces quatre prochaines années.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

- "Plaire à tous" -

Personnalité charismatique et médiatique, le quinquagénaire aux fines lunettes sans montures est dans le viseur du pouvoir qui l'a fait condamner, fin 2022, à deux ans et sept mois de prison pour "insulte" aux membres du Haut comité électoral turc.

L'élu a fait appel mais cette peine, qui continue de planer comme une menace sur son avenir politique, l'avait écarté de la course à la présidence l'an dernier.

Régulièrement classé parmi les personnalités politiques

préférées des Turcs, il n'a cessé de se poser en rival direct du président Erdogan, qui a affirmé récemment que ces municipales étaient les "dernières élections" organisées sous son autorité.

Pendant sa campagne, Ekrem Imamoglu a multiplié de sa voix rauque les piques contre le chef de l'Etat, le ciblant davantage que son rival défait du parti AKP au pouvoir, Murat Kurum.

Musulman pratiquant mais membre d'un parti laïque, cet ex-homme d'affaires originaire de la mer Noire, qui a fait fortune dans le bâtiment avant



d'entrer en politique, séduit au-delà de son parti.

“Il peut plaire à tous les segments de l'électorat d'opposition, qu'il s'agisse d'électeurs turcs, kurdes, sunnites, alévis, jeunes ou âgés”, estime Berk Esen, politiste à l'université Sabanci d'Istanbul. Il note que le maire d'Istanbul “bénéficie d'un niveau de soutien assez élevé dans les différentes régions du pays”.

- “Fourmi atomique” -

Le maire ne fait toutefois pas l'unanimité dans son camp, parfois accusé de se soucier davantage de son avenir politique que de ses administrés.

Le parti prokurde DEM (ex-HDP), qui l'avait rallié en 2019, lui a reproché son silence lorsque des dizaines de ses élus ont été démis de leur fonction et emprisonnés.

Ses adversaires affirment qu'il investit davantage dans la communication que dans la pré-

vention du risque sismique, très élevé à Istanbul, ce que les chiffres de la mairie démentent.

“C'est quelqu'un qui depuis cinq ans ne s'intéresse qu'à des questions non liées à Istanbul”, avait lancé pendant la campagne son principal adversaire.

L'élu assure, lui, travailler “comme une fourmi atomique” —une référence à un dessin animé populaire— et se vante d'avoir largement féminisé la municipalité.

Il refuse encore de se dire candidat à la fonction suprême: “Il reste quatre ans jusqu'en 2028. Il serait malvenu de ma part de parler de cela aujourd'hui”, a-t-il éludé dans un récent entretien au média d'opposition Medyascope.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 avril 2024

## Turquie: Erdogan concède une victoire historique de l'opposition aux municipales

**Istanbul, 1 avr 2024 (AFP)** — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a concédé dimanche la victoire historique de l'opposition aux élections municipales, qui constituent selon lui un “tournant” pour son camp, au pouvoir depuis 2002.

Le dépouillement de près de 99% des urnes à l'échelle nationale confirme que l'opposition turque a infligé au parti AKP (islamo-conservateur) du chef de l'Etat sa pire débâcle électorale en deux décennies.

Le principal parti de l'opposition, le CHP (social-démocrate), a revendiqué sa victoire à Istanbul et Ankara, les deux plus grandes villes de Turquie et raflé de nombreuses autres, comme Bursa, grosse ville industrielle du nord-ouest acquise à l'AKP depuis 2004.

La proclamation des résultats définitifs par la Haute commission électorale (YSK) attendue dans la journée de lundi confirmera ces résultats, déjà intégrés par les principaux intéressés, dont le chef de l'Etat.

Depuis le siège de son parti à Ankara et devant une foule

abattue, inhabituellement silencieuse, le président turc a promis de “respecter la décision de la Nation”.

Peu auparavant, le maire sortant d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, cinquagénaire médiatique et fringant, avait annoncé sa réélection à la tête de la plus grande ville de Turquie, qu'il a conquise en 2019, sans même attendre la proclamation des résultats officiels.

“Ce soir la démocratie va déferler (...) sur les places, dans les rues, les universités, les cafés et les restaurants d'Istanbul”, a lancé l'édile face à des dizaines de milliers de ses partisans, exultant, accourus devant le siège de la municipalité, sous une déferlante de drapeaux rouges turcs et de fumigènes.

A Ankara, le maire CHP Mansur Yavas, largement en tête, avait lui aussi déjà revendiqué la victoire, affirmant devant une foule en liesse que “ceux qui ont été ignorés ont envoyé un message clair à ceux qui dirigent ce pays”.

- Percée en Anatolie -

“Les électeurs ont choisi de changer le visage de la Turquie”, a estimé le chef du CHP, Ozgur Ozel.

Outre Izmir (ouest), troisième ville du pays et fief du CHP, et Antalya (sud) où les partisans de l'opposition ont commencé à célébrer la victoire dans les rues, la principale formation de l'opposition a réalisé une percée spectaculaire en Anatolie.

Elle fait la course en tête dans des chefs-lieux de provinces longtemps tenus par l'AKP, selon des résultats quasi définitifs qui ont pris de court les observateurs.

Le président Erdogan, âgé de 70 ans, dont 21 au pouvoir, avait jeté tout son poids dans la campagne, en particulier à Istanbul, le “joyau” du pays, sa capitale économique et culturelle dont il fut le maire dans les années 1990 et qui a basculé dans l'opposition en 2019.

Mais l'engagement du chef de l'Etat, qui a annoncé début mars que ces élections étaient “ses dernières”, n'a pas suffi.

“Il y a un besoin d'équilibre au moins au niveau local contre le

gouvernement”, affirmait dimanche matin à l'AFP Serhan Solak, 56 ans, un habitant d'Ankara venu voter pour Mansur Yavas, le maire sortant du CHP.

Les candidats de l'AKP se sont toutefois maintenus en tête dans plusieurs grandes villes d'Anatolie (Konya, Kayseri, Erzurum) et de la mer Noire (Rize, Trabzon), bastions du président Erdogan, tandis que le parti pro-kurde DEM s'assurait une confortable avance dans plusieurs grandes villes du sud-est à majorité kurde, dont Diyarbakir, la capitale informelle des Kurdes de Turquie.

- Bataille de 2028 -

Tout au long de la campagne, le président Erdogan a enchaîné les meetings quotidiens, bénéficiant d'un temps d'antenne illimité sur les télévisions publiques, quand ses adversaires en étaient presque privés.

La défaite de son Parti de la justice et du développement, notamment à Istanbul, sera lourde de conséquences.

S'accrochant à la ville, le pré-

sident avait annulé l'élection municipale de 2019, pour finalement voir M. Imamoglu l'emporter de plus belle lors d'un second scrutin organisé trois mois plus tard, subissant ainsi son pire revers électoral depuis son arrivée au pouvoir en 2003 en tant que Premier ministre.

Le maire d'Istanbul, abonné au podium des personnalités politiques préférées des Turcs, n'a eu de cesse depuis de se poser en rival direct du chef de l'Etat, qui l'a pourtant dépeint en "maire à temps partiel" dévoré par ses ambitions nationales.

Pour nombre d'observateurs, le maire d'Istanbul disposera une fois élu d'un boulevard vers la présidentielle de 2028.

Le chef de l'Etat, résigné, a lui évoqué les "quatre années de travail (...) à ne pas gaspiller" d'ici-là, une manière d'écarter l'éventualité d'une élection an-

ticipée qui lui permettrait de se représenter une nouvelle fois.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 avril 2024

## Turquie: colère après l'invalidation de l'élection d'un prokurde

**Ankara, 2 avr 2024 (AFP)** — L'invalidation de l'élection d'un maire du parti prokurde au profit du parti au pouvoir à Van, dans l'est de la Turquie, a suscité mardi la colère jusqu'à Istanbul.

L'élu du DEM (ex-HDP), le principal parti prokurde de Turquie, était pourtant sorti largement vainqueur dimanche des municipales, souligné son parti.

"Le ministère de la Justice tente de confisquer la volonté du peuple de Van. C'est un putsch politique", a réagi le co-président du DEM Tuncer Bakirhan lors d'un rassemblement devant le Haut conseil électoral à Ankara.

"Nous rejetons la décision de la commission électorale provinciale de Van de remettre le mandat de maire de la métropole au candidat de l'AKP", s'est insurgé le parti dans un communiqué.

Abdullah Zeydan a été élu dimanche avec 55,48% des voix dans cette grande ville à majorité kurde célèbre pour son lac et proche de la frontière iranienne, contre 27,15% à son principal rival du Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan, ba-

layé dans de très nombreuses grandes villes du pays.

Troisième force politique au parlement, le DEM dénonce une décision "illégal" de la commission électorale qui, selon lui, a contesté les droits politiques de M. Zeydan vendredi, à moins de 48 heures du scrutin.

La formation prokurde affirme que son candidat avait pourtant "accompli toutes les procédures légales requises et obtenu la validation de sa candidature par le Haut comité électoral (YSK)".

Des centaines de partisans se sont rassemblés devant le siège du parti à Van pour exprimer leur solidarité avec l'élu, lançant des fumigènes et dressant des barricades, selon des images de l'agence de presse turque DHA.

"Contre la volonté populaire"- Les forces de l'ordre ont riposté et dispersé le rassemblement en faisant usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

Une centaine de personnes se sont également rassemblées dans une atmosphère tendue à Kadikoy, sur la rive asiatique d'Istanbul, un quartier traditionnelle-

ment frondeur et hostile au gouvernement.

"La résistance est partout. Non aux administrateurs, ne touche pas la volonté du peuple kurde", ont chanté les manifestants.

"Ne pas remettre son mandat au candidat du parti DEM élu maire de Van c'est nier la volonté du peuple de Van. C'est inacceptable", a réagi sur X Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul (CHP, opposition sociale-démocrate) ré-élu dimanche.

"C'est une question de droit, à la discrétion de la commission électorale provinciale", a répliqué le porte-parole de l'AKP Omer Celik lors d'une conférence de presse. "Ce n'est pas un domaine où le gouvernement peut intervenir".

"Réagir dans le cadre démocratique est le droit de chacun. Mais transformer ceci en violences n'a rien à voir avec la démocratie", a-t-il ajouté.

Le chef du Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel, a dénoncé une décision allant "à l'encontre de la volonté des habitants de Van".

Élu député HDP en 2015, Abdullah Zeydan avait été arrêté l'année suivante en même temps qu'une dizaine d'autres membres de son parti.

Les autorités l'accusaient d'avoir assisté aux funérailles de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé considéré comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, que le pouvoir accuse de liens avec le principal parti prokurde de Turquie.

Emprisonné, M. Zeydan avait été libéré début 2022.

Une cinquantaine de maires élus en 2019 sous l'étiquette du HDP dans le sud-est de la Turquie avaient été remplacés par des administrateurs nommés par l'Etat.

Ces vagues d'arrestations et de révocations avaient suscité des tensions dans la région et des réactions indignées en Occident.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 avril 2024

## Turquie: un élu prokurde voit sa victoire aux municipales invalidée

Istanbul, 2 avr 2024 (AFP) — Un élu du principal parti prokurde de Turquie, sorti largement vainqueur dimanche d'une élection locale à Van (Est), a vu son élection invalidée au profit d'un candidat du pouvoir, a affirmé mardi son parti.

“Nous rejetons la décision de la commission électorale provinciale de Van de remettre le mandat de maire de la municipalité métropolitaine de Van au candidat de l'AKP”, a annoncé dans un communiqué le parti DEM (ex-HDP), troisième force politique au parlement turc.

Abdullah Zeydan a été élu avec 55,48% des voix à Van, grande ville à majorité kurde proche de la frontière iranienne, contre 27,15% pour son principal rival du Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan, qui a subi une débâcle à travers le pays dimanche aux élections municipales.

Selon le parti DEM, qui dénonce une décision “illégal”,

la commission électorale avait contesté les droits politiques de M. Zeydan, vendredi, à moins de 48 heures du scrutin.

La formation prokurde affirme que son candidat avait pourtant “accompli toutes les procédures légales requises et obtenu la validation de sa candidature par le Haut comité électoral (YSK)”.

Des centaines de partisans se sont rassemblés devant le siège du parti à Van pour exprimer sa solidarité avec l'élu, selon des images de l'agence de presse turque DHA.

“Abdullah Zeydan est notre honneur. Les administrateurs nommés par le gouvernement ne peuvent nous dissuader”, ont chanté les manifestants.

Les forces de l'ordre ont dispersé le rassemblement faisant usage de gaz lacrymogène et de canons à eau.

- “A l'encontre de la volonté des habitants”-

“C'est une question juridique, à la discrétion de la commission électorale provinciale. (...) Ce n'est pas un domaine où le gouvernement peut intervenir”, a réagi le porte-parole de l'AKP Omer Celik lors d'une conférence de presse mardi après-midi.

“Les procédures sont claires pour faire appel. (...) Réagir dans le cadre démocratique est le droit de chacun. Mais transformer ceci en violences n'a rien à voir avec la démocratie”, a-t-il ajouté en référence aux affrontements des manifestants avec la police.

Le chef du Parti républicain du peuple (CHP), principale formation de l'opposition sortie victorieuse des élections municipales de dimanche, a dénoncé une décision allant “à l'encontre de la volonté des habitants de Van”.

Élu député sous les couleurs du HDP (devenu DEM) en 2015, Abdullah Zeydan avait été arrêté l'année suivante en même temps qu'une dizaine d'autres députés de son parti.

Les autorités l'accusaient d'avoir participé aux funérailles de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé considéré comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, que le pouvoir accuse de liens avec le principal parti prokurde de Turquie.

Emprisonné, M. Zeydan avait été remis en liberté début 2022.

Une cinquantaine de maires élus en 2019 sous l'étiquette du HDP dans le sud-est de la Turquie avaient été remplacés par des administrateurs nommés par l'Etat.

Ces vagues d'arrestations et de révocations avaient suscité des tensions dans la région et des réactions indignées en Occident.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 avril 2024

## Recours rejeté pour un sympathisant d'ultragauche qui contestait la légalité de sa mise sur écoute

Paris, 3 avr 2024 (AFP) — Le recours devant le Conseil d'Etat d'un sympathisant d'ultragauche, condamné pour terrorisme en décembre, et qui contestait la légalité de sa mise sur écoute ayant conduit à son arrestation, a été rejeté, selon une décision consultée par l'AFP mercredi.

Selon la défense de Florian D., des micros auraient été instal-

lés par les services de renseignement dans le camion dans lequel il résidait à son retour du Rojava (nord-est de la Syrie), où il avait combattu en 2017 auprès des Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Or, ses avocats Mes Isabelle Zribi et Raphaël Kempf soutenaient qu'une telle surveillance

ne pouvait selon la loi intervenir qu'en cas de “soupçon d'activité terroriste”. “Le fait d'avoir rejoint les YPG, qui n'est pas considéré comme un groupe terroriste par la France, ne suffit pas”, a affirmé Me Kempf à l'AFP.

La vérification sollicitée par Florian D. “a été effectuée” et n'a “révélé, en tout état de cause, aucune irrégularité ni il-

légalité”. Elle n'appelle donc à “aucune mesure de la part du Conseil d'Etat”, est-il écrit dans la décision rendue le 22 mars.

L'audience s'était tenue à huis clos, devant une formation spécialisée et habilitée au secret défense. L'avocat et le justiciable doivent sortir quand sont débattus les éléments classés secret défense, ceux-là mêmes qu'ils contestent.

“L’argument du secret défense ne tient pas une seconde car Florian D. a fait l’objet d’une autre procédure - au cours de laquelle il a été détenu - où il a appris avoir été surveillé par les renseignements”, a réagi Me Kempf.

“Le Conseil d’Etat a donc clairement renoncé à son prétendu rôle de gardien des

libertés fondamentales”, a-t-il ajouté, annonçant une requête devant la Cour européenne des droits de l’Homme (CEDH).

Les renseignements de la DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure) avaient été à l’origine de l’ouverture en 2020 d’une enquête du parquet antiterroriste, qui

soupçonnait Florian D. et d’autres sympathisants d’ultra-gauche de préparer un projet d’action violente contre des policiers ou des militaires.

Ces sept militants, qui ont contesté les faits lors de leur procès en octobre, ont été condamnés pour association de malfaiteurs terroriste. Florian D., considéré comme une

“figure centrale” du groupe par le tribunal, avait été condamné à la peine la plus lourde - cinq ans de prison dont la moitié avec sursis. Il a fait appel.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

3 avril 2024

## Turquie: l’élection contestée d’un élu prokurde finalement validée

**Ankara, 3 avr 2024 (AFP)** — Un élu du principal parti prokurde de Turquie dont l’élection dimanche à la tête d’une grande ville de l’Est de la Turquie avait été invalidée au profit d’un candidat du pouvoir a finalement été déclaré vainqueur du scrutin, a annoncé son parti.

“Grâce à la résistance du peuple kurde, de nos amis et des démocrates, il a été décidé de remettre le mandat de maire de la mairie métropolitaine de Van à Abdullah Zeydan”, s’est félicité le parti prokurde DEM (ex-HDP) dans un message sur le réseau social X.

Troisième force politique au parlement turc, le parti avait saisi mercredi le Haut conseil électoral turc pour contester l’invalidation de l’élection de M. Zeydan à Van, grande ville à majorité kurde située à proximité de la frontière iranienne.

La décision du Haut conseil

électoral, annoncée mardi, avait créé de vives tensions dans la ville et des manifestations et mouvements de colère jusqu’à Istanbul.

“La volonté des habitants de Van a pris corps”, s’est réjoui mercredi soir le co-président du parti, Tuncer Bakirhan, dans un message sur le réseau social X.

M. Bakirhan avait dénoncé plus tôt un “putsch”.

Abdullah Zeydan a été élu dimanche avec 55,48% des voix, contre 27,15% à son principal rival du parti AKP au pouvoir (Parti de la justice et du développement), balayé dans de très nombreuses villes du pays.

Selon le parti DEM, la commission électorale locale avait contesté les droits politiques de M. Zeydan vendredi, à moins de 48 heures du scrutin.

Élu député en 2015, Abdullah

Zeydan avait été arrêté l’année suivante, accusé notamment d’avoir assisté aux funérailles de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé considéré comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le gouvernement turc accuse le parti DEM de liens avec le PKK, ce que le parti réfute.

Emprisonné, M. Zeydan avait été libéré début 2022.

- “ubuesque” -

Face aux tensions à Van, la préfecture avait interdit mercredi toute manifestation, ainsi que l’entrée pendant 15 jours de “groupes ou individus susceptibles de participer à des rassemblements illégaux” dans la province.

Près de 90 personnes ont été interpellées à Van et dans six autres villes pour avoir protesté contre la décision du Haut conseil électoral, a annoncé

mercredi matin le ministre de l’Intérieur Ali Yerlikaya.

Dix avocats ont également été interpellés mercredi lors d’un rassemblement devant le palais de justice de Van, selon l’association d’avocats MLSA.

Une cinquantaine de maires du parti prokurde élus en 2019 avaient été remplacés par des administrateurs nommés par l’Etat.

“Ce qui est arrivé à Van est totalement ubuesque”, a réagi mercredi après-midi le maire d’Istanbul Ekrem Imamoglu, réélu dimanche sous les couleurs du CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), principal parti d’opposition sorti grand vainqueur des élections municipales de dimanche.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

4 avril 2024

## Iran: 853 exécutions en 2023, selon Amnesty, qui dénonce un bilan “effroyable”

**Paris, 3 avr 2024 (AFP)** — Les prisons iraniennes sont devenues de véritables “lieux de

massacre” en 2023, avec au moins 853 exécutions, dont plus de la moitié en relation

avec des infractions liées à la drogue, a dénoncé jeudi Amnesty International.

Le nombre d’exécutions en 2023 est le plus élevé depuis 2015 et marque une augmentation de

48% par rapport à 2022 et de 172% par rapport à 2021, rapporte Amnesty, qui appelle la communauté internationale à prendre des mesures afin de "mettre un terme à l'effroyable vague d'exécutions".

Rien que depuis le début de 2024, 95 exécutions ont été recensées, ajoute le communiqué.

"Les autorités iraniennes ont renforcé la peine capitale dans le but de répandre la peur au sein de la population et de resserrer leur emprise sur le pouvoir, à la suite du soulèvement Femme, Vie, Liberté", accuse Amnesty.

5 avril 2024

## "75010", l'hymne au Paris métissé du fondateur de Gotan Project

**Paris, 5 avr 2024 (AFP)** — Producteur, DJ, défricheur, compositeur pour le cinéma... Le fondateur de Gotan Project, Philippe Cohen Solal, a connu mille vies sans jamais délaisser le quartier métissé de Paris qui a nourri son inspiration et irrigué son nouvel opus.

"Ce n'est pas toujours nécessaire d'enregistrer dans le monde entier, il est là mon monde entier", observe le sexagénaire d'origine néerlando-tunisienne depuis un café du Xe arrondissement, petit précipité de mondialisation où se mélangent coiffeurs africains, restaurants indiens, barbiers turcs et bobos parisiens.

C'est ce patchwork que son nouvel opus, "75010", célèbre au gré d'une pérégrination où on croise Charlélie Couture, des rappeurs turcs (Uzay), le musicien kurde Rusan Filiztek, la comédienne Judith Chemla et la chanteuse lyrique d'origine iranienne Ariana Vafadari.

"Je voulais faire la bande-son du Xe", résume Cohen Solal, à la composition et aux claviers sur cet album enregistré dans

Une vague de contestation a secoué l'Iran pendant des mois après la mort en détention en septembre 2022 d'une jeune Kurde iranienne, Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour non respect du strict code vestimentaire islamique.

Neuf personnes ont été exécutées en lien avec ce soulèvement, selon des ONG.

"En l'absence d'une réaction mondiale vigoureuse, les autorités iraniennes se sentiront autorisées à exécuter des milliers d'autres personnes dans les années à venir, en toute impunité", déclare Diana Eltahawy, directrice régionale ad-

son studio, niché dans ce quartier dense et minéral.

C'est déjà ici, à deux pas du légendaire New Morning où Prince aimait faire ses after shows, qu'il a enregistré un des hymnes de la sono mondiale des années 2000 avec Gotan Project.

Paru en 2001, "La revanche del Tango" a déferlé sur le globe en brassant électro et musique argentine. Plus de dix ans de tournées et trois albums ont à jamais marqué cet archiviste du son, qui possède 17.000 disques.

"C'était une explosion. Tu entends ta musique partout dans le monde alors que tout avait été fait à la maison", raconte-t-il. "Tu marches sur l'eau. Mais c'est là que les ego commencent à monter". Le trio finira par éclater avec pertes et fracas et frais d'avocats afférents.

- Punk épique -

Avant l'ouragan Gotan, cet autodidacte rétif à l'autorité avait été punk à Jérusalem dans son adolescence, animateur de ra-

jointe pour le Moyen-Orient, citée par le communiqué.

Notant l'"augmentation ahurissante" des exécutions liées aux stupéfiants, Amnesty, pour qui les prisons iraniennes sont devenues des "lieux de massacre", dénonce "les politiques meurtrières de lutte contre la drogue de la République islamique", et relève que nombre d'"opposants et des membres de minorités ethniques opprimées figurent parmi les personnes exécutées", comme les baloutches.

L'année 2023 "a également été marquée par une intensification choquante de l'application de la peine de mort à des mineurs

dio, superviseur musical de films de Lars Von Trier et Krzysztof Kieslowski ou directeur artistique chez Polydor, un job qu'il a "détesté".

"Il fallait tout écouter simplement pour identifier le potentiel commercial, ce n'est pas mon truc", dit-il. Lui-même pensait que Gotan Project, qui a écoulé plus de 3 millions d'albums, allait être "un flop".

Cohen Solal ne manque pas de flair mais la musique est, avant tout, pour lui une affaire "de claques" artistiques, que lui ont successivement assénées le punk, le jazz-rock du Mahavishnu Orchestra, le ska, la trap ou la techno.

En 1992, il participe à la première compilation de techno française "P.U.R.", pour Paris Union Recording, et, derrière les machines, compose des productions qu'il tente de diffuser à Londres. "A l'époque, il n'y avait pas de French Touch, ils se foutaient de ce que faisait un petit Français", se souvient-il.

Une autre "claque" le saisit à

délinquants, avec l'exécution d'un garçon de 17 ans et de quatre jeunes condamnés pour des crimes commis alors qu'ils étaient âgés de moins de 18 ans", constate l'organisation.

Les exécutions en Iran se font généralement par pendaison dans les prisons, parfois en public.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

la fin des années 80. Dans le quartier des Halles, au cœur de Paris, il est aimanté par un guitariste de rue qui reprend "Starfish and Coffee" de Prince. "J'écoute ça, je trouve ça incroyable et je vois un +black+, beau et magnétique". Cohen Solal vient de découvrir Keziah Jones et son blufunk.

A force d'obstination, il lui décroche son premier contrat et les deux artistes ne se sont jamais quittés, publiant en 2023 "Class of 89" pour célébrer leur amitié plus que pour prendre la lumière.

De fait, même au sommet de la vague Gotan, Cohen Solal est resté dans l'ombre. Sur scène, il insistait pour qu'une immense toile le dissimule au public, ainsi que les autres musiciens, pendant les premiers morceaux. "C'était comme un effeuillage", se remémore-t-il.

Cela ne l'empêche pas d'avoir une vision claire, quasi mystique, de ce qu'il faut pour faire grandir un projet. A l'époque de Gotan, il songeait à projeter, pendant les concerts, un petit film le temps d'un changement

de scénographie et n'en dé-  
mordait pas: il fallait que l'acteur  
américain Adrien Brody y figure.

Malgré l'incrédulité générale,

ce projet fou s'est concrétisé  
et le comédien oscarisé fait  
désormais partie de ses  
proches et a même posé son  
flow sur huit morceaux de rap

que les deux hommes ont en-  
registrés ensemble. Pas à New  
York ou Londres mais, faut-il  
le préciser, à Paris, dans le Xe  
arrondissement.

Les informations ci-dessus de  
l'AFP n'engagent pas la res-  
ponsabilité de l'Institut kurde  
de Paris.

6 avril 2024

## Le pouvoir de Bagdad resserre l'étau sur le Kurdistan autonome d'Irak

**Bagdad, 6 avr 2024 (AFP) —**  
"Vengeance politique" ou reprise  
en main? En Irak, le pouvoir  
fédéral de Bagdad profite de  
la stabilité relative du pays pour  
revoir ses rapports et son em-  
prise sur le Kurdistan autonome,  
experts et responsables poli-  
tiques actant un tour de vis.

Le bras de fer se joue aussi  
devant les tribunaux, avec plu-  
sieurs verdicts promulgués à  
Bagdad et décriés par Erbil,  
capitale d'un Kurdistan auto-  
nome depuis 1991 dans le nord  
de l'Irak, et traditionnellement  
soutenu par les Occidentaux.

Contrôle du pétrole, versement  
des salaires des fonctionnaires,  
intervention dans les législatives  
régionales: depuis des décen-  
nies, les mêmes dossiers peu  
ou prou enveniment les rela-  
tions entre le pouvoir fédéral  
et le Kurdistan.

Cette fois-ci, Bagdad a la main  
haute. Les pressions visent di-  
rectement le Parti démocratique  
du Kurdistan (PDK), aux ma-  
nettes à Erbil, engagé dans  
une lutte intestine avec l'autre  
grande formation historique des  
Kurdes, l'Union patriotique du  
Kurdistan (UPK).

"Je dois vous avertir des  
complots visant à démanteler  
par diverses tactiques le Kur-  
distan", accusait fin mars le  
Premier ministre de la région  
autonome, Masrour Barzani —  
du PDK.

Depuis deux décennies, alors  
que Bagdad se dépêtrait avec  
des conflits à répétition, le Kur-  
distan se présentait comme

une oasis de stabilité écono-  
miquement prospère.

Mais dans un pays aux im-  
menses richesses pétrolières,  
à Bagdad ou à Erbil, les ob-  
servateurs dénoncent corruption  
endémique, politiques publiques  
défaillantes et crises à répéti-  
tion, au sein d'élites politiques  
quasi-inchangées depuis 20  
ans.

- "Erreurs" au Kurdistan -

Les tensions actuelles surpren-  
nent d'autant plus qu'à son ar-  
rivée, l'actuel Premier ministre  
irakien Mohamed Chia al-Sou-  
dani, soutenu par des partis  
pro-Iran, avait rétabli des  
rapports apaisés avec les poli-  
ticiens Kurdes.

Mais Bagdad et Erbil ont tou-  
jours entretenu des relations  
en dents de scie.

"Les gouvernements successifs  
(à Bagdad) ont longtemps été  
absorbés par des crises et des  
contextes difficiles", indique à  
l'AFP un influent responsable  
politique, en allusion aux an-  
nées de guerre, de lutte contre  
les jihadistes du groupe Etat  
islamique (EI) et de manifesta-  
tions antipouvoir.

"Cela fait qu'ils ne se sont ja-  
mais penchés sur les erreurs  
commises par le Kurdistan",  
justifie-t-il sous anonymat.

"Que ce soit pour les accords pé-  
troliers, les exportations de pétrole,  
le système financier de la région,  
de nombreuses décisions illégales  
ont été prises et il est temps d'y  
remédier", estime-t-il.

Fin février, la Cour suprême  
fédérale, plus haute instance  
judiciaire, sommait Bagdad de  
verser directement leurs salaires  
aux fonctionnaires du Kurdistan,  
sans passer par les autorités  
locales.

De même, la justice irakienne  
a supprimé 11 sièges réservés  
aux minorités au sein du Parle-  
ment régional. Selon des ob-  
servateurs, ces postes permet-  
taient au PDK de sécuriser sa  
majorité parlementaire face à  
ses adversaires.

Deux affaires initiées par... des  
avocats de Souleimaniyeh, ville  
kurde bastion de l'UPK.

Rejetant ces verdicts, le PDK  
a annoncé son boycott des lé-  
gislatives locales prévues au  
Kurdistan en juin, faisant crain-  
dre un nouveau report du scru-  
tin.

Enfin, depuis un arbitrage in-  
ternational remporté par Bagdad  
il y a un an, les exportations  
pétrolières autrefois menées  
unilatéralement par Erbil —  
sans l'assentiment de Bag-  
dad — ont été stoppées.

Erbil avait fini par accepter de  
livrer son pétrole à Bagdad  
contre un pourcentage du bud-  
get fédéral. Mais des litiges  
continuent d'entraver la reprise  
des exportations.

- Autoritarisme? -

"Il y a chez certains acteurs  
politiques chiites une volonté  
de saper constitutionnellement  
le Kurdistan", estime le polito-  
logue Ihsan al-Chammari, pré-

cisant que la multiplication des  
plaintes "affaiblit le poids poli-  
tique de la région et en particu-  
lier du PDK".

Si autrefois "de nombreuses  
affaires étaient passées sous  
silence en contrepartie d'en-  
tentes" négociées entre partis  
pour "former un gouvernement"  
par exemple, désormais ces  
dossiers "interviennent dans le  
cadre d'une vengeance poli-  
tique", ajoute-t-il.

Malgré le "caractère politique"  
des décisions judiciaires, l'ana-  
lyste estime qu'elles sont  
"constitutionnelles".

Sabah Sobhi, parlementaire du  
PDK, accuse certaines forces  
politiques de vouloir transformer  
"le fédéralisme et la décentra-  
lisation administrative" d'Irak  
en un système "centralisé et  
autoritaire".

Il fustige aussi les "désaccords  
au sein de la maison kurde" —  
le deuxième grand parti kurde,  
l'UPK, soutenant Bagdad.

En mars, Bafel Talabani, prési-  
dent de l'UPK, dénonçait "les  
attaques diffamatoires contre  
la Cour suprême fédérale et  
les accusations visant ce tribu-  
nal indépendant et profession-  
nel, ayant contribué à protéger  
le système politique en Irak".

Les informations ci-dessus de  
l'AFP n'engagent pas la res-  
ponsabilité de l'Institut kurde  
de Paris.

9 avril 2024

## Syrie: huit combattants pro-Iran tués dans une attaque

**Beyrouth, 9 avr 2024 (AFP)** — Huit combattants syriens travaillant pour les Gardiens de la Révolution iraniens, l'armée idéologique de la République islamique, ont été tués mardi dans une attaque au couteau dans l'est de la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Il s'agit de la deuxième attaque du genre en l'espace de deux jours, selon cette ONG basée en Grande-Bretagne mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Des "personnes armées non identifiées" ont mené une attaque près de la ville de Maya-

deen, dans la province de Deir Ezzor, a-t-elle indiqué.

Les huit combattants, qui "travaillaient sous les ordres" des Gardiens de la Révolution ont été "massacrés" dans une attaque au couteau contre leur position, a dit Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'ONG.

La province de Deir Ezzor est traversée par l'Euphrate qui marque la frontière entre les zones tenues par les forces du régime et d'autres groupes alliés, soutenus par Téhéran, à l'ouest du fleuve, et celles contrôlées par les Forces démocratiques syriennes (FDS, une coalition soutenue par les

Etats-Unis et dirigée par les Kurdes) à l'est.

Après avoir pris le contrôle de vastes territoires à partir de 2014, le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a été défait en Syrie en 2019, mais des cellules dormantes demeurent dans cette région frontalière de l'Irak et lancent régulièrement des attaques, notamment contre les FDS et les forces du régime syrien.

Trois Syriens travaillant pour les Gardiens de la Révolution avaient déjà été tués lundi dans une attaque contre leur position près de Mayadeen, selon l'OSDH.

Les groupes armés soutenus par l'Iran ont aidé les forces syriennes gouvernementales depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, déclenchée par la répression de manifestations pro-démocratie.

Des milliers de combattants pro-iraniens sont déployés dans la province de Deir Ezzor selon l'ONG.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 avril 2024

## Allemagne: un couple d'Irakiens arrêté pour avoir réduit en esclavage deux enfants yézidis

**Berlin, 10 avr 2024 (AFP)** — Un couple d'Irakiens, soupçonné d'avoir réduit en esclavage et agressé sexuellement deux fillettes yézidies, a été arrêté dans le sud de l'Allemagne, a annoncé mercredi le parquet fédéral de Karlsruhe, en charge des affaires de terrorisme.

Twana H. S. et son épouse Asia R. A. étaient membres du groupe jihadiste Etat islamique (EI) entre octobre 2015 et décembre 2017 en Irak et en Syrie, a indiqué le parquet dans un communiqué.

Le couple avait réduit en esclavage "au plus tard à la fin 2015" une fillette alors âgée de 5 ans puis "à partir d'octobre 2017" une autre de 12 ans, a-t-il écrit.

"Twana H. S. a violé les deux enfants plusieurs fois. Asia R. A. préparait la chambre et maquillait l'une des petites filles", a-t-il ajouté.

Le couple forçait également les deux fillettes à effectuer "continuellement" des travaux ménagers et à garder des enfants.

Il était interdit aux deux petites filles de pratiquer leur propre religion, mais elles devaient en revanche suivre les prières et les règles islamiques, sur ordre du couple.

Les Yézidis, une minorité kurdeophone adepte d'une religion pré-islamique, en partie issue du zoroastrisme, sont persécutés par les jihadistes depuis plusieurs années.

"En cas de prétendues fautes des enfants, les accusés faisaient preuve d'une rude violence physique", a dénoncé le parquet.

Ainsi Twana H. S. a frappé la plus âgée des deux fillettes avec un manche à balai, tandis que Asia R. H. a ébouillanté la main de la plus jeune.

Elle a aussi forcé plusieurs fois les deux enfants à rester une demie heure debout sur une jambe.

Ces traitements avaient pour objectif de réduire à néant la foi yézidie, conformément à la volonté de l'EI.

"Avant de quitter la Syrie en novembre 2017, le couple a laissé les deux petites filles à

d'autres membres de l'EI", a ajouté le parquet.

Arrêtés mardi à Ratisbonne et à Roth (sud de l'Allemagne), les deux accusés ont été présentés à un juge le 9 et 10 avril qui a ordonné leur placement en détention provisoire.

Fin août 2023, une Allemande, membre de l'Etat islamique, avait été condamnée à quatorze ans de prison après le meurtre en Irak d'une fillette yézidie.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 avril 2024

# Guerre à Gaza: Israël met en garde l'Iran contre une escalade dans la région

**Bande de Gaza (Territoires palestiniens), 13 avr 2** — Israël a prévenu samedi l'Iran qu'il "subirait les conséquences d'une escalade" dans la région, à l'heure où les Etats-Unis vont y renforcer leur présence, plus de six mois après le début de la guerre contre le Hamas palestinien dans la bande de Gaza.

Cette mise en garde intervient après que l'Iran a annoncé la saisine d'un navire "lié à Israël" dans le Golfe, sur fond de tensions exacerbées entre les deux pays.

Israël se trouve en état d'alerte face aux menaces de représailles de Téhéran, qui a promis de "punir" Israël après une frappe meurtrière le 1er avril sur son consulat à Damas (Syrie), qu'il lui impute.

"Nous avons renforcé notre préparation pour protéger Israël d'une nouvelle agression iranienne. Nous sommes également prêts à réagir", a déclaré samedi le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari.

Dans ce contexte, les Etats-Unis, alliés historiques d'Israël, ont annoncé l'envoi de troupes et de "moyens supplémentaires" dans la région afin de "soutenir les efforts de dissuasion régionale et accroître la protection des forces américaines".

Le président américain Joe Biden a dit vendredi qu'il s'attendait à ce que l'Iran passe "bientôt" à l'action, en réponse à une question sur les menaces contre Israël, accusé par la République islamique d'être à l'origine de la frappe contre son consulat à Damas.

Les craintes d'un embrasement régional ont poussé samedi les

Pays-Bas à fermer, "par précaution", leur ambassade en Iran ainsi que leur consulat à Erbil, dans le Kurdistan irakien.

Plusieurs pays dont la France, l'Allemagne ou les Etats-Unis, ont par ailleurs réitéré leurs appels à leurs ressortissants à ne pas se rendre en Iran.

La veille, la compagnie allemande Lufthansa et sa filiale autrichienne Austrian Airlines ont annoncé suspendre leurs vols de et vers Téhéran jusqu'au 18 avril.

- 52 morts en 24 heures -

Alors que les médiateurs — Qatar, Egypte, Etats-Unis — attendent des réponses d'Israël et du Hamas à leur dernière proposition de trêve, l'offensive israélienne ne connaît aucun répit dans la bande de Gaza assiégée où 2,4 millions de personnes sont menacées de famine, selon l'ONU.

Après avoir retiré ses troupes de Khan Younés (sud), l'armée israélienne a annoncé samedi qu'elle poursuivait ses opérations contre les combattants du Hamas dans le centre de l'étroite bande de terre où le mouvement islamiste, classé terroriste par les Etats-Unis, l'Union européenne et Israël, a pris le pouvoir en 2007.

A Deir al-Balah (centre) une vidéo de l'AFP montre un paysage dévasté et des montagnes de ruines, dont les restes d'une mosquée. L'armée a "exigé que toute la zone soit évacuée" avant qu'elle ne soit "anéantie en quelques minutes", a affirmé à l'AFP Abdoullah Baraka, un témoin.

En 24 heures, 52 Palestiniens ont été tués, portant le bilan

total à 33.686 personnes, essentiellement des civils, depuis le début de la guerre, selon un nouveau bilan du Hamas.

La guerre a été déclenchée le 7 octobre lorsque des commandos du Hamas infiltrés depuis la bande de Gaza voisine ont mené une attaque dans le sud d'Israël, entraînant la mort de 1.170 personnes, en majorité des civils, selon un bilan établi par l'AFP à partir des données officielles israéliennes.

Plus de 250 personnes ont été enlevées et 129 restent détenues à Gaza dont 34 sont mortes, d'après des responsables israéliens.

L'armée israélienne a également déclaré samedi avoir frappé plus de "trente cibles" dans la bande de Gaza au cours de la journée précédente.

Des sirènes d'alerte ont retenti vendredi dans la ville israélienne de Sdérot, a-t-elle rapporté samedi, ajoutant avoir intercepté des roquettes tirées depuis le territoire palestinien.

En Cisjordanie occupée, l'adolescent israélien porté disparu vendredi a été retrouvé "assassiné" samedi, a annoncé l'armée.

- "Pas tangible" -  
Outre le bilan humain et les destructions, la guerre a provoqué une catastrophe humanitaire dans toute la bande de Gaza où l'aide humanitaire, strictement contrôlée par Israël, entre au compte-gouttes.

Mais au cours des derniers jours, les autorités israéliennes ont fait état d'un nombre record de camions d'aide autorisés à entrer dans le territoire palestinien.

L'armée israélienne a d'ailleurs annoncé vendredi qu'un nouveau point de passage avait ouvert dans le nord. Selon les médias locaux, il se trouve à proximité de la localité israélienne de Zikim, non loin d'Erez, un point de passage actuellement fermé.

Depuis des mois, les organisations humanitaires et les chancelleries étrangères, y compris les Etats-Unis, principal allié d'Israël, exhortent le pays à ouvrir des routes directes d'approvisionnement vers le nord de la bande de Gaza, où la crise humanitaire est la plus aiguë.

"L'augmentation de l'aide n'est pas encore tangible", a toutefois déclaré sur X Philippe Lazzarini, chef de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa).

"L'aide doit pouvoir se rendre en toute sécurité à tout ceux dans le besoin", a-t-il ajouté, appelant Israël à "lever" des restrictions au personnel de son agence pour lui permettre d'accéder au nord de Gaza.

Le pape François a fait part de sa "grande" souffrance en raison de la guerre, dans un message vendredi à l'occasion de la fin du ramadan. "Je souffre énormément à cause du conflit en Palestine et Israël," a écrit le pape, 87 ans, dans un message envoyé à la chaîne Al Arabiya rendu public par le Vatican.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.



15 avril 2024

## Comment les Etats-Unis ont aidé à stopper l'attaque iranienne contre Israël

**Washington, 15 avr 2024 (AFP)** — L'attaque sans précédent de l'Iran contre Israël à l'aide de centaines de drones et missiles dans la nuit de samedi à dimanche a constitué le point culminant de deux semaines de tensions, durant lesquelles Washington a déployé des efforts considérables pour éviter que la région ne s'embrace.

Les Etats-Unis, avec l'appui de destroyers européens, ont détruit "plus de 80" drones et "au moins six missiles balistiques destinés à frapper Israël depuis l'Iran et le Yémen", a indiqué dimanche le Commandement central de l'armée américaine (Centcom).

- Durant l'attaque iranienne -

Une centaine de missiles balistiques de moyenne portée, plus de 30 missiles de croisière et au moins 150 drones d'attaque ont visé Israël depuis l'Iran, selon un responsable militaire américain. L'armée israélienne a recensé pour sa part plus de 350 projectiles et affirmé que 99% ont été détruits.

Deux navires américains présents dans la région, l'USS Arleigh Burke et l'USS Carney, ont détruit une demi-douzaine de missiles avant que des avions n'entrent en action, détruisant à leur tour plus de 70 drones iraniens. Une batterie de missiles Patriot a abattu non loin de la ville irakienne

d'Erbil, dans le Kurdistan, un autre missile de croisière.

Les forces américaines ont également détruit "un missile balistique sur son véhicule de lancement et sept drones détruits au sol avant leur lancement dans les zones du Yémen contrôlées par les Houthis soutenus par l'Iran", selon le Centcom.

Le président américain Joe Biden a passé la soirée de samedi à suivre les événements en direct dans la célèbre "Situation Room", la salle de crise de la Maison Blanche.

"Nous estimons que plus d'une centaine de missiles étaient en approche en même temps, à un moment donné. Les résultats des mesures défensives étaient bien entendu peu clairs jusqu'à ce que tout soit fini", a affirmé un responsable présent sur place, pour décrire l'atmosphère de tension.

- Le détonateur -

L'attaque iranienne se veut une riposte à la frappe imputée à Israël le 1er avril contre le consulat de Téhéran à Damas, dans laquelle avaient péri sept membres des Gardiens de la Révolution, dont deux généraux. L'Iran a aussitôt affirmé que la frappe ne resterait pas sans réponse.

Des hauts responsables américains avaient été tenus infor-

més de l'attaque de Damas à l'occasion d'une visite de l'ambassadeur et de l'attaché militaire israélien à la Maison Blanche, selon un responsable de l'administration américaine.

"Nous n'avons pas participé à cette frappe mais nous savions qu'elle aurait des conséquences", a-t-il ajouté.

Les jours suivants, le président Biden a demandé au gouvernement de "défendre Israël autant que faire se peut" et de s'assurer que les moyens le permettant étaient déployés, selon une directive partie de Washington.

- Préparations américaines -

Avant l'attaque iranienne, les responsables américains, notamment le secrétaire à la Défense Lloyd Austin et le secrétaire d'Etat Antony Blinken, sont restés "en contact permanent" avec Israël ainsi qu'avec d'autres pays de la région.

Le général Erik Kurilla, à la tête du commandement militaire en charge du Proche-Orient, s'est rendu à plusieurs reprises sur place, apportant des informations en temps réel tout en assurant la coordination avec Israël et les autres partenaires régionaux.

Les Etats-Unis étaient également en contact avec l'Iran, via "une série de communications

directes relayées par la Suisse", a ajouté un responsable américain.

Des troupes supplémentaires ont également été déployées dans la région "pour renforcer la dissuasion régionale et la protection des forces américaines", selon le département de la Défense.

- Et maintenant? -

Depuis le début du conflit à Gaza, consécutif à l'attaque du Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre, l'objectif des Etats-Unis est d'éviter la contagion dans la région, et Washington cherche à tout prix à faire baisser les tensions.

"Nous ne participerons à aucune action potentielle de leur part", a insisté un responsable américain, interrogé sur les possibles réponses d'Israël aux attaques de ce weekend, "nous ne nous voyons pas nous y impliquer".

Israël a de son côté "été clair avec nous sur le fait qu'ils ne veulent pas d'une escalade avec l'Iran", a poursuivi ce responsable. Mais selon lui, "la grande question n'est pas seulement de savoir si Israël va agir, mais aussi ce qu'il va choisir de faire".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 avril 2024

## Irak: un mort dans une frappe imputée à la Turquie (responsable)

**Erbil (Irak), 19 avr 2024 (AFP)**

— Un homme a été tué dans une frappe de drone imputée à la Turquie dans le nord de l'Irak, a indiqué vendredi un responsable local du Kurdistan autonome, secteur des opérations turques contre les combattants kurdes turcs du PKK.

L'armée turque confirme épisodiquement ses bombardements en territoire irakien voisin, où elle mène régulièrement des opérations terrestres et aériennes contre des positions du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) au Kurdistan autonome d'Irak mais aussi dans la région montagneuse du Sinjar, plus à l'ouest.

En lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, le

PKK est classé groupe "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

La frappe a eu lieu jeudi soir près d'un petit village mais la victime a été retrouvée vendredi matin, a indiqué à l'AFP Ihsan Chalabi, maire du district de Sidakan, zone montagneuse du Kurdistan irakien, près de la jonction des frontières avec la Turquie et l'Iran.

Il a évoqué "une frappe de drone turc contre une voiture", précisant que "le corps appartient à un habitant de la région qui fait partie des Peshmergas", les forces de sécurité locales kurdes.

La Turquie a installé depuis 25 ans des bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter

contre le PKK, qui dispose également de bases arrières dans cette région.

Début avril, un "haut responsable militaire" issu du PKK a été tué par un drone de l'armée turque ayant visé son véhicule dans la région du Sinjar, selon les services antiterroristes du Kurdistan autonome.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan est attendu lundi en Irak. Il n'a pas exclu une visite, sur le chemin du retour, à Erbil, capitale du Kurdistan autonome depuis 1991.

La dernière visite officielle de M. Erdogan en Irak remonte à mars 2011. Alors Premier ministre, il avait exhorté les autorités irakiennes à coopérer avec son pays dans la lutte

contre le PKK.

En mars, le ministre de la Défense irakien Thabet al-Abassi a exclu "des opérations militaires conjointes" contre le PKK mais souligné que la Turquie et l'Irak "œuvreront à l'installation d'un centre conjoint de coordination des renseignements".

Le pouvoir central à Bagdad et le gouvernement régional du Kurdistan irakien ont été accusés de tolérer les activités militaires de la Turquie afin de préserver leurs liens économiques étroits.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 avril 2024

## Iran: il n'y a pas eu d'"attaque de l'étranger", affirme un média

Téhéran, 19 avr 2024 (AFP) — L'agence de presse iranienne Tasnim a indiqué vendredi, en citant des "sources bien informées", qu'il n'y avait "aucune information faisant état d'une attaque de l'étranger", après des explosions entendues dans le pays.

"Contrairement aux rumeurs et aux affirmations faites par les médias israéliens", il "n'y a aucune information faisant état d'une attaque de l'étranger contre la ville centrale d'Ispahan ou toute autre partie du pays", a indiqué l'agence, alors qu'aucun dirigeant iranien n'a publiquement commenté ces explosions.

Selon des médias américains, de hauts responsables des Etats-Unis ont fait état d'une attaque israélienne en représailles aux tirs de drones et de missiles sans précédent contre Israël le weekend dernier.

Tasnim a expliqué que "des unités de défense aérienne avaient été activées dans certains endroits comme Ispahan et Tabriz", une ville du nord du pays. "Mais ces mesures étaient dues à la grande sensibilité des systèmes de défense aérienne en raison de la situation actuelle et à la possibilité de détecter certains petits drones", ont souligné les sources à Tasnim.

L'agence de presse officielle iranienne Irna a indiqué qu'"aucun dégât majeur" n'avait été rapporté après les explosions.

- "Totalemt sûres" -

"Suite à l'activation de la défense aérienne dans certaines régions du pays", "aucun dégât ou explosion à grande échelle n'a été signalé", affirme l'agence, se basant sur les informations rapportées par ses journalistes.

Aux Etats-Unis, des médias citant des responsables américains ont indiqué que Washington avait été prévenu d'une attaque israélienne

contre l'Iran mais qu'il n'avait ni approuvé l'opération ni joué aucun rôle dans son exécution.

L'agence Irna a précisé qu'"aucune information faisant état de tirs de systèmes de défense antimissile" n'avait été reçue.

Dans la province d'Ispahan (centre), où les explosions ont été entendues, "les installations importantes, en particulier les installations nucléaires, sont totalement sûres et aucun accident n'y a été signalé", a ajouté Irna.

Un officier de la province, le général de brigade Siavash Mi-handoost, a expliqué à la télévision d'Etat que le bruit

“relativement fort” entendu à l’est d’Ispahan était “lié au tir de la défense aérienne sur un objet volant” et non à une explosion au sol. “Nous n’avons eu aucun dommage ou incident”, a-t-il précisé.

En début de matinée, l’activité a repris dans l’ensemble des aéroports du pays, dont les deux de Téhéran et ceux d’Ispahan et Shiraz, après avoir été suspendue à la suite des explosions.

Par ailleurs, le secrétariat du

Conseil suprême national de sécurité a démenti des informations de presse selon lesquelles cette instance présidée par le président de la République islamique, Ebrahim Raïssi, avait organisé une réunion d’urgence vendredi à la suite de ces explosions, selon l’agence Tasnim.

En janvier, l’Iran avait accusé Israël d’être “responsable” d’une attaque aux drones contre un site militaire iranien dans la province d’Ispahan.

Les drones, trois quadricoptères, avaient visé dans la nuit du 28 au 29 janvier un bâtiment de production à Ispahan, sans faire de victimes, provoquant “des dégâts mineurs”, selon le ministère iranien de la Défense.

L’agence de presse Nour, considérée comme proche du Conseil de sécurité nationale de la République islamique, avait ensuite mis en cause des groupes d’opposition kurdes basés en Irak pour leur implication présumée dans l’at-

taque, ordonnée selon elle par un “service de sécurité étranger”.

“Les composants des drones, ainsi que le matériel explosif, ont été transférés en Iran avec la participation de groupes kurdes anti-révolutionnaires basés dans le Kurdistan irakien”, avait-elle accusé.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

19 avril 2024

## Le groupe Lufthansa suspend ses vols vers Israël, l’Irak et la Jordanie jusqu’à samedi matin

**Francfort (Allemagne), 19 avr 2024 (AFP)** — Le groupe aérien Lufthansa a suspendu jusqu’à samedi matin ses vols à destination d’Israël, de l’Irak et de la Jordanie, après des informations faisant état de frappes de représailles israéliennes contre l’Iran.

“Nous avons annulé les vols en raison de la situation actuelle”, a indiqué vendredi un porte-parole à l’AFP, précisant que cette mesure vise Tel-Aviv en Israël, Erbil au Kurdistan irakien et Amman en Jordanie s’appliquait jusqu’à samedi à 05h00 GMT.

Par dérogation, la compagnie Swiss, filiale du groupe, a annulé ses vols de et vers Tel-Aviv jusqu’au jeudi 25 avril, invoquant des “désagréments pour les passagers” lorsque des annulations sont annoncées “à plusieurs reprises des vols dans des délais très brefs”, selon un communiqué séparé.

“La sécurité des passagers et de l’équipage est toujours notre priorité absolue”, a précisé Lufthansa dans une déclaration transmise à l’AFP.

“Le groupe Lufthansa ne s’ap-

puie pas uniquement sur les évaluations gouvernementales, mais évalue lui-même la situation actuelle en matière de sécurité et prend ensuite une décision indépendante”, est-il ajouté.

Les liaisons avec Téhéran et Beyrouth restent elles suspendues jusqu’au jeudi 30 avril, comme déjà communiqué.

Plusieurs explosions ont été rapportées tôt vendredi dans le centre de l’Iran, de hauts responsables américains cités par des médias faisant état d’une attaque israélienne en repré-

sailles aux tirs de drones et de missiles sans précédent contre Israël le weekend dernier.

L’Iran a minimisé l’impact des explosions sans accuser directement Israël, qui ne les a pas revendiquées.

Israël avait juré de faire payer à l’Iran le prix de son attaque inédite contre le territoire israélien, menée le weekend dernier en représailles à une frappe meurtrière lancée le 1er avril contre le consulat iranien à Damas et imputée à Israël.

19 avril 2024

## Syrie: 28 soldats et combattants tués dans deux attaques de l’EI

**Beyrouth, 19 avr 2024 (AFP)** — Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a tué 28 soldats syriens et combattants progouvernementaux dans deux attaques menées dans des zones contrôlées par le pouvoir en Syrie, selon un nouveau bilan vendredi de l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH).

Malgré sa défaite territoriale en Syrie en 2019, le groupe ultraradical dont les membres sont reclus dans le vaste désert syrien, continue de mener des attaques meurtrières, visant principalement les forces progouvernementales et les forces dirigées par les Kurdes, alliés de Washington.

Dans une première attaque jeudi soir, “22 soldats de l’armée régulière et des combattants d’une faction progouvernementale ont été tués lorsque des jihadistes de l’EI ont ouvert le feu sur un bus militaire dans l’est de la province de Homs (centre)”, selon l’OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni et disposant d’un

vaste réseau de sources dans le pays en guerre.

La plupart des morts sont des membres d’une faction appelée “la Brigade al-Qods” comprenant des combattants palestiniens, a-t-elle précisé.

Plus à l’est, près de la frontière

avec l'Irak, "six soldats syriens ont péri dans une autre attaque de l'EI contre une base près de Boukamal", a indiqué l'ONG, ajoutant que deux soldats avaient été enlevés.

Un précédent bilan faisait état de 20 morts dans ces attaques.

Les médias d'Etat syriens n'ont pas fait mention des attaques dans l'immédiat.

Fin mars, les jihadistes de l'EI ont "exécuté" huit soldats syriens après une embuscade, selon l'Observatoire.

L'EI a pris le contrôle de pans entiers de la Syrie et de l'Irak en 2014, proclamant son "califat" et lançant un règne de terreur avant d'être défait en 2019 par une coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis

et les forces kurdes.

Depuis le début de l'année, plus de 268 soldats et combattants progouvernementaux ont été tués dans des attaques, embuscades et explosions de l'EI notamment dans les provinces de Deir Ezzor, Homs et Raqqa, selon l'Observatoire.

La guerre en Syrie, déclenchée

en 2011 après la répression brutale par le pouvoir des manifestations prodémocratie, a fait plus d'un demi-million de morts et des millions de déplacés.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 avril 2024

## L'attention internationale tournée vers le conflit Israël-Iran, Téhéran accroît sa répression en interne

**Paris, 21 avr 2024 (AFP) —** Répression accrue contre les femmes, arrestations, exécutions: alors que le monde a les yeux braqués sur l'escalade des tensions entre Israël et l'Iran, Téhéran étrangle toute opposition en interne.

Le grand mouvement de contestation "Femme. Vie. Liberté", né en Iran après la mort de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini en septembre 2022, a été écrasé au fil des mois par les autorités iraniennes, mais les ONG et activistes s'inquiètent d'une recrudescence de la répression ces dernières semaines.

Les vans blancs de la redoutable police des moeurs sont réapparus dans les rues des villes à travers le pays, à l'affût des femmes ne respectant pas le strict code vestimentaire islamique, particulièrement le voile, obligatoire.

Le chef de la police de Téhéran, le général Abasali Mohammadian, a annoncé samedi 13 avril un renforcement des contrôles sur le port du voile, menaçant les femmes ne s'y pliant pas de faire l'objet "d'une attention particulière" et de poursuites.

Depuis la Révolution islamique de 1979, les femmes ont l'obligation de dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics. Mais depuis la mort de Mahsa

Amini, décédée après son arrestation par la police des moeurs, de plus en plus de femmes apparaissent sans voile.

- "Champ de bataille" -

De nombreuses vidéos postées ces derniers jours sur les réseaux sociaux sous le hashtag "#guerrecontrelesfemmes" montrent des policiers et policières en tenue islamique embarquer des femmes dévoilées dans les vans de la police des moeurs.

L'une d'entre elles montre une femme à terre, en proie à un malaise, après avoir présumément été interpellée par la police près de la station de métro Tajrish, dans le nord de Téhéran.

Une autre montre des femmes apparemment soumises à des chocs électriques près d'un van de la police des moeurs.

"La République islamique a transformé les rues en champ de bataille contre les femmes et les jeunes", a écrit la militante emprisonnée Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023, sur les réseaux sociaux.

"Dans un contexte de dissidence interne et alors que l'attention internationale est concentrée sur les tensions régionales, la République islamique saisit l'opportunité d'in-

tensifier sa campagne de répression", a déclaré dans un communiqué Hadi Ghaemi, directeur du Centre pour les droits humains en Iran, une ONG basée à New York.

- Contexte régional -

Dans un Moyen-Orient décrit par l'ONU comme "au bord du précipice" depuis l'attaque sans précédent du Hamas palestinien contre Israël le 7 octobre et la guerre de représailles menée dans la bande de Gaza, les tensions entre les deux grands ennemis régionaux, Israël et l'Iran, ne cessent d'escalader.

Plusieurs explosions ont été rapportées vendredi en Iran, dans ce qui pourrait être, selon des médias américains, une attaque israélienne en représailles aux tirs de drones et missiles iraniens contre Israël le week-end dernier.

La répression en Iran est donc éclipsée par le contexte régional. Mais "sans une réponse internationale ferme, la République islamique se sentira autorisée à accroître la violence contre les femmes et ses violations des droits humains", met en garde M. Ghaemi.

"Le régime va sans aucun doute saisir cette opportunité pour renforcer son emprise en interne", abonde Mahmoud Amiry Moghaddam, directeur de Iran

Human Rights (IHR), une ONG basée en Norvège.

"Ils n'ont pas encore réussi à reprendre le contrôle (de la contestation, NDLR). Ils ont peut-être l'occasion de le faire maintenant", ajoute-t-il.

- Arrestations, exécutions -

Depuis septembre 2022, des centaines de personnes ont été tuées, selon les ONG, et des milliers d'autres arrêtées, dans la répression qui a suivi le déclenchement de "Femme. Vie. Liberté".

Parmi les personnes récemment arrêtées figure Aida Shahkarami, la soeur de Nika Shahkarami, une jeune femme de 16 ans morte pendant les grandes manifestations de septembre 2022, a écrit leur mère Nasrin sur les réseaux sociaux. Son décès avait été imputé par sa famille aux forces de sécurité iraniennes.

Aida a été arrêtée "pour non respect du port du voile obligatoire", selon Nasrin.

Une autre personnalité, Dina Ghalibaf, journaliste et étudiante à l'université de Téhéran, a été arrêtée après avoir accusé les forces de sécurité de l'avoir agressée sexuellement lors d'une interpellation dans le métro.

Par ailleurs, les exécutions se multiplient en Iran. Au moins 110 personnes ont été exécutées depuis le début de l'année, d'après l'IHR.

Selon un récent rapport d'Amnesty International, au moins 853 personnes ont été exécutées en Iran en 2023, soit une augmentation de 48% par

rapport à 2022.

La peine capitale est utilisée pour "effrayer" la population et dissuader toute contestation, disent les ONG.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 avril 2024

## En Irak, le président turc Erdogan discute eau, sécurité et coopération économique accrue

**Bagdad, 22 avr 2024 (AFP)**

— Le président turc Recep Tayyip Erdogan était reçu lundi en grande pompe en Irak pour signer une vingtaine d'accords et accroître la coopération économique, sa première visite en plus d'une décennie marquée par des discussions épineuses sur la sécurité régionale et le partage des eaux.

Le dernier déplacement du président Erdogan en Irak remonte à 2011. Alors Premier ministre, il exhortait Bagdad à coopérer dans la lutte contre les combattants kurdes turcs du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, classé groupe "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Lundi, sur les sujets qui fâchent, M. Erdogan et le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani s'en sont tenus aux positions traditionnelles de leur pays, tout en mettant en avant les opportunités économiques à venir.

Outre la signature de 24 protocoles d'entente, M. Soudani s'est félicité d'un "accord-cadre stratégique" visant à "construire une coopération durable dans tous les domaines" via des commissions permanentes "pour la sécurité, l'énergie et l'économie".

Les pourparlers ont aussi porté sur le PKK.

"Nous avons discuté des mesures communes qui peuvent être prises contre le PKK et

ses extensions, qui ciblent la Turquie depuis le territoire irakien", a insisté M. Erdogan lors d'une allocution commune.

"A cette occasion, j'ai partagé avec mes homologues ma ferme conviction que la présence du PKK sur le territoire irakien prendra fin le plus rapidement, en étant officiellement déclaré comme organisation terroriste", a-t-il plaidé.

- "Coordination sécuritaire bilatérale" -

La Turquie a installé depuis 25 ans des bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre les bases arrière du PKK. Elle mène régulièrement des opérations contre ces combattants en territoire irakien.

M. Soudani a lui sobrement évoqué une "coordination sécuritaire bilatérale" qui répondra "aux besoins des deux parties, et permettra de faire face aux défis posés par la présence d'éléments armés, susceptibles de coopérer avec le terrorisme et de violer la sécurité des deux pays".

En mars, le ministre de la Défense irakien Thabet al-Abassi excluait "des opérations militaires conjointes" contre le PKK, tout en soulignant que Bagdad et Ankara oeuvreraient "au lieu et au moment voulus" à la mise en place "d'un centre conjoint de coordination des renseignements".

Autre sujet de contentieux, le partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate. Les autorités irakiennes fustigent le voisin turc pour les barrages construits en amont et qui ont réduit le débit des deux fleuves mythiques arrivant en territoire irakien.

Lundi les deux pays ont passé un "accord-cadre sur la question de l'eau" d'une durée de dix ans.

Objectif: des projets conjoints visant à "améliorer la gestion des eaux" des deux fleuves, a assuré M. Soudani, qui espère ainsi une "administration commune et équitable des ressources hydriques".

"Il n'est dans l'intérêt de personne que la situation s'aggrave concernant l'eau et la quote-part de l'Irak", a-t-il jugé.

"C'est un fait que la crise climatique affecte négativement la Turquie (...) ainsi que l'Irak", a rappelé M. Erdogan. "Utiliser l'eau efficacement en évitant le gaspillage est aussi important que la quantité d'eau", a-t-il souligné.

- "Stimuler la croissance" -

A l'ordre du jour figurait la "Route du développement", ambitieux projet de route et de voie ferrée, corridor de 1.200 km devant relier d'ici 2030 le Golfe à la Turquie en passant par l'Irak.

Lundi, en présence d'Erdogan et de Soudani, quatre ministres

représentant l'Irak, la Turquie, les Emirats arabes unis et le Qatar ont signé un "mémorandum d'accord quadripartite" portant sur leur coopération à propos de la "Route du développement", selon un communiqué irakien.

Les pays signataires devront "établir les cadres nécessaires à la mise en oeuvre du projet", précise le texte, qui rappelle que l'initiative "contribuera à stimuler la croissance économique".

Enfin le président turc était arrivé en soirée à Erbil, capitale du Kurdistan dans le nord de l'Irak, où il a été accueilli par le Président de la région autonome, Nechirvan Barzani, et le Premier ministre Masrour Barzani. Il s'est également entretenu avec le patriarche du clan, Masoud Barzani.

Parmi les dossiers sensibles sur lesquels Irak et Turquie n'arrivent pas à s'accorder, il y a les exportations pétrolières, menées autrefois par le Kurdistan sans l'aval de Bagdad, et qui transitaient par le port turc de Ceyhan.

Elles sont à l'arrêt depuis plus d'un an, en raison de litiges et de problèmes techniques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 avril 2024

## Turquie : série d'arrestations dans la presse prokurde

**Istanbul, 23 avr 2024 (AFP)**

— Au moins huit journalistes et une assistante turcs travaillant pour des médias prokurdes ont été arrêtés mardi en Turquie et accusés d'activités terroristes", selon leurs employeurs et leurs avocats.

Ces personnes, quatre femmes et cinq hommes, ont été interpellées à l'aube dans trois villes différentes, Istanbul, la capitale Ankara et Sanliurfa (sud-est), a annoncé l'association des avocats pour la liberté de la presse, MLSA.

Elles ne sont pas autorisées à avoir accès à un avocat avant 24 heures, a déploré cette association sur le réseau X.

"Aucune déclaration n'a été faite sur les raisons de la détention des journalistes arrêtés au cours des opérations me-

nées dans la matinée", a ajouté MLSA.

Les journalistes travaillent pour l'agence de presse Mezopotamia ou pour le journal Yeni Yasa, dont une assistante a également été appréhendée.

Mezopotamia précise que son journaliste arrêté à Ankara l'a été au cours d'une opération de police à son domicile.

Une proche d'un des reporters interpellés a confirmé à l'AFP, sous le couvert de l'anonymat, que son avocat s'était vu barrer l'accès au poste de police où il est retenu à Istanbul.

Selon elle, la police s'est présentée au domicile de ce journaliste avant l'aube pour l'interpeller.

Les familles des journalistes

concernés ont été prévenues de leur arrestation "dans le cadre d'une enquête ouverte en 2022 pour activités terroristes", a-t-elle signalé.

En vertu de la législation antiterroriste, les interpellés peuvent être gardés à vue pendant quatre jours avant d'être éventuellement déférés devant un procureur.

L'organisation de défense de la presse Reporters sans frontières (RSF) à Istanbul, jointe par l'AFP, a dit "suivre la situation de près".

Simultanément, les studios de télévision de Sterk TV et Medya News, deux chaînes de télévision kurdes émettant à partir de la Belgique, ont été perquisitionnés par la police belge.

Cette opération, conduite sur

requête du parquet antiterroriste de Paris, n'a "aucun lien" avec les arrestations en Turquie, a précisé une source proche du dossier à l'AFP.

Selon un communiqué du parquet belge diffusé mardi, ces perquisitions ont été effectuées "dans la nuit", "à la demande de la justice française" qui cherche à "établir d'éventuelles preuves de financement du terrorisme".

Huit hommes ont été interpellés mardi en France dans le cadre d'une enquête liée au financement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 avril 2024

## Un rappeur iranien condamné à mort pour avoir soutenu des manifestations (média)

**Téhéran, 24 avr 2024 (AFP)**

— Un tribunal iranien a condamné à mort un célèbre rappeur iranien emprisonné depuis plus d'un an et demi pour son soutien au mouvement de contestation de 2022 déclenché après la mort de Mahsa Amini, a rapporté mercredi un média local.

"Le tribunal révolutionnaire d'Is-pahan (...) a condamné Toomaj Salehi à la peine de mort pour corruption sur Terre", l'un des chefs d'accusation les plus

graves en Iran, a indiqué l'avocat du chanteur, Amir Raisian, cité par le quotidien Shargh.

Le tribunal révolutionnaire avait accusé M. Salehi d'"incitation à la sédition, rassemblement, conspiration, propagande contre le système et appel aux émeutes", selon l'avocat.

Le rappeur de 33 ans avait été arrêté en octobre 2022. Il avait soutenu via ses chansons et sur les réseaux sociaux le mouvement de contestation déclen-

ché après la mort le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne détenue par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict pour les femmes.

Des artistes étrangers lui avaient alors apporté leur soutien, craignant qu'il ne soit condamné à mort.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées

et des milliers arrêtées au cours des manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre 2022 en Iran, avant de refluer.

Neuf personnes ont été exécutées en lien avec ce soulèvement, selon des ONG.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 avril 2024

## Iran: Dix experts de l'ONU alarmés par la condamnation à mort d'un rappeur

**Genève, 25 avr 2024 (AFP)** — Dix experts indépendants des Nations unies se disent jeudi "alarmés" par la condamnation à mort d'un célèbre rappeur iranien, Toomaj Salehi, emprisonné pour son soutien au mouvement de contestation de 2022 déclenché après la mort de Mahsa Amini.

"Aussi dures que soient les chansons de M. Salehi à l'égard du gouvernement, elles sont une manifestation de la liberté artistique et des droits culturels", ont-ils indiqué dans un communiqué, signé par cinq Rapporteurs spéciaux et les cinq membres du Groupe de travail sur la détention arbitraire.

Ils se disent "alarmés par l'imposition de la peine de mort et les mauvais traitements présumés à l'encontre de M. Salehi

qui semblent uniquement liés à l'exercice de son droit à la liberté d'expression artistique et à la créativité".

En outre, ont-ils ajouté, "les exécutions à l'issue de procès inéquitables constituent une privation arbitraire de la vie".

Ces experts sont nommés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU mais ne s'expriment pas au nom de l'organisation.

Mercredi, un média local iranien, citant l'avocat du rappeur, a rapporté que le tribunal révolutionnaire d'Ispahan l'avait condamné "à la peine de mort pour corruption sur Terre".

Le rappeur de 33 ans avait été arrêté en octobre 2022. Il avait soutenu via ses chansons et sur les réseaux sociaux le

mouvement de contestation déclenché après la mort le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne détenue par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict pour les femmes.

"La critique de la politique gouvernementale, y compris par le biais de l'expression artistique, est protégée par le droit à la liberté d'expression et le droit de participer à la vie culturelle", ont fait valoir les experts indépendants de l'ONU.

"L'art doit être autorisé à critiquer, à provoquer, à repousser les limites dans toute société", ont-ils insisté.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été

tuées et des milliers arrêtées au cours des manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre 2022 en Iran, avant de refluer.

Neuf personnes ont été exécutées en lien avec ce soulèvement, selon des ONG.

Les experts de l'ONU indiquent avoir reçu "des allégations selon lesquelles il est de plus en plus fréquent que des artistes, des activistes et des journalistes soient arrêtés et détenus pour des accusations telles que la +publication de fausses nouvelles+ ou +propagande contre l'État+".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 avril 2024

## Inquiétante prolifération des missiles sol-air légers au Moyen-Orient (rapport)

**Paris, 26 avr 2024 (AFP)** — Le Moyen-Orient et l'Afrique du nord sont confrontés à une inquiétante prolifération de missiles sol-air légers, en particulier au sein des groupes armés non-étatiques, avertit un rapport de l'organisation spécialisée Small Arms Survey, publié vendredi.

Le groupe de recherche indépendant relève que ces systèmes portatifs de défense sol-air, connues sous leur acronyme anglophone Manpads, sont utilisables contre des avions civils comme militaires.

Ils sont présents à la fois dans

des versions anciennes mais encore utilisables, ou plus modernes donc plus précises.

"Malgré les efforts internationaux anciens pour freiner la prolifération illicite des Manpads, les groupes armés du Moyen-Orient continue d'acquiescer ces systèmes", explique l'organisation.

Elle a identifié 12 modèles différents de Manpads, généralement propulsés par un lanceur porté à l'épaule, dans les arsenaux de groupes armés de 13 des 26 pays de la région entre 2015 et mi-2023.

"Les Manpads de conception chinoise supplantent progressivement les modèles russes/soviétiques", explique l'enquête, ajoutant que la plupart d'entre eux arrivent dans la région via des pays tiers importateurs.

Des Manpads de conception nord-coréenne circulent aussi dans la région, en particulier en Syrie.

Si des engins de conception ancienne ont été identifiés dans les 13 pays concernés, dont quatre qui n'en disposaient pas d'autres, "des groupes armés dans au moins

neuf Etats ont eu accès" à des Manpads plus modernes, aux capacités plus développées en particulier contre des cibles militaires.

Des entretiens avec des experts conduisent le groupe de recherche à démentir l'idée communément admise que la durée de vie de ces armes est limitée, s'appuyant notamment sur l'usage d'engins vieux de plusieurs décennies dans la bande de Gaza et en Irak.

"Les transferts de gouvernements étrangers constituent la source principale" de ces armes, parmi lesquels l'Iran

apparaît comme “le fournisseur le plus prolifique”.

La République islamique ali-mente notamment “l’axe de ré-sistance”, coalition composée notamment du Hezbollah liba-nais, des Houthis du Yémen et

de plusieurs milices en Irak et Syrie.

Aucun système issu des pays de l’Otan n’a été identifié pen-dant la période concernée dans la région, affirme en re-venche le Small Arms Survey.

Parmi les utilisateurs que l’or-ganisation identifie figurent en particulier Al-Qaïda dans la pé-ninsule arabique (AQPA), le groupe Etat islamique (EI) et ses filiales, le Hezbollah liba-nais, l’Armée nationale li-byenne, le Parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK) et les rebelles Houthis du Yémen.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la res-ponsabilité de l’Institut kurde de Paris.

26 avril 2024

## Financement du PKK depuis la Seine-Saint-Denis: sept hommes devant un juge d’instruc-tion antiterroriste

**Paris, 26 avr 2024 (AFP) —** Sept hommes sont présentés vendredi à Paris à un juge d’instruction antiterroriste en vue de leur éventuelle mise en examen, soupçonnés d’avoir contribué au financement du Parti des travailleurs du Kurdis-tan (PKK) depuis la Seine-Saint-Denis en banlieue parisienne.

Ces suspects, âgés d’une tren-taine à une soixantaine d’an-nées selon une source proche du dossier, étaient en garde à vue depuis mardi, dans cette enquête ouverte sur des faits commis entre 2020 et 2024.

Le PKK, organisation sépara-tiste kurde et en lutte armée depuis des décennies contre le pouvoir central turc, est clas-sée comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays comme la France et les Etats-Unis.

Les investigations sur commis-sion rogatoire ont “mis en lu-mière la structuration d’une campagne d’extorsion et de fi-nancement du terrorisme dep-uis la Seine-Saint-Denis au profit du PKK”, a expliqué le Parquet national antiterroriste

(Pnat) sollicité par l’AFP.

Le juge d’instruction a égale-ment prononcé jeudi des pour-suites supplémentaires à l’encontre d’un autre homme, déjà mis en examen et placé sous contrôle judiciaire dans cette information judiciaire, selon le Pnat.

Des “indices graves et concor-dants” laissent “à penser qu’il avait poursuivi son activité cri-minelle malgré son contrôle ju-diciaire”, a précisé le ministère public. “Des réquisitions de placement en détention provi-soire ont été prises à son en-contre. Il a sollicité un débat différé”.

- Flux vers la Belgique -

Les enquêteurs soupçonnent ces hommes d’être en lien avec la “kampanya”, la collecte de l’impôt dit révolutionnaire auprès de commerçants et de membres de la communauté kurde installés en France, selon une source proche du dossier.

Lors de sa garde à vue, l’un des meneurs du groupe a af-firmé que cette collecte, fondée

sur “le volontariat” des per-sonnes donnant de l’argent, “faisait partie de l’ADN kurde”, a souligné une autre source proche du dossier.

De son côté, l’avocat Jean-Louis Malterre, qui défend deux des mis en cause, a dé-noncé auprès de l’AFP une “opération concertée”, men-tionnant des “perquisitions dans des médias kurdes en Belgique”, alors que le PKK est “un mouvement politique qui lutte pour la liberté de son peuple”.

Lundi, des perquisitions ont en effet eu lieu dans le cadre de cette même affaire en Bel-gique, dans les studios de télé-vision kurdes de Sterk TV et Medya News.

Les flux financiers au coeur de l’enquête ouverte en France “sont dirigés vers la Belgique” et ont donné lieu à des audi-tions, a précisé à l’AFP une autre source proche du dos-sier.

Au lendemain de ces perquisi-tions, en France, huit hommes étaient interpellés en Seine-Saint-Denis, en Seine-et-

Marne et dans les Bouches-du-Rhône, par la Sous-direc-tion anti-terroriste (Sdat) et l’OCRGDF (Office central pour la répression de la grande dé-linquance financière).

Sur les huit, l’un a été relâché sans poursuites à ce stade, selon le Pnat. Ce sont les sept autres qui sont tour à tour inter-rogés ce vendredi par le ma-gistrat instructeur.

En France, d’autres enquêtes visent le financement du PKK depuis l’Hexagone.

En mars 2021, neuf personnes du milieu kurde en France avaient été mises en examen, après un coup de filet à Mar-seille et en région parisienne.

En février 2020, quatre per-sonnes avaient également été mises en examen, dans le cadre d’une enquête sur des collectes de fonds pour le PKK dans le sud-ouest du pays.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la res-ponsabilité de l’Institut kurde de Paris.



27 avril 2024

## #SaveToomaj: appels à sauver un rappeur iranien condamné à mort

**Paris, 27 avr 2024 (AFP)** — Les autorités iraniennes sont sous pression pour libérer et acquitter un célèbre rappeur iranien condamné à mort pour “corruption sur terre” après avoir soutenu les manifestations de 2022 en Iran.

Toomaj Salehi, 33 ans, risque la pendaison. Arrêté en octobre 2022, il avait soutenu via ses chansons et sur les réseaux sociaux le mouvement de contestation déclenché après la mort le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne détenue par la police des mœurs, qui lui reprochait d’avoir enfreint le strict code vestimentaire imposé aux femmes.

Le verdict du tribunal révolutionnaire d’Ispahan, rapporté mercredi par un média local iranien citant l’avocat du rappeur et qui peut encore faire l’objet d’un appel, a stupéfait les ONG et militants iraniens car il allait à l’encontre d’une précédente décision de la Cour suprême.

Selon des experts de l’ONU, le rappeur avait initialement été condamné à six ans de prison, avant que celle-ci ordonne sa libération. Mais il avait été de nouveau arrêté en novembre.

“Manipulation grotesque du processus judiciaire”, a accusé Hadi Ghaemi, directeur du Centre pour les droits humains en Iran (CHRI), basé à New

York, estimant que le verdict visait à “faire taire la dissidence”.

Les soutiens du jeune artiste ont lancé sur les réseaux sociaux une campagne sous le hashtag #SaveToomaj (#SauverToomaj).

“C’est une terrible nouvelle et nous devons tous nous indigner et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour #sauverToomaj. C’est un héros national”, a écrit sur X l’actrice britannique d’origine iranienne Nazanin Boniadi.

Le verdict survient dans un contexte de répression accrue en Iran, notamment contre les femmes, et une augmentation en flèche des exécutions. Selon Amnesty International, 853 personnes ont été exécutées en 2023, une hausse de 48% par rapport à 2022. Depuis le début de l’année, déjà 130 ont été exécutées, selon l’ONG IHR basée en Norvège.

Le verdict contre Salehi est tombé peu après la condamnation d’un autre rappeur, Saman Yasin, à cinq années de prison. Il avait initialement été condamné à mort.

Selon son avocat, il a subi des tortures et été contraint à des aveux forcés.

“Nous appelons à leur libération immédiate”, a déclaré l’adjoint de l’envoyé spécial américain sur l’Iran, Abram

Paley. Les condamnations des deux rappeurs “sont les derniers exemples de la brutalité des abus perpétrés sur ses propres citoyens par le régime, son mépris des droits humains et la peur du changement démocratique espéré par les Iraniens”.

- ‘Désespoir’ -

La condamnation à mort de Toomaj Salehi a été dénoncée jeudi par la France, l’Italie, et les experts d’un groupe de travail de l’ONU.

La France a dénoncé une décision “inacceptable” “qui s’ajoute aux nombreuses autres condamnations à mort et exécutions injustifiables liées aux manifestations de l’automne 2022 en Iran”.

Le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani a “condamné fermement” la décision de la justice iranienne.

Plusieurs organisations ont appelé à un rassemblement à Paris dimanche pour exiger sa libération dans une tribune intitulée “il faut sauver le rappeur Toomaj”.

A Genève, ce sont dix experts indépendants des Nations unies qui ont dénoncé ce verdict.

“Aussi dures que soient les chansons de M. Salehi à l’égard du gouvernement, elles

sont une manifestation de la liberté artistique et des droits culturels”, ont-ils indiqué dans un communiqué, signé par cinq rapporteurs spéciaux et les cinq membres du Groupe de travail sur la détention arbitraire.

Ils se disent “alarmés par l’imposition de la peine de mort et les mauvais traitements présumés à l’encontre de M. Salehi qui semblent uniquement liés à l’exercice de son droit à la liberté d’expression artistique et à la créativité”.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l’ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées au cours des manifestations qui se sont déroulées en octobre et novembre 2022 en Iran, avant de refluer.

Neuf personnes ont été exécutées en lien avec ce soulèvement, selon des ONG. Six autres sont menacés d’exécution imminente, selon IHR (Iran Human Rights).

Ces condamnations sont “le signe de désespoir du régime de la République islamique et de sa peur de la contestation populaire”, a déclaré le directeur d’IHR Mahmoud Amiry-Moghaddam.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

29 avril 2024

## Chrétiens d'Orient: l'Assemblée appelle à reconnaître le "génocide" des Assyro-Chaldéens

**Paris, 29 avr 2024 (AFP)** — L'Assemblée nationale a approuvé à l'unanimité des votes exprimés lundi un texte appelant le gouvernement à reconnaître comme un génocide les "massacres" infligés en 1915-1918 par les autorités ottomanes aux Assyro-Chaldéens, une communauté chrétienne originaire de Mésopotamie.

L'ensemble des députés a voté pour la résolution, à l'exception de ceux de la France insoumise, qui se sont abstenus.

La Turquie a dénoncé dans la foulée "des accusations sans fondement juridique et historique", jugeant la résolution "nulle et non avenue".

"Les parlements n'ont aucune autorité pour interpréter ou porter un jugement sur l'histoire", écrit dans un communiqué le ministère turc des Affaires étrangères, pour qui ce texte "déforme des événements historiques au nom d'intérêts politiques".

La "proposition de résolution", portée par le président du groupe macroniste Renaissance Sylvain Maillard, répond à une demande récurrente de cette communauté en faveur

d'une reconnaissance comme celle du génocide arménien. Cosignée par des députés d'opposition, principalement LR, elle fait écho à un texte similaire, largement adopté en février 2023 par le Sénat.

Si le génocide arménien "est reconnu par de nombreux pays et organisations internationales, considéré comme l'un des quatre génocides officiellement acceptés par l'ONU, et est commémoré chaque 24 avril par la France, le massacre des Assyriens souffre d'un manque de reconnaissance en tant que génocide", pose l'exposé des motifs de la résolution.

Les massacres par l'Empire ottoman de jusqu'à 1,5 million d'Arméniens en 1915-1916 sont reconnus comme génocide par de nombreux historiens et une trentaine de pays, dont la France, mais pas par la Turquie, qui évoque des "massacres des deux côtés".

Or, "entre 1915 et 1918, la population assyrienne du nord de la Mésopotamie (régions du sud-est de l'actuelle Turquie et région du nord-ouest de l'Iran) a été massacrée et déplacée de force par les troupes otto-

manes et kurdes", est-il écrit dans le texte qui évoque aussi sa "conversion forcée à l'islam" organisée par "le régime ottoman".

La résolution "invite" donc le gouvernement "à reconnaître officiellement, comme ayant un caractère génocidaire, l'extermination de masse, la déportation et la suppression de l'héritage culturel de plus de 250.000 Assyro-Chaldéens" et à "condamner" ce "génocide".

Le vote de l'Assemblée n'a pas de valeur contraignante pour l'exécutif.

"Au nom du gouvernement", la secrétaire d'Etat Chrysoula Zacharopoulou a émis dans l'hémicycle "une réserve de principe". "Bien que consciente des massacres commis en 1915", elle a estimé que "la reconnaissance de l'existence du génocide est le travail des historiens et de la justice".

Elle avait auparavant souligné que "la réalité historique des massacres dont ont été victimes les Assyro-Chaldéens ne fait pas de doute", avec un nombre de victimes "évalué entre 200.000 et 300.000", et rendu "hommage" à leurs des-

cendants au nom du gouvernement.

Si la France insoumise a elle aussi dit vouloir reconnaître "les atrocités et les souffrances subies" par ce peuple, le "caractère systématique de ces massacres et l'intention qui les précède", elle a pris ses distances avec les termes de la résolution, la jugeant "caricaturale et politicienne", avec l'objectif d'accréditer l'idée d'un "choc des civilisations".

"Où étiez-vous quand les chrétiens d'Orient mouraient sous les balles de l'Azerbaïdjan et de leurs bombes vendues par votre ami (Benjamin) Netanyahu, allié de (Recep Tayyip) Erdogan dans cette affaire? Où êtes-vous lorsque vous donnez des soutiens inconditionnels au gouvernement qui a persécuté les chrétiens d'Orient, dans le quartier arménien de la vieille ville de Jérusalem et qui a bombardé l'église de Saint-Porphyre?", a demandé le député Sébastien Delogu.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 avril 2024

## Irak: 700 personnes rapatriées du camp d'Al-Hol en Syrie (responsable)

**Mossoul (Irak), 29 avr 2024 (AFP)** — Au moins 160 familles irakiennes, totalisant environ 700 personnes, ont été rapatriées du camp syrien d'Al-Hol, qui abrite notamment des proches de jihadistes du groupe Etat islamique (EI), a annoncé lundi un responsable irakien

dans le nord de l'Irak, où le groupe est arrivé.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, avait confirmé dimanche le départ de ces familles irakiennes — 714 per-

sonnes — d'Al-Hol, situé dans le nord-est de la Syrie, dans la province de Hassaké.

Quelque "700 personnes, environ 160 familles, sont retournées d'Al-Hol", a indiqué à l'AFP un responsable local dans la province de Ninive, région du

nord de l'Irak frontalière de la Syrie.

S'exprimant sous anonymat, le responsable a expliqué que ces nouveaux venus seront retenus au camp d'Al-Jadaa, le temps d'une "réhabilitation psychologique" qui permettra de s'as-

surer qu'ils ont la capacité de "rentrer dans leurs régions d'origine" et garantir ainsi qu'ils ne posent aucun danger et n'ont aucune affiliation jihadiste.

Plus de 43.000 personnes vivent en Syrie dans le camp délabré et surpeuplé d'Al-Hol, sous administration kurde. Il s'agit de déplacés syriens, de réfugiés irakiens et de milliers d'étrangers originaires d'au moins 45 pays, dont des familles de jihadistes de l'EI.

Le retour en Irak de proches de jihadistes fait polémique parmi une population dont une partie a été martyrisée pendant trois ans par les exactions de l'EI.

Après sa montée en puissance fulgurante en 2014, l'organisation ultraradicale a occupé jusqu'à un tiers du territoire irakien, avant sa mise en déroute en 2017 par les forces irakiennes soutenues par une coalition internationale emmenée par Washington.

Malgré les appels répétés de l'administration kurde en Syrie, la plupart des pays occidentaux refusent de rapatrier leurs citoyens retenus à Al-Hol et d'autres camps similaires, par crainte d'éventuels actes terroristes sur leur sol.

L'Irak est un des rares pays à rapatrier avec régularité ses ressortissants d'Al-Hol, un engagement salué tant par l'ONU que par les Etats-Unis.

Le conseiller irakien à la sécurité

nationale, Qassem Al-Araji, a assuré en mars que plus de 1.920 familles irakiennes avaient été transférées à Al-Jadaa. Sur ce total, 1.230 familles ont été autorisées à rentrer chez elles.

---

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.